BnF Gallica

Le prolétariat dans la société moderne / Augusté Comte ; Textes choisis avec une introduction de R. Paula Lopes

Source gallica.bnf.fr / BibliothÃ¨que nationale de France

BnF Gallica

Comte, Auguste (1798-1857). Auteur du texte. Le prolétariat dans la société moderne / Augusté Comte ; Textes choisis avec une introduction de R. Paula Lopes. 1946.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisation.commerciale@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / BibliothÃ¨que nationale de France

JEAN LAMBERT

ARCHIVES POSITIVISTES

AUGUSTE COMTE

LE PROLÉTARIAT DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

RELIGION DE L'HUMANITÉ
L'Amour pour principe,
l'Ordre pour base,
et le Progrès pour but
A. C.

TEXTES CHOISIS AVEC UNE INTRODUCTION DE
R. PAULA LOPES

10, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE
PARIS

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

AUGUSTE COMTE

LE PROLÉTARIAT DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

TEXTES CHOISIS

8° R
45744
(3)

DL 08189 27-7-46

ARCHIVES POSITIVISTES

AUGUSTE COMTE

LE PROLÉTARIAT DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

RELIGION DE L'HUMANITÉ
L'AMOUR POUR PRINCIPE,
L'ORDRE POUR BASE,
ET LE PROGRÈS POUR BUT.
A. C.

TEXTES CHOISIS AVEC UNE INTRODUCTION DE
R. PAULA LOPES

10, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE
PARIS

Ce volume, le troisième de la collection « Archives Positivistes » publiée sous la direction de Paulo E. de Berredo-Carneiro, a été achevé d'imprimer le 3 juillet 1946.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS

A LA MÉMOIRE DE

MARIO BARBOZA CARNEIRO

Ancien Ministre de l'Agriculture du Brésil,

Fondateur de l'Association brésilienne
des Amis d'Auguste Comte,

dont la vie tout entière fut consacrée à la cause sociale,
sous l'égide de la Religion de l'Humanité.

ARCHIVES POSITIVISTES

Volumes déjà parus :

Auguste COMTE. — *Nouvelles lettres inédites*, 1 vol., 1939.

Auguste COMTE. — *Système de Philosophie Positive*. Préliminaires généraux et conclusions, 1 vol., 1942.

Auguste COMTE. — *Le Prolétariat dans la Société moderne* (Textes choisis). 1 vol., 1946.

Volumes à paraître :

Auguste COMTE. — *Préceptes philosophiques* (Textes choisis).

Auguste COMTE. — *Conseils politiques* (Textes choisis).

Auguste COMTE. — *Règles morales* (Textes choisis).

Monuments et Reliques du Positivisme.

Clotilde de Vaux, inspiratrice d'Auguste Comte.

Auguste Comte, Grand-Prêtre de l'Humanité.

La grande Trilogie d'Auguste Comte.

Le Positivisme depuis la mort d'Auguste Comte.

« Je sais qu'en proclamant la nécessité actuelle d'une franche séparation systématique entre la vie spéculative et la vie active, entre l'action philosophique et l'action politique, correspondant à l'ancienne division catholique entre la puissance spirituelle et la puissance temporelle, j'attaque directement le plus universel et le plus profond des préjugés révolutionnaires propres à la grande transition moderne, celui de tous qui est partout le mieux consacré par les mœurs actuelles; mais c'est aussi, dans mon intime conviction, le plus pernicieux de tous aujourd'hui, celui qui entrave le plus la régénération finale; et j'espère que mon appréciation de l'ensemble du passé finira par faire admettre cette démonstration (car, pour moi, c'en est une) chez un assez grand nombre de bons esprits, pour faire spontanément surgir, en dehors et au-dessus des luttes politiques actuelles, une action philosophique allant directement à la réorganisation des opinions et des mœurs modernes, sans se mêler aux batailles que suscite la possession du pouvoir, sinon afin d'y faire pénétrer la réalité de son enseignement général.

. . . .

« D'ailleurs, sans que la philosophie s'en mêle, une nouvelle et redoutable intervention politique, partout imminente, me semble devoir bientôt, à cet égard, changer la question et faciliter involontairement les voies; c'est l'apparition inévitable, et sans doute prochaine, des masses prolétaires sur la scène politique, où elles n'ont encore été qu'instruments, et où leur introduction personnelle changera nécessairement toute la physionomie des luttes actuelles. »

. . . .

Lettre d'Auguste COMTE à John STUART MILL.

(17 janvier 1842).

INTRODUCTION

La haute place que fait le positivisme à la question sociale est un des traits qui le rapprochent des différentes doctrines socialistes élaborées au cours du XIX^e siècle. Sans avoir été mêlé à la vie pratique comme Owen ou Proud'hon, Auguste Comte n'en était pas moins sensible aux dures conditions d'existence des prolétaires. Selon son expression, les travailleurs de son temps ne faisaient que camper dans la cité moderne, en serviteurs d'une civilisation dont ils étaient les parias. Durant toute sa carrière, Comte eut le sentiment que l'humanité traversait une crise profonde ; c'est dans l'espoir de la résoudre qu'il construisit son système philosophique et religieux.

En raison de son caractère synthétique, le positivisme élargit considérablement les données du problème social, en l'envisageant non seulement sous l'angle économique, mais aussi sous l'aspect intellectuel et moral. Un tel point de vue découle pour A. Comte de sa philosophie de l'histoire.

Le problème social, d'après le positivisme, est l'aboutissement d'une longue évolution qui remonte au début du XIV^e siècle lorsque, l'esclavage ayant été progressivement aboli, les serfs des villes devenaient un peu

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

partout des hommes libres. Auparavant, tout ce que possédaient les laboureurs et les artisans, et jusqu'à leur propre personne, était à la merci de leurs seigneurs. Leur affranchissement créa peu à peu une nouvelle classe sociale, bientôt elle-même divisée en travailleurs et en entrepreneurs, ainsi que l'épanouissement de la propriété industrielle, fondée sur la production, qui ne tarda pas à entrer en conflit avec la propriété terrienne, d'origine militaire et de nature féodale.

L'étude des sciences positives, que l'Europe avait reprise dès le XI^e siècle, devait, d'autre part, conduire à la formation graduelle d'un nouveau système d'idées, appuyé sur la démonstration rationnelle, et de plus en plus opposé à la révélation théologique. Ainsi, au moment même où la structure politique médiévale s'était définitivement constituée — au spirituel comme au temporel — deux forces nouvelles, la science et l'industrie, commençaient à se former sous la papauté et la féodalité, pour préparer leur remplacement. Durant quelques siècles, deux structures sociales, l'une en décadence, l'autre en essor, ont, de la sorte, coexisté ; la première théologique et militaire, la seconde scientifique et industrielle. Longtemps latente, leur opposition éclate au commencement du XVI^e siècle : ayant suffisamment mûri, l'esprit scientifique et les intérêts industriels entrent alors en lutte ouverte, d'une part contre l'ancien pouvoir spirituel, d'autre part contre la politique féodale ou royale. Le protestantisme ne fut en fait que la première expression d'un tel conflit. Puis, au XVII^e siècle, dans les deux pays les plus avancés, la France et l'Angleterre, les bourgeois s'unissent à l'un des deux éléments du pouvoir temporel, la royauté en

France, la féodalité en Angleterre, pour neutraliser l'action politique de l'autre. Enfin, au XVIII^{e} siècle, l'ancien système politique et théologique, après avoir été attaqué dans ses éléments constitutifs, l'est aussi dans son ensemble. Les philosophes et les écrivains, inspirés de l'esprit rationaliste, renversent le fondement même de l'ancienne hiérarchie sociale : le droit de naissance, et, au cours du siècle suivant, ce dernier cessa un peu partout d'être la source du pouvoir politique.

Toute l'histoire moderne en Occident se présente donc aux yeux de Comte comme une immense révolution d'ordre économique, social, politique et intellectuel, tendant à la dissolution d'un régime théologique et militaire et à l'élaboration d'un autre, scientifique et industriel celui-là. Mais, idée fondamentale dans cette interprétation, le mouvement négatif de décomposition fut plus rapide, parce que plus facile, que celui de réorganisation. La papauté cessa de jouer son rôle de lien spirituel bien avant que l'on ait pu bâtir sur des nouvelles bases la société internationale : la disparition des fêtes populaires et religieuses laissa un vide non comblé dans la vie collective et l'ancienne organisation du travail ne put être remplacée d'une manière satisfaisante.

Il en résulte que la société moderne réalise un mélange confus d'anciennes valeurs et de principes nouveaux : les unes restant souvent précaires, les autres apparaissent encore comme indispensables au maintien du corps social.

Du point de vue intellectuel, en effet, la science tout en entraînant l'effacement progressif de la théologie est

impuissante, faute de généralité et surtout de synthèse, à recréer une véritable idéologie. Bien que de plus en plus délaissée comme source d'explication des phénomènes, la croyance en Dieu apporte toujours à beaucoup d'hommes un appui qu'une science fragmentaire ne saurait leur offrir.

Du point de vue politique, la Révolution française et celles qui l'ont suivie substituèrent le suffrage universel au droit de naissance. Ce dernier, toutefois, subsista sous la forme atténuée d'héritage de la richesse ; les inégalités créées par une naissance modeste ne furent pas supprimées, l'instruction et l'éducation variant considérablement selon le rang social. Sans l'élévation préalable du niveau culturel, le mérite, principal idéal selon Comte, de la hiérarchie sociale, ne saurait être suffisamment reconnu ; le vote populaire pourrait aller à l'encontre de son but et aboutir même, comme cela a été prouvé, aux pires dictatures.

Du point de vue social, l'activité industrielle, quoique destinée par sa nature à lier les peuples, ne put se libérer du nationalisme agressif, ni s'organiser, comme le propose le positivisme, en fonction des besoins à pourvoir. S'étant développée depuis le Moyen Age, grâce à l'initiative individuelle, elle en garde toujours le caractère égoïste et désordonné. L'instinct du serf affranchi se manifeste en effet, selon l'expression de Comte, dans la recherche du profit comme but essentiel de l'activité économique. En l'absence d'un mobile plus élevé, l'équilibre — lorsqu'il existe — du monde moderne repose sur la neutralisation momentanée d'intérêts privés, souvent antagonistes : intérêts des campagnes et des villes, des nations industrielles et agricoles, des

travailleurs et des employeurs, etc... Une telle situation était devenue si caractéristique que les économistes l'ont autrefois consacrée dans la doctrine du laisser-faire, que Comte condamne comme la justification systématique de la non-organisation.

Enfin, sous l'aspect moral, la société moderne, à cause même de son origine révolutionnaire, négligea de plus en plus la culture des éléments sociaux-affectifs que le Moyen Age assurait par la vie mystique, et les Anciens par la vie civique. Si la suprématie sociale de l'altruisme sur les intérêts égoïstes n'est pas reconnue, la subordination de l'individu à la collectivité reste précaire ou se fait aux dépens de la personnalité. La notion de patrie fut presque la seule à fournir jusqu'ici la base d'une discipline collective, le plus souvent d'ailleurs en vue de la guerre. Le positivisme y substitue le concept de l'Humanité.

On a rarement remarqué qu'Auguste Comte, le premier, attribua à la « lutte des classes » un rôle de premier plan dans l'évolution humaine. Et il n'en fait pas seulement ressortir l'importance dans l'époque moderne ; l'histoire se présente en effet, comme une succession d'états sociaux où des classes, anciennement assujetties ou nouvellement formées, s'efforcent toujours de renverser les couches dominantes. Ainsi, les peuples grecs et romains ne perdirent leur caractère théocratique que lorsque la caste militaire ravit aux prêtres leur domination. Il en est résulté, chez les premiers, l'essor spontané des libres-penseurs, philosophes et savants. Les seconds, moins gênés dans leur activité guerrière, purent organiser la conquête du monde et l'assimilation des vaincus; ils entrèrent dans une nouvelle phase dès que la

plèbe s'empara du pouvoir politique. Même avant les invasions barbares, leur civilisation se transforma lorsque les fonctions religieuses cessèrent de relever de l'empereur pour être exercées par le sacerdoce catholique. Depuis, la séparation des deux puissances, spirituelle et temporelle, est un des traits caractéristiques du monde occidental. Le Moyen Age fut marqué par l'abolition progressive de l'esclavage. L'époque moderne, elle, commence avec l'émancipation des serfs, et se résume dans l'ascension progressive du Tiers-Etat. L'histoire présente ainsi une série de transformations de la hiérarchie sociale.

Toutefois, quelque importante qu'elle soit, la lutte des classes ne représente pas, pour le Fondateur du positivisme, un fait suffisamment fondamental pour coordonner la philosophie de l'histoire. Un tel conflit fait dérouler une série de tableaux, sans cependant permettre de dégager le lien qui les rattache et de remonter ainsi à une constitution même de la nature humaine, source première de toute interprétation.

En effet, la transformation de la hiérarchie sociale d'un âge à l'autre offre pour le sociologue un enchaînement moins logique que l'évolution parallèle des croyances et des opinions. Dans les deux cas, le besoin qu'éprouve l'humanité d'améliorer sa destinée ou de s'y résigner joue un rôle essentiel. Il pousse à la lutte des classes et constitue en même temps un stimulant décisif pour l'évolution des idées, ne serait-ce qu'en aiguisant l'esprit critique à l'égard des doctrines admises. Ces dernières, néanmoins, perdraient difficilement leur rôle social d'appui de l'autorité établie, si leur incompatibilité avec l'observation des faits naturels n'était pas

généralement sentie. On connaît le rôle du développement de l'astronomie dans l'institution du polythéisme et de son régime des castes, dans la formation du monothéisme et, depuis Galilée, dans l'émancipation de l'esprit moderne. Les prêtres théocratiques, l'aristocratie romaine et l'organisation catholique ne furent renversés qu'après avoir ainsi perdu leur ascendant sur les esprits ; dans le monde moderne, les autorités indiscutables tombèrent avec les opinions absolues. D'après Comte, aucune révolution valable n'a eu lieu sans un enrichissement préliminaire des connaissances dû à l'essor de l'esprit positif ; c'est donc la loi de cet essor qu'il importe le plus de saisir pour l'interprétation du passé. Reprenant le mot de Pascal pour qui l'humanité peut être considérée comme un seul homme qui apprend continuellement, le positivisme voit dans l'évolution intellectuelle la clé de l'histoire. Dûment comprise, c'est-à-dire compte tenu des influences d'ordre économique, social ou autre, qu'elle subit, cette évolution peut coordonner tous les autres facteurs. Avant le marxisme, le positivisme proclama que l'infra-structure détermine la super-structure, ou, dans son langage, que les phénomènes intellectuels et sociaux sont subordonnés aux conditions matérielles et économiques mais, comme on vient de le dire, c'est plutôt par le renouvellement de la super-structure que s'effectue, au fond, le progrès.

Il découle de cet exposé que la seule ascension sociale et politique du prolétariat, bien qu'indispensable de l'avis de Comte, ne saurait mettre fin à la révolution moderne. Sans l'évolution préalable ou simultanée de l'élément intellectuel, elle risquerait d'être à peine plus

féconde que la victoire passée de la bourgeoisie. Quel rôle social, en effet, pourrait être celui des masses ouvrières et paysannes, si ce n'est d'apporter la force du nombre à la formation d'une opinion publique, susceptible d'imposer la paix internationale et l'amélioration de l'existence. Mais pour être à l'abri des déviations dont on connaît tant d'exemples, l'opinion publique doit représenter de véritables convictions, ce qui présuppose une doctrine commune et un système d'éducation. A cette fin, Comte considère qu'une classe sociale distincte — celle des intellectuels — est indispensable, car, du point de vue historique, ce fut la rupture de la foi médiévale qui légua au monde contemporain un tel enchevêtrement, selon les individus et les pays, d'opinions et d'attitudes mentales diverses — catholique, protestante, déiste et matérialiste — chacune héritée d'une phase différente de l'évolution intellectuelle.

L'interprétation positiviste du passé — fort condensée dans les pages précédentes — conduit à considérer le problème moderne sous deux aspects : l'un théorique, reconstituer l'unité humaine d'après l'adoption d'une doctrine scientifique universelle ; l'autre pratique, incorporer le prolétariat à la société moderne.

* * *

L'incorporation du prolétariat à la société moderne — formule par laquelle Comte exprime le problème social — ne comporte pas seulement l'amélioration des conditions matérielles d'existence. Située dans le cadre général des conceptions positivistes, elle exprime notam-

ment : 1° le droit pour l'ouvrier de développer la vie de famille et d'en assurer la subsistance par son seul travail ; 2° celui de recevoir une instruction englobant tous les résultats essentiels de l'évolution scientifique, philosophique et esthétique de l'humanité ; 3° la nécessité d'attribuer au prolétariat dans son ensemble un rôle social et de le rendre digne de le remplir.

Quant au premier point, on ne saurait s'étonner qu'un Philosophe, pour lequel le suprême bonheur collectif réside dans l'amour universel et le bonheur individuel, dans l'essor des affections privées, considère la famille comme la source de toute culture morale. Socialement envisagée, elle représente le groupe le plus élémentaire, la cellule où se manifestent déjà les premières fonctions essentielles de l'organisme collectif. Certes, du point de vue de la discipline humaine, chaque existence individuelle doit, en dernière analyse, se consacrer à la patrie et à l'humanité. Cependant seules les relations domestiques offrent assez de spontanéité pour préparer l'individu à subir l'ascendant des groupes collectifs plus étendus. Une telle préparation revient à la femme prolétaire, qui doit diriger l'éducation morale des enfants ainsi que leur éducation intellectuelle jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de quatorze ans ; un tel rôle, en fait d'ordre spirituel, serait donc avili ou rendu impossible si la femme devait exercer un emploi rémunéré. Il importe ainsi que le salaire du travailleur lui permette de subvenir aux besoins matériels de sa famille, pour les filles jusqu'à leur mariage, pour les fils jusqu'à l'âge de vingt et un ans, lorsque leur éducation est enfin terminée.

La stabilité de la famille exige la possession du domi-

cile au même titre que celle du mobilier, faute de quoi « le travailleur ne sera jamais qu'un nomade ». Il en résulte, dans l'ordre inverse, que la propriété immobilière ne saurait constituer en elle-même une source de revenus pour une classe capitaliste. Ayant le goût de la réglementation, sans y attacher d'ailleurs aucune valeur absolue, Comte prescrit que l'appartement du prolétaire doit être suffisamment vaste pour lui permettre d'entretenir des relations sociales. A ses yeux, les salons de jadis pouvaient encore contribuer à l'agrément de la vie.

Dans le domaine de l'éducation des prolétaires, le positivisme est la plus complète et la plus audacieuse des doctrines sociales. Aucune, en effet, n'a jamais formulé un plan d'une telle ampleur, comprenant l'enseignement de tous les résultats essentiels de l'évolution scientifique et esthétique humaine ; le positivisme entreprendrait la systématisation de l'éducation avant celle du travail, contrairement aux autres écoles qui prônent la marche inverse. De l'avis de Comte, la réorganisation spirituelle doit précéder la temporelle, pour que la solution du problème social perde le caractère empirique et révolutionnaire qu'elle prend généralement, faute de bases intellectuelles suffisamment solides. Fidèle à ce principe, Comte se consacra inlassablement, durant près de vingt années, à l'enseignement populaire gratuit de la science et de l'histoire. Estimant que le prolétaire doit posséder des « clartés de tout », pour tout pouvoir apprécier sainement, il voulut ainsi remplir, le premier, la fonction sociale de direction et de préparation des esprits qu'il réservait à la nouvelle classe intellectuelle. Rendre l'éducation

gratuite et à la portée de tous constitue, dans son expression, la dette sacrée de la société envers les prolétaires. Le capital spirituel de l'humanité ne saurait rester le privilège d'une minorité, car il représente la meilleure garantie de ce perfectionnement continu des facultés morales et intellectuelles qu'Auguste Comte envisage comme le but de l'existence. Sans une éducation rigoureusement commune à toutes les classes de la société, on ne saurait aboutir au règne de l'opinion publique que recherche le positivisme et dans lequel une part essentielle revient aux travailleurs.

Cette éducation, Comte la conçoit comme se réalisant jusqu'à l'âge de quatorze ans au sein de la famille. Durant les sept premières années elle reste spontanée, quoique orientée, en se bornant à l'exercice des sens et des muscles et aux impressions que l'enfant recueille dans son entourage.

Jusqu'alors, l'enfant ne doit avoir entrepris aucune étude proprement dite. Il n'apprend à lire et à écrire que durant la phase suivante qui va de la septième à la quatorzième années. Devenant alors plus systématique, l'éducation cherche surtout à développer les facultés esthétiques et les facultés d'expression ; la musique et le dessin, la lecture des principaux chefs-d'œuvre de la poésie et de la littérature, l'étude des langues vivantes, occupent l'enfant durant ces sept années. La phase suivante qui s'étend jusqu'à l'âge de vingt et un ans, tout en comprenant encore la culture esthétique, est surtout consacrée à l'instruction scientifique, selon la progression instituée par Comte dans sa célèbre classification des sciences. La mathématique, l'astronomie, la physique et la chimie, enseignées au

cours des quatre premières années, dévoileront à l'élève les lois de l'existence universelle et du monde inorganique. Ensuite, les sciences se rapportant à la vie, soit la biologie, la sociologie et la morale, procureront aux prolétaires des deux sexes une connaissance suffisante de la nature humaine pour leur permettre de mieux remplir leurs fonctions dans la famille et dans la société. Quelque importantes que soient en elles-mêmes les notions scienti iques, les cours doivent cependant garder un caractère philosophique. Selon le modèle établi par A. Comte lui-même pour l'enseignement mathématique dans son dernier ouvrage — « La Synthèse subjective » —, les théories générales et les méthodes par lesquelles elles furent élaborées, importent plus que la connaissance des faits particuliers. L'enseignement scientifique doit permettre à l'élève de refaire pour ainsi dire l'évolution intellectuelle de l'humanité et de cultiver de la sorte ses facultés de conception.

L'instruction technique proprement dite ne doit avoir lieu que lorsque le travailleur a ainsi parachevé son éducation encyclopédique. Elle se poursuivra éventuellement au moyen de séjours à l'étranger, source pour l'ouvrier de liens internationaux. Le prix qu'attachait Auguste Comte à l'instruction populaire se manifeste encore par le choix des chefs-d'œuvre du passé qui composent sa *Bibliothèque du prolétaire au XIXe siècle.*

Un exposé sur le rôle social dévolu au Prolétariat dans le régime positiviste ne saurait être convenablement développé sans un long aperçu sur toute l'œuvre de Comte, car il dépasse le cadre de cette introduction et touche directement aux questions politiques. Comte, on le sait, condamne le droit de vote. Il voit en effet,

dans le suffrage universel un procédé, nécessaire peut-être aujourd'hui, mais de caractère démagogique, puisqu'il confère aux inférieurs le choix des supérieurs. Le problème posé par la hiérarchie sociale étant celui du mérite, chaque fonctionnaire, administratif ou politique, est seul compétent pour juger des qualités personnelles qu'exige la fonction correspondante et partant, pour décider du choix de son successeur. Ne méconnaissant pas les dangers inhérents à une telle prérogative qui pourrait conduire à une véritable « népocratie », Comte prévoit l'obligation pour chacun d'annoncer longtemps à l'avance le successeur désigné, et confie aux prolétaires et aux philosophes, au pouvoir du nombre et à celui de la pensée, en un mot à l'opinion publique, ce qu'on pourrait appeler la police des successions. Ce rôle s'étend nécessairement à l'exercice même de chaque fonction sociale et en particulier à l'emploi de la richesse : celle-ci, si elle n'est pas soumise à un tel contrôle, risque en effet de ne pas être administré en vue du bien général.

L'adoption universelle de la doctrine positiviste étant parée comme prémisse, le rôle social des prolétaires consiste à être les auxiliaires indispensables de la puissance spirituelle, « réalisant enfin par l'union entre une grande idée et une grande force, le véritable règne de l'opinion publique ». « A sa fonction spéciale, chaque ouvrier joint ainsi une participation habituelle à la vie publique, participation destinée à compenser la modestie inévitable de sa situation privée ». Il est inutile d'ajouter que cette opinion publique doit s'opposer à l'oppression des faibles, aussi bien dans le domaine national que dans l'ordre international. L'usage d'un tel

pouvoir présuppose l'union, d'abord nationale et ensuite universelle, des travailleurs, prêchée par Comte durant toute sa vie, comme une des meilleures garanties de la paix entre les peuples. Il ne cessa pas non plus de demander la levée de l'interdiction qui s'opposait de son temps au droit de grève, indispensable à l'exercice de la fonction sociale du prolétariat et, à titre secondaire, à la défense de ses intérêts particuliers.

Toute mesure tendant à relever la dignité de la masse ouvrière est sanctionnée par le positivisme. En plus de l'instruction et du droit au domicile, il proclame la nécessité, d'une part de la généralisation de l'emploi des machines (ce qui, indépendamment de ses avantages économiques, tendra à ériger chaque travailleur en un simple administrateur des agents physiques) et d'autre part de la garantie de l'emploi tant que son titulaire est capable de l'exercer.

Enfin, signalons que le relèvement de la dignité prolétarienne implique d'après le Positivisme un accroissement de la responsabilité de chaque ouvrier dans l'exercice de ses fonctions particulières. Dans un régime où, selon l'expression de Comte ordinairement attribuée à Saint-Simon, l'administration des choses se substitue au commandement des personnes, chaque supérieur doit se cantonner de plus en plus à un rôle de coordination, en laissant aux inférieurs l'exécution des principes d'ordre général qu'il établit.

Afin d'accroître la sécurité sociale et augmenter l'intérêt de l'ouvrier pour son travail, Comte propose que le salaire comprenne deux parties, l'une fixe, payable en toutes circonstances, l'autre variable, proportionnelle au rendement de chacun. La partie fixe représente pour

ainsi dire le droit du travailleur à la possession des objets essentiels ; elle doit être allouée même aux ouvriers momentanément privés de travail. Comte fut ainsi un des premiers partisans des indemnités de chômage, pratiquement inexistantes de son temps ; il y voyait le moyen de permettre l'essor des perfectionnements industriels, surtout l'introduction des machines, dont dépend en grande partie l'enrichissement collectif, sans porter préjudice aux travailleurs temporairement congédiés.

Quant à la théorie même du salaire, le positivisme affirme que le travail, c'est-à-dire la contribution apportée par chacun à la conservation et à l'accroissement du capital humain, ne comporte aucun paiement au sens strict du mot. Etant donnée la richesse accumulée par les générations successives, l'individu, quel que soit son rendement effectif, reçoit en réalité beaucoup plus qu'il ne donne. L'alimentation, l'habillement, le logement, l'instruction, même restée à l'état rudimentaire, enfin tout ce qu'il peut se procurer grâce à son salaire, si modeste soit-il, représentent une somme de biens incomparablement plus élevée que le travail pour lequel il a été payé. Bénéficiant ainsi de l'héritage passé, la génération présente ne doit pas négliger le bien-être de ceux qui la suivront : elle a le devoir d'accroître le capital humain. Il s'ensuit que le salaire ne saurait être fixé d'après les règles de l'échange ordinaire ; sous réserve du principe qui vient d'être énoncé, il doit être aussi élevé que le permet, à chaque époque, l'ensemble des biens disponibles. De même, que les horaires du médecin ou les cachets de l'artiste, il est accordé au prolétaire comme condition d'existence et moyen d'action ;

aussi peut-on entrevoir pour une époque qui reste éloignée, l'identité universelle du salaire. Inversement, l'employeur, lorsqu'il rétribue un service rendu, ne fait que remettre à l'employé une partie de cette richesse collective à la formation de laquelle il n'a pour sa part que peu contribué. Une telle théorie, qui dépasse le cadre purement économique et vise à donner des nouvelles bases aux relations entre patrons et travailleurs, n'est d'ailleurs qu'un corollaire du principe positiviste qui considère les droits de chacun comme résultant des devoirs des autres envers lui. « Simple changement d'attitude, mais qui substitue à une morale passive où domine l'égoïsme une morale active dirigée par l'altruisme ».

* * *

L'étude de la question sociale implique aussi une évaluation de la fonction du capital et une théorie de la propriété.

La distinction, effectuée dès la fin du Moyen Age entre « entrepreneurs » et « travailleurs », c'est-à-dire entre patrons et ouvriers, est considérée par le positivisme comme une étape fondamentale dans le développement de la société industrielle et destinée à subsister et à consolider. Personne d'ailleurs ne songe à contester que, dans toute opération industrielle, en régime capitaliste comme en régime collectiviste, il doit y avoir nécessairement des directeurs et des exécutants. La différence entre les deux régimes consiste en ce que, dans le premier, les directeurs sont eux-mêmes les propriétaires ou les représentants des propriétaires de l'entreprise, alors que, dans le second, ils sont de simples

fonctionnaires relevant de l'Etat. Le régime capitaliste est prôné comme assurant l'essor des qualités d'initiative individuelle, la bonne administration de la production étant garantie par l'intérêt personnel que le propriétaire y attache. Le régime collectiviste par contre, offre, entre autres avantages, celui de subordonner l'intérêt particulier à l'intérêt général représenté par l'Etat.

Les défenseurs du capitalisme reprochent au régime collectiviste de détruire, sous prétexte de le discipliner, l'intérêt particulier et de supprimer ainsi le ressort même de l'activité et du progrès humain. Les partisans du collectivisme accusent le régime capitaliste de livrer la société à l'égoïsme de quelques particuliers, sous prétexte de respecter la libre initiative et la liberté de l'individu. Le système positiviste, lui, se présente comme la vertu entre deux vices contradictoires ou, pour parler en termes de dialectique hégélienne, comme la synthèse de deux thèses antinomiques. Faut-il y voir une manifestation de naïveté philosophique ? Non, car le positivisme proclame que cette synthèse est la plus difficile, et partant la plus longue des réformes, puisqu'elle se propose d'imprimer un caractère social à une activité qui, depuis des siècles, fut foncièrement individuelle et égoïste.

La doctrine collectiviste vise à réaliser cette transformation par des moyens essentiellement politiques ; la doctrine positiviste, sans exclure entièrement les moyens politiques, affirme que, sans une réforme générale des opinions et des mœurs, ces moyens pourraient conduire à l'oppression et au désordre.

La richesse matérielle comprend, tout le monde le

sait, les biens de consommation et les biens de production ou, selon les mots de Comte, les provisions et les instruments. Pour ce qui est des premiers, personne ne conteste le droit de propriété ni la nécessité de disséminer cette propriété. C'est seulement quant aux seconds, c'est-à-dire aux biens de production, que les partisans du collectivisme, du capitalisme et du positivisme expriment des vues diverses.

Le principe fondamental qui doit, d'après Comte, régler l'administration de la richesse est que « le capital, étant social dans son origine, doit avoir une destination sociale ». Pour que ce but soit atteint, la propriété individuelle des instruments de production doit être maintenue, et bien plus, elle doit même être concentrée en peu de mains.

Ainsi, après avoir énoncé une première proposition qui le rapproche du socialisme, Comte en formule d'autres qui l'en séparent ; il va même plus loin, il préconise que le gouvernement de la société soit confié aux banquiers. Une telle conception peut surprendre ceux qui connaissent le caractère profondément social de son œuvre et qui se méfient à juste titre des banquiers actuels. Elle repose toutefois sur des considérations bien simples : dans toutes les sociétés organisées la hiérarchie politique doit normalement coïncider avec la hiérarchie civile. Dans les civilisations, par exemple, où l'activité était essentiellement guerrière comme dans la Rome antique, le pouvoir politique appartenait aux chefs militaires, et il en fut ainsi même après l'extension du système électif. De même, dans une société organisée en vue de l'industrie, le gouvernement doit appartenir aux chefs effectifs des travaux industriels ; or, depuis la

fin du XVIIIe siècle, ce rôle est assumé par les banquiers. Placés au sommet de la hiérarchie industrielle, eux seuls peuvent avoir, de par leurs fonctions, une perspective suffisamment large et abstraite pour imprimer aux différents éléments de la société industrielle le mouvement d'ensemble qui est la fonction même du gouvernement. Si, du temps de Comte, le pouvoir politique ne leur appartenait pas directement, c'est qu'au cours des trois siècles précédents, les légistes et d'autres éléments émanés de la bourgeoisie se sont progressivement interposés entre les anciennes classes féodales et les nouvelles classes industrielles. Quoique nécessaire autrefois, l'ascension de cette classe intermédiaire s'explique davantage par la décadence des couches dirigeantes du Moyen Age, que par les besoins mêmes de la vie industrielle moderne. En effet, au cours de l'évolution historique, il est venu un moment où, devant l'essor de la bourgeoisie et de la vie industrielle, les chefs féodaux ou royaux ont eu besoin de faire appel à des éléments nouveaux, en particulier aux légistes — « la noblesse de robe » —, pour assurer le gouvernement d'une société qui se transformait. Peu à peu, ces nouveaux éléments, au lieu de demeurer uniquement les auxiliaires des chefs anciens, les ont supplantés dans la société nouvelle ; les régimes bourgeois capitalistes sont, dans une large mesure, imputables aux avocats et aux juristes. Toutefois, après avoir joué ce rôle indispensable, ceux-ci ne sauraient plus avoir la haute main sur une collectivité uniquement vouée à l'industrie.

Par ailleurs, l'adoption du système électif depuis l'élimination de l'ancienne hiérarchie sociale fondée

sur la naissance a naturellement détourné du gouvernement la classe des banquiers, en l'exposant aux risques du suffrage universel. Or, ayant repoussé celui-ci comme anarchique, et soulignant les dangers des dictatures personnelles, Comte devait logiquement conclure qu'il appartient aux banquiers d'assumer la direction temporelle de la société. Cette opinion toutefois, il est inutile de le répéter, Comte l'établit d'après la nature même de la fonction bancaire et nullement d'après les mérites personnels des banquiers de son temps. Il estimait au contraire que ces nouveaux chefs industriels n'ont pas encore acquis la largeur de vues et la conscience des responsabilités qu'il est pourtant indispensable qu'ils acquièrent pour remplir les fonctions auxquelles ils sont naturellement appelés. Aussi, jugeait-il que leur ascension ne serait avantageuse qu'après la formation de la puissance spirituelle qu'il a définie et qui, disposant de l'appui du prolétariat, contrôlerait l'administration de la richesse en vue du bien collectif. La fonction des banquiers, considérée de son temps comme privée, devient donc la plus haute de toutes les fonctions publiques.

Mais les grands devoirs ainsi attribués aux chefs industriels exigent que la concentration du capital soit portée aussi loin que le permettent les règles d'une saine administration. Aux yeux de Comte, l'éparpillement de la propriété des instruments de production constitue un obstacle au progrès social et une anomalie, provenant du manque d'ordre en toutes choses ; de même que Marx, il estimait que la petite bourgeoisie était destinée à disparaître. On ne saurait en conclure que Comte approuverait l'extension et la fusion grandissante des

entreprises industrielles et commerciales qui ont eu lieu, depuis son époque, dans tous les pays occidentaux, conduisant à ce que Lénine a appelé l'étape impérialiste et ultime du capitalisme. La concentration économique, selon le positivisme, se trouve limitée par le régime qu'il préconise, de la décentralisation politique : chaque « triumvirat » de banquiers ne serait appelé à gouverner que sur un territoire restreint, la communauté des idées devant corriger les inconvénients d'un tel morcellement des grands pays.

Quant à la garantie de la propriété, Comte la demandait, non pas en vertu d'un droit quelconque, mais parce qu' « on troublerait sans cesse l'ordre social au lieu de le perfectionner, si notre principale sollicitude ne se dirigeait point vers l'emploi des forces quelconques, abstraction faite de leur origine et même de leur siège. On doit respecter la possession des capitaux au même titre qne celle des fonctions, parce que l'efficacité sociale implique la sécurité personnelle ».

Tout en maintenant donc la propriété privée des biens de production, Comte songe avant tout à sauvegarder l'intérêt collectif. Il enlève à la richesse le droit d'user et d'abuser qu'elle a hérité du passé. Aussi préconise-t-il, d'une part, la liberté de tester, pour que chacun puisse, de son propre gré ou sous la pression du public, déshériter ses descendants légitimes s'ils sont incapables, d'autre part, la confiscation à l'égard des riches indignes de leurs fonctions. Mais comment les confiscations seraient-elles réalisables dans un régime dont la direction est confiée aux banquiers ? Elles le seraient, soit que les banquiers eux-mêmes, dûment régénérés, en admettent la nécessité, soit qu'ils agissent

sous la pression d'une opinion publique invoquant la doctrine commune. Il leur serait ainsi difficile d'éluder ce devoir. Les confiscations, toutefois, ne se justifieraient que dans les cas extrêmes. « Le régime positif étant plus apte à développer le contraste que la répression, » il serait préférable de recourir, le cas échéant, à la donation de capitaux à des personnalités capables de diriger les entreprises en vue du bien public. Les « riches artificiels » ainsi créés influenceraient les autres non seulement par l'exemple, mais surtout par la concurrence commerciale. « L'institution des dons deviendra tellement conforme aux mœurs universelles que, faute de donations officielles, on pourrait au besoin l'appliquer d'après la seule ressource des souscriptions volontaires. »

Le régime positif de Comte diffère donc du régime collectiviste en ce qu'il confie aux dépositaires du capital la direction de l'Etat, tandis que dans le second, les hommes placés à la tête de l'Etat assurent l'administration du capital.

Mais un trait commun entre ces régimes est qu'ils visent tous deux à établir une économie dirigée. Il est en effet, intéressant de noter que, dans l'ensemble des mesures administratives que propose Comte, figure la constitution d'un budget annuel de réserve, fort élevé d'ailleurs, destiné à régulariser chaque économie nationale par l'établissement d'un vaste système de travaux publics de développement et d'équipement ; on sait, par ailleurs, que le Bureau international du Travail recommande une telle mesure comme un moyen de prévenir et d'atténuer les crises économiques. En outre, Comte revient à plusieurs reprises sur la nécessité de déve-

lopper les connaissances statistiques afin d'établir des prévisions rationnelles. La fonction principale de chaque banquier consistera alors à commanditer avec sagesse les branches de l'économie qui doivent être développées, en secondant l'extinction des branches défectueuses.

* * *

En résumé, le capital doit être concentré et la propriété respectée ; la petite bourgeoisie et les classes politiques actuelles doivent disparaître. Les banquiers gouvernent la société, mais sont tenus d'administrer la richesse en vue du bien collectif et, à cet effet, une puissance de contrôle est nécessaire ; cette puissance est constituée par l'alliance des chefs spirituels et du prolétariat, sous la consécration d'une doctrine scientifique universelle.

En attendant l'adoption de cette doctrine, Comte estimait que les dépositaires actuels de la richesse ne sauraient devenir dignes de gouverner les travailleurs sans les exploiter, « avant d'avoir achevé leur éducation sociale sous la pression de quelques prolétaires, exceptionnellement érigés, pendant une ou deux générations, en chefs suprêmes de la République française ».

DISCOURS DE FABIEN MAGNIN

Ouvrier Menuisier.

A l'occasion du vingt et unième anniversaire de la mort d'Auguste Comte

25 Guttemberg 90 (5 septembre 1878).

. . . .

Comme le nombre des positivistes qui ont eu l'honneur et le bonheur de connaître Auguste Comte va toujours en diminuant, j'ai pensé qu'il serait utile de dire ce que nous avons vu au début des relations directes du grand philosophe avec les prolétaires parisiens.

Lorsque, vers 1840, les Saint-Simoniens, après avoir abandonné la propagande de leur doctrine, troublaient toute l'harmonie sociale pour parvenir à s'emparer de la richesse, deux autres doctrines remplacèrent le saint-simonisme dans l'esprit des hommes actifs préoccupés des questions sociales. Ce furent, d'une part, le fourriérisme, qui s'emparaît facilement de l'esprit d'un grand nombre de bourgeois et de quelques prolétaires ; et, d'autre part, le communisme, sous diverses formes, mais surtout le communisme icarien, qui se recrutait parmi les plus dévoués de l'élite du prolétariat.

Ces deux écoles se développèrent parallèlement jusqu'en 1848 où, la réaction venant en aide à l'insuffisance de leurs doctrines, elles aboutirent fatalement à l'émigration et passèrent en Amérique, au grand détriment du parti républicain.

Cependant, parmi les prolétaires actifs qui avaient vu naître et grandir les deux écoles dont je viens de parler, un certain nombre n'avaient pas voulu suivre la doctrine fourriériste, trouvant qu'elle cultivait trop la personnalité. De même, ils n'avaient pas cru devoir suivre la doctrine communiste, trouvant qu'elle ne tenait pas assez compte de l'indépendance nécessaire à la dignité. Ceux-ci attendaient que la lumière se fît pour prendre une détermination, et cherchaient à s'instruire pour ne pas perdre leur temps.

Tel était, en général, la situation d'esprit de la partie la plus active du prolétariat. Telle était aussi la situation particulière d'un petit groupe de prolétaires dont je faisais partie, qui suivaient ensemble les cours du Conservatoire des Arts-et-Métiers, où nous réclamions sans cesse un cours d'astronomie, qui nous semblait faire défaut dans le programme de ce magnifique établissement.

Nous en étions là, lorsque, vers la fin d'avril 1843, par suite d'un incident heureux que je raconterai ailleurs, quoique, par lui-même, il n'offre qu'un intérêt secondaire, M. Pierre Buisson, ouvrier batteur d'or, impasse Guémenée, nous annonça qu'il avait découvert un cours d'astronomie populaire professé gratuitement tous les dimanches, à midi, à la mairie du III^{e} arrondissement, par M. Auguste Comte de l'École polytechnique, auteur du *Cours de philosophie positive.* Immédiatement, quelques-uns d'entre nous profitèrent de cet enseignement ; et, le troisième dimanche du mois de mai 1843, un groupe de sept prolétaires prenait place, un peu à gauche du professeur, sur les premiers bancs de la salle des mariages de la mairie du III^{e} arrondissement, située alors dans l'ancien couvent des Petits-Pères, près de l'église de Notre-Dame-des-Victoires.

Jusque-là, Auguste Comte avait eu isolément des relations

philosophiques directes avec trois prolétaires. L'un était, je crois, tailleur ; l'autre, imprimeur ; le troisième, horloger. Ce dernier était M. Francel, qui fut, plus tard, membre de la Société positiviste, et le premier marié selon nos rites.

Quant à l'auditoire d'Auguste Comte, il se composait de bourgeois, plus ou moins savants ou lettrés, mais montrant peu d'ardeur à propager sa doctrine. Quelques-uns cependant paraissaient fort sympathiques, et, parmi eux, un Anglais et sa fille semblaient adopter avec chaleur les idées du philosophe. D'autres s'étonnaient de ce qu'Auguste Comte faisait un cours d'astronomie, au lieu d'enseigner directement la nouvelle philosophie. Mais ils s'inquiétaient à tort : Auguste Comte ne s'était pas mépris sur le choix du moyen. Il savait très bien que l'astronomie avait été le grand moteur qui, en transformant l'esprit des populations, les avait amenées à l'état rationnel où nous les voyons ; et que les principaux progrès dont nous jouissons ont pour base la diffusion des principes généraux de l'astronomie parmi les populations, où elle fait épanouir ce qu'il y a de germes d'aptitude théorique dans les cerveaux de chacun. Enfin, Auguste Comte savait très bien que l'astronomie est le meilleur moyen pour reconnaître parmi les esprits propres à l'abstraction ceux qui sont capables d'aborder franchement les difficiles problèmes de sociologie et de morale, et pour distinguer, parmi eux, ceux qui sont à la fois assez modestes et assez énergiques pour s'astreindre d'eux-mêmes à n'affirmer jamais que ce qui est exactement connu Et cela, contrairement aux tendances des adeptes du théologisme et de la métaphysique, sans cesse disposés à troubler toutes les notions réelles, en affirmant surtout ce qu'ils savent le moins. Auguste Comte n'était pas homme à se laisser détourner de son but par quelques propos inconsidérés, pas plus que par la conspiration du silence qui

était déjà organisée autour de lui : rien n'altérait la sérénité et la franchise de son langage.

Pendant que nous écoutions sa parole sympathique, ardente et précise, qui nous causait bien des étonnements, mais qui nous donnait encore plus d'espérances, étonnements et espérances que nos physionomies reflétaient tour à tour, Auguste Comte comprit bien vite qu'un nouvel élément s'était introduit parmi ses auditeurs. Sans présomption de notre part, il nous sembla qu'il tenait compte de notre présence, en l'entendant entremêler fréquemment ses leçons de réflexions morales et sociales, complètement à notre portée. Quoi qu'il en soit, nous suivions cet enseignement avec une attention croissante, et notre petit groupe avait presque doublé.

Enfin, lorsque, pour clore sa dernière séance, Auguste Comte eut résumé l'ensemble de l'œuvre qu'il avait entreprise ; lorsque, dans une rapide improvisation, il nous eut montré, comme dans un tableau magique, tout le Positivisme, tous ses résultats principaux, tous ses moyens d'action, la partie active de l'auditoire, charmée, nous sembla complètement acquise à la nouvelle doctrine. Pour nous, le mot de la situation fut « qu'avec un tel homme et un tel programme, nous étions sauvés ».

En effet, si Auguste Comte ne se méprit pas sur les motifs de notre assiduité, nous ne nous méprîmes pas davantage sur la valeur de l'homme que nous avions eu le bonheur de rencontrer. Nous étions loin encore d'être positivistes, mais nous avions compris qu'il était républicain, qu'il avait une réponse positive pour chaque question, que ses convictions étaient immuables et qu'il poursuivrait la réalisation de son œuvre jusqu'à la fin de sa vie. L'événement démontra toute la justesse de nos prévisions.

En 1844, le cours d'astronomie fut précédé de quatre

séances préliminaires, imprimées à part, sous le titre de Discours sur l'esprit positif, et dont le texte se retrouve aussi en tête du *Traité philosophique d'astronomie populaire*, publié la même année.

En 1845, le même cours d'astronomie eut cinq ou six de ces séances préliminaires portant sur des questions philosophiques, politiques et sociales, qui ne furent pas publiées. Le cours eut lieu avec son succès habituel : le nombre des auditeurs augmentait sensiblement, mais pas autant que nous l'aurions désiré.

Pendant ces trois premières années, notre reconnaissance et notre admiration pour Auguste Comte et pour son œuvre ne s'étaient manifestées que par ce que pouvaient lui exprimer le jeu de nos physionomies et nos applaudissements. Mais à la fin du cours de cette année 1845, nous étant réunis dans un cabaret du voisinage, comme c'était notre habitude après chaque séance, pour nous communiquer nos réflexions, M. Alphonse Darche, de Jouarre (Seine-et-Marne), ouvrier mécanicien à Paris, proposa d'aller en corps chez Auguste Comte pour le remercier des services sociaux et particuliérs que rendait son enseignement. Cette proposition fut adoptée : et, le dimanche suivant, plus de vingt d'entre nous se trouvaient au rendez-vous. Malheureusement, on nous avait mal renseignés sur le domicile d'Auguste Comte, et nous perdîmes plus de trois heures en recherches infructueuses, pendant lesquelles notre petite troupe se dispersa peu à peu. Quand nous arrivâmes rue Monsieur-le-Prince, vers les quatre heures, nous n'étions plus que huit. Voici les noms de ces huit auditeurs : MM. Darche, Buisson, Fili, Lefèvre, Guilbert, Gros-Jean, Simon, Magnin.

Auguste Comte nous accueillit très cordialement et fut fort touché de notre démarche. Nous eûmes avec lui une longue

et intéressante conversation et quand nous le quittâmes, il nous remit à chacun un exemplaire du Discours sur l'esprit positif. A partir de ce jour, il y eut constamment des relations directes entre Auguste Comte et des prolétaires, surtout parisiens.

Vers les premiers jours de janvier 1846, nous fîmes part à Auguste Comte du projet que nous avions de faire imprimer, à nos frais, une petite annonce de son cours, que nous distribuerions dans tous les ateliers. Il approuva notre projet, et, par ce moyen, nous amenâmes à son cours un assez grand nombre de prolétaires, dont quelques-uns furent définitivement acquis à la nouvelle école.

. . . .

En 1846, le cours d'astronomie fut précédé de huit séances philosophiques pour servir de préambule à cette exposition scientifique et préparer celle de la politique positive. Ce fut dans une de ces séances qu'Auguste Comte, ayant à apprécier l'influence fatale exercée par le premier Bonaparte sur les événements politiques de son époque, déclara qu'au lieu de porter si haut l'homme qui personnifiait le mieux l'égoïsme, il eût mieux valu célébrer l'incomparable héroïne dont le dévouement avait autrefois sauvé la France. « J'espère, dit-il, qu'une manifestation publique en l'honneur de Jeanne d'Arc compensera bientôt la honteuse apothéose de Bonaparte. » Cette phrase n'était pas achevée, que des applaudissements éclatèrent sur tous les points de la salle. Celui qui en donna le signal était un prolétaire, déjà fort âgé, exerçant la profession d'aide mécanicien à Paris, M. Gros-Jean, ancien prisonnier de guerre sur les pontons anglais.

Ces applaudissements qui, de nos jours, ne surprendraient personne, avaient alors une importance réelle. Ce n'était point chose facile que de s'attaquer à un chauvinisme encore

très ardent, dont l'influence empêchait qu'on appréciât à sa juste valeur le fatal aventurier qui avait tenté d'étouffer la Révolution, et compromis l'avenir de la France. « Mon public, disait Auguste Comte, en sortant, est plus avancé que je ne le croyais. Je m'attendais plutôt à des murmures. »

A la fin du cours, nous renouvelâmes notre visite de remerciement au maître, et il en fut de même tous les ans, tant que dura son enseignement oral. Peu à peu, d'autres auditeurs se joignirent à nous pour cette manifestation. Des visites annuelles de même nature eurent également lieu, le jour de l'an, à partir du 1er janvier 1849, et se sont toujours continuées depuis envers le nouveau chef spirituel.

En 1847, il y eut douze séances préliminaires qui ont été publiées, en 1848, sous le titre de Discours sur l'ensemble du Positivisme, et reproduites, en 1851, sous le titre de Discours préliminaire, en tête du premier volume de la *Politique positive.*

Ce fut dans l'une de ces douze séances, près d'un an avant la révolution de février, qu'Auguste Comte exposa le plan d'un gouvernement transitoire, en prévision du rétablissement de la République. Si ce plan eût été adopté par les hommes d'Etat de 1848, nous aurions certainement conservé la République et évité l'Empire ainsi que ses fatales conséquences.

. . . .

En 1848, le 30 janvier, Auguste Comte fonda un cours philosophique sur l'histoire générale de l'Humanité.

Quant aux autres événements survenus en cette mémorable année, sur lesquels les documents de toute nature abondent en tous sens et de toute part, je ne dirai que quelques mots pour montrer que si, à beaucoup d'égards, ils furent favorables au Positivisme, à quelques égards aussi il lui furent défa-

vorables. Nous eûmes d'abord à constater que la conspiration du silence ne faisait que s'accentuer davantage autour d'Auguste Comte et de son œuvre, et que la coalition du monde savant était à la veille de le dépouiller complètement de ses moyens d'existence. C'est alors que fut fondé le subside positiviste, dont la destination, l'organisation et les progrès sont mentionnés dans les circulaires annuelles qui y sont relatives. L'initiative publique en avait été prise par M. Littré ; mais, dans le petit groupe prolétaire, la même proposition avait été faite, le même jour, par un ouvrier de Saint-Pierre-lès-Calais, M. Louis-Joseph Mignien, mécanicien, résidant alors à Paris.

Notre concours matériel ne fut pas très efficace ; car la réaction et les menaces de coup d'Etat avaient presque détruit nos moyens d'existence. Mais Auguste Comte n'avait pas seulement besoin de secours matériel ; il avait besoin d'être entouré, d'être écouté : il fallait qu'il fût renseigné et qu'il pût faire connaître sa manière de voir. Dans ce but, le 8 mars 1848, il fonda la Société positiviste telle qu'elle existe aujourd'hui. Malgré la gêne croissante, nous fîmes de notre mieux pour assister à toutes les réunions de cette société et pour ne pas faire défaut à notre maître.

. . . .

En 1849, Auguste Comte reprit son cours philosophique sur l'histoire générale de l'Humanité. Ce fut M. Bineau, alors ministre des Travaux publics, qui fit mettre à sa disposition, à cet effet, une des grandes salles du Palais-Royal. Cependant, toute la bienveillance de M. Bineau ne put parvenir à maintenir à Auguste Comte l'usage de cette salle jusqu'à la complète terminaison du cours, qui dut s'achever à son domicile privé, rue Monsieur-le-Prince, n° 10.

Les années suivantes, le même cours se fit encore, dans la

même salle, et également avec des péripéties d'interruption momentanée.

Ce fut dans ce local qu'Auguste Comte donna à cet enseignement une ampleur vraiment extraordinaire, sans cependant effrayer ses auditeurs, puisqu'ils suivirent, attentifs et bienveillants, des séances de quatre à cinq heures, et quelquefois plus, interrompues seulement par un repos d'un quart d'heure.

Ce langage ferme et élevé, s'adressant à une population intelligente et dévouée, pouvait produire d'immenses résultats ; mais ce flot de vérités, allant éclairer et coordonner tous les actes de la vie réelle, ne pouvait longtemps convenir à un gouvernement ombrageux, issu d'un coup d'Etat nocturne.

A partir de 1851, l'enseignement oral d'Auguste Comte fut supprimé. Heureusement, aucun obstacle ne fut apporté à la libre publication de tout ce qu'il put écrire.

DISCOURS SUR L'ENSEMBLE DU POSITIVISME

(1848)

EXTRAITS

EFFICACITÉ POPULAIRE DU POSITIVISME

D'après la nature philosophique et la destination sociale du positivisme, il doit chercher son appui fondamental en dehors de toutes les classes, spirituelles ou temporelles, qui jusqu'ici ont plus ou moins participé au gouvernement de l'humanité. Sauf de précieuses exceptions individuelles, qui bientôt se multiplieront beaucoup, chacune d'elles présente naturellement, dans ses préjugés et dans ses passions, divers obstacles essentiels à la réorganisation intellectuelle et morale qui doit caractériser la seconde partie de la grande révolution occidentale. Leur vicieuse éducation et leurs habitudes empiriques repoussent l'esprit d'ensemble auquel il faut désormais subordonner toutes les conceptions spéciales. Un actif égoïsme aristocratique y entrave ordinairement la prépondérance réelle du sentiment social, principe suprême de notre régénération. Non-seulement il ne faut pas compter sur les classes dont la domination fut à jamais détruite au début de la crise révolutionnaire ; mais nous devons attendre une répugnance presque aussi réelle, quoique mieux dissimulée, chez celles qui obtinrent ainsi l'ascendant social qu'elles convoitaient depuis longtemps. Leurs conceptions politiques se rapportent surtout à la possession du pouvoir, au lieu de concerner sa destination et son exercice. Elles avaient sérieusement regardé la révolution comme terminée par le

régime parlementaire propre à la halte équivoque qui vient de finir. Cette phase stationnaire leur inspirera de longs regrets, en tant que spécialement favorable à leur active ambition. Une complète régénération sociale est presque autant redoutée par ces diverses classes moyennes que chez les anciennes classes supérieures. Les unes et les autres s'accorderaient surtout à prolonger, autant que possible, sous de nouvelles formes, même républicaines, le système d'hypocrisie théologique qui constitue maintenant le seul reste effectif du régime rétrograde. Ce honteux système leur offre le double attrait d'assurer la respectueuse soumission des masses sans prescrire aux chefs aucun devoir rigoureux. Si leurs préjugés critiques et métaphysiques tendent à perpétuer l'interrègne spirituel qui empêche la régénération finale, leurs passions ne craignent pas moins l'avénement d'une nouvelle autorité morale, qui nécessairement se ferait surtout sentir aux puissants. Au dix-huitième siècle, la plupart des grands, et même les rois, purent accueillir une philosophie purement négative, qui, en leur ôtant beaucoup d'entraves, leur procurait une célébrité facile, sans leur imposer aucun sacrifice essentiel. Mais ce précédent ne doit pas faire espérer, chez nos riches et nos lettrés, un accueil aussi favorable pour la philosophie positive, qui vient aujourd'hui discipliner les intelligences afin de reconstruire les mœurs.

A ce double titre, le positivisme ne peut obtenir de profondes adhésions collectives qu'au sein des classes qui, étrangères à toute vicieuse instruction de mots ou d'entités, et naturellement animées d'une active sociabilité, constituent désormais les meilleurs appuis du bon sens et de la morale. En un mot, nos prolétaires sont seuls susceptibles de devenir les auxiliaires décisifs des nouveaux philosophes. L'impulsion régénératrice dépend surtout d'une intime alliance entre ces deux éléments extrêmes de l'ordre final. Malgré leur diversité naturelle, toutefois bien

plus apparente que réelle, ils comportent, au fond, beaucoup d'affinité intellectuelle et morale. Les deux genres d'esprit présenteront de plus en plus le même instinct de la réalité, une semblable prédilection pour l'utilité, et une égale tendance à subordonner les pensées de détail aux vues d'ensemble. De part et d'autre, se développeront aussi les généreuses habitudes d'une sage imprévoyance naturelle, et un pareil dédain des grandeurs temporelles; du moins quand les vrais philosophes auront formé, par le commerce des dignes prolétaires, leur propre caractère définitif. Lorsque ces sympathies fondamentales pourront assez éclater, on sentira que chaque prolétaire constitue, à beaucoup d'égards, un philosophe spontané, comme tout philosophe représente, sous divers aspects, un prolétaire systématique. Ces deux classes extrêmes offriront d'ailleurs des dispositions équivalentes envers la classe intermédiaire, qui, siége nécessaire de la prépondérance temporelle, tient sous sa dépendance normale leur commune existence pécuniaire.

Toutes ces affinités résultent naturellement des positions et des destinations respectives. Si elles sont encore peu prononcées, cela tient surtout à l'absence actuelle d'une véritable classe philosophique, dont à peine il existe déjà quelques types isolés. Quoique les vrais prolétaires soient heureusement beaucoup moins rares, c'est seulement en France, ou plutôt à Paris, qu'ils ont pu jusqu'ici surgir dignement, affranchis de toute croyance chimérique et de tout vain prestige social. C'est uniquement là qu'on peut sentir l'intime réalité de l'appréciation indiquée ci-dessus.

On voit alors que les occupations journalières du prolétaire sont beaucoup plus favorables à l'exercice philosophique que celles des classes moyennes, parce qu'elles n'absorbent point assez pour empêcher des contemplations suivies, même pen-

dant le travail pratique. Ce loisir mental est moralement facilité par l'absence naturelle de responsabilité ultérieure : la position du travailleur le préserve spontanément des ambitieux calculs qui inquiètent sans cesse l'entrepreneur. Le caractère propre des méditations respectives résulte même de cette double diversité, qui invite l'un aux conceptions générales et l'autre aux vues spéciales. Pour le digne prolétaire, le régime de la spécialité dispersive, tant prôné maintenant, se présente directement sous son vrai jour, c'est-à-dire comme abrutissant, parce qu'il condamnerait son esprit à un exercice tellement misérable qu'il ne prévaudra jamais chez nous, malgré les empiriques instances de nos économistes anglomanes. Au contraire, cette spécialisation exclusive et continue doit sembler beaucoup moins dégradante, ou plutôt elle paraît devenir indispensable chez l'entrepreneur, et même chez le savant, en s'appliquant à des sujets qui absorbent davantage les médiocres intelligences, à moins qu'une saine éducation n'y ait développé le goût et l'habitude des généralités abstraites.

Mais le contraste moral entre les deux modes d'existence pratique est encore plus décisif que leur contraste intellectuel. La fierté qu'inspirent ordinairement les succès temporels est, au fond, peu justifiée par le genre de mérite que suppose réellement l'acquisition, même pleinement légitime, de la grandeur ou de la richesse. Ceux qui font plus de cas des qualités intrinsèques que des résultats effectifs, reconnaissent aisément que les triomphes pratiques, industriels comme militaires, dépendent surtout du caractère, et non de l'esprit ni du cœur. Ils exigent principalement la combinaison d'un certain degré d'énergie avec beaucoup de prudence et une suffisante persévérance. Quand ces conditions sont remplies, la médiocrité intellectuelle et l'imperfection morale n'empêchent nullement d'utiliser ainsi les circonstances favorables, habituellement indispensables à de

tels succès. On peut même assurer, sans aucune exagération, que la mesquinerie des pensées et des sentiments contribue souvent à susciter et à maintenir les dispositions convenables. Lorsqu'il faut un grand essor des trois qualités actives, il est plutôt déterminé par les impulsions personnelles d'avidité, d'ambition, ou de gloire, que par les instincts supérieurs. Ainsi, quelque respect que mérite toute élévation légitime, la philosophie, encore plus clairvoyante que ne put l'être la religion, n'en saurait conclure, en faveur des grands ou des riches, une supériorité morale que n'indique nullement la vraie théorie de la nature humaine.

L'existence habituelle du prolétaire est beaucoup plus propre à développer spontanément nos meilleurs instincts. Même quant aux trois qualités actives, d'où dépendent surtout les succès temporels, la prudence est la seule qui s'y trouve ordinairement insuffisante, de manière à empêcher l'efficacité personnelle des deux autres, mais sans altérer leur application sociale. Toutefois, la supériorité morale du type prolétaire se rapporte surtout à l'essor direct des divers instincts supérieurs. Quand la systématisation finale des opinions et des mœurs aura fixé le vrai caractère propre à cette immense base de la société moderne, on sentira que les différentes affections domestiques doivent naturellement s'y développer davantage que chez les classes intermédiaires, trop préoccupées de calculs personnels pour goûter dignement de tels liens. Mais la principale efficacité morale de la vie prolétaire concerne les sentiments sociaux proprement dits, qui tous y reçoivent spontanément une active culture journalière, même dès la première enfance. C'est là qu'on trouve, d'ordinaire, les meilleurs modèles du véritable attachement, jusque chez ceux qu'une dépendance continue, trop souvent dégradée par nos mœurs aristocratiques, semble condamner à une moindre élévation morale. Une vénération

sincère, pure de toute servilité, s'y développe naïvement envers les supériorités quelconques, sans être neutralisée par l'orgueil doctoral, ni troublée par la rivalité temporelle. Les impulsions généreuses y sont toujours entretenues par d'actives sympathies, involontairement résultées d'une expérience personnelle des maux inhérents à l'humanité. Partout ailleurs, le sentiment social ne saurait trouver autant d'excitation spontanée, du moins quant à la solidarité actuelle, qui s'y présente à chacun comme sa principale ressource, sans altérer pourtant une énergique individualité. Si l'instinct de la continuité humaine n'y est point encore assez développé, cela tient surtout au défaut de culture systématique, seule efficace à cet égard. Il serait désormais superflu de prouver qu'aucune autre classe ne comporte des exemples aussi fréquents ni aussi décisifs d'une franche et modeste abnégation, en chaque vrai besoin public. Enfin, il importe de noter, à ce sujet, que, d'après l'absence totale d'éducation régulière, toutes ces hautes qualités morales doivent être regardées comme propres au prolétariat, depuis que l'émancipation radicale des esprits populaires interdit de rapporter ces résultats à l'influence théologique. Quoique ce type si méconnu ne soit encore essentiellement réalisable qu'à Paris, sa manifestation initiale dans le foyer occidental doit annoncer assez à tous les vrais observateurs l'entière extension finale d'un caractère aussi conforme aux indications de la saine théorie de l'homme, surtout quand le positivisme aura pu systématiser convenablement ces tendances spontanées.

D'après cette sommaire appréciation, on explique aisément l'admirable instinct social qui avait poussé la Convention à chercher parmi nos prolétaires son principal appui, non-seulement contre ses dangers exceptionnels, mais pour la régénération finale qu'elle poursuivait avec ardeur sans pouvoir en déterminer la nature. Toutefois, faute d'une vraie doctrine gé-

nérale, et vu l'anarchique impulsion de la métaphysique dominante, cette alliance fondamentale était alors conçue dans un esprit contraire à son but principal, puisqu'elle appelait le peuple à l'exercice habituel de l'autorité politique. Une telle direction convenait beaucoup, sans doute, aux nécessités temporaires de la situation correspondante, où la défense républicaine dépendait surtout des prolétaires, seuls dévoués et inébranlables. Mais, représentée comme définitive par l'esprit absolu de la théorie officielle, elle devint bientôt incompatible avec les conditions essentielles de la société moderne. Ce n'est pas que le peuple ne doive habituellement, quand le cas l'exige, prêter son assistance, même matérielle, à l'exercice spécial de l'autorité temporelle. Loin d'être aucunement anarchique, cette intervention subalterne, tant au dedans qu'au dehors, constitue évidemment une garantie indispensable à tout régime normal. On doit même reconnaître que, sous ce rapport, les mœurs françaises sont encore très-imparfaites, puisqu'elles disposent trop souvent notre population à rester au moins spectatrice dans les actes journaliers d'une police tutélaire. Mais toute participation directe du peuple au gouvernement politique, pour la décision suprême des mesures sociales, ne peut convenir, chez les modernes, qu'à la situation révolutionnaire. Étendue à l'état final, elle y deviendrait nécessairement anarchique, à moins de s'y trouver essentiellement illusoire.

Sans admettre le dogme métaphysique de la souveraineté populaire, le positivisme s'approprie systématiquement tout ce qu'il renferme de vraiment salutaire, soit pour les cas exceptionnels, soit surtout envers l'existence normale, en écartant les immenses dangers inhérents à son application absolue. Dans l'usage révolutionnaire, sa principale efficacité consiste à justifier directement le droit d'insurrection. Or, la politique posi-

tive représente un tel droit comme une ressource extrême, indispensable à toute société, afin de ne pas succomber à la tyrannie qui résulterait d'une soumission absolue, trop prêchée par le catholicisme moderne. Au point de vue scientifique, on y doit voir une crise réparatrice, encore plus nécessaire à la vie collective qu'à la vie individuelle, suivant cette loi biologique évidente que l'état pathologique devient plus fréquent et plus grave à mesure que l'organisme est plus compliqué et plus éminent. Personne ne saurait donc craindre sérieusement que le prochain ascendant du positivisme dispose jamais à l'obéissance passive, en tant qu'il éteindra l'esprit révolutionnaire proprement dit, qui équivaut désormais à prendre la maladie pour le type définitif de la santé. Le caractère profondément relatif de la nouvelle doctrine sociale la rend, au contraire, seule apte à concilier radicalement la subordination habituelle avec la révolte exceptionnelle, comme l'exigent à la fois le bon sens et la dignité humaine. En réservant ce dangereux remède pour les cas vraiment extrêmes, elle n'hésitera jamais à l'approuver, ni même à le recommander, quand il sera devenu réellement indispensable. Mais elle accomplira cet office passager sans soumettre habituellement les questions et les choix politiques à des juges évidemment incompétents, qu'il saura d'ailleurs disposer à la libre abdication de leurs droits anarchiques.

Quant à la prescription normale que contient réellement, quoique sous une forme très-confuse, la théorie métaphysique de la souveraineté populaire, le positivisme est encore plus propre à la dégager d'un dangereux alliage, de manière à augmenter son efficacité sociale, loin de l'énerver. Il y distingue deux notions très-différentes, jusqu'ici confondues, l'une politique, pour certains cas assignables, l'autre morale, envers toute application quelconque.

La première consiste à proclamer, au nom de la masse sociale, les décisions spéciales dont tous les citoyens peuvent ordinairement apprécier assez les motifs essentiels, et qui intéressent directement l'existence pratique de toute la communauté, comme les jugements des tribunaux, les déclarations de guerre, etc. Sous le régime positif, ces nobles formules, inspirées par l'instinct familier de la solidarité universelle, deviendront encore plus imposantes, en invoquant l'ensemble de l'humanité, au lieu d'un peuple particulier. Mais il serait absurde d'étendre le même usage aux cas plus nombreux où la population, incapable de prononcer, doit adopter les résolutions des supérieurs qui ont obtenu sa confiance. Cette nécessité sociale tient, soit à la difficulté de la question, soit à l'influence trop indirecte ou trop restreinte de la mesure. On peut citer, comme types, les décisions, souvent capitales néanmoins, qui concernent les notions scientifiques, ou même la plupart des règles pratiques, industrielles, médicales, etc. Dans tous ces cas, le positivisme aura peu de peine aujourd'hui à préserver la rectitude populaire des aberrations subversives qui ne s'aggravent que sous l'impulsion d'un orgueil métaphysique, presque inconnu à nos prolétaires illettrés.

Sous le second aspect, l'interprétation normale de la prétendue souveraineté du peuple se réduit à l'obligation fondamentale de diriger toute l'existence sociale vers le bien commun, doublement relatif, d'ordinaire, à la masse prolétaire, soit en vertu de son immense supériorité numérique, soit surtout d'après les difficultés propres à sa destinée naturelle, qui exige une sollicitude artificielle, peu nécessaire ailleurs. Mais, ainsi conçue, cette notion, essentiellement républicaine, se confond avec la base universelle de la vraie morale, la prépondérance directe et continue de la sociabilité sur toute personnalité. Le positivisme est tellement apte à se l'incorporer, qu'elle

y devient, comme ce discours l'a déjà prouvé, le principe unique de sa systématisation totale, même spéculative. En s'appropriant à jamais ce grand précepte social, dont l'esprit métaphysique dut être, depuis la décadence du catholicisme, l'organe provisoire, il le purifie définitivement de toute inspiration anarchique. Car il transporte à l'ordre moral ce que la doctrine révolutionnaire place si dangereusement dans l'ordre politique, d'après son préjugé caractéristique sur la confusion permanente des deux puissances élémentaires. J'aurai bientôt lieu d'indiquer spécialement combien cette salutaire transformation, loin d'affaiblir ce principe républicain, augmentera son efficacité continue, sans exposer aux déceptions ni aux perturbations que le mode métaphysique tend toujours à susciter.

Nous sommes ainsi conduits à caractériser directement la principale participation collective qui doit habituellement appartenir aux prolétaires dans le régime final de l'humanité. Elle résulte de leur aptitude naturelle à devenir les auxiliaires indispensables du pouvoir spirituel pour son triple office social d'appréciation, de conseil, et même de préparation. Toutes les propriétés intellectuelles et morales que nous venons de reconnaître au prolétariat concourent à lui conférer une telle attribution continue. Sauf la classe philosophique, principal organe de l'esprit d'ensemble, aucune autre partie de la société moderne ne saurait être aussi disposée que les prolétaires à se tenir convenablement au point de vue général. Leur supériorité est encore plus évidente quant au sentiment social, pour lequel ils doivent, d'ordinaire, l'emporter même sur les vrais philosophes, dont les tendances trop abstraites gagneront beaucoup au contact journalier d'une noble spontanéité populaire. Ainsi, la classe prolétaire est naturellement plus propre qu'aucune autre à comprendre, et surtout à sentir, la morale

réelle, quoiqu'elle fût incapable de la systématiser. Cette aptitude spontanée se manifeste principalement envers la morale sociale proprement dite, la plus éminente et la plus décisive des trois parties essentielles de la morale universelle. Enfin, outre ces dispositions naturelles de l'esprit et du cœur, les besoins collectifs propres au prolétariat l'appellent nécessairement au secours des principales règles morales, ordinairement destinées à le protéger. Pour faire prévaloir ces règles dans la vie active, le pouvoir spirituel doit peu compter sur l'assistance des classes intermédiaires, siége naturel de la prépondérance temporelle, dont ses prescriptions doivent surtout contenir et rectifier les abus. Les tendances ordinaires des grands et des riches vers l'égoïsme et l'oppression nuisent principalement aux prolétaires. C'est donc l'adhésion de ceux-ci qu'il faut surtout invoquer à l'appui des règles morales. Ils se trouvent d'autant mieux disposés à les sanctionner par leur énergique approbation, qu'ils doivent rester étrangers au gouvernement politique proprement dit. Toute participation habituelle au pouvoir temporel tend, outre son caractère anarchique, à les détourner du principal remède que la nature de l'ordre social offre à l'ensemble des maux qui leur sont propres. La sagesse populaire appréciera bientôt l'inanité nécessaire des solutions immédiates que l'on prône aujourd'hui. Elle ne tardera point à sentir combien ses légitimes réclamations se lient surtout aux moyens moraux que le positivisme présente au prolétariat, quoiqu'il l'invite aussi à abdiquer une autorité illusoire ou perturbatrice.

Cette tendance fondamentale du peuple à seconder le pouvoir spirituel dans son principal office social est tellement naturelle qu'elle s'est déjà manifestée, au moyen âge, envers la spiritualité catholique. Il faut même rapporter à une semblable affinité les sympathies qu'excite encore le catholicisme, malgré sa décadence universelle, chez les populations préservées du

protestantisme. Les observateurs empiriques prennent souvent ces affections pour de vraies adhésions à des croyances qui, au fond, sont là plus éteintes qu'ailleurs. Mais cette illusion historique se dissipera d'après l'accueil que ces populations, mal à propos taxées d'arriérées, feront bientôt au positivisme, quand elles sentiront son aptitude à mieux satisfaire que le catholicisme au besoin fondamental qui préoccupe si justement leur instinct social.

Quoi qu'il en soit, cette affinité spontanée du prolétariat envers le pouvoir spirituel ne pouvait, au moyen âge, se développer beaucoup, puisque l'élément populaire se dégageait à peine des restes du servage quand le catholicisme obtenait son principal ascendant. La saine théorie historique représente même ce défaut d'appui comme l'une des sources spéciales de l'inévitable avortement de la noble tentative catholique. Cette spiritualité prématurée était déjà dissoute essentiellement, par la désuétude nécessaire des croyances correspondantes, et aussi d'après le caractère rétrograde de l'autorité théologique, quand le prolétariat eut acquis assez d'importance sociale pour lui fournir un soutien décisif, si elle avait pu le mériter. L'ensemble de l'évolution moderne réservait donc au positivisme la réalisation totale d'une telle combinaison, d'après l'alliance fondamentale qu'il va organiser entre les philosophes et les prolétaires, également préparés à cette coalition finale par la transition positive et négative accomplie pendant les cinq derniers siècles.

Directement appréciée, cette association régénératrice est surtout destinée à constituer enfin l'empire de l'opinion publique, que tous les pressentiments, instinctifs ou systématiques, s'accordent, depuis la fin du moyen âge, à concevoir comme le principal caractère du régime final de l'humanité.

Ce salutaire ascendant doit devenir le principal appui de la

morale, non-seulement sociale, mais aussi privée, et même personnelle, parmi des populations où chacun sera de plus en plus poussé à vivre au grand jour, de manière à permettre au public le contrôle efficace de toute existence quelconque. La chute irrévocable des illusions théologiques rend cette force spécialement indispensable, pour compenser, chez la plupart des hommes, l'insuffisance de la moralité naturelle, même sagement cultivée. Après l'incomparable satisfaction directement inhérente à l'exercice continu du sentiment social, l'approbation commune constituera la meilleure récompense de la bonne conduite. Vivre dignement dans la mémoire des autres, fut toujours le vœu principal de chacun, même sous le régime théologique. Dans l'état positif, cette noble ambition acquiert encore plus d'importance, comme seule satisfaction que comporte désormais notre intime besoin d'éterniser l'existence. En même temps que plus nécessaire au nouveau régime moral, la force de l'opinion publique s'y développe davantage. La réalite caractéristique d'une doctrine toujours conforme à l'ensemble des faits y assure mieux l'autorité des règles et l'efficacité de leur application, que ne peuvent plus éluder les subterfuges suggérés par la nature vague et absolue des prescriptions théologiques ou métaphysiques. D'un autre côté, l'invocation directe et continue de la sociabilité, comme principe unique de la morale positive, y provoque aussitôt l'intervention permanente de l'opinion publique, seul juge naturel de toute conduite ainsi destinée au bien commun. Le but nécessairement personnel de chaque existence, d'après la doctrine théologico-métaphysique, ne pouvait autant comporter un tel appel.

Appréciée ensuite dans l'ordre politique proprement dit, il est superflu de prouver que la force de l'opinion publique doit en devenir le principal régulateur. Sa prépondérance s'y réalise déjà, malgré notre anarchie mentale, toutes les fois qu'une

impulsion décisive vient contenir les divergences radicales qui la neutralisent ordinairement. Cet ascendant spontané se manifeste même quand l'esprit public prend une direction vicieuse, à laquelle nos gouvernements ne peuvent presque jamais résister assez. Qu'on juge, d'après ce double genre d'épreuves, quelle suprématie doit acquérir le légitime usage d'une telle force, quand elle résultera, non d'un concours précaire et passager, mais d'une communion systématique de principes universels. C'est ainsi qu'on peut clairement reconnaître combien la régénération finale des institutions sociales dépend surtout de la réorganisation préalable des opinions et des mœurs. Une telle base spirituelle n'est pas seulement indispensable pour déterminer en quoi doit consister la reconstruction temporelle; elle seule aussi fournira la principale force qui doive en réaliser l'accomplissement. A mesure que l'unité mentale et morale se rétablira, elle présidera nécessairement à l'essor graduel du nouveau système politique. Les principales améliorations sociales peuvent donc être réalisées longtemps avant que la réorganisation spirituelle soit terminée. Au moyen âge, on voit le régime catholique modifier beaucoup la société renaissante pendant que sa propre constitution était peu avancée. Il en doit être encore plus ainsi dans notre régénération.

Cette double destination fondamentale de l'opinion publique détermine aussitôt les conditions essentielles de son organisation normale. Un tel office moral et politique exige d'abord de véritables principes sociaux, ensuite un public qui, les ayant adoptés, en sanctionne l'application spéciale, et enfin un organe systématique qui, après avoir établi la doctrine universelle, en dirige l'usage journalier. Malgré son évidence naturelle, cette analyse de l'opinion publique est encore si méconnue que quelques indications directes sont ici indispensables pour caractériser chacune des trois conditions générales.

La première équivaut, au fond, à étendre jusqu'à l'art social la division fondamentale entre la théorie et la pratique, dont personne ne conteste plus la nécessité envers les moindres cas. C'est surtout à ce titre que la nouvelle spiritualité sera bientôt jugée supérieure à l'ancienne. Au moyen âge, les principes généraux de la conduite morale et politique ne pouvaient avoir qu'un caractère empirique, sanctionné seulement par la consécration religieuse. Toute la supériorité de ce régime sur celui de l'antiquité se bornait donc, sous ce rapport, à séparer ces règles d'avec leur application particulière, pour en faire l'objet direct d'une étude préalable, ainsi préservée des passions journalières. Malgré l'importance d'une telle séparation, le défaut de rationalité y laissait au simple bon sens le soin d'éclairer, en chaque cas, l'application des principes, d'abord vagues et absolus d'après la nature des croyances correspondantes. Aussi l'efficacité de ce premier spiritualisme résulta-t-elle surtout de son aptitude indirecte à cultiver le sentiment social, suivant le seul mode qui fût alors possible. Le spiritualisme positif se présente aujourd'hui avec un caractère beaucoup plus satisfaisant, comme fondé sur une entière systématisation, à la fois objective et subjective. Sans rien perdre de leur valeur expérimentale, les principes sociaux y acquièrent une imposante autorité théorique, et surtout une consistance inébranlable, d'après leur relation nécessaire avec l'ensemble des lois réelles de notre nature individuelle et collective. Ces lois confirmeront du moins tous ceux qui n'en seront pas immédiatements déduits. Toujours rattachées ainsi à la sociabilité fondamentale, les règles pratiques comporteront, en chaque cas, une interprétation nette et homogène, propre à écarter les sophismes passionnés. Ces principes rationnels, qui rendent notre conduite indépendante des impulsions du moment, peuvent seuls assurer l'efficacité habituelle du sentiment social, et nous préserver des aberrations que sus-

citent souvent ses inspirations spontanées. Sa culture directe et continue constitue, sans doute, dans la vie réelle, publique ou privée, la première source de notre moralité. Mais cette condition nécessaire ne saurait habituellement suffire pour contenir la prépondérance naturelle de l'égoïsme, si la conduite pratique n'est point tracée d'avance, en chaque cas important, d'après des règles démontrables, adoptées d'abord de confiance et ensuite par conviction.

Dans aucun art, le désir sincère et ardent de réussir ne saurait dispenser de connaître la nature et les conditions du bien. La pratique morale et politique ne peut être affranchie d'une telle obligation, quoique les inspirations directes du sentiment y soient beaucoup plus efficaces que partout ailleurs. Trop d'exemples publics et privés ont déjà manifesté pleinement combien il peut nous égarer quand son impulsion n'est point éclairée par des principes convenables. C'est ainsi que, faute de convictions systématiques, les généreuses tendances initiales de la France républicaine envers le reste de l'Occident dégénérèrent bientôt en une violente oppression, quand un chef rétrograde vint faire un appel facile à la personnalité. Les cas inverses sont encore plus communs, et d'ailleurs aussi propres à caractériser cette solidarité naturelle entre les sentiments et les principes. Une vicieuse doctrine sociale a souvent secondé la prépondance spontanée de l'égoïsme, en faussant la notion du bien public. L'histoire contemporaine en fournit un exemple trop décisif, dans le déplorable crédit qu'obtint, en Angleterre, la théorie sophistique de Malthus sur la population. Malgré le peu d'accueil qu'elle a trouvé chez tous les autres occidentaux, et quoique réfutée déjà par de généreux penseurs nationaux, cette immorale aberration procure encore une apparente sanction scientifique à la coupable antipathie des classes dirigeantes envers toute profonde régénération britannique.

Après l'établissement d'une doctrine générale, la principale condition pour constituer l'empire de l'opinon publique consiste dans l'existence d'un milieu social propre à faire habituellement prévaloir les principes fondamentaux. Voilà ce qui manquait surtout au spiritualisme catholique, dont l'avortement était ainsi inévitable, même quand les croyances eussent été moins fragiles. J'ai assez indiqué déjà comment le prolétariat moderne offre, au contraire, un immense point d'appui naturel à la nouvelle spiritualité. Le besoin en est aussi peu contestable que la spontanéité. Quoique la doctrine positive soit, en elle-même, beaucoup plus efficace que ne pouvaient l'être des préceptes non démontrables, il ne faut pas compter que les convictions qu'elle inspire dispensent jamais de cette énergique assistance. La raison est loin de comporter une telle autorité directe dans notre imparfaite constitution. Même le sentiment social, malgré son efficacité très-supérieure, ne saurait habituellement suffire pour diriger convenablement la vie active, si l'opinion publique ne venait sans cesse fortifier les bonnes tendances individuelles. Le difficile triomphe de la sociabilité sur la personnalité n'exige pas seulement l'intervention continue de véritables principes généraux, aptes à dissiper toute incertitude quant à la conduite propre à chaque cas. Il réclame aussi la réaction permanente de tous sur chacun, soit pour comprimer les impulsions égoïstes, soit pour stimuler les affections sympathiques. Sans cette universelle coopération, le sentiment et la raison se trouveraient presque toujours insuffisants, tant notre chétive nature tend à faire prévaloir les instincts personnels. On a vu ci-dessus les prolétaires constituer spontanément, à cet égard, la principale source de l'opinion publique, non-seulement en vertu de leur supériorité numérique, mais surtout d'après l'ensemble de leurs caractères intellectuels et moraux, combinés avec l'influence directe de leur position sociale. C'est

ainsi que, posant enfin le problème fondamental de la vie humaine, le positivisme fait seul ressortir, de la nature même du grand organisme, les diverses bases essentielles d'une solution réelle.

Rien ne peut désormais empêcher nos prolétaires, soit isolés, soit surtout réunis, de juger librement l'application journalière, et même les principes généraux, d'un régime social qui les affecte nécessairement plus qu'aucune autre classe. Le mémorable empressement de notre population à former partout des clubs, sans aucune excitation spéciale, et malgré l'absence de tout véritable enthousiasme, prouva récemment combien était contraire à nos mœurs la compression matérielle qu'éprouvaient auparavant ces dispositions spontanées. Au lieu de décroître, ces tendances ne pourront que s'enraciner et se développer de plus en plus, parce qu'elles sont pleinement conformes aux habitudes, aux sentiments, et aux besoins des prolétaires qui forment la principale base de telles réunions. Une véritable doctrine sociale doit les consolider beaucoup, en leur donnant un caractère plus régulier et un but plus important. Loin d'être aucunement anarchiques, elles constituent, au fond, une faible ébauche spontanée des mœurs finales de l'humanité régénérée. En se réunissant ainsi, on entretient le sentiment social par une heureuse excitation journalière. L'opinion publique s'élabore d'une manière à la fois plus rapide et plus complète, du moins après une suffisante préparation individuelle. Personne aujourd'hui ne soupçonne la grande et heureuse influence qu'acquerront ces tendances spontanées, quand une doctrine vraiment universelle les aura dignement systématisées. Elles fourniront alors le principal point d'appui de la réorganisation spirituelle, ainsi assurée d'une active adhésion populaire, d'autant plus décisive qu'elle sera toujours libre et pacifique. Les craintes d'agitation matérielle que réveillent aujourd'hui ces réunions ne

sont dues qu'à une empirique appréciation de notre passé révolutionnaire. Au lieu de propager le goût et de développer l'exercice de ce qu'on nomme les droits politiques, nos clubs tendront bientôt à détourner profondément d'une vaine intervention temporelle, en appelant nos prolétaires à leur principal office social, comme auxiliaires essentiels du nouveau pouvoir spirituel. Par cette noble perspective normale, le positivisme leur offrira un attrait bien supérieur à celui que comportent maintenant les illusions métaphysiques. Au fond, le club est surtout destiné à remplacer provisoirement l'église, ou plutôt, à préparer le temple nouveau, sous l'impulsion graduelle de la doctrine régénératrice, qui peu à peu y fera prévaloir le culte final de l'Humanité, comme je l'indiquerai spécialement à la fin de ce discours. En permettant le libre essor de toutes les tendances progressives, notre situation républicaine ne tardera pas à manifester la disposition spontanée de notre population à donner désormais cette nouvelle issue aux diverses émotions sociales dont le catholicisme fut longtemps le seul régulateur.

Pour achever d'indiquer la vraie théorie de l'opinion publique, il ne reste plus à caractériser ici que la nécessité, trop méconnue aujourd'hui, qui, entre une doctrine et son public, exige un organe philosophique, sans lequel leur relation avorterait presque toujours. D'abord, cette dernière condition est encore plus inévitable que la seconde; et, en fait, elle n'a jamais manqué, car toute doctrine suppose des fondateurs primitifs, et même des docteurs habituels. Il y aurait une évidente contradiction à concevoir des principes moraux et politiques comme investis d'un haut ascendant social, tandis que ceux qui les posent ou les enseignent seraient dépourvus de toute autorité spirituelle. La métaphysique négative, d'abord protestante, puis déiste, a bien pu faire temporairement prévaloir une telle incohérence, quand la raison publique se

préoccupait surtout du besoin d'échapper à la rétrogradation catholique. Pendant cette longue insurrection, chacun se trouvait transformé en une sorte de prêtre, interprétant, à son gré, une doctrine qui pouvait se passer d'organes propres, parce que sa destination était essentiellement critique. Nos diverses constitutions métaphysiques ont directement consacré un tel régime, par leurs déclarations préalables, qui semblent offrir à tout citoyen un moyen général d'appréciation sociale, d'après lequel il serait dispensé de recourir à des interprètes spéciaux. Je ne dois pas discuter ici cette empirique extension à l'état organique d'une disposition qui ne pouvait convenir qu'à la transition révolutionnaire.

Envers les moindres arts, on n'oserait prétendre que les préceptes généraux pussent exister sans culture théorique, ni que leur interprétation spéciale dût rester livrée au simple instinct du praticien. Comment en serait-il autrement pour l'art le plus difficile et le plus important, où des règles moins simples et moins précises exigent davantage une explication propre à chaque cas? Quelque satisfaisantes que doivent devenir les démonstrations des principes sociaux, il ne faut pas croire que la doctrine positive puisse jamais dispenser, même après la meilleure éducation, de recourir, dans la vie réelle, publique ou privée, à de fréquentes consultations philosophiques. Les motifs moraux sont encore plus décisifs que les considérations intellectuelles pour indiquer la nécessité d'un tel intermédiaire continu entre la règle et l'usage. Si, d'un côté, l'organe philosophique peut seul connaître assez le véritable esprit de la doctrine dirigeante, il est, d'une autre part, seul susceptible de présenter habituellement les garanties de pureté, d'élévation, et d'impartialité, sans lesquelles ses conseils n'auraient presque aucune efficacité pour réformer la conduite individuelle ou collective. C'est surtout par lui que doit s'accomplir,

d'ordinaire, cette réaction de tous sur chacun, reconnue ci-dessus indispensable à la moralité réelle. Il n'est point, à la vérité, la principale source de l'opinion publique, comme l'orgueil théorique dispose trop souvent à le croire. Mais, quoique cette force résulte essentiellement d'une libre sanction populaire, ce concours spontané ne devient pleinement efficace que par la proclamation systématique des jugements unanimes, sauf les cas exceptionnels où suffit l'expression directe. L'élément prolétaire et l'élément philosophique sont donc solidaires dans l'élaboration spéciale, et même dans la manifestation habituelle, de la véritable opinion publique. Sans l'un, la doctrine la mieux établie manquerait ordinairement d'énergie ; sans l'autre, elle n'aurait presque jamais assez de consistance pour surmonter les obstacles permanents que notre nature personnelle et sociale oppose à la prépondérance pratique des règles fondamentales.

Au fond, ce besoin d'organes systématiques pour guider et proclamer l'opinion publique se fait toujours sentir, même au milieu de notre anarchie spirituelle, chaque fois que survient une manifestation réelle, qui ne pourrait avoir lieu si personne n'en prenait l'initiative ou la responsabilité. Dans la vie privée, où cette intervention manque souvent, on peut aujourd'hui vérifier, par contraste, une telle nécessité, en observant l'insuffisance pratique des règles les moins contestées, mais dont l'application spéciale n'émane d'aucune autorité régulière. Une appréciation plus facile et des sentiments plus actifs tendent alors à compenser imparfaitement cette grave lacune. Les conditions plus difficiles et les exigences supérieures de la vie publique n'ont jamais permis qu'elle restât aussi dépourvue d'intervention systématique. Chacun de ses actes manifeste, même aujourd'hui, l'indispensable participation d'une certaine autorité spirituelle, dont les organes, quoique très-mobiles, sor-

tent le plus souvent du journalisme métaphysique et littéraire. Notre anarchie mentale et morale ne dispense donc pas l'opinion publique de directeurs et d'interprètes. Elle l'oblige seulement à se contenter de ceux qui ne peuvent lui offrir que des garanties personnelles, sans aucun gage régulier de la fixité de leurs convictions et de la pureté de leurs sentiments. Ainsi posée par le positivisme, la question de l'organisation de l'esprit public ne saurait longtemps rester indécise. On voit qu'elle se réduit, au fond, à la séparation normale des deux puissances sociales, comme la condition de doctrine a été ci-dessus ramenée à la division correspondante entre la théorie et la pratique. D'une part, il est clair que la saine interprétation des règles morales et politiques ne peut émaner, de même qu'envers tout autre art, que des philosophes voués à l'étude des lois naturelles sur lesquelles elles reposent. Or, pour se maintenir au point de vue d'ensemble qui fait seul leur mérite intellectuel, ces philosophes doivent s'abstenir avec soin de toute participation habituelle à la vie active, surtout publique, dont l'influence spéciale altérerait bientôt leur aptitude spéculative. Cette condition ne leur est pas moins indispensable, d'une autre part, afin de conserver la pureté de leurs sentiments et l'impartialité de leur caractère, double garantie morale de leur autorité, publique ou privée.

Telle est, en aperçu, la théorie positive de l'opinion publique. Dans ses trois éléments nécessaires, la doctrine, la force, et l'organe, elle se trouve ainsi rattachée profondément à l'ensemble de la réorganisation spirituelle ; ou plutôt, elle ne constitue que l'appréciation la plus usuelle de ce sujet fondamental. Toutes ses parties essentielles offrent entre elles une intime solidarité naturelle. Si les principes positifs ne peuvent compter beaucoup que sur l'appui des prolétaires, ceux-ci, à leur tour, ne sauraient désormais sympathiser habituellement

avec aucune autre doctrine. Il en est de même quant aux organes philosophiques, dont le peuple peut seul établir et maintenir l'indépendance nécessaire. Nos lettrés repoussent instinctivement la division des deux puissances, qui poserait des bornes systématiques à leur vaine ambition actuelle. Cette séparation est aussi redoutée par nos riches, qui craindraient de voir ainsi surgir une autorité morale capable d'imposer à leur égoïsme un frein irrésistible. Les prolétaires seuls peuvent aujourd'hui la comprendre et l'aimer, d'après leur aptitude plus prononcée à l'esprit d'ensemble et au sentiment social. Mieux préservés, surtout en France, des sophismes métaphysiques et des prestiges aristocratiques, leur esprit et leur cœur accueilleront aisément les maximes du positivisme sur cette condition fondamentale de notre vraie régénération.

Cette théorie de l'opinion indique nettement où en est déjà l'organisation de ce grand régulateur moderne, et ce qui lui manque encore essentiellement. La doctrine existe enfin, surtout la force, et même l'organe, mais sans combinaison mutuelle. Toute l'impulsion régénératrice dépend donc, en dernier ressort, de l'intime alliance entre les philosophes et les prolétaires.

Pour achever de caractériser cette coalition décisive, il me reste à indiquer les avantages généraux qu'elle offre au peuple quant à la satisfaction normale de ses réclamations légitimes.

La principale amélioration, celle qui doit bientôt développer et consolider toutes les autres, consiste dans le noble office social ainsi conféré directement aux prolétaires, désormais érigés en auxiliaires indispensables de la puissance spirituelle. Cette immense classe, qui, depuis sa naissance au moyen âge, était restée extérieure à l'ordre moderne, y prend alors la vraie position qui convient à sa nature propre et au bien commun. A leurs fonctions spéciales, tous ses membres joignent enfin une

haute participation habituelle à la vie publique, destinée à compenser les inconvénients inévitables de leur situation privée. Loin de troubler l'ordre fondamental, une telle coopération populaire en constituera la plus ferme garantie, par cela même qu'elle ne sera point politique, mais morale. Telle est donc la transformation finale que le positivisme opère dans la manière dont l'esprit révolutionnaire a conçu jusqu'ici l'intervention sociale des prolétaires. A l'orageuse discussion des droits, nous substituons la paisible détermination des devoirs. Les vains débats sur la possession du pouvoir sont remplacés par l'examen des règles relatives à son sage exercice.

Une superficielle appréciation de la situation actuelle représente d'abord nos prolétaires comme très-éloignés encore d'une semblable disposition. Mais, d'après une étude mieux approfondie, on peut assurer que l'expérience même qu'ils accomplissent aujourd'hui sur l'extension des droits politiques, achèvera bientôt de leur manifester l'inanité d'un remède aussi peu conforme à leurs vœux naturels. Sans faire une abdication formelle, qui semblerait contraire à leur dignité sociale, leur sagesse instinctive ne tardera pas à déterminer une désuétude encore plus décisive. Le positivisme les convaincra aisément que, si le pouvoir spirituel doit se ramifier partout pour atteindre pleinement son but social, le bon ordre exige, au contraire, la concentration habituelle du pouvoir temporel. Cette conviction résultera surtout d'une saine appréciation de la nature essentiellement morale des difficultés fondamentales qui préoccupent si justement nos prolétaires.

Ils ont déjà fait, à cet égard, un pas spontané, dont l'importance est encore trop peu sentie. Une célèbre utopie, qui s'y propage rapidement, leur sert, faute d'une meilleure doctrine, à formuler aujourd'hui leur manière propre de concevoir la principale question sociale. Quoique l'expérience résultée de la

première partie de la révolution ne les ait point désabusés entièrement des illusions politiques, elle les a conduits à sentir que la propriété leur importait davantage que le pouvoir proprement dit. En étendant jusque-là le grand problème social, le communisme rend aujourd'hui un service fondamental, qui n'est pas neutralisé par les dangers temporaires inhérents à ses formes métaphysiques. Aussi cette utopie doit-elle être soigneusement distinguée des nombreuses aberrations que fait éclore notre anarchie spirituelle, en appelant aux plus difficiles spéculations des esprits incapables ou mal préparés. Ces vaines théories sont si peu caractérisées, qu'on est conduit à les désigner par les noms de leurs auteurs. Le communisme, qui ne porte le nom de personne, n'est point un produit accessoire d'une situation exceptionnelle. Il y faut voir le progrès spontané, plutôt affectif que rationnel, du véritable esprit révolutionnaire, tendant aujourd'hui à se préoccuper surtout des questions morales, en rejetant au second rang les questions politiques proprement dites. Sans doute, la solution actuelle des communistes reste encore essentiellement politique, comme chez leurs prédécesseurs, puisque c'est aussi par le mode de possession qu'ils prétendent régler l'exercice. Mais la question qu'ils ont enfin posée exige tellement une solution morale, sa solution politique serait à la fois si insuffisante et si subversive, qu'elle ne peut rester à l'ordre du jour sans faire bientôt prévaloir l'issue décisive que le positivisme vient ouvrir à ce besoin fondamental, en présidant à la régénération finale des opinions et des mœurs.

Pour rendre justice au communisme, on doit surtout y apprécier les nobles sentiments qui le caractérisent, et non les vaines théories qui leur servent d'organes provisoires, dans un milieu où ils ne peuvent encore se formuler autrement. En s'attachant à une telle utopie, nos prolétaires, très-peu métaphysiques, sont loin d'accorder à ces doctrines autant d'importance

que les lettrés. Aussitôt qu'ils connaîtront une meilleure expression de leurs vœux légitimes, ils n'hésiteront pas à préférer des notions claires et réelles, susceptibles d'une efficacité paisible et durable, à de vagues et confuses chimères, dont leur instinct sentira bientôt la tendance anarchique. Jusque-là, ils doivent adhérer au communisme, comme au seul organe qui puisse aujourd'hui poser et maintenir, avec une irrésistible énergie, la question la plus fondamentale. Les dangers mêmes que fait craindre leur solution actuelle concourent à provoquer et à fixer l'attention générale sur ce grand sujet, que l'empirisme métaphysique et l'égoïsme aristocratique des classes dirigeantes feraient écarter ou dédaigner sans un tel appel continu. Quand nos communistes auront rectifié leurs idées, rien ne les obligerait d'ailleurs d'abandonner un nom qui n'indique directement que la prépondérance fondamentale du sentiment social. Mais notre salutaire transformation républicaine les dispensera même d'une telle qualification, en leur offrant une désignation équivalente, d'ailleurs exempte de pareils dangers. Loin de redouter le communisme, la nouvelle philosophie espère donc des succès prochains chez la plupart des prolétaires qui l'ont adopté, surtout en France, où les abstractions ont peu d'ascendant sur des esprits pleinement émancipés. Ce résultat s'accomplira nécessairement à mesure que le peuple reconnaîtra l'aptitude fondamentale du positivisme à mieux résoudre que le communisme le principal problème social.

Une telle tendance s'est déjà manifestée clairement, depuis la publication initiale de ce discours, par la nouvelle formule qui a spontanément prévalu chez nos prolétaires. En adoptant l'heureuse expression de *socialisme*, ils ont à la fois accepté le problème des communistes et repoussé leur solution, qu'un exil volontaire semble écarter irrévocablement. Mais les socialistes actuels n'évitent réellement le communisme qu'en restant

passifs ou critiques. S'ils obtenaient l'ascendant politique avant que leurs idées se trouvent au niveau de leurs sentiments, ils seraient nécessairement conduits bientôt aux anarchiques aberrations que réprouve aujourd'hui leur instinct confus. C'est pourquoi la rapide propagation du socialisme inspire de justes alarmes aux classes dont la résistance empirique constitue maintenant l'unique garantie légale de l'ordre matériel. En effet, le problème posé par les communistes n'admet aucune autre solution que la leur, tant que persiste la confusion révolutionnaire entre les deux puissances spirituelle et temporelle. Ainsi, l'unanime réprobation qu'inspirent ces utopies doit partout disposer au positivisme, qui désormais peut seul préserver l'Occident de toute grave tentative communiste. Fondant enfin la politique moderne sur une digne systématisation de l'admirable division ébauchée au moyen âge, le parti constructeur vient aujourd'hui satisfaire les pauvres tout en rassurant les riches. Sa solution normale rendra bientôt inutiles ces dénominations passagères. Définitivement purifiée, l'antique qualification de *républicains* suffira toujours pour désigner les vrais sentiments régénérateurs, tandis que le titre de *positivistes* caractérisera seul les opinions, les mœurs, et même les institutions correspondantes.

Également poussé par sa réalité caractéristique et sa tendance constante à consacrer la raison au service du sentiment, le positivisme est doublement entraîné à systématiser le principe spontané du communisme sur la nature sociale de la propriété et sur la nécessité de la régler.

Les vrais philosophes n'hésitent point à sanctionner directement les réclamations instinctives des prolétaires envers la vicieuse définition adoptée par la plupart des juristes modernes, qui attribuent à la propriété une individualité absolue, comme droit d'user et d'abuser. Cette théorie antisociale, historiquement due à une réaction exagérée contre des oppressions ex-

ceptionnelles, est autant dépourvue de justice que de réalité. Aucune propriété ne pouvant être créée, ni même transmise, par son seul possesseur, sans une indispensable coopération publique, à la fois spéciale et générale, son exercice ne doit jamais être purement individuel. Toujours et partout, la communauté y est plus ou moins intervenue, pour le subordonner aux besoins sociaux. L'impôt associe réellement le public à chaque fortune particulière; et la marche générale de la civilisation, loin de diminuer cette participation, l'augmente continuellement, surtout chez les modernes, en développant davantage la liaison de chacun à tous. Un autre usage universel prouve que, dans certains cas extrêmes, la communauté se croit même autorisée à s'emparer de la propriété tout entière. Quoique la confiscation ait été provisoirement abolie en France, cette unique exception, due à l'abus récent de ce droit incontestable, ne saurait longtemps survivre aux souvenirs qui l'inspirèrent et au pouvoir qui l'introduisit. Nos communistes ont donc très-bien réfuté les juristes quant à la nature générale de la propriété.

Il faut admettre aussi leur critique fondamentale des économistes, dont les maximes métaphysiques interdisent toute régularisation sociale des fortunes personnelles. Cette aberration dogmatique, suscitée, comme la précédente, par de vicieuses interventions, est directement contraire à la saine philosophie, quoiqu'elle semble s'en rapprocher en reconnaissant l'existence des lois naturelles dans les phénomènes sociaux. Les économistes ne paraissent adhérer à ce principe fondamental que pour constater aussitôt combien ils sont incapables de le comprendre, faute de l'avoir d'abord apprécié envers les moindres phénomènes avant de l'étendre aux plus élevés. Car ils ont ainsi méconnu radicalement la tendance de l'ordre naturel à devenir de plus en plus modifiable, à mesure qu'il se complique davantage.

Toutes nos destinées actives reposant sur une telle notion, rien ne peut excuser le blâme doctoral que la métaphysique économique oppose à l'intervention continue de la sagesse humaine dans les diverses parties du mouvement social. Les lois naturelles auxquelles ce mouvement est, en effet, assujetti, loin de nous détourner de le modifier sans cesse, doivent, au contraire, nous servir à y mieux appliquer notre activité, qui s'y trouve à la fois plus efficace et plus urgente qu'envers tous les autres phénomènes.

Sous ces divers aspects, le principe fondamental du communisme est donc nécessairement absorbé par le positivisme. En le fortifiant beaucoup, la nouvelle philosophie l'étend davantage, puisqu'elle l'applique aussi à tous les modes quelconques de l'existence humaine, indistinctement voués au service continu de la communauté, suivant le véritable esprit républicain. Les sentiments d'individualisme comme les vues de détail ont dû prévaloir pendant la longue transition révolutionnaire qui nous sépare du moyen âge. Mais les uns conviennent encore moins que les autres à l'ordre final de la société moderne. Dans tout état normal de l'humanité, chaque citoyen quelconque constitue réellement un fonctionnaire public, dont les attributions plus ou moins définies déterminent à la fois les obligations et les prétentions. Ce principe universel doit certainement s'étendre jusqu'à la propriété, où le positivisme voit surtout une indispensable fonction sociale, destinée à former et à administrer les capitaux par lesquels chaque génération prépare les travaux de la suivante. Sagement conçue, cette appréciation normale ennoblit sa possession, sans restreindre sa juste liberté, et même en la faisant mieux respecter.

Mais c'est là que cesse toute concordance réelle entre les saines théories sociologiques et les inspirations spontanées de la sagesse populaire. En acceptant l'énoncé communiste, et

même en l'agrandissant beaucoup, les positivistes écartent radicalement une solution aussi insuffisante que subversive. Celle que nous lui substituons s'en distingue surtout par l'introduction des moyens moraux au lieu des moyens politiques. Ainsi, la principale différence sociale entre le positivisme et le communisme se rapporte finalement à cette séparation normale des deux puissances élémentaires, qui, méconnue jusqu'ici dans toutes les conceptions rénovatrices, se retrouve toujours, au fond de chaque grand problème moderne, comme seule issue finale de l'humanité. En caractérisant mieux l'aberration communiste, cette appréciation l'excuse davantage, d'après sa similitude essentielle avec toutes les autres doctrines maintenant accréditées. Quand presque tous les esprits cultivés méconnaissent ainsi le principe fondamental de la politique moderne, pourrait-on blâmer l'instinct populaire d'avoir subi jusqu'à présent cette influence universelle de l'empirisme révolutionnaire?

Je ne dois pas entreprendre, surtout ici, l'examen spécial d'une antique utopie, solidement réfutée, depuis vingt-deux siècles, par le grand Aristote, qui annonçait ainsi le caractère organique de l'esprit positif, même dès sa première ébauche. Une inconséquence décisive suffirait d'ailleurs pour manifester à la fois la complète irrationalité et l'honorable source sentimentale du communisme moderne. Car il diffère essentiellement de l'ancien, représenté surtout par les rêveries de Platon, en ce que celui-ci joignait à la communauté des biens celle des femmes et des enfants, qui en constituerait, en effet, une suite indispensable. Quelque connexes que soient ces deux erreurs, l'utopie n'est plus comprise ainsi que chez un petit nombre de lettrés, dont l'esprit mal cultivé trouble le cœur trop peu actif. Noblement inconséquents, nos prolétaires illettrés, seuls communistes dignes d'attention, n'adoptent, dans cette indivisible aberration, que la partie relative à leurs besoins sociaux,

en repoussant avec énergie celle qui choque nos meilleurs instincts.

Sans discuter ces illusions, il importe de caractériser les vices essentiels de la méthode correspondante, parce que, hors du positivisme, ils sont aujourd'hui plus ou moins communs à toutes les écoles rénovatrices. Ils consistent, d'une part, à méconnaître ou même à nier les lois naturelles des phénomènes sociaux; et, d'autre part, à recourir aux moyens politiques là où doivent prévaloir les moyens moraux. De ces deux fautes connexes, résultent, en effet, l'insuffisance et le danger des diverses utopies qui se disputent vainement la présidence de notre régénération. Pour mieux éclaircir cette appréciation, je continue à l'appliquer surtout à l'aberration la plus prononcée, d'où chacun l'étendra aisément à toutes les autres.

L'ignorance des lois réelles de la sociabilité se manifeste d'abord dans la dangereuse tendance du communisme à comprimer toute individualité. Outre qu'on oublie ainsi la prépondérance naturelle de l'instinct personnel, on méconnaît l'un des deux caractères fondamentaux de l'organisme collectif, où la séparation des fonctions n'est pas moins nécessaire que leur concours. Si l'on supposait entre tous les hommes une telle solidarité qu'ils devinssent matériellement inséparables, comme le montrent certains cas superficiels de monstruosité binaire, toute société cesserait aussitôt. Cette hypothèse extrême aide à comprendre combien l'individualilé est indispensable à notre nature sociale, afin d'y permettre la variété d'efforts simultanés qui la rend si supérieure à toute existence personnelle. Le grand problème humain consiste à concilier, autant que possible, cette libre division avec une convergence non moins urgente. Une préoccupation exclusive de cette dernière condition tendrait à détruire toute activité réelle, et même toute vraie dignité, en supprimant toute responsabilité. Malgré les conso-

lations domestiques, le seul défaut d'indépendance rend souvent intolérables ces destinées exceptionnelles qui se consument sous le patronage forcé de la famille. Que serait-ce donc si chacun se trouvait dans une situation analogue envers une communauté indifférente? Tel est l'immense danger de toutes les utopies qui sacrifient la vraie liberté à une égalité anarchique, ou même à une fraternité exagérée. En ce sens, le positivisme ratifie essentiellement, quoique d'après un principe contraire, la critique décisive dont le communisme a été l'objet chez nos économistes, surtout dans l'estimable traité du plus avancé d'entre eux (M. Dunoyer).

Cette utopie n'est pas moins opposée aux lois sociologiques en ce qu'elle méconnaît la constitution naturelle de l'industrie moderne, d'où elle voudrait écarter des chefs indispensables. Il n'y a pas plus d'armée sans officiers que sans soldats; cette notion élémentaire convient tout autant à l'ordre industriel qu'à l'ordre militaire. Quoique l'industrie moderne n'ait pu encore être systématisée, la division spontanée qui s'y est graduellement accomplie entre les entrepreneurs et les travailleurs constitue certainement le germe nécessaire de son organisation finale. Aucune grande opération ne serait possible, si chaque exécutant devait aussi être administrateur, ou si la direction était vaguement confiée à une communauté inerte et irresponsable. L'industrie moderne tend évidemment à agrandir sans cesse ses entreprises, toute extension accomplie suscitant aussitôt une expansion supérieure. Or, cette tendance naturelle, loin d'être défavorable aux prolétaires, permettra seule la systématisation réelle de la vie matérielle, quand elle sera dignement réglée par une autorité morale. Car, c'est uniquement à des chefs puissants que le pouvoir philosophique imposera de vrais devoirs habituels en faveur de leurs subordonnés. Si la prépondérance temporelle était trop peu concentrée, il n'existerait

point assez de forces pour accomplir les grandes prescriptions morales, à moins d'exiger d'exorbitants sacrifices, bientôt incompatibles avec tout mouvement industriel. Tel est le vice nécessaire de toute réformation qui se borne au mode d'acquisition du pouvoir, public ou privé, au lieu d'en régler l'exercice, en quelques mains qu'il réside. On tend ainsi à annuler des forces dont le bon usage constitue notre principale ressource contre les hautes difficultés sociales.

Le respectable sentiment qui inspire le communisme moderne est donc très-contraire jusqu'à présent à la nature du mal et à celle du remède, faute d'une véritable assistance scientifique. On peut même faire à nos communistes un reproche plus grave, sur l'insuffisance directe de leur instinct social. Car, cette sociabilité, dont ils sont si fiers, se borne à sentir seulement la solidarité actuelle, sans aller jusqu'à la continuité historique, qui constitue pourtant le principal caractère de l'humanité. Quand ils auront complété leur essor moral, en suivant dans le temps la connexité qu'ils voient uniquement dans l'espace, ils apercevront aussitôt la nécessité des conditions universelles qu'ils méconnaissent aujourd'hui. Ils apprécieront alors l'importance de l'hérédité, comme mode naturel suivant lequel chaque génération transmet à la suivante les travaux déjà accomplis et les moyens de les perfectionner. L'extension de ce mode à l'ordre individuel n'est qu'une suite de son évidente nécessité envers l'ordre collectif. Mais les reproches que méritent, à cet égard. les sentiments de nos communistes, conviennent également à toutes les autres sectes rénovatrices, dont l'esprit antihistorique suppose toujours une société sans ancêtres, même en s'occupant surtout des descendants.

Tous ces vices incontestables ne sauraient empêcher la saine philosophie de juger avec indulgence le vrai communisme actuel, en le rapportant soit à sa source réelle, soit à sa destina-

tion effective. Il serait fort injuste de discuter en elle-même une doctrine qui n'a de sens et de valeur qu'envers le milieu où elle surgit. Elle y remplit, à sa manière, un office indispensable, en posant directement le principal problème social, que le positivisme naissant a seul mieux formulé. Vainement penserait-on, à cet égard, que le simple énoncé suffirait, sans la dangereuse solution qui l'accompagne aujourd'hui. Ce serait méconnaître les exigences réelles de notre faible intelligence, qui, même envers les moindres sujets, ne peut longtemps s'attacher à des questions dépourvues de toute réponse. Si, par exemple, Gall et Broussais s'étaient bornés à poser les grands problèmes qu'ils ont osé résoudre, leurs principes eussent été incontestables, mais stériles, faute d'une impulsion rénovatrice, qui ne pouvait émaner que d'une solution systématique, quelque hasardée qu'elle dût être d'abord. Comment une telle nécessité mentale pourrait-elle être éludée envers les sujets les plus difficiles et aussi les plus passionnés ? Au reste, quand les aberrations communistes seront sagement comparées aux autres doctrines sociales qui ont obtenu, de nos jours, un véritable ascendant, même officiel, on se sentira mieux disposé à les excuser. Sont-elles par exemple, plus vaines, et, au fond, plus dangereuses, que l'empirique utopie qui, pendant toute une génération, prévalut en France, et domine encore chez tant de docteurs, sur la terminaison de la grande révolution par l'installation du régime parlementaire propre à la transition anglaise ? D'ailleurs, nos prétendus conservateurs n'évitent réellement les aberrations communistes qu'en écartant ou éludant les questions correspondantes, qui pourtant deviennent de plus en plus irrésistibles. Quand ils s'efforcent de les traiter, ils tombent, à leur tour, dans les mêmes dangers, nécessairement communs à toutes les écoles qui, repoussant la division des deux pouvoirs, tendent toujours à suppléer aux mœurs par les lois.

C'est ainsi que les doctrines officielles prônent aujourd'hui des institutions essentiellement communistes, les salles d'asile, les crèches, etc.; tandis que l'instinct populaire les flétrit justement comme contraires au digne essor universel des affections domestiques.

Outre son antagonisme passager avec d'autres doctrines vicieuses, le communisme n'a donc de valeur fondamentale que d'après le sentiment qui l'inspire, sans qu'on puisse jamais admettre sa solution illusoire et subversive. Mais cette noble source morale suffira seule pour lui conserver une influence croissante, jusqu'à ce que nos prolétaires aient reconnu que les mêmes besoins peuvent être mieux satisfaits par des moyens plus doux et plus réels. Notre régime républicain, qui d'abord semble si favorable à cette utopie, doit pourtant diminuer bientôt son importance, puisqu'il tend à consacrer directement le principe social d'où elle tire son mérite essentiel, en le dégageant des dangereuses illusions qui l'altèrent aujourd'hui. Surtout en France, où la facilité d'acquérir développe partout le goût naturel de la propriété, on doit peu redouter les ravages pratiques d'une telle aberration, dont la salutaire réaction y déterminera seulement une attention sérieuse aux justes réclamations populaires. Le danger deviendra beaucoup plus grave dans les parties de l'Occident où, l'aristocratie ayant moins déchu, les prolétaires sont à la fois moins avancés et plus opprimés, principalement en Angleterre. Même chez les populations catholiques, où la vraie fraternité a mieux résisté à l'égoïsme anarchique, les perturbations communistes ne sont finalement évitables que d'après l'ascendant plus rapide du positivisme, destiné à dissiper toutes les aberrations sociales, en faisant prévaloir la vraie solution des questions qui les suscitent.

La nature du mal indique aussitôt que le remède en doit être

surtout moral, et l'instinct populaire ne tardera pas à sentir cette nécessité, fondée sur la connaissance réelle de l'humanité. En ce sens, le communisme prépare, à son insu, l'ascendant pratique du positivisme, en posant, avec une irrésistible énergie, un problème que la nouvelle philosophie peut seule résoudre sans illusion et sans perturbation.

Dissipant toute discussion vaine et orageuse sur l'origine et l'étendue des possessions, elle établit directement les règles morales relatives à leur destination sociale. La répartition des forces réelles, surtout temporelles, est tellement supérieure à notre intervention, que nous consumerions notre courte vie en débats stériles et interminables si notre principale sollicitude s'appliquait à rectifier, sous ce rapport, les imperfections de l'ordre naturel. En quelques mains que réside un pouvoir quelconque, ce qui intéresse essentiellement le public c'est son utile exercice; et, à cet égard, nos efforts comportent beaucoup plus d'efficacité. D'ailleurs, en réglant la destination, on réagit indirectement sur la possession, qui l'affecte accessoirement.

Ces règles indispensables doivent être, quant à leur source, morales et non politiques : dans leur application, générales et non spéciales. Tous ceux qui les subiront les auront volontairement adoptées par l'éducation, et leur observance habituelle conservera le mérite de la liberté, comme Aristote le sentait déjà. L'assimilation morale des propriétés privées aux fonctions publiques ne les assujettira point à des prescriptions tyranniques, qui tendraient à dégrader profondément le caractère humain, en détruisant la spontanéité et la responsabilité. Cette appréciation normale sera appliquée même souvent en sens inverse, pour consolider les fonctionnaires au lieu d'ébranler les propriétaires. Le vrai principe républicain consiste à faire toujours concourir au bien commun toutes les forces quelconques.

Pour cela, il faut, d'une part, déterminer exactement ce qu'exige, en chaque cas, l'utilité générale, et, d'une autre part, développer partout les dispositions correspondantes. Ce double office continu réclame surtout une doctrine fondamentale, une éducation convenable, un esprit public bien dirigé. Il doit donc dépendre principalement de l'autorité philosophique que le positivisme vient installer au sommet de la société moderne. A cette direction toute morale, la faiblesse humaine continuera, sans doute, d'exiger que la législation proprement dite joigne la répression matérielle des violations les plus directes et les plus dangereuses. Mais cet inévitable complément deviendra beaucoup plus accessoire qu'il ne le fut, au moyen âge, sous la prépondérance sociale du catholicisme. Les peines et les récompenses spirituelles prévalent davantage sur les temporelles à mesure que l'évolution humaine développe mieux la liaison de chacun à tous, par la triple voie naturelle du sentiment, de la raison, et de l'activité.

Plus paisible et plus efficace que le communisme parce qu'il est plus vrai, le positivisme présente aussi une solution plus large et plus complète des hautes difficultés sociales. Quant à la propriété, on doit regarder comme non moins étroite que perturbatrice la superficielle appréciation, d'ailleurs trop souvent envieuse, qui condamne l'hérédité, en tant que conduisant à posséder sans travail. Du point de vue moral, on aperçoit aussitôt le vice radical de ces récriminations empiriques, qui méconnaissent l'aptitude fondamentale d'un tel mode de transmission à mieux développer qu'aucun autre les dispositions favorables au bon emploi de la fortune. Car, l'esprit et le cœur évitent ainsi les habitudes mesquines ou sordides que suscite ordinairement une lente accumulation des capitaux. La possession initiale de la richesse nous fait mieux sentir le besoin de la considération. Ainsi, ceux qu'on voudrait flétrir comme

oisifs peuvent aisément devenir les plus utiles de tous les riches, d'après une sage réorganisation des opinions et des mœurs. On sait d'ailleurs que de telles existences deviennent de plus en plus exceptionnelles, à mesure que la civilisation accroît la difficulté de vivre sans industrie. C'est donc, à tous égards, une aberration très-blâmable que de vouloir bouleverser la société pour des abus qui tendent à disparaître, et qui même comportent la plus heureuse transformation morale.

Enfin, la solution positiviste l'emporte directement sur la communiste par sa plénitude caractéristique. Le communisme se préoccupe exclusivement des richesses, comme si c'étaient les seules forces sociales qui fussent aujourd'hui mal réparties et mal administrées. Il existe pourtant encore plus d'abus réels envers la plupart des autres facultés humaines, surtout quant aux talents intellectuels, que nos utopistes n'osent nullement régler. Seul apte à concevoir l'ensemble de notre existence, le positivisme peut seul instituer la juste prépondérance du sentiment social, en l'étendant à tous les modes quelconques de notre activité réelle. L'assimilation morale des fonctions privées aux offices publics convient encore davantage au savant, à l'artiste, etc., qu'au simple propriétaire, soit pour la source des facultés, soit pour leur destination. Néanmoins, en voulant rendre communs les biens matériels, seuls pleinement susceptibles d'appropriation personnelle, on n'étend point cette utopie aux biens spirituels, qui la comporteraient beaucoup mieux. Souvent même les apôtres du communisme se montrent zélés partisans de la prétendue propriété littéraire. De telles inconséquences confirment l'inanité d'une doctrine sociale ainsi conduite à constater son impuissance envers les cas les plus conformes à sa destination. Car, une semblable extension caractériserait aussitôt l'inconvenance des prescriptions politiques et la nécessité des règles morales, seules éga-

lement propres à garantir le bon emploi de toutes les forces réelles. La spontanéité qu'exige l'essor intellectuel, sous peine d'avortement, empêche, sans doute, l'instinct communiste de le soumettre aussi à son utopie réglementaire. Au contraire, le positivisme n'éprouve aucun embarras, et ne suscite aucune perturbation, en étendant son office moral jusqu'aux forces qui ont le plus besoin d'être sagement dirigées. En respectant leur juste liberté, il consolide aussi celle des facultés moins éminentes, dont la compression offre presque autant de dangers réels. Quand la vraie morale garantit la tendance sociale de toutes les activités partielles, leur libre essor augmente certainement leur efficacité publique. Loin de gêner l'industrie privée, la civilisation moderne lui transmet de plus en plus des fonctions, surtout matérielles, confiées d'abord au gouvernement proprement dit. Cette irrécusable tendance conduit mal à propos les économistes à méconnaître le besoin de toute vraie systématisation. Elle indique seulement la prépondérance croissante des prescriptions morales sur les règlement politiques.

Cette aptitude caractéristique du positivisme à résoudre moralement les principales difficultés sociales doit aussi satisfaire aux justes réclamations populaires que suscitent les divers conflits industriels. Ainsi purifiés de toute tendance anarchique, les vœux légitimes du prolétariat acquerront une force irrésistible, surtout quand ils seront proclamés, au nom d'une doctrine librement dominante, par une autorité philosophique aussi impartiale qu'éclairée. En inspirant au peuple le respect habituel de ses chefs temporels, cette puissance spirituelle saura prescrire à ceux-ci des devoirs qu'ils ne pourront éluder. Toutes les classes ayant accepté, dans l'éducation universelle, les bases générales des obligations spéciales qui leur seront ainsi imposées, les seules armes du sentiment et de la raison,

uniquement secondées par l'opinion, obtiendront une efficacité pratique dont rien ne peut aujourd'hui suggérer l'idée. Même en remontant au moyen âge, on s'en forme difficilement une juste notion, parce qu'on attribue alors aux terreurs ou espérances chimériques ce qui résultait surtout d'une énergique répartition de l'éloge et du blâme. Nécessairement réduite à ce dernier secours, la spiritualité positive lui procurera une extension et une consistance que ne comportait point la spiritualité catholique, comme je l'ai indiqué dans la seconde partie.

Telle est l'unique solution normale qui convienne réellement aux débats habituels entre les travailleurs et les entrepreneurs, sous la suprême intervention d'une autorité philosophique librement respectée de tous. Pour achever d'en sentir l'efficacité, il faut la pousser jusqu'à la systématisation de l'antagonisme matériel entre les deux classes actives. Ce conflit de la richesse et du nombre n'a pu encore se développer beaucoup, parce que la coalition, qui seule le rend important, n'était jusqu'ici possible que d'un côté. Quoique, en Angleterre, la législation ne l'interdise pas aux prolétaires, leur défaut d'émancipation mentale et morale les empêche davantage de l'utiliser. Dès que les travailleurs français se concerteront aussi librement que leurs chefs, l'antagonisme matériel se développera de manière à faire bientôt sentir des deux parts le besoin d'un régulateur spirituel. Néanmoins, la conciliation philosophique ne saurait prétendre à bannir entièrement les moyens extrêmes; mais elle en restreindra beaucoup l'usage, et aussi elle l'adoucira. Ces moyens se réduisent, de part et d'autre, au refus de concours, qui doit partout être réservé à chaque libre agent, sous sa juste responsabilité des suites, pour faire exceptionnellement sentir l'importance méconnue de sa fonction habituelle. L'ouvrier ne peut pas plus être contraint à

travailler que l'entrepreneur à administrer. Seulement la puissance morale blâmera tout abus que ferait l'un ou l'autre de cette extrême protestation, toujours réservée aux divers éléments de l'organisme collectif, d'après leur indépendance naturelle. Dans les temps les plus réguliers, tout fonctionnaire a pu suspendre exceptionnellement son office, comme le firent souvent, au moyen âge, les prêtres, les professeurs, les juges, etc. Il faut donc se borner à régler une telle faculté. Sa systématisation industrielle constituera l'une des attributions secondaires du pouvoir philosophique, qui sera naturellement consulté presque toujours sur de semblables mesures, comme en toute autre grave occurrence, publique ou privée. Quand il aura approuvé la suspension ou l'interdit, cette haute sanction procurera à un tel mode une efficacité qu'il ne peut comporter aujourd'hui. C'est seulement ainsi qu'une mesure partielle pourra s'étendre, d'abord à tous les membres d'une même profession, ensuite d'une industrie à d'autres, et même passer enfin à toutes les populations occidentales qui reconnaîtront librement les mêmes directeurs spirituels. A la vérité, la désapprobation philosophique ne saurait empêcher des agents qui se croiraient lésés d'employer, sous leur responsabilité, ce mode extrême. Car, le vrai pouvoir théorique se borne toujours à conseiller, sans commander jamais. Mais, en ce cas, à moins que les philosophes n'aient blâmé à tort, la mesure ne comportera point l'extension et l'importance ordinairement indispensables à sa pleine efficacité.

Cette théorie des coalitions revient, au fond, à systématiser, dans les relations industrielles, la faculté d'insurrection, ci-dessus indiquée, envers les plus hautes fonctions sociales, comme une ressource extrême de tout organisme collectif. Sa marche essentielle est, en effet, la même quant aux applications les plus simples et les plus fréquentes que pour les cas

les plus rares ou les plus importants. Toujours l'intervention philosophique, provoquée ou spontanée, influera beaucoup sur le résultat, soit qu'elle systématise des tendances légitimes mais empiriques, soit qu'elle en blâme l'essor spécial.

L'ensemble des indications précédentes conduit à définir exactement la principale différence pratique entre la politique des positivistes et celle des communistes ou des socialistes. Toutes les écoles rénovatrices s'accordent aujourd'hui à s'occuper surtout du peuple, pour l'incorporer dignement à la société moderne, qui, depuis la fin du moyen âge, prépare sa constitution finale. Elles coïncident aussi quant à la nature des grands besoins sociaux propres aux prolétaires, d'une part, l'éducation normale, de l'autre, le travail régulier, également dignes de systématisation. Voilà tout ce que le positivisme offre de vraiment commun avec nos diverses doctrines progressives. Mais il se distingue profondément de toutes par sa manière de concevoir et d'accomplir cette double organisation. Il regarde la seconde systématisation comme nécessairement fondée sur la première, tandis que jusqu'ici on les suppose simultanées, ou plutôt on s'efforce de régler le travail avant de constituer l'éducation. Quoique cette différence d'ordre semble d'abord peu décisive, elle suffit pour changer radicalement le caractère et la marche de notre régénération. Car le mode qui prévaut encore revient, au fond, à tenter la réorganisation temporelle indépendamment de la spirituelle ; c'est-à-dire, à construire l'édifice social sans bases intellectuelles et morales. De là résulte, pour satisfaire aux justes exigences populaires, la préférence stérile et subversive accordée aux mesures politiques proprement dites, dont l'efficacité semble immédiate. Au contraire, le positivisme est pareillement conduit à faire prévaloir l'influence paisible et certaine, mais indirecte ou graduelle, du sentiment et de la raison, secondée par une sage

opinion publique, sous l'impulsion systématique des vrais philosophes, assistés d'une libre adhésion populaire. En un mot, la double solution du commun problème social sera toujours empirique et révolutionnaire, de manière à rester purement nationale, ou bien elle deviendra rationnelle et pacifique, avec un vrai caractère occidental, selon que l'organisation du travail précédera ou suivra celle de l'éducation.

D'après cette conclusion, je n'aurais point assez caractérisé ici l'efficacité populaire du positivisme, si je n'indiquais pas sommairement le système d'éducation générale qui doit constituer à la fois le principal office et le plus puissant moyen du nouveau pouvoir spirituel pour satisfaire dignement aux vœux légitimes des prolétaires.

Le mérite social du catholicisme consista surtout à établir, pour la première fois, autant que le comportait le moyen âge, une éducation systématique, indistinctement commune à toutes les classes, sans même excepter ceux qui étaient encore esclaves. Cet immense service se liait nécessairement à la fondation initiale d'un pouvoir spirituel indépendant du pouvoir temporel. Outre ses bienfaits passagers, nous lui devons un principe impérissable, la prépondérance de la morale sur la science dans toute véritable éducation. Mais cette première ébauche dut être fort incomplète, soit par l'imperfection du milieu où elle s'accomplissait, soit d'après les vices de la doctrine qui y présidait. Destinée surtout à des populations opprimées, une telle éducation devait pricipalement inspirer une résignation presque passive, sauf les devoirs imposés aux chefs, sans aucune vraie culture intellectuelle. Cette double tendance convenait à une doctrine qui plaçait en dehors de toute vie sociale le but essentiel de chaque existence, et qui représentait tous les phénomènes comme soumis à une volonté impénétrable. Sous ces divers aspects, l'éducation catholique ne pouvait réellement

s'appliquer qu'au moyen âge, pendant que l'élite de l'humanité se dégageait peu à peu de l'esclavage antique, d'abord en le transformant en servage, pour parvenir ensuite à l'entière libération personnelle. Dans l'ordre ancien, elle eût été subversive; dans l'ordre moderne, elle serait servile et insuffisante. Elle ne devait diriger que la longue et difficile transition de l'une à l'autre sociabilité. Après l'émancipation individuelle, les prolétaires, développant leur activité progressive pour s'élever à leur vraie position collective, ont bientôt éprouvé des besoins intellectuels et sociaux qu'un tel mode ne pouvait aucunement satisfaire.

Voilà pourtant le seul système véritable d'éducation universelle qui ait existé jusqu'à présent; car on ne saurait accorder ce titre à la prétendue éducation universitaire que les métaphysiciens ont fait graduellement prévaloir, dans tout l'Occident, depuis la fin du moyen âge. Elle ne fut qu'une extension de l'instruction spéciale que recevaient auparavant les prêtres, et qui se réduisait surtout à l'étude de leur langue sacrée, plus la culture dialectique nécessaire à la défense de leurs dogmes. Mais la morale restait adhérente à la seule éducation théologique. Au fond, cette instruction métaphysique et littéraire n'a beaucoup secondé la transition moderne que par son efficacité critique, quoiqu'elle ait aussi assisté accessoirement l'évolution organique, surtout esthétique. Son insuffisance et son irrationalité se sont de plus en plus manifestées, à mesure qu'elle s'est étendue aux classes nouvelles, dont la vraie destination, soit active, soit même spéculative, exigeait une tout autre préparation. Aussi ce prétendu système universel n'a-t-il jamais embrassé les prolétaires, même chez les populations protestantes, quoique chaque croyant y devînt une sorte de prêtre.

Par la décrépitude du mode théologique et l'impuissance du

mode métaphysique, la fondation d'un vrai système d'éducation populaire ne convient donc qu'au positivisme, seul apte aujourd'hui à y concilier dignement les deux ordres de conditions également indispensables, les unes mentales, les autres morales, toujours opposées depuis la fin du moyen âge. La prépondérance du cœur sur l'esprit y sera plus solidement constituée que sous le régime catholique, sans comprimer jamais le véritable essor spéculatif. Car la raison s'y consacrera toujours, comme dans la vie active, à systématiser le sentiment, dont la culture spontanée, commencée dès la naissance, s'y développera constamment, par un triple exercice habituel, personnel, domestique, et social.

J'ai directement indiqué déjà la coordination finale de la morale universelle, pour caractériser le principal office du nouveau pouvoir spirituel. C'est pourquoi je dois ici me borner à signaler sa haute prépondérance, d'abord spontanée, puis systématique, dans tout le cours de l'éducation positive, et la manière dont elle s'y trouve spontanément liée au système entier des connaissances réelles.

Une telle éducation, comme l'existence qu'elle doit préparer, subordonnera toujours l'intelligence à la sociabilité, en prenant celle-ci pour but et l'autre pour moyen. Elle est surtout destinée à disposer nos prolétaires à leur noble office social de principaux auxiliaires du pouvoir philosophique, et aussi à leur faire mieux remplir leurs fonctions spéciales.

Depuis la naissance jusqu'à la majorité, son ensemble comprend deux parties générales : l'une essentiellement spontanée, finissant à la puberté ou au début de l'apprentissage industriel, doit s'accomplir, autant que possible, au sein de la famille, sans exiger d'autres études que celles relatives à la culture esthétique; l'autre, directement systématique, consistera principalement en une suite publique de cours scientifiques sur les

lois essentielles des divers ordres de phénomènes, servant de base à la coordination morale, qui fera converger toutes les préparations antérieures vers leur commune destination sociale. Au temps indiqué par une longue expérience pour l'époque de l'émancipation légale, et où nos mœurs tendent à fixer le terme de l'apprentissage pratique, chaque prolétaire se trouvera ainsi préparé, d'esprit et de cœur, à son office public et privé.

La première moitié de la partie spontanée doit être consacrée, sous la présidence des parents, et surtout des mères, à l'éducation physique, jusqu'à la fin de la seconde dentition. Ce préambule, borné jusqu'ici à un grossier exercice musculaire, consistera davantage à cultiver à la fois nos sens et notre adresse, en nous préparant déjà à l'observation et à l'action. Il ne comporte aucune étude proprement dite, pas même de lecture ou d'écriture; l'instruction acquise s'y réduit aux faits de tous genres qui attireront spontanément l'attention naissante. La philosophie de l'individu, comme celle de l'espèce à pareil âge, se borne alors au pur fétichisme, dont aucune vaine intervention ne doit troubler le cours naturel. Toute la sollicitude des parents consiste à inspirer les préjugés et susciter les habitudes que justifiera plus tard l'éducation systématique. L'active culture des bons sentiments y pose sans cesse les meilleures bases de la vraie moralité.

Dans les sept années environ comprises entre la dentition et la puberté, cette éducation spontanée commence à devenir systématique, mais seulement quant aux beaux-arts, quoiqu'il importe beaucoup, surtout moralement, qu'elle s'accomplisse encore sans quitter jamais la famille. Les vraies études esthétiques se réduisent toujours à des exercices plus ou moins réglés, qui n'exigent aucunes leçons formelles, du moins pour l'éducation générale, sauf les besoins propres à certaines professions. Rien

n'empêchera donc de les accomplir au sein de la famille, dès la seconde génération positiviste, quand le goût mieux cultivé permettra aux parents d'y présider assez. Elles comprendront surtout : d'une part, la poésie, comme l'art fondamental ; d'une autre part, les deux arts spéciaux les plus essentiels, la musique et le dessin. Sous le premier aspect, cet âge sera donc consacré à la culture familière de nos principales langues occidentales, sans lesquelles la poésie moderne ne saurait être assez appréciée. Outre leur destination esthétique, ces exercices comportent une haute efficacité morale, pour dissiper les préventions nationales, afin d'occidentaliser nos mœurs positivistes. La saine philosophie impose à chaque population l'obligation sociale de connaître toutes les langues limitrophes. Selon ce principe incontestable, la France se trouve forcée, d'après sa position centrale, qui lui procure d'ailleurs tant d'avantages, d'étudier à la fois les quatre autres idiomes occidentaux. Quand toutes les affinités naturelles des cinq populations avancées seront complétées par l'universelle pratique d'une telle règle, une commune langue occidentale ne tardera pas à surgir spontanément, sans aucune assistance des utopies métaphysiques sur l'unité absolue du langage humain.

Pendant cette dernière moitié de la première éducation, où prévaudra la culture de l'imagination, l'individu poursuivra sa propre évolution philosophique en s'élevant du simple fétichisme initial au vrai polythéisme, comme le fit avant lui l'espèce au même état. Cette inévitable similitude entre l'essor personnel et la progression sociale s'est toujours manifestée plus ou moins, malgré les précautions de l'empirisme chrétien, qui ne put jamais détourner l'enfant des naïves compositions adaptées à une telle phase. L'éducation positive respectera cette tendance nécessaire, sans toutefois exiger des parents aucune hypocrisie, ni susciter aucune contradiction ultérieure. Pour

tout concilier, il suffira d'être vrai, en avertissant l'enfant que ses croyances spontanées conviennent seulement à son âge, et doivent finir par le conduire à d'autres, suivant la loi fondamentale de toute évolution humaine. Outre l'avantage scientifique de lui rendre ainsi familier ce grand dogme positiviste, une telle sagesse réagira naturellement sur la sociabilité naissante, en disposant d'avance à sympathiser avec les nombreuses populations qui restent encore à ce degré de la vie intellectuelle.

La seconde éducation positive ne saurait demeurer purement domestique, puisqu'elle exige des leçons publiques, où la plupart des parents n'auront jamais qu'une participation accessoire. Mais cette nécessité ne doit pas conduire cependant à priver l'enfant de la vie de famille, qui ne cesse point alors d'être indispensable à son évolution morale, dont les exigences doivent toujours prévaloir. Il peut aisément suivre les meilleurs maitres, sans exposer sa moralité personnelle et domestique aux altérations presque inévitables que déterminent nos cloîtres scolastiques. Les contacts sociaux qui semblent compenser les dangers privés de ce régime peuvent résulter mieux des libres relations extérieures, où les sympathies sont plus consultées. Cette appréciation, qui rend à la fois plus facile et plus parfaite l'éducation populaire, ne peut cesser de convenir qu'envers certaines professions, dont l'éducation spéciale continuera peut-être d'exiger la clôture collective. Je doute même que cette obligation reste finalement indispensable pour ces cas exceptionnnels.

Quant à la marche générale de l'éducation systématique, elle est déjà tracée, sans aucune incertitude, par la loi encyclopédique qui constitue le second élément nécessaire de ma théorie d'évolution. Car les études scientifiques du prolétaire doivent se rapporter, comme celles du philosophe, d'abord à notre condition inorganique, ensuite à notre propre nature, personnelle

et sociale, pour constituer la double base rationnelle de notre conduite réelle. On sait que la première classe comprend deux couples de sciences préliminaires, l'un mathématico-astronomique, l'autre physico-chimique. A chacun d'eux, l'initiation positive consacrera deux années. Mais l'extension supérieure et la prépondérance logique du premier obligeront alors à deux leçons hebdomadaires, tandis qu'une seule suffira réellement pour tout le reste de l'éducation prolétaire. Les exigences beaucoup moindres de l'apprentissage industriel, à ce début, permettront naturellement ce surcroît initial d'occupations spéculatives. A cette préparation inorganique, succédera l'étude biologique, aisément susceptible alors d'être condensée en une cinquième année, dans un cours de quarante leçons vraiment philosophiques et populaires. D'après tout ce préambule indispensable, une sixième année, de même durée didactique, systématisera définitivement toutes les spéculations réelles par l'étude directe de la sociologie, statique et dynamique, qui rendra familières les vraies notions sur la structure et le mouvement des sociétés humaines, surtout modernes. Un tel fondement permettra à la dernière de ces sept années du noviciat positif de diriger immédiatement l'ensemble de cette éducation vers sa principale destination sociale, par l'exposition méthodique de la morale, dont chaque démonstration essentielle deviendra alors pleinement appréciable, suivant la saine théorie du monde, de la vie, et de l'humanité.

Pendant tout ce cours d'études, le trimestre libre de chaque année sera partiellement consacré aux examens publics destinés à constater l'assimilation de toutes les connaissances antérieures. Les exercices esthétiques de la première éducation se prolongeront volontairement au milieu des travaux scientifiques de la seconde, pour peu que les goûts naturels s'y trouvent sagement encouragés. Ils feront naître accessoirement, dans les deux der-

nières années de l'initiation philosophique, l'étude spontanée de nos deux principales langues anciennes, à titre de complément poétique, lié d'ailleurs aux théories historiques et morales dont le prolétaire sera alors préoccupé. Si l'habitude du grec intéresse surtout nos origines esthétiques, celle du latin est encore plus utile au plein sentiment de notre filiation sociale.

L'évolution philosophique de l'individu subira graduellement, comme celle de l'espèce, sa dernière préparation, pendant ces sept années d'essor rationnel, en passant du polythéisme antérieur à un monothéisme non moins spontané, par la réaction croissante de l'esprit de discussion sur la prépondérance primitive de l'imagination. Il faudra respecter aussi cette libre transition métaphysique, où chacun rendra naïvement un dernier hommage aux conditions essentielles de l'initiation humaine. On doit reconnaître que ce régime provisoire conviendra toujours à la nature abstraite et indépendante des études mathématiques, qui absorberont les deux premières années d'un tel noviciat. Tant que la déduction prévaut sur l'induction, l'esprit demeure nécessairement enclin aux théories métaphysiques. Leur essor spontané conduira bientôt chacun à réduire sa théologie primitive à un déisme plus ou moins vague, qui, pendant les études physico-chimiques, dégénérera, sans doute, en une sorte d'athéisme, finalement remplacé, sous la lumineuse impulsion des conceptions biologiques, et surtout sociologiques, par le vrai positivisme. C'est ainsi que la systématisation définitive de la morale coïncidera avec un plein sentiment personnel de la filiation humaine, qui permettra au nouveau membre de l'humanité de sympathiser dignement avec tous ses ancêtres et ses contemporains, sans cesser de travailler pour ses successeurs quelconques.

Un tel plan d'éducation populaire semble d'abord peu compatible avec la précieuse pratique spontanément émanée de la

sagesse prolétaire, qui consacre les dernières années de l'apprentissage industriel à de libres voyages, aussi utiles à l'esprit et au cœur que leur sont ordinairement nuisibles les vagues excursions de nos riches oisifs. Mais cet heureux usage ne contrarie nullement des études sédentaires, puisqu'il donne toujours lieu à de longs séjours dans les principaux centres de production, où l'ouvrier retrouvera naturellement l'équivalent de chaque cours annuel qu'il aurait suivi au pays natal. L'homogénéité de la corporation philosophique, et son uniforme extension territoriale, préviendront assez les inconvénients propres à de telles mutations. Chaque système de cours n'exigeant en tout que sept professeurs, dont chacun parcourrait successivement tous les degrés encyclopédiques, le nombre total de ces fonctionnaires resterait assez petit pour qu'ils pussent partout être d'un mérite équivalent, et trouver aussi une égale assistance temporelle. Loin de gêner les voyages prolétaires, le régime positif leur imprimera un nouveau caractère intellectuel et social, en les étendant à tout l'Occident, dont la surface entière offrira aisément à l'ouvrier positiviste les moyens de poursuivre son éducation, sans être même arrêté par le langage. Ces sages déplacements, où se développera la fraternité occidentale, compléteront d'ailleurs les études esthétiques, soit en familiarisant davantage avec les idiomes appris pendant la seconde enfance, soit surtout en faisant mieux goûter les productions musicales, pittoresques, ou monumentales, qui ne peuvent s'apprécier qu'à leur source locale.

On doit craindre aujourd'hui que les trois cent soixante leçons de cet enseignement septennaire ne permettent point d'y embrasser convenablement un tel ensemble d'études fondamentales. Mais il n'en faut pas juger par l'extension actuelle des cours correspondants, qui tient à leur spécialité habituelle, et surtout à l'empirisme dispersif de la plupart des professeurs,

d'après notre déplorable régime scientifique. Quand la saine philosophie aura régénéré nos diverses études positives, en y faisant dignement prévaloir l'esprit d'ensemble au nom du sentiment social, la condensation familière des conceptions produira des leçons beaucoup plus substantielles, toujours destinées à diriger, au lieu de remplacer, des efforts spontanés, dont dépend toute véritable efficacité didactique. Un exemple exceptionnel, trop oublié maintenant, permet de se former quelque idée d'une telle rénovation, d'après ces célèbres cours, si heureusement nommés révolutionnaires, qui, au début de l'École Polytechnique, concentrèrent en trois mois l'enseignement des trois années. Ce qui fut alors une admirable anomalie, due surtout à l'exaltation républicaine, pourra devenir l'état normal, quand une pareille puissance morale s'appuiera sur une entière systématisation mentale, inconnue à nos éminents précurseurs.

L'efficacité didactique du sentiment a été jusqu'ici ignorée, parce que la culture de l'esprit coïncidait, depuis la fin du moyen âge, avec l'inertie du cœur. Mais la subordination continue, à la fois spontanée et systématique, de l'intelligence à la sociabilité, qui constitue le principal caractère du positivisme, est aussi féconde en avantages théoriques qu'en propriétés morales. Dans tout le cours de l'éducation populaire, les parents et les maîtres saisiront chaque occasion opportune de développer le sentiment social, dont l'excitation familière charmera souvent les plus austères leçons. L'esprit sera toujours consacré surtout à raffermir et à cultiver le cœur, qui, à son tour, l'animera et le dirigera. Cette intime solidarité entre les pensées générales et les sentiments généreux facilitera d'autant mieux les études scientifiques du prolétaire qu'elles succéderont à des études esthétiques qui auront déjà suscité d'heureuses habitudes pour embellir la vie entière.

En destinant surtout au peuple une telle éducation, je n'ai pas seulement voulu mieux caractériser son extension universelle et sa nature philosophique. A mes yeux, il ne doit finalement exister aucun autre enseignement organisé, du moins général. La dette sacrée ainsi acquittée par la république envers les prolétaires ne s'étend nullement aux classes qui peuvent aisément acquérir l'instruction qu'elles désirent. Cette instruction spéciale ne peut être d'ailleurs qu'un développement partiel, ou tout au plus une application déterminée, de la saine instruction générale, d'après laquelle chacun deviendra même susceptible ordinairement d'accomplir seul cette initiation secondaire. Quant à l'apprentissage professionnel, il doit surtout résulter ensuite de l'exercice, jusque dans les plus grands arts, sans comporter jamais aucun véritable enseignement. La fausse appréciation qui prévaut aujourd'hui à ce sujet tient à la déplorable absence de toute éducation générale, depuis la désuétude du régime catholique. Car les précieux établissements spéciaux, créés pendant les trois derniers siècles, dans tout l'Occident, et dignement régénérés, en France, par la Convention, ne constituent, au fond, que divers germes scientifiques indispensables pour la rénovation finale de l'éducation générale. Autant leur efficacité théorique est incontestable, autant on peut mettre en doute l'utilité pratique qui semble les avoir inspirés, et dont les arts correspondants pourraient aisément se passer, sans même excepter l'École Polytechnique, le Muséum d'histoire naturelle, etc. Ils n'ont une valeur capitale qu'à titre de moyens transitoires, comme toutes les saines créations de notre temps anarchique. En ce sens, ils peuvent aujourd'hui être utilement réorganisés sous l'inspiration d'une philosophie qui, sans aucune illusion sur leur durée, les adaptera mieux à leur éminente destination actuelle. A divers égards, elle en proposera même quel-

ques autres, surtout une haute école philologique, embrassant l'ensemble des langues humaines suivant leurs vraies affinités, pour compenser l'indispensable suppression des chaires gréco-latines. Mais tout cet échafaudage provisoire disparaîtra, sans doute, avant la fin du dix-neuvième siècle, quand prévaudra le système définitif d'une véritable éducation générale. Sa présente nécessité ne doit pas faire méconnaître son caractère et sa destinée. Au fond, l'État ne doit l'instruction qu'aux prolétaires; et, en l'organisant sagement, elle dispense de toute institution spéciale. Ces principes définitifs facilitent beaucoup l'éducation populaire, en même temps qu'ils l'ennoblissent. Ils conduiront les nations, les provinces, et les villes à demander, à l'envi, au pouvoir occidental les plus éminents professeurs pour des cours dont tout vrai philosophe s'honorera toujours, quand on sentira partout que la popularité réelle d'un digne enseignement coïncide nécessairement avec son élévation systématique. Cet office habituel deviendra naturellement la principale fonction de la plupart des organes de la nouvelle spiritualité, au moins dans une grande partie de leur carrière active.

D'après les indications précédentes, une telle éducation générale ne comporte aujourd'hui aucune organisation immédiate. Quelles que pussent être, à cet égard, les dispositions sincères des divers gouvernements actuels, leurs efforts empiriques nuiraient beaucoup à cette grande fondation en voulant la hâter, surtout s'ils prétendaient la diriger. En effet, tout véritable système d'éducation suppose l'ascendant préalable d'une vraie doctrine philosophique et sociale, qui en détermine la nature et la destination. Les enfants ne sauraient être élevés contrairement aux convictions paternelles, ni même sans leur assistance. Quoique l'éducation systématique doive ensuite consolider beaucoup les opinions et les mœurs qui ont déjà pré-

valu dans le milieu social, elle serait impossible si ces principes de ralliement n'y avaient pas d'abord obtenu spontanément une suffisante prépondérance. Jusque-là, la systématisation mentale et morale ne peut s'accomplir que chez des individus assez préparés, dont chacun s'efforce de réparer, autant que possible, les vices et les lacunes de sa propre éducation, sous la présidence d'une nouvelle doctrine universelle. Ces tardives convictions personnelles dirigent l'initiation collective de la génération suivante, si la doctrine doit vraiment prévaloir. Telle est, à cet égard, la marche naturelle, dont aucune influence artificielle ne peut dispenser. Loin donc d'inviter les gouvernements actuels à organiser déjà l'éducation générale, il faut les exhorter à abandonner franchement les attributions oiseuses ou perturbatrices qu'ils conservent encore à ce sujet, surtout en France. J'ai ci-dessus indiqué la double exception que comporte cette maxime actuelle, pour l'instruction primaire et la haute instruction spéciale, qui doivent attirer de plus en plus une sage sollicitude publique, comme germes indispensables d'une vraie rénovation. A cela près, il importe beaucoup que le pouvoir temporel, central ou local, abdique son étrange suprématie didactique, en établissant la véritable liberté d'enseignement, dont j'ai signalé les deux conditions essentielles, par la suppression simultanée de tous les budgets théologiques et métaphysiques. Tant qu'une doctrine universelle n'aura pas librement prévalu, les efforts quelconques des gouvernements actuels pour la régénération directe de l'instruction publique ne pourront être que rétrogrades, puisqu'ils devront ainsi s'appuyer sur quelqu'une des diverses doctrines arriérées qu'il s'agit aujourd'hui de remplacer entièrement.

C'est donc chez les adultes qu'il faut maintenant s'efforcer surtout d'établir enfin des convictions systématiques, qui permettront ensuite la vraie rénovation de l'éducation proprement

dite. Parmi les moyens essentiels que la presse et la parole permettent d'appliquer à cet indispensable préambule, je dois distinguer ici une suite plus ou moins méthodique de cours populaires sur les diverses sciences positives, y compris l'histoire, désormais digne d'un tel rang. Mais ces cours ne peuvent comporter une pleine efficacité que d'après un caractère vraiment philosophique, et par conséquent social, même envers les moindres études mathématiques. Ils doivent aussi rester toujours indépendants d'un gouvernement quelconque, afin d'éviter toute doctrine officielle. L'ensemble de ces conditions se résume très-heureusement, en concevant ces cours comme occidentaux, et non comme purement nationaux. On y provoque ainsi l'active prépondérance d'une libre association philosophique, résultée, dans tout l'Occident, du concours volontaire de ceux qui peuvent dignement coopérer à ce grand office transitoire, par une intervention essentiellement gratuite. Le positivisme peut seul déterminer aujourd'hui une telle formation. C'est surtout ainsi que se développera bientôt la coalition fondamentale entre les philosophes et les prolétaires.

Suivant cette marche indépendante, les efforts destinés à propager les convictions positivistes coïncideront naturellement avec le libre essor de l'autorité spirituelle qui doit y puiser la base de notre régénération. Le régime transitoire se rapprochera donc autant que possible de l'état normal, à mesure que la solidarité spontanée des deux classes extrêmes de l'ordre final se caractérisera davantage. Pour mieux sentir cette tendance graduelle, les cours positivistes doivent être comparés aux clubs correspondants. Tandis que les uns préparent directement l'avenir, les autres concourent au même but en jugeant le passé et conseillant le présent, de manière à ébaucher à la fois les trois modes essentiels du nouveau spiritualisme.

L'ensemble des indications précédentes caractérise assez le système final de l'éducation populaire, et la transition immédiate qui doit le préparer. Pendant qu'elle s'accomplira, l'alliance des philosophes avec les prolétaires réalisera, des deux parts, d'importants avantages, longtemps avant que l'état normal soit devenu possible en Occident. Cet énergique appui permettra à la naissante spiritualité d'obtenir bientôt le respect, et même l'affection, des chefs temporels les plus disposés aujourd'hui à dédaigner toute puissance qui n'est pas matérielle. Leur vain orgueil sera souvent conduit à invoquer l'intervention des philosophes contre la juste indignation des prolétaires. Quelque violente que semble toujours la force du nombre, elle finit, d'ordinaire, par l'être, au fond, beaucoup moins que celle de la richesse. Car elle dépend surtout d'un concours qui, prolongé, exige une convergence intellectuelle et morale, sur laquelle l'influence philosophique agit davantage, soit pour former, soit pour dissoudre. Sans que les philosophes puissent jamais disposer à leur gré de nos prolétaires, comme l'ont rêvé quelques roués, ils pourront en modifier beaucoup les passions et la conduite, quand ils y appliqueront dignement leur autorité morale, au profit réel, tantôt de l'ordre, tantôt du progrès. Ce libre ascendant ne peut résulter que d'un double sentiment habituel de confiance et de reconnaissance, déterminé non-seulement par l'aptitude présumée, mais surtout par les services rendus. Nul ne pouvant faire convenablement valoir ses propres réclamations, c'est aux philosophes qu'il appartient de présenter noblement aux classes dirigeantes les justes exigences des prolétaires, tandis que ceux-ci obligeront les chefs temporels à respecter la spiritualité nouvelle. D'après ce double échange habituel, les vœux des uns seront purifiés de toute tendance anarchique, et les prétentions des autres n'indiqueront plus aucune vaine

ambition. Loin de dégrader son propre caractère par des préoccupations intéressées, chacune des deux classes obtiendra ainsi sa principale satisfaction, en se bornant à la noble poursuite de son office social.

Pour achever de caractériser la politique positiviste qui seule convient aux prolétaires, il me reste à indiquer les dispositions d'esprit et de cœur qu'elle suppose en eux, et d'où résultent celles qu'ils doivent exiger de leurs alliés philosophiques. Ces diverses conditions habituelles se réduisent, au fond, à mieux développer les tendances propres au peuple, et déjà prépondérantes dans le centre du grand mouvement occidental.

Sous le rapport intellectuel, il y en a deux principales : l'une négative, ou d'émancipation ; l'autre positive, ou de préparation.

Quant à la première, elle est assez remplie déjà, du moins à Paris, envers le régime théologique, plus radicalement déchu chez nos prolétaires que partout ailleurs. Le vain déisme où s'arrêtent encore tant de lettrés, a peu de crédit parmi le peuple, heureusement étranger aux études de mots et d'entités qui seules peuvent prolonger cette extrême halte de l'émancipation moderne. Il faut seulement que les vraies tendances de l'esprit populaire se prononcent davantage, afin d'éviter toute illusion et tout mensonge sur le caractère intellectuel de notre régénération. Or, cette manifestation décisive ne tardera pas à s'accomplir, dans un millieu essentiellement libre, où la nouvelle philosophie lui servira d'organe systématique. Nous devons y compter d'autant plus qu'elle se lie intimement aux besoins sociaux du peuple, puisque le vain système d'hypocrisie théologique qu'il faut aujourd'hui briser ouvertement est surtout institué, ou du moins appliqué, contre ses justes réclamations. Cette immorale mystification suppose la soumission mentale des prolétaires, et ne tend qu'à éluder leurs vœux légitimes

d'amélioration réelle en les détournant vers un avenir chimérique. Eux seuls peuvent donc et doivent rompre ce complot, encore plus ridicule qu'odieux, en se bornant à témoigner sans déguisement leur vraie situation intellectuelle, avec une énergie qui ne permette aux classes dirigeantes aucune méprise. Ils seront ainsi conduits à repousser tous les docteurs qui ne seraient point assez émancipés, ou qui conserveraient une adhésion quelconque à cette dissimulation systématique, sur laquelle s'appuient, depuis Robespierre, tous les rétrogrades, démagogiques ou monarchiques. A ceux qui conçoivent sincèrement notre vie sociale comme un exil passager, auquel chacun doit participer le moins possible, l'énergique sagesse du peuple répondra bientôt en les invitant, d'après leur propre principe, à abdiquer toute administration d'une économie étrangère à leur unique but.

L'émancipation métaphysique de nos prolétaires est moins avancée, et pourtant aussi indispensable, que leur affranchissement théologique. Chez les populations préservées du protestantisme, les subtiles divagations qui aujourd'hui entravent tant l'esprit germanique ont, sans doute, obtenu peu de crédit. Mais le peuple conserve partout, même à Paris, un vicieux préjugé en faveur de l'instruction correspondante, quoiqu'il en soit heureusement dépourvu. Il importe beaucoup de rectifier maintenant cette dernière illusion de nos prolétaires, qui seule gêne désormais leur essor social. Elle repose d'abord sur une confusion trop fréquente entre l'instruction et l'intelligence, d'où la modestie populaire conclut que les hommes instruits sont seuls aptes à gouverner. Or, cette méprise, quoique très-excusable, conduit souvent à choisir des guides incapables. Une meilleure appréciation de notre société apprendra au peuple que, malgré l'orgueil de nos lettrés et même de nos savants, c'est hors de leur sein que se trouvent aujoud'hui la

plupart des esprits vraiment puissants, parmi ces praticiens si dédaignés, et quelquefois chez les plus illettrés prolétaires. On jugeait mieux au moyen âge, où, l'éducation l'emportant sur l'instruction, on savait admirer et utiliser la profonde sagesse réelle de chevaliers fort ignorants. La rectitude, la sagacité, et même la cohérence, sont, en général, des qualités très-indépendantes de toute instruction, et leur culture résulte jusqu'ici beaucoup plus de la vie pratique que de l'apprentissage théorique. Quant à l'esprit d'ensemble, principale base de toute aptitude politique, on peut garantir aujourd'hui qu'il manque surtout aux classes lettrées.

Cette remarque conduit à apprécier, en second lieu, la principale source du grave préjugé que je reproche à nos prolétaires les plus émancipés. Il tient surtout, en effet, à leur confusion vicieuse entre toutes les sortes d'instruction. La déplorable confiance politique qu'ils accordent encore aux littérateurs et aux avocats montre que le prestige pédantocratique survit chez eux aux prestiges théologiques et monarchiques. Mais le cours naturel de notre existence républicaine ne tardera point à le dissiper aussi, d'accord avec l'influence systématique de la saine philosophie. L'instinct populaire sentira bientôt que l'exercice continu des talents d'expression, écrite ou orale, loin de constituer une garantie réelle d'aptitude à la conception, tend, au contraire, à nous rendre incapables de toute appréciation nette et décisive. Reposant sur une instruction dépourvue de tous véritables principes, il suppose ou entraîne presque toujours l'absence totale de convictions fixes. Habiles à formuler les pensées d'autrui, la plupart des esprits ainsi cultivés deviennent finalement incapables de discerner le vrai du faux, envers les moindres sujets, même quand leur propre intérêt l'exige. Le peuple doit donc renoncer aujourd'hui à l'aveugle vénération qui l'entraîne trop souvent à leur confier ses destinées

sociales. Ce sentiment hiérarchique est sans doute indispensable au bon ordre; mais il a besoin d'être mieux dirigé.

Ainsi conduits à examiner quelle doit être leur propre préparation mentale, et dès lors celle de leurs vrais organes, les prolétaires sentiront qu'elle consiste surtout à systématiser, par de saines études scientifiques, leur culture spontanée de l'esprit positif. Leurs travaux journaliers provoquent l'essor rudimentaire de la véritable méthode philosophique, et dirigent leur attention vers les principales lois naturelles. Aussi les prolétaires parisiens, type naturel du peuple occidental, sentent-ils mieux que la plupart de nos savants cette intime combinaison de la réalité avec l'utilité qui caractérise l'esprit positif. Leurs fonctions spéciales excitent beaucoup moins les besoins de généralité et de liaison. Mais elles laissent un loisir mental très-propre à développer, sous ce rapport, les inclinations naturelles de tous les bons esprits. Toutefois, c'est surtout l'impulsion sociale qui bientôt fera sentir au peuple combien il lui importe de compléter et de coordonner ses conceptions réelles. Décidé maintenant à rectifier autant que possible un ordre vicieux, il comprendra la nécessité d'en connaître d'abord les véritables lois, comme envers toute autre économie extérieure. Il sentira ensuite qu'on ne peut bien apprécier ce qui est sans le rattacher, d'une part, à ce qui a été, d'une autre, à ce qui sera. Le besoin même de modifier le cours naturel des phénomènes sociaux lui fera désirer de connaître la suite de leurs antécédents et leurs tendances spontanées, afin d'y mieux éviter toute intervention vicieuse ou superflue. Ayant ainsi reconnu que l'art politique dépend, encore plus qu'aucun autre, de la science correspondante, l'esprit populaire sentira bientôt que cette science, loin d'être isolée, exige l'étude préalable de l'homme individuel et du monde extérieur. Dès lors, il aura remonté toute la hiérarchie élémentaire des conceptions

positives, et reviendra systématiquement à la source où le placent spontanément ses occupations spéciales, essentiellement relatives à l'existence inorganique. Ce cours nécessaire de la raison prolétaire lui représentera bientôt la philosophie positive comme la seule qui convienne au peuple, soit pour la théorie, soit pour la pratique, puisqu'elle embrasse le même domaine avec la même destination, et qu'elle accorde la même prépondérance aux considérations sociales. L'instinct populaire sentira ainsi qu'une telle doctrine se borne à systématiser ce qui en lui reste spontané, et que cette coordination augmente beaucoup l'efficacité, publique et privée, de la morale et du bon sens, double base commune des deux sagesses, spéculative et active, désormais inséparables. Nos prolétaires rougiront alors d'avoir jamais confié les plus difficiles recherches à des esprits qui ne conçoivent pas même l'exacte différence entre un centimètre cube et un décimètre cube. D'une autre part, on doit peu craindre que les savants proprement dits, si respectés des classes moyennes, acquièrent maintenant beaucoup d'influence populaire. Ils sont antipathiques au peuple par leur indifférence réelle pour les grandes questions sociales, devant lesquelles s'effacent nécessairement leurs puérilités académiques. Leur empirique spécialité les rend incapables de satisfaire les justes exigences de ces naïves intelligences, qui, suivant la formule du grand Molière, aspirent toujours à avoir *des clartés de tout*. A mesure que la vaine ambition des savants actuels les pousse hors de leurs anciennes enceintes, la raison vulgaire s'étonne de constater combien leur régime si vanté a rétréci leur intelligence, sauf envers quelques questions peu étendues et rarement importantes. La saine philosophie dissipera cette surprise naturelle en expliquant comment cette sorte d'idiotisme académique dut résulter de la vicieuse prolongation d'un mode transitoire. Progressif pendant les trois

derniers siècles, pour élaborer le long préambule scientifique de la rénovation philosophique projetée par Bacon et Descartes, ce régime provisoire a dû devenir rétrograde depuis que l'accomplissement de cette préparation permet la construction directe de la véritable science, nécessairement relative à l'Humanité. Loin de seconder aujourd'hui le principal essor de l'esprit moderne, il en entrave beaucoup, surtout en France, l'extension et la coordination décisives, comme l'avait admirablement pressenti la sagesse révolutionnaire de la Convention, quand elle osa supprimer l'Académie des sciences. Nos prolétaires ne tarderont pas à comprendre combien l'instinct politique de la grande assemblée fut alors heureux. On doit donc présumer qu'ils sauront retirer leur confiance aux esprits métaphysiques ou littéraires sans se livrer au mauvais esprit scientifique. Leur but social leur inspirera le besoin de généralité autant que celui de positivité. Tandis que la spécialité propre aux chefs industriels continuera de leur faire admirer nos savants, le peuple se trouvera politiquement entraîné vers les vrais philosophes, dont le très-petit nombre actuel s'accroîtra bientôt d'après l'appel et même le recrutement prolétaires.

Quant aux conditions morales de l'essor populaire, elles résultent surtout d'un actif sentiment de la dignité fondamentale du prolétariat combiné avec l'instinct de sa destination actuelle.

Sous le premier aspect, nos prolétaires peuvent se borner à se considérer moralement comme de vrais fonctionnaires publics, à la fois spéciaux et généraux. Un tel caractère ne doit d'ailleurs aucunement altérer leur mode actuel de rétribution privée, naturellement propre à tout service assez immédiat et assez circonscrit pour que son appréciation spéciale soit directe et habituelle. Il faut seulement compléter cette récompense in-

dividuelle de chaque acte par une juste gratitude sociale envers l'agent, comme nos mœurs le font déjà dans les professions dites libérales, où le salaire ne dispense point de la reconnaissance. C'est ainsi que la spontanéité républicaine de la Convention avait empiriquement devancé les indications systématiques de la saine philosophie pour caractériser la coopération populaire. Afin de sentir la dignité réelle de leurs travaux propres, il suffit aux divers prolétaires d'en supposer la suppression, ou même la suspension, qui troublerait aussitôt tout l'ordre élémentaire de l'existence moderne. Ils doivent aujourd'hui comprendre moins leur participation générale, principale source de l'opinion publique, et dès lors appui essentiel de l'autorité morale. Mais, suivant mes explications antérieures, cet office normal ressort tellement de leur nature et de leur situation, il est d'ailleurs si conforme à leurs besoins collectifs, que son appréciation leur deviendra bientôt familière, à mesure que le cours des événements en permettra, et même en exigera, l'application caractéristique. Ce sentiment graduel ne pourrait être gravement altéré que par un vicieux exercice de ce que les métaphysiciens nomment les droits politiques. Une telle préoccupation détournerait le peuple des questions morales relatives à l'usage du pouvoir pour le livrer aux vains débats qui en concernent la possession habituelle. Mais ce danger est peu redoutable, surtout en France, où l'instinct prolétaire n'est égaré par aucun fanatisme métaphysique. Les doctorales remontrances de nos idéologues, même officiels, n'empêcheront pas la sagesse populaire de sentir ailleurs sa vraie destination sociale. A la saturation actuelle de votes électoraux, succédera bientôt la désuétude volontaire d'une attribution illusoire, qui n'a plus même l'attrait du privilége. D'impuissants efforts pour concentrer l'attention du peuple sur les questions politiques proprement dites ne sauraient le détourner des véritables questions sociales, dont la

solution réelle est surtout morale. Il ne laissera jamais réduire la grande révolution à de simples substitutions de personnes ou de coteries, ni même à des modifications quelconques dans la constitution du pouvoir central.

Ces dispositions du peuple en exigent d'équivalentes chez ceux qui aspirent à sa confiance spirituelle. Ils doivent, comme lui, placer les questions sociales au-dessus des simples questions politiques, et ils doivent, mieux que lui, apprécier la nature essentiellement morale des solutions correspondantes. Au fond, cela revient à prendre pour base normale de l'organisation moderne la séparation systématique des deux puissances élémentaires. Ce principe est tellement conforme aux vrais besoins populaires, que bientôt le peuple en exigera l'admission de tous ses guides intellectuels. Pour mieux l'assurer, ils les obligera, sans doute, à abdiquer formellement toute prétention personnelle au pouvoir temporel, soit central, soit même local. Ainsi voués irrévocablement au sacerdoce de l'Humanité, les vrais philosophes inspireront plus de confiance à leurs alliés prolétaires, et aussi aux classes dirigeantes. Dispensée de l'application immédiate, la théorie sociale pourra prendre un libre essor, qui, loin d'être perturbateur, préparera dignement l'avenir normal, sans négliger la transition présente. En même temps, dégagée de vaines prétentions doctorales, la pratique ne conservera plus aucune affinité rétrograde avec des doctrines épuisées, et s'adaptera graduellement aux indications rénovatrices de l'esprit public, tout en accomplissant avec énergie son indispensable office matériel.

Pour mieux convenir à leur destination, actuelle et finale, les mœurs populaires doivent seulement développer davantage leur caractère spontané. Cela exige surtout que l'instinct prolétaire se purifie de toute vaine ambition de grandeur ou de richesse personnelle. L'empirisme métaphysique réduirait vo-

lontiers la grande révolution à élargir au peuple l'accès habituel du pouvoir, politique ou civil, au delà des anciennes limites. Mais cette faculté, quoique indispensable à l'ordre final, est loin de satisfaire aux vraies conditions populaires, puisqu'elle ne comporte que des améliorations individuelles, qui ne changent pas le sort de la masse sociale, ou plutôt qui tendent souvent à l'empirer, par la désertion des membres les plus énergiques. La Convention seule a su comprendre dignement une telle influence. Elle seule sut honorer les prolétaires en tant que tels, dans leur office spécial, et dans leur participation générale à la vie publique, principale compensation de leur condition matérielle. Tous les chefs, rétrogrades ou stationnaires, qui lui ont succédé, ont tenté, au contraire, de les détourner du but social, en leur facilitant l'accès individuel des positions supérieures. L'aveugle routine des classes moyennes les a involontairement associées à cette politique corruptrice, en leur faisant prôner l'universelle imitation des habitudes d'épargne qui ne conviennent qu'à elles. Ces habitudes sont indispensables pour accumuler et administrer les capitaux ; elles doivent donc prévaloir dans la partie intermédiaire de l'organisme final. Mais elles seraient déplacées, et même funestes, partout ailleurs, là où l'existence matérielle dépend surtout d'un salaire quelconque. Les philosophes et les prolétaires doivent également repousser des mœurs qui tendent à dégrader leur caractère moral, sans améliorer ordinairement leur situation physique. Chez les uns et les autres, l'absence de toute grave responsabilité pratique, et le libre essor, tant public que privé, de la vie spéculative et affective, constituent les principales conditions du vrai bonheur. Malgré les publications de nos économistes sur l'efficacité sociale des caisses d'épargne, la saine philosophie justifiera pleinement les répugnances décisives de l'instinct populaire, qui y voit surtout une source continue de

corruption morale, par la compression habituelle des sentiments généreux. Les empiriques déclamations contre les cabarets ne les empêcheront pas d'être jusqu'ici les seuls salons du peuple, qui va y cultiver une sociabilité beaucoup plus recommandable que l'égoïste fréquentation des lieux de dépôt. Quant aux vrais dangers personnels de cette sage imprévoyance, la civilisation les diminue toujours, sans ôter au prolétaire le caractère qui constitue à la fois son principal mérite et sa plus précieuse consolation. Cette rectification résulte surtout d'un essor croissant des affections et des pensées. En appelant dignement le peuple à la vie publique, le régime positif saura faire du club le meilleur correctif du cabaret. Sous ce rapport, les mœurs philosophiques ont aujourd'hui besoin de suivre les généreuses inspirations de l'instinct populaire. Toute avidité pécuniaire, comme toute ambition temporelle, deviendra bientôt une source légitime de suspicion envers ceux qui, aspirant au gouvernement spirituel de l'humanité, indiqueraient ainsi au peuple leur insuffisance morale, ordinairement liée à une secrète impuissance mentale.

Le pouvoir moral des philosophes assistés des prolétaires est surtout destiné, dans l'économie positive, à modifier sans cesse par une juste répartition de l'estime, le classement social, où doit toujours prévaloir la prépondérance matérielle. En respectant la subordination des offices, on jugera ainsi chaque fonctionnaire, suivant la valeur propre de son esprit et de son cœur, en fuyant l'anarchie autant que la servilité. Rien ne saurait empêcher le peuple de reconnaître même que les vraies qualités indispensables aux divers postes pratiques sont fort au-dessous de la prépondérance temporelle qu'ils procurent. Il sentira de plus en plus que la véritable félicité humaine n'y est point attachée, et qu'elle peut appartenir davantage à sa modeste condition, sauf chez les êtres exceptionnels qui doivent aspirer au

commandement, d'après une organisation, plutôt funeste que favorable, que notre sagesse collective applique seule au bien commun. Les vrais prolétaires, comme les vrais philosophes, cesseront bientôt d'envier une grandeur inévitablement assujettie à une grave responsabilité. Quand cette compensation ne sera plus illusoire, le peuple reconnaîtra que tout l'art social est dirigé vers sa juste satisfaction continue, d'après l'actif concours de ses chefs spirituels avec ses chefs temporels. Dès lors, il ne désirera ni la célébrité achetée par de pénibles méditations habituelles, ni la puissance chargée de constants soucis. En laissant surgir librement d'indispensables vocations théoriques et pratiques, la masse sociale pourra se féliciter d'une situation conforme à notre constitution ordinaire, qui lie surtout le bonheur réel à l'exercice modéré du sentiment, de la raison, et de l'activité. L'urgence matérielle étant écartée, chacun cherchera la juste rétribution de sa bonne conduite dans l'estime durable, même posthume, de la portion de l'humanité qui a pu l'apprécier. En un mot, la qualification, conservée par une fausse modestie, mais émanée d'un instinct anticipé de la réalité sociale, caractérisera de plus en plus tous les fonctionnaires supérieurs comme les serviteurs involontaires de leurs subordonnés volontaires. Sans aucune utopie, la société positive se trouvera tellement organisée que ses chefs, théoriques ou pratiques, au milieu de leurs avantages personnels, regretteront souvent de n'être pas nés ou restés prolétaires. Pour les grandes âmes, la prééminence temporelle ou spirituelle n'a jamais procuré de solide satisfaction que par un essor plus complet du sentiment social, d'après une meilleure participation au bien commun. Or, le principal mérite de l'ordre final consistera à rendre habituellement accessible à tous cette heureuse liaison de la vie privée à la vie publique, en assurant au moindre citoyen une influence sociale, non pas impérative, mais con-

sultative, toujours proportionnée à son zèle et à son mérite.

Tous les aperçus propres à cette troisième partie confirment son indication initiale sur l'aptitude nécessaire du prolétariat à constituer le principal appui, non-seulement du système définitif, mais aussi de notre régime provisoire, qui, ainsi conçu, différera le moins possible de l'état normal qu'il doit préparer. Les principales conditions que j'ai assignées à cette politique de transition, en terminant la seconde partie, trouvent leur meilleure garantie dans les dispositions naturelles du peuple occidental, surtout en France. Nos chefs temporels doivent plutôt suivre sagement les tendances populaires que prétendre à les diriger : car elles sont spontanément conformes à nos vrais besoins actuels, soit de liberté, soit d'ordre public.

La liberté d'examen et d'exposition, que la France possède avec une plénitude ailleurs impossible, repose principalement sur l'émancipation mentale de nos prolétaires, surtout parisiens. Ils se sont affranchis de toute théologie, sans accepter aucune métaphysique. Mais leur absence totale de convictions systématiques se concilie admirablement avec une soumission d'esprit qui les dispose à accueillir celles où la réalité et l'utilité se trouveraient assez combinées. Toutes les autres classes actuelles seraient volontiers oppressives, pour imposer des doctrines incapables de résister à la discussion. C'est du peuple seul que les vrais philosophes doivent attendre la consolidation et l'extension d'une liberté indispensable à leur office. Mais aucune garantie légale ne saurait inspirer autant de sécurité que cette heureuse garantie morale. Quelles que puissent jamais être les velléités rétrogrades ou stationnaires de certains chefs ou partis, nulle oppression réelle n'est possible avec une telle population. C'est le titre le plus décisif pour confirmer à la France sa présidence naturelle de la grande élaboration occidentale. Les dispositions populaires surmonteront bientôt les répugnances qu'excite

encore l'indispensable extension de notre liberté à l'association et à l'enseignement. Une population aussi sociable ne se laissera pas ôter définitivement les libres réunions habituelles où elle peut à la fois satisfaire ses goûts dominants et surveiller ses principaux intérêts. Son besoin profondément senti d'une instruction réelle, que les métaphysiciens et les théologiens sont également incapables de lui donner, la poussera de plus en plus à seconder, avec une irrésistible énergie, la vraie liberté d'enseignement, dont les conditions essentielles seraient longtemps éludées sans un tel appui.

Quant à l'ordre public, la garantie populaire n'y est pas moins nécessaire, au dedans comme au dehors. La paix dépend autant que la liberté de la disposition fondamentale de nos prolétaires.

C'est surtout à leur énergique répugnance pour la guerre que l'Occident doit aujourd'hui son admirable tranquillité. Les vains regrets des divers partis rétrogrades sur la décadence de l'esprit militaire sont moins expressifs que l'institution indispensable, d'abord française, puis occidentale, du recrutement forcé, qui indique naïvement nos mœurs véritables. Malgré de factices déclamations, il faut bien reconnaître ainsi que, dans nos armées, les officiers sont seuls volontaires. Aucune classe, d'ailleurs, ne participe moins que les prolétaires aux préventions nationales qui, quoique très-affaiblies déjà, divisent encore le grande famille occidentale. Elles sont plus actives chez les classes moyennes surtout à raison des rivalités industrielles qui s'y rattachent. Aux yeux prolétaires, elles s'effacent partout devant la similitude fondamentale des penchants et des situations. Cette heureuse conformité prendra bientôt une consistance décisive par l'essor universel de la grande question sociale que le peuple soulève aujourd'hui pour obtenir enfin sa digne incorporation à l'ordre moderne. Nulle aberration, militaire ou industrielle,

n'empêchera plus un tel intérêt de maintenir, par son uniforme prépondérance, l'harmonie générale de l'Occident.

A la vérité, ces puissantes émotions sociales sont moins favorables à l'ordre intérieur qu'à la paix extérieure. Mais les justes alarmes propres à notre anarchie spirituelle ne doivent pas empêcher de reconnaître aussi les garanties spontanées que nous offrent, même à cet égard, les vraies tendances populaires. C'est surtout du peuple qu'on doit attendre la prépondérance du pouvoir central sur le pouvoir local, ci-dessus jugée indispensable à l'ordre public. Sous la seule condition de ne susciter aucune crainte de rétrogradation, le gouvernement proprement dit obtiendra facilement son appui contre une assemblée où prévaudront presque toujours des tendances anti-prolétaires. Entre ces deux branches du pouvoir temporel, l'instinct populaire préfère spontanément celle dont le caractère plus pratique et l'efficacité moins équivoque correspondent mieux à ses vœux essentiels. De vaines discussions constitutionnelles peuvent convenir aux ambitieux des classes moyennes, en facilitant leur avénement politique. Mais cette stérile agitation inspire peu d'intérêt, et souvent un juste mépris, au peuple qui n'en saurait profiter, et dont elle tend à éluder les réclamations légitimes, en augmentant l'instabilité du seul pouvoir capable d'y satisfaire. La prédilection populaire est donc assurée à toute administration qui saura la mériter, surtout en France, où les passions politiques sont déjà effacées sous l'irrévocable ascendant des questions sociales. En consolidant le pouvoir central, l'appui des prolétaires doit aussi en améliorer beaucoup le caractère habituel ; car il le dépouillera de toute vaine prétention théorique, pour le réduire à sa vraie destination pratique. Sous tous ces aspects, les vœux systématiques des philosophes seront beaucoup secondés désormais par l'influence spontanée de leurs alliés prolétaires.

Pour mieux caractériser cette salutaire intervention du peuple dans la politique actuelle, je dois ajouter une dernière indication sur la source propre à fournir un pouvoir central capable de diriger la transition temporelle jusqu'à la cessation de l'interrègne spirituel.

L'heureuse équivoque que présente, surtout en français, le mot *peuple*, rappelle sans cesse que les prolétaire ne forment point une véritable classe, mais constituent la masse sociale, d'où émanent, comme autant d'organes nécessaires, les diverses classes spéciales. Depuis l'extinction des castes, dont la royauté fut le dernier vestige, c'est parmi les prolétaires que se recrutent essentiellement nos chefs temporels. L'état normal exige seulement que ces nouvelles puissances ne deviennent pas directement publiques, sans avoir exercé d'abord, dans les travaux privés, une autorité pratique indispensable à leur éducation politique. En tout régime régulier, le gouvernement proprement dit ne peut être qu'une expansion de la prépondérance civile. C'est pourquoi l'ordre final des sociétés modernes assure le pouvoir temporel aux principaux chefs des travaux industriels. Quoiqu'ils y semblent encore impropres, il ne tarderont pas à l'obtenir, à mesure que la réorganisation spirituelle les en rendra plus dignes, et leur en facilitera d'ailleurs l'exercice en simplifiant son caractère, dès lors purement pratique.

Néanmoins, aucune de ces deux conditions ne se trouve assez remplie aujourd'hui pour permettre l'accès habituel du pouvoir temporel à ceux qui en deviendront finalement les organes réguliers. Ils peuvent y bien remplir déjà les divers offices spéciaux, comme nous l'avons récemment vu, même envers les fonctions qui paraissent les plus étrangères aux aptitudes industrielles. Mais, quant à remplacer la royauté dans son office central, ces classes en sont maintenant incapables, sauf des exceptions personnelles, que rien n'annonce aujourd'hui, et

dont ne doit pas dépendre notre régime provisoire. L'élévation des vues et des sentiments leur manquent trop jusqu'ici pour leur permettre maintenant une telle ascension politique. D'ailleurs, hors de l'industrie, cette double condition de la suprématie pratique ne se trouve pas, en général, mieux remplie. Elle l'est beaucoup moins chez les savants, principalement en France, où le régime académique a tellement rétréci l'esprit, desséché le cœur, et énervé le caractère, que la plupart d'entre eux sont inhabiles à la vie réelle, et surtout indignes du moindre commandement, même scientifique.

Cette inaptitude sociale de nos diverses classes spéciales oblige à satisfaire autrement une telle exigence révolutionnaire, en s'adressant là où l'esprit d'ensemble se trouve moins comprimé et le sentiment du devoir mieux cultivé. La saine théorie historique me conduit à déclarer, sans hésitation, que nos prolétaires peuvent seuls fournir habituellement de dignes possesseurs du suprême pouvoir temporel, jusqu'à la terminaison de l'interrègne spirituel, c'est-à-dire pendant une génération au moins.

En écartant tout prestige pédantocratique ou aristocratique, un examen rationnel montre aisément, d'après les indications initiales de cette troisième partie, que, chez le peuple, la généralité des pensées et la générosité des sentiments sont plus faciles et plus directes que partout ailleurs. Un défaut ordinaire de notions et d'habitudes administratives rendrait nos prolétaires peu propres aux divers offices spéciaux du gouvernement pratique. Mais il n'en résulte aucune exclusion quant à l'autorité suprême, ni envers toutes les hautes fonctions temporelles qui exigent une vraie généralité sans supposer aucune spécialité. Quand ces postes éminents seront occupés par de dignes prolétaires, leur sage et modeste instinct saura bien trouver des organes convenables, au sein des classes qui les ont fournis jusqu'ici. Leur

salutaire prépondérance assurant désormais le caractère pratique et l'esprit progressif du gouvernement, ils pourront utiliser sans danger toutes les aptitudes spéciales, même celles qui, placées trop haut, répugneraient le plus au service républicain. Tous les éléments temporels propres aux diverses phases modernes fourniront ainsi d'heureux auxiliaires de notre transition finale, surtout parmi les militaires et les juges, aisément susceptibles d'une sincère transformation républicaine, sous cette puissante impulsion prolétaire. Pendant qu'une telle suprématie rassurera et calmera la masse populaire, sans exiger aucune grave compression habituelle, elle réagira sur les chefs industriels de manière à les rendre de plus en plus dignes de leur finale élévation temporelle, à mesure que leurs sentiments s'épureront et que leurs vues s'élargiront.

Ainsi, les conditions de la liberté et celles de l'ordre public vont concourir à transférer révolutionnairement le pouvoir central à quelques éminents prolétaires, tant que durera l'interrègne spirituel. Leur avénement nécessaire ne répandra point chez leurs frères une ambition perturbatrice, comme celle qu'y excite aujourd'hui l'ardeur des richesses ; car tous sentiront aisément la nature exceptionnelle et les conditions indispensables de cette rare grandeur.

La destination d'une telle anomalie politique détermine aussi son mode d'accomplissement. Il faut, en effet, l'affranchir de cette routine intéressée qui, pendant la dernière génération, fit du pouvoir local une sorte d'apprentissage obligatoire pour le pouvoir central, quoique celui-ci fût toujours le vrai but des ambitions parlementaires. Une irrécusable expérience a trop confirmé, sous ce rapport, les saines indications théoriques, qui représentent un tel mode comme ne pouvant laisser surgir que de vains discoureurs, dépourvus de toute véritable aptitude politique, suivant le type girondin. Outre que nos prolétaires se-

raient peu propres à triompher ainsi, on doit assurer que, s'ils avaient le malheur d'y parvenir, ils y perdraient la rectitude et la spontanéité qui constituent aujourd'hui leurs vrais titres à ce commandement exceptionnel.

C'est donc d'emblée, et sans aucun circuit parlementaire, que nos chefs prolétaires devront monter au poste temporaire que leur assigne le positivisme. Notre marche directe vers la régénération finale pourra dès lors prendre nettement son vrai caractère, autant paisible qu'énergique, par le concours, spontané et systématique, de philosophes purs de toute ambition temporelle avec des dictateurs étrangers à toute tyrannie spirituelle. La raison publique flétrira désormais, comme étant à la fois perturbateur et arriéré, tout docteur qui prétendra commander et tout gouverneur qui voudrait enseigner. En un mot, notre gouvernement révolutionnaire aura subi l'intime transformation qu'eût exigée celui de la Convention, si cette admirable création politique avait pu, suivant l'intention officielle, durer jusqu'à la paix générale.

Tel est le pacte définitif entre les vrais philosophes et les vrais prolétaires, pour diriger la terminaison organique de la grande révolution, par un sage prolongement du régime propre à la Convention, en s'efforçant d'oublier toutes les traditions empiriques de ses divers successeurs, rétrogrades ou stationnaires. L'esprit d'ensemble et le sentiment social dominent également les deux éléments de cette combinaison fondamentale, garantie nécessaire de la présente transition, et gage certain de l'avenir normal. Si l'un d'eux en constitue le représentant spontané, l'autre en doit devenir l'organe systématique. Les lacunes théoriques de nos prolétaires seront aisément réparées par les philosophes, qui, sous l'irrésistible invocation de la sociabilité, leur imposeront l'étude de la saine théorie historique, sans

laquelle la solidarité humaine ne serait sentie que dépourvue de sa perpétuité caractéristique. Quoique l'insuffisance morale des philosophes actuels offre plus d'obstacles aux prolétaires, la réaction populaire s'y trouvera assistée de hautes convictions sur l'universelle prépondérance du cœur, propres à surmonter le vain orgueil qui troublerait le concert rénovateur.

ASSOCIATION LIBRE

POUR L'INSTRUCTION POSITIVE DU PEUPLE DANS TOUT L'OCCIDENT EUROPÉEN

(1848)

ORDRE ET PROGRÈS

Association libre pour l'instruction positive du peuple dans tout l'Occident européen.

La réorganisation préalable des opinions et des mœurs constitue la seule base solide d'après laquelle puisse s'accomplir la régénération graduelle des institutions sociales, à mesure que l'esprit public aura librement adopté les principes fondamentaux du régime final vers lequel tend l'ensemble du passé chez l'élite de l'humanité. Ainsi, la saine instruction populaire devient aujourd'hui la première condition du vrai caractère propre à la terminaison organique de la grande révolution. Ce besoin est surtout compris par les prolétaires eux-mêmes, qui, malgré l'admirable spontanéité de leurs nobles instincts, sentent combien la culture systématique en est indispensable.

D'après un double droit, désormais incontestable, de libre enseignement et de libre association, j'annonce donc la récente formation d'une Association indépendante qui, sous la devise caractéristique : « Ordre et Progrès », accomplira, autant que possible, un tel office social. Elle s'attache exclusivement à développer, dans des cours toujours gratuits, dont le libre accès ne sera jamais restreint, l'instruction positive proprement dite, comprenant : d'une part, les études mathématiques, inorganiques et biologiques ; et, d'une autre part, l'histoire, qui, quoique habituellement empirique, contient le préam-

bule nécessaire de la vraie science sociale. Mais, écartant tout principe indiscutable, elle s'interdit soigneusement tous les sujets qui ne comportent pas de véritables démonstrations.

Loin de dissimuler jamais la tendance directement sociale de son enseignement, cette Association s'efforcera sans cesse d'y subordonner profondément l'intelligence à la sociabilité, en considérant toujours l'esprit comme le principal ministre du cœur. A ses yeux, il n'existe, au fond, qu'une seule science, celle de l'Humanité, envers laquelle toutes les autres études réelles ne constituent que des préambules indispensables, dont la spécialité actuelle ne peut être corrigée que par cette destination continue. Mais, sauf ce principe universel, la convergence habituelle des divers cours restera toujours livrée exclusivement aux libres convictions des professeurs quelconques, sans qu'aucun programme leur soit jamais imposé.

Cette Association positive comprend, au même titre, deux sortes de membres, en nombre illimité, dont les uns consacrent une portion régulière de leur temps à l'enseignement populaire, tandis que les autres en facilitent, par toutes les voies légitimes, l'exercice et l'extension.

Quoiqu'elle doive considérer Paris comme le siège essentiel de ses opérations, son service ne se borne point à la France. Il embrasse les cinq populations avancées qui, toujours plus ou moins solidaires, même dès l'assimilation romaine, composent, depuis Charlemagne, la grande république occidentale, au sein de laquelle, malgré les diversités nationales, aggravées ensuite par les dissidences religieuses, s'est accompli un développement intellectuel et social dont le reste de l'humanité n'offre point encore, même en Europe, un véritable équivalent. Ainsi, en conservant au centre français l'initiative naturelle que la première partie de la Révolution lui a pour

jamais rendue, l'Association occidentale étendra ses fonctions habituelles, d'une part à l'Allemagne et à l'Angleterre, d'une autre part à l'Italie et à l'Espagne. Cette indispensable extension d'un office partout urgent exige nécessairement que l'Association positive, sans refuser jamais l'assistance des divers gouvernements occidentaux, se tienne toujours indépendante de l'un quelconque d'entre eux.

Dans cette grande entreprise sociale, j'invoque directement la coopération de tous ceux qui, à un titre quelconque, peuvent y concourir utilement. Mais j'y invite plus spécialement, d'une part, pour les sciences inorganiques, mes anciens camarades ou élèves de l'Ecole Polytechnique qui se sentent disposés à la seconder ; et, d'une autre part, pour les études biologiques, les médecins ou naturalistes qui peuvent y coopérer.

Les demandes quelconques d'admission seront reçues chez moi (10, rue M. le Prince), tous les soirs, de 7 h. à 9 h., ou par correspondance.

Paris, le vendredi 25 février 1848,

AUGUSTE COMTE,

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique,
Auteur du *Système de Philosophie positive*

LE FONDATEUR DE LA SOCIÉTÉ POSITIVISTE A QUICONQUE DÉSIRE S'Y INCORPORER

(1848)

ORDRE ET PROGRÈS

Le Fondateur de la Société Positiviste, à quiconque désire s'y incorporer.

Paris, le mercredi 8 mars 1848.

Je viens de fonder, sous la devise caractéristique *Ordre et Progrès*, une Société politique destinée à remplir, envers la seconde partie, essentiellement organique, de la grande révolution, un office équivalent à celui qu'exerça si utilement la Société des Jacobins dans la première partie, nécessairement critique. Son action sera même plus purement consultative, sans aucun mélange d'intervention temporelle, puisqu'elle reposera sur une nouvelle doctrine générale, dont les partisans sont encore trop peu nombreux pour obtenir d'autre influence sociale que celle qui pourra émaner d'une libre appréciation publique de la sagesse de leurs jugements et de leurs avis. Cette doctrine est exposée dans mon traité fondamental de *Philosophie positive*. Elle est surtout caractérisée par l'élaboration historique des deux derniers volumes, qui, d'après l'ensemble du passé humain, détermine sans utopie l'avenir social, de manière à fonder la véritable science politique, base rationnelle de l'art correspondant.

La Société Positiviste se propose donc de faire graduellement prévaloir les principes de cette nouvelle science, en les appliquant avec opportunité au cours naturel des événements,

soit pour apprécier les faits accomplis et les mesures adoptées, soit surtout pour signaler les tendances réelles et indiquer les meilleurs moyens de les régulariser. Quoiqu'elle doive se consacrer surtout aux questions amenées par la situation générale et sur lesquelles l'attention publique se fixe d'elle-même, elle se réserve aussi d'introduire quelquefois des sujets de discussion qui ne seraient point encore à l'ordre du jour, pourvu qu'elle ait bien reconnu leur aptitude à éclaircir les débats spontanés. En un mot, elle a pour but général de faciliter l'avènement du nouveau pouvoir spirituel que le positivisme représente comme seul propre à terminer la révolution, par la fondation directe du régime final vers lequel tend aujourd'hui l'élite de l'humanité. A cet effet, elle appliquera la doctrine fondamentale à ébaucher spontanément, autant que le comporte le milieu actuel, les fonctions d'appréciation, de conseil et de préparation, que ce pouvoir définitif devra ensuite accomplir systématiquement, sous l'assistance continue des sympathies universelles.

D'après une telle destination, l'office spirituel de la Société Positiviste ne se bornera point à la France. Il embrassera naturellement toutes les populations avancées qui maintenant participent, malgré leurs diversités nationales, au même besoin fondamental de régénération sociale, comme le prouve aujourd'hui l'extension graduelle de la crise révolutionnaire. Ainsi, il doit comprendre l'ensemble de la grande république occidentale, qui, préparée par l'incorporation romaine, et directement constituée sous Charlemagne, a partout accompli, depuis le moyen âge, un développement intellectuel et social, à la fois négatif et positif, dont le reste de l'humanité n'offre point encore, même en Europe, un véritable équivalent. Cette famille d'élite contient, autour du centre français, d'une part l'Allemagne et l'Angleterre avec leurs annexes naturelles

d'une autre part l'Italie et l'Espagne. Telle est, suivant la saine théorie historique, l'extension nécessaire de l'office spirituel que la Société Positiviste vient aujourd'hui ébaucher, en s'adaptant toujours aux convenances réelles de chaque nationalité. La première partie de la révolution devait être essentiellement française, l'ébranlement initial ne pouvant ailleurs devenir aussi décisif, faute de s'y trouver assez préparé. Mais sa seconde partie se présente, au contraire, comme nécessairement commune à tout l'Occident, la réorganisation spirituelle, qui doit surtout la caractériser, se montrant déjà partout urgente. La conciliation fondamentale entre les instincts encore opposés de l'ordre et du progrès ne peut être conçue et réalisée qu'en s'élevant habituellement à un tel point de vue historique, seul à la fois assez défini et assez étendu pour indiquer convenablement le mal et le remède. Puisque la démolition du régime ancien a commencé, au quatorzième siècle, par la désorganisation spontanée de ses fonctions occidentales, il faut bien que la construction du nouveau système suive aujourd'hui la même marche. Ainsi la Société Positiviste ne sera, dans ses sentiments et dans ses pensées, ni nationale, ni cosmopolite, mais occidentale : d'ailleurs, elle conçoit la régénération finale comme devant ensuite s'étendre, suivant une progression déterminée, à tout le reste de l'humanité, sous la sage assistance de l'Occident réuni.

Pour les observateurs rationnels, la seconde partie de la révolution, qui doit être, surtout aujourd'hui, plus spirituelle que temporelle, a déjà commencé depuis que la fondation de la science sociale a dévoilé le vrai caractère général de l'avenir humain, si confusément entrevu jusqu'alors, même par mon principal précurseur, l'illustre et malheureux Condorcet. Mais cette condition intellectuelle ne motivait point assez la

formation de la Société Positiviste, jusqu'à ce que la merveilleuse transformation politique qui vient de s'opérer en France eût à la fois montré la possibilité et l'urgence d'une telle association.

La proclamation, désormais irrévocable, de la République française, constitue, à tous égards, le plus grand événement survenu en Occident depuis la chute de Bonaparte. Elle résume nettement l'ensemble de la partie négative de la révolution, en détruisant radicalement les espérances et les illusions rétrogrades, qui, dès la seconde moitié du règne de Louis XIV, se rattachaient, en France, au seul nom de la royauté, sous quelque forme qu'elle s'y maintînt. D'un autre côté, le titre de *République* présente, dans son heureuse acception organique, le programme universel, plutôt sentimental que rationnel, du véritable avenir social. Il annonce ainsi la subordination continue de la politique à la morale, admirablement ébauchée au moyen âge, sous le principe catholique, mais qui n'était pleinement réalisable que d'après un meilleur régime spirituel et dans un milieu plus favorable. La réorganisation des opinions et des mœurs, seule base solide de la régénération graduelle des institutions sociales, vient donc se placer naturellement au grand ordre du jour, avec beaucoup plus d'énergie et de netteté que ne le comportait naguère la prépondérance factice d'un régime contraire à l'ensemble du passé français, et qui pourtant prétendait offrir le dénouement final. En même temps que plus urgente, la réorganisation spirituelle devient ainsi plus facile, d'après l'absence totale de convictions systématiques qui distingue cette salutaire secousse de toutes les précédentes. Une doctrine vraiment complète, et cohérente dans toutes ses applications, doit alors trouver beaucoup plus d'accès chez des esprits lassés de l'anarchie mentale, et incapa-

bles de résister profondément aux démonstrations philosophiques

Quoique le besoin de formules quelconques semble, par suite même de cette immense lacune, susciter aujourd'hui une sorte de retour officiel aux doctrines métaphysiques qui convinrent à la partie négative de la révolution, chacun sait que, sauf quelques hommes arriérés et peu influents, ces théories surannées ne déterminent aucune foi sérieuse chez ceux qui sont ainsi forcés d'y recourir provisoirement. La prépondérance habituelle et unanime des sentiments d'ordre fera bientôt ressortir, à tous égards, combien cette impuissante restauration d'une philosophie purement révolutionnaire se trouve antipathique aux besoins et aux tendances qui caractérisent notre siècle, surtout en France, où l'anarchie n'est pas moins repoussée que la rétrogradation.

Toutes les inquiétudes qu'excite déjà ce réveil passager des principes négatifs aboutiront nécessairement à faciliter l'ascendant de la philosophie positive, seule source désormais possible des convictions systématiques capables de contenir d'imminentes aberrations, contre lesquelles les croyances théologiques n'offrent plus, depuis longtemps, aucune garantie réelle. Ainsi, par exemple, il s'élèvera, dans notre prochaine Assemblée nationale, de graves débats au sujet de la devise républicaine, entre les partisans de la formule révolutionnaire qui vient d'être momentanément rétablie, et ceux de la devise provisoire que l'heureux instinct de la classe moyenne adopta spontanément sous le régime déchu. Cette lutte inévitable permettra naturellement à la Société Positiviste d'espérer déjà l'unanime consécration de sa propre devise (*Ordre et Progrès*), qui correspond certainement au vrai caractère de l'avenir social, comme annonçant la conciliation fondamentale, à la fois politique et philosophique, des

deux besoins généraux de l'humanité. De même, les intimes difficultés industrielles qu'aggravera de plus en plus la tendance métaphysique à prescrire légalement ce qui doit surtout être réglé par les mœurs, fourniront à la nouvelle société beaucoup d'occasions décisives de faire nettement sentir, aux travailleurs et aux entrepreneurs, combien cette discipline si désirable dépend d'une vraie réorganisation spirituelle, seule capable d'établir et les principes qui doivent y présider, et l'autorité, aussi impartiale qu'éclairée, qui peut les appliquer sagement à chaque conflit. En ce qui intéresse spécialement le progrès, il nous manque une dernière garantie essentielle, pour compléter la liberté de discussion indispensable à la régénération finale, en étendant convenablement à l'exposition orale la juste indépendance déjà propre à l'exposition écrite. Or, la Société Positiviste peut seule aujourd'hui solliciter, avec l'infatigable énergie qu'inspire une pleine conviction, la consécration légale des conditions nécessaires à la liberté d'enseignement et d'association que l'heureuse secousse de Février nous a spontanément procurée. Toutes les autres écoles actuelles répugnent plus ou moins à cette plénitude d'examen, que leurs théories ne pourraient supporter.

Sans spécifier ici d'autres applications, on conçoit, en général, que cette société fera utilement intervenir sa doctrine universelle dans toutes les occasions décisives que présentera le développement spontané de notre anarchie spirituelle pour manifester le besoin de véritables principes sociaux, propres à fournir une base solide de jugement et de conduite. Quoique la situation semble favoriser les utopies quelconques en leur permettant désormais un libre essor théorique, elle leur ôte, par cela même, l'attrait involontaire résulté d'une oppressive interdiction et l'illusion naturelle d'une lointaine perspective. Ainsi placées en présence de la réalité, elles ne pour-

ront plus soutenir, au yeux du public impartial, l'examen rationnel que la nouvelle philosophie peut seule leur faire dignement subir.

D'après sa destination, la Société Positiviste exercera son office spirituel, non seulement par ses discussions intérieures, mais aussi par ses écrits et ses discours publics, par ses pétitions systématiques à l'Assemblée nationale ou au pouvoir central, etc. ; en un mot, par tous les modes propres à l'influence théorique et consultative, pure de toute intervention pratique. Jusqu'à ce qu'elle ait acquis assez d'extension et d'importance, ses séances continueront à se tenir chez moi, chaque dimanche soir, de sept heures précises à dix heures. Mais rien ne pouvant désormais devenir efficace, comme l'avaient senti les Jacobins, que ce qui s'accomplit au grand jour, sa mission ne fructifiera pleinement que quand ses réunions habituelles seront consacrées par la silencieuse présence d'un libre auditoire. C'est seulement alors qu'elle achèvera de préparer une vraie réorganisation spirituelle, en ébauchant, dans son sein, le culte final de l'Humanité, surtout d'après un système général de commémoration publique, que la saine théorie historique lui permettra d'étendre, sans aucune inconséquence, à toutes les phases de l'évolution humaine.

Pour mieux assurer l'unité de composition indispensable à la Société Positiviste, je resterai seul juge de l'aptitude intellectuelle et morale de tous ceux qui demanderont à y entrer. Mais, quoique le nombre des membres doive demeurer illimité, il importe aussi de garantir spécialement la fraternité de leurs relations mutuelles. C'est pourquoi chacun de mes nouveaux choix sera toujours soumis à l'acceptation des anciens membres.

Les explications précédentes indiquent évidemment, comme

première condition indispensable, une suffisante adhésion à l'esprit général du positivisme. Ceux qui éprouveraient un vrai désir de s'agréger à la nouvelle Société, sans avoir encore étudié mon grand traité, devront au moins adopter pleinement le *Discours sur l'esprit positif*, que je publiai, il y a quatre ans, pour caractériser sommairement le positivisme, et l'éminent opuscule *de la Philosophie positive*, publié, un an après, par M. Littré, au sujet de mon ouvrage fondamental. Quiconque n'adhérerait pas complètement aux cinq conclusions essentielles de ce petit écrit, devrait dès lors renoncer à une telle incorporation, du moins immédiate. Au reste, je publierai bientôt un *Discours sur l'ensemble du positivisme*, qui, sous tous les grands aspects philosophiques et politiques, pourra, comme preuve de cette admission, dispenser de la longue et difficile étude d'un traité peu accessible à la plupart des lecteurs actuels.

Tous les philosophes positifs, qui veulent désormais vouer sérieusement leur vie entière au sacerdoce de l'Humanité, doivent systématiquement renoncer à toute position politique proprement dite, même à celle qui leur serait proposée par la confiance directe de leurs concitoyens. En leur nom, comme au mien, j'ai récemment proclamé, dans une occasion décisive, ce solennel engagement, résultat nécessaire des profondes convictions qui, depuis plus de vingt ans, m'ont familiarisé avec les conditions essentielles de cette séparation continue des deux puissances élémentaires où je vois le principe fondamental de la saine politique moderne. Il est clair, néanmoins, qu'aucune renonciation semblable ne saurait jamais être imposée à la plupart des membres de la Société Positiviste, puisqu'elle serait directement contraire au but général de cette association, l'universel ascendant de la nouvelle philosophie. Destinés, non à fonder une doctrine qui déjà existe,

ni même à la développer et à la perfectionner, mais seulement à la faire prévaloir par une application continue et spéciale au cours naturel des événements, ces membres émaneront indifféremment de tous les rangs actuels. La classe active en devra fournir le plus grand nombre, surtout parmi ces nobles prolétaires français qui sont tant disposés, de cœur et d'esprit, à une telle mission. Bien loin d'oublier jamais leur caractère pratique dans nos séances positivistes, ils viendront y retremper périodiquement leur énergie mentale et morale, pour mieux remplir leurs divers offices publics, en faisant pénétrer partout l'esprit fondamental du positivisme.

D'après l'extention occidentale ci-dessus attribuée à ses fonctions essentielles, la Société Positiviste ne se compose point exclusivement de Français. Ses membres peuvent appartenir à l'une quelconque des cinq populations qui forment l'avant-garde de l'humanité, et même à celles qui en sont émanées par colonisation moderne. Toutefois, sa principale activité devant aujourd'hui s'exercer en France, où d'ailleurs réside le centre normal de cette grande famille, j'aurai toujours soin d'y maintenir une forte majorité française. Au lieu d'introduire dans la société-mère beaucoup d'autres Occidentaux, il sera préférable d'étendre surtout son territoire par la formation graduelle de sociétés affiliées dans les diverses capitales de l'Occident, comme dans les principales villes de France ; en sorte que le foyer parisien puisse aisément répandre partout son impulsion systématique, et aussi subir, à son tour, toutes les réactions partielles convenables à sa destination.

L'association dont je viens d'esquisser la nature et le but s'honorera toujours de son affinité naturelle avec l'énergique devancière qui concourut si heureusement au triomphe initial de la même cause. En remplissant spontanément, envers notre

glorieuse assemblée républicaine, l'office d'un pouvoir spirituel, autant que le permettaient l'époque et la situation, les Jacobins complétèrent l'admirable institution, trop peu appréciée encore, du gouvernement révolutionnaire. Pour diriger aujourd'hui la terminaison organique de la révolution, les Positivistes viennent exercer un office équivalent, auprès du nouveau pouvoir temporel, local ou central, dont la principale destination, toujours nécessairement provisoire, consiste à garantir l'ordre matériel tant que durera l'interrègne intellectuel et moral.

Si les Jacobins eurent sur nous l'avantage d'appliquer une doctrine préalablement adoptée, qui les dispensait de toute forte discussion de principes, la nôtre compense sa nouveauté et sa difficulté par son caractère évidemment définitif et par son aptitude à tout embrasser. Elle remplit même, avec toute l'énergie convenable, et pourtant à l'abri de toute tendance anarchique, le genre d'attributions sociales que conserve encore l'esprit révolutionnaire proprement dit, qui peut ainsi s'éteindre sans danger. Chacune des deux doctrines convient tellement à sa principale destination, d'une part critique, de l'autre organique, que je crois pouvoir assurer que presque tous les vrais Jacobins seraient aujourd'hui de zélés Positivistes.

Malgré la grande diversité de leurs opinions respectives, toutes poursuivent, au fond, le même but essentiel par des moyens adaptés aux temps et aux situations. La principale différence philosophique consiste dans l'esprit anti-historique qu'exigeait l'ébranlement initial, où l'humanité, pour sortir énergiquement du régime ancien, devait alors être animée d'une haine aveugle envers le passé ; tandis que désormais l'esprit dominant doit, au contraire, devenir profondément historique, soit pour rendre au passé une justice indispen-

sable à notre entière émancipation, soit pour fonder notre avenir sur sa seule base solide, en le liant toujours à l'ensemble de l'évolution humaine, appréciée par une théorie qui n'eût été, au début de la révolution, ni possible ni opportune.

AUGUSTE COMTE,
Auteur du *Système de philosophie positive*,
10, rue Monsieur-le-Prince.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

RAPPORT A LA SOCIÉTÉ POSITIVISTE SUR LA QUESTION DU TRAVAIL

(1848)

RÉPUBLIQUE OCCIDENTALE

ORDRE ET PROGRÈS. VIVRE POUR AUTRUI.

Rapport à la Société positiviste par la Commission chargée d'examiner la question du travail.

PRÉAMBULE

Aux yeux de la Société Positiviste, l'organisation normale de l'industrie moderne exige d'abord la reconstruction des opinions et des mœurs, d'après la libre adoption d'une doctrine universelle, propre à régénérer l'éducation générale, et à faire surgir dans tout l'Occident, une nouvelle autorité spirituelle, arbitre naturel des conflits industriels. Les graves perturbations pratiques récemment suscitées, en France, par une tendance métaphysique à prescrire légalement ce qui doit être surtout réglé moralement, nous ont spécialement confirmés dans cette conviction fondamentale. Mais elles ont aussi attiré notre sollicitude sur les mesures immédiates qui, sans toucher au fond de la question, concourraient à faire attendre, et même à préparer, cette unique solution radicale dont l'application ne saurait être décisive avant une génération.

Pour mieux assurer le caractère pratique d'un tel examen préliminaire, j'ai choisi, parmi nos confrères, une commission exclusivement composée d'ouvriers. Nommée dès la fin

de mars 1848, elle exposa verbalement, un mois après, la substance de son travail. Afin de motiver davantage ses mesures, elle lut, le 24 mai 1848, le mémorable Rapport suivant, où le vrai mécanisme industriel se trouve mieux apprécié en quelques pages que dans tous les volumes consacrés à la prétendue science des économistes.

En votant l'impression de ce rapport, après une mûre discussion, la Société Positiviste adopta pleinement les importantes mesures qui y sont proposées, et surtout les lumineux principes qui les motivent. Sa réimpression actuelle a été aussi précédée d'une revision spéciale qui n'a fait que confirmer entièrement cette double appréciation. Quant à la lacune apparente de cet écrit sur la source régulière des subsides nécessaires aux travaux proposés, elle se trouve remplie dans un autre Rapport publié, en août 1848, par la Société Positiviste, relativement au nouveau gouvernement révolutionnaire propre à diriger la transition finale.

AUGUSTE COMTE,

Auteur du *Système de Philosophie positive*,
Fondateur et Président de la Société Positiviste,
(10, rue Monsieur-le-Prince).

Paris, le 11 Aristote 62 (vendredi 8 mars 1850).

RAPPORT

Si nous avons bien compris notre mandat, nous pensons qu'il se réduit à répondre à cette double question, savoir s'il y a et quelles sont les mesures législatives à prendre afin de donner aux travailleurs le plus de facilité possible pour attendre que la réforme des idées et des mœurs permette celle des institutions.

Il y a, en effet, quelques mesures à prendre ; nous allons essayer d'en indiquer d'après les faits de la situation.

Quand on observe avec soin la vie industrielle, on ne tarde pas à s'apercevoir que la plupart des maux qui la troublent sont dus à l'imprévoyance dans la direction du travail et de la richesse publique. Cette cause n'est pas la seule ; mais parmi celles qui laissent prise à l'intervention du législateur, elle nous a paru mériter une attention toute particulière, d'abord à raison des perturbations qu'elle apporte dans le travail, et surtout parce qu'elle réagit sur les esprits d'une manière fâcheuse en donnant naissance à des préjugés qui tendent à perpétuer le mal en empêchant d'en distinguer les vraies sources.

Ainsi, quoi qu'il soit évident que le travail ne peut jamais manquer, puisqu'il y a toujours des besoins à satisfaire et de la matière à se procurer ou à mettre en œuvre pour cette satisfaction, on entend néanmoins dire que le travail manque, et cela dans les moments où l'on est le plus pressé par les besoins à satisfaire et qui ne peuvent l'être que par les produits du travail. On confond ainsi les chômages accidentels, résultant d'une imprévoyante et maladroite direction du travail, avec l'idée d'un manque de travail absolu, d'où l'on conclut qu'il y a trop de monde. D'autrefois, on dit qu'il y a trop de produits et pas assez de consommateurs. On en devrait conclure qu'il n'y a pas assez de monde ; mais la contradiction étant trop saillante, on s'en tire en disant que ceux qui ont des moyens devraient consommer davantage et donner par là un essor au travail en se gardant de produire par eux-mêmes. On oublie ainsi que l'acte qu'on appelle travail ne peut être payé par cet autre acte qu'on appelle consommation, et qu'il n'y a que le travail utile qui puisse payer une fonction quelconque, utile ou non.

Quand on entend dire de telles choses, on est tenté de croire que l'on a oublié ce que c'est que le travail. Le travail est la mise en jeu de toutes les richesses et de toutes les forces naturelles ou artificielles que possède l'Humanité dans le but de satisfaire tous ses besoins. Que faut-il donc pour qu'il y ait des travaux ? Nous l'avons déjà dit : il faut, d'abord, des besoins à satisfaire ; ils ne sont pas près de manquer ; et, pour notre compte, nous ne pensons pas qu'il y ait disette de consommateurs, quoi qu'en disent les économistes. La consommation est un fait qui ne dépend de personne, tous les producteurs sont consommateurs, cela serait suffisant pour motiver le travail. Puis, il faut des matières : elles ne manquent pas, puisque les producteurs se plaignent du trop-plein ; et quand elles manqueraient (ce qui ne peut arriver que dans quelques cas particuliers et faute de prévoyance), le travail ne manquerait pas, au contraire, ces matières ne pouvant résulter que du travail : il y a la terre, les bras, et l'intelligence, qui n'attendent que la mise en œuvre.

Mais, dira-t-on, les besoins et la matière ne suffisent pas ; il faut encore des avances pour entreprendre les travaux. Cela est vrai, mais les avances existent, puisque l'on continue de vivre : seulement on les emploie sans reproduire lorsque le travail s'arrête, au lieu de leur faire reproduire par le travail de nouvelles richesses pour l'avenir. La mise en train d'un travail quelconque ne coûte jamais aussi cher que la formation d'un bureau de mendicité, d'un hospice, d'une prison et de tous les accessoires obligés qui ne rapportent rien, tandis que le travail eût augmenté la richesse. Ce sont pourtant les seuls remèdes que l'on ait opposés aux maux résultés la plupart de l'imprévoyance fortifiée par les préjugés.

L'imprévoyance nuit autant à la conservation de la richesse

qu'à sa production, surtout l'imprévoyance sociale. Nous en citerons un exemple dans les années de grande abondance, quand les vignerons sont obligés de perdre une partie de leurs produits, ou de se voir ruinés par un surcroît de frais. Quel que soit le parti qu'ils prennent, la société ne peut que perdre, d'un côté le produit, de l'autre l'activité du producteur, qui se trouve paralysé si on ne lui vient pas en aide.

A ceux qui disent qu'il ne suffit pas de produire, qu'il faut encore trouver des acheteurs, nous répondrons que si un objet ne se vend pas, c'est qu'il n'a pas de valeur ; alors il n'eût pas fallu le produire. On ne doit gaspiller ni la richesse publique, ni la peine des travailleurs qui en est la portion la plus précieuse. Ou bien cela tient encore à ce que ceux à qui on offre ces produits sont trop pauvres pour les acheter. S'ils sont pauvres, c'est parce qu'on les a laissés sans travail, ou que leur travail ne leur a pas été payé sa valeur. On dira que l'on ne peut tout prévoir : c'est vrai ; aussi quoique nous engagions les industriels, autrement dire les directeurs intéressés de la richesse publique, à être le plus prévoyant possible, n'est-ce point à eux que nous demanderons d'y apporter un remède. On dira que, s'il y a des pauvres, ils le doivent à la paresse. Nous répondrons que la paresse doit être l'exception et l'activité la règle !...

S'il en était autrement, nous serions conduits à demander si la vie est une fiction. En effet, comme on ne peut vivre que par l'activité, si la paresse était la règle, la vie serait très problématique. Mais, comme il n'en est rien, nous concluons que l'activité est la règle et la paresse l'exception. D'ailleurs, en la rangeant par la pensée parmi les besoins à satisfaire (et on en satisfait qui ne valent pas mieux), on verra que c'est un motif de plus pour donner de l'ouvrage aux travailleurs de bonne volonté.

Il est bon de remarquer aussi que la paresse n'est pas quelque chose de particulier aux travailleurs.

Quoi que l'on fasse, il est impossible d'échapper à l'accusation d'imprévoyance aussi bien sociale qu'individuelle ; on pourrait faire des volumes sur les maux qu'elle a causés, aidée qu'elle est par les préjugés auxquels elle a donné naissance. Mais cela est inutile, un appel au bon sens sera plus efficace. Nous citerons à ce sujet la réponse d'un ouvrier à des commissaires chargés de faire une enquête sur la situation des travailleurs. On lui disait que les services qu'il pouvait rendre étaient une marchandise comme une autre, et qu'il était libre de la vendre de gré à gré.

« Elle a cependant quelque chose de particulier, dit l'ouvrier ; car si une marchandise ordinaire ne se vend pas un jour, elle se vend l'autre, tandis que si je ne vends pas mon activité, elle est perdue pour tout le monde et pour moi ; et, comme la société ne vit que des résultats du travail, elle se trouve appauvrie de toute la valeur que j'aurais pu produire. » Cette réponse vaut toutes les statistiques, et elle suffirait pour détruire tous les préjugés si on voulait bien en suivre toutes les conséquences.

Enfin, on objectera que s'il est facile de critiquer la vie industrielle, il ne l'est pas tant de la régler, et que les industriels ne paraissent pas en état de la faire, bien qu'ils en aient la volonté. Cela est vrai : mais bien qu'ils puissent aider pour leur part, nous croyons que ce n'est pas trop de toute la force de l'Etat et de la sagacité de la société toute entière, quoiqu'il ne s'agisse pas d'une organisation radicale et définitive, mais seulement de quelques mesures de première nécessité, comme nous l'avons dit en commençant.

Nous devons, avant de nous en occuper, jeter un coup d'œil sur ce qui a été tenté dans ce sens. Deux choses ont

été particulièrement recommandées : l'une consiste dans la création des travaux artificiels. Ce moyen, qui ne se justifie que dans les crises révolutionnaires, est toujours ruineux et dégradant ; tant que les esprits sont dans cette direction, on se prend à dire toutes sortes d'extravagances : ainsi, on a répété à satiété qu'une cour sans luxe était la ruine d'une nation. Nous voyons désirer quelques calamités, parce qu'elles donnent de l'ouvrage. On a dit aussi très souvent : faire et défaire est toujours travailler. D'autres fois des industriels répondent aux objections, quelquefois très justes, sur l'exécution des travaux inutiles : Faites toujours, c'est moi qui paie.

Enfin, on est allé jusqu'à dire dans des écrits : qu'il était bien heureux que beaucoup de gens ne fissent rien pour laisser du travail aux autres, et qu'ils consommassent beaucoup, pour accroître la somme du travail. On comprend, de reste, a valeur de telles maximes.

L'autre moyen consiste à prêcher l'économie. Cette vertu, si utile quand on l'oppose à la dissipation et qu'on la fait servir à la conservation des richesses, subit déjà une certaine dégradation quand on la fait servir à amasser au lieu de prendre la peine de produire ; elle cesse d'être une vertu lorsqu'elle cesse d'être sociale ; elle devient un vice dès qu'elle commence à entraver les développements utiles ; elle est un grand mal dès qu'elle pèse sur les besoins de la vie ; elle devient un crime lorsque l'intelligence et la moralité ont à en souffrir, comme lorsqu'elle va jusqu'à priver la famille des soins de la femme : et, comme si les enfants des travailleurs n'étaient pas une production utile, on a cru, par une irréflexion impardonnable, devoir l'étendre jusqu'à prêcher l'économie des générations. Toutes ces mesures furent plus désastreuses qu'utiles, et n'ont fait qu'aggraver le mal.

En résumé, nous croyons qu'une grande partie des maux

vient de l'imprévoyance ; que les industriels ne peuvent que faiblement les combattre ; que l'Etat peut et doit intervenir, à la condition que son intervention soit prudente et éclairée.

En conséquence, voici ce que nous proposerions :

Que l'Etat eût toujours à sa disposition les fonds nécessaires pour donner de l'ouvrage aux travailleurs que l'industrie privée viendrait à laisser sans travail. Ces travaux devront toujours être, autant que possible, d'utilité publique, et surtout ne jamais être les mêmes que ceux auxquels les travailleurs auraient été obligés de renoncer à cause des encombrements. Le plus souvent, les travaux seraient exécutés par des entrepreneurs ou par des compagnies, d'autres fois au compte de l'Etat. Les fonds seraient fournis par le Trésor public, et les renseignements émaneraient d'assemblées populaires locales provoquées par le pouvoir, dans lesquelles les citoyens seraient appelés à discuter sur tous les travaux à exécuter, sur ceux en voie d'exécution et ceux déjà terminés. Ces réunions devront avoir lieu dans des locaux fournis, autant que possible, par les communes.

Les séances seront publiques : on devra y inviter avec soin les ouvriers voyageurs, qui sont très propres à donner de bons renseignements quand on sait les leur demander. Ils acquerront par là de nouvelles connaissances qu'ils pourront utiliser ailleurs. Ces assemblées apprécieront la nature des travaux, leur importance, leur opportunité, leur direction, leurs inconvénients, leurs dangers, leurs résultats probables ; enfin tout ce qui peut avoir quelque intérêt. Elles n'ordonneront pas les travaux; elles devront les surveiller à titre de conseil. Une telle marche aurait pour résultat de mettre le sentiment social directement à l'ordre du jour par le caractère d'utilité publique des discussions, et de faire surgir une surveillance spontanée, gratuite, permanente, désintéressée

sans être indifférente, ayant enfin tous les caractères d'une vraie surveillance.

Notre proposition est sans doute loin de satisfaire toutes les exigences ; mais nous n'hésitons pas à la faire, parce que, outre l'utilité directe qu'elle peut avoir pour l'emploi constant et régulier de toutes les forces de la société, elle peut rendre de grands services, en ce sens qu'elle tend à débarrasser les esprits d'une foule d'idées fausses qui s'opposent à toute tentative de réorganisation.

Toutes les questions seraient simplifiées dès qu'on s'apercevrait que le travail abonde ; on oserait les regarder en face ; le libre échange ne ferait plus peur, les inventions seraient demandées comme des bienfaits ; on ne craindrait plus la présence des travailleurs étrangers, et la France continuerait à leur servir d'école : on ne prêcherait plus les immorales théories de Malthus ; car où le travail est intelligent, le pain ne manque pas ; la guerre ne serait plus l'antidote des crises industrielles ; la honteuse dispute entre les colonies et la métropole aurait quelque chance de se terminer, et notre marine aurait des chargements ; on verrait diminuer les migrations des campagnes vers les villes, seul moyen de régler la production des objets de luxe ; on n'aurait pas besoin de tant économiser, du moment où l'on serait hardi à produire ; l'heureuse inclination des jeunes travailleurs à voyager pour s'instruire serait beaucoup mieux satisfaite dans toutes les professions.

Sans cette peur ridicule, on n'aurait jamais songé aux invalides civils comme mesure générale, ni aux crèches, ni aux salles d'asiles, car ce sont des moyens de faire des économies sur le bonheur pour amasser des peines.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés de tous genres que rencontrera notre projet, nous savons que ses résultats

matériels immédiats seront loin de ce que nous aurions désiré ; mais les résultats moraux seront d'une grande importance et ne tarderont pas à réagir sur les autres.

Il est bon de remarquer que cette proposition, loin de nuire à celles qui seront faites sur ce sujet, ne fera que les aider.

Quoique ces mesures nous aient été naturellement inspirées par la situation française, elles ne se bornent point à la France, qui en comporte seulement l'application la plus complète et la plus urgente. Elles conviennent également aux cinq populations occidentales, comme les besoins d'où elles émanent, et comme la réorganisation des opinions et des mœurs qui constitue la solution finale qu'elles annoncent et préparent.

Si les gouvernements n'en comprenaient pas assez l'importance pour les appliquer bientôt, ce qui pourrait arriver même en France, rien n'empêcherait les populations d'ébaucher spontanément la portion de ce plan qui les concerne directement. Partout où il existe une libre réunion populaire, elle peut aisément diriger ses discussions habituelles vers les fonctions d'indication, de surveillance, et d'appréciation que nous assignons ainsi au peuple quant aux travaux publics qui conviennent à chaque localité. Cette nouvelle manière d'utiliser et de développer les clubs constituerait indirectement l'une des plus heureuses conséquences d'un tel plan.

Considérant que le droit au travail est non seulement le droit de vivre, mais encore le droit de concourir à l'augmentation du bien-être de tous, l'Etat ne devra jamais laisser sans ouvrage aucun travailleur de bonne volonté ; dans ce but, il devra toujours avoir à sa disposition les fonds et les renseignements nécessaires pour pouvoir donner du travail sans faire concurrence à l'industrie, à tous ceux qu'elle cesserait d'occuper. Les travaux devront être d'utilité publique.

Le plus souvent ils seront exécutés par des entrepreneurs

ou des compagnies, toujours sous la surveillance immédiate des ingénieurs de l'Etat.

Mais, considérant que l'Etat ni ces ingénieurs ne peuvent avoir une connaissance suffisante des travaux à faire que par l'intervention de tous les citoyens, l'Etat devra provoquer, dans toutes les communes, des assemblées populaires où les citoyens seront invités à discuter sur les travaux à faire pour les indiquer, sur ceux en voie d'exécution pour les surveiller, sur ceux déjà terminés pour les juger, sans pouvoir directement les commander ni les empêcher.

S'il est vrai que l'Etat ne peut décréter un changement d'opinion, il peut presque toujours le provoquer ; et comme, dans ce cas, c'est surtout ce qui est à désirer, l'Etat devra recommander à toutes les autorités de motiver les invitations qu'elles feront aux citoyens, de manière à les avertir qu'il ne s'agit pas de créer des travaux, mais bien d'indiquer les plus opportuns, la difficulté consistant en ce qu'on ne sait par lesquels commencer.

Paris, le mercredi 24 mai 1848.

Les Commissaires :

MAGNIN, ouvrier menuisier, *rapporteur.*
JACQUEMIN, ouvrier mécanicien.
BELPAUME, ouvrier bottier.

SYSTÈME DE POLITIQUE POSITIVE

Tome II

(1852)

Chapitre Deuxième

THÉORIE POSITIVE
DE LA PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE

L'ensemble du précédent chapitre représente l'unité humaine comme toujours fondée sur l'accord continu de la foi avec l'amour pour régler l'activité. D'après sa source affective, la religion établit et maintient l'harmonie intérieure, que sa base spéculative complète et consolide en la subordonnant à l'ordre extérieur. Ces deux conditions fondamentales concourent nécessairement dans la synthèse finale, qui les rapporte également au vrai Grand-Être, vers lequel converge spontanément toute notre existence.

En construisant ainsi la théorie positive de la religion, j'ai assez systématisé la conception la plus générale de l'ordre humain. Sur cette base normale, il faut maintenant constituer directement la statique sociale, en spécifiant davantage ces notions universelles envers chacun des deux modes nécessaires de notre existence réelle, d'abord domestique, puis politique. Le chapitre précédent ne devait point avoir explicitement égard à cette décomposition naturelle, afin de mieux caractériser les lois élémentaires de toute harmonie humaine, même

purement personnelle. Mais ce fondement commun doit ici conduire à une appréciation moins abstraite, où la théorie générale de la religion soit d'abord appliquée distinctement à la vie de famille, pour s'étendre ensuite à la vie de société.

Ces deux états simultanés sont pourtant inséparables. Non-seulement, la famille est à la fois la source et l'élément de la société; mais, suivant une réaction plus méconnue et non moins naturelle, l'existence politique modifie profondément l'existence domestique, dont elle règle toujours l'essor successif. Aussi la sociologie dynamique ne doit-elle jamais les séparer, afin de faire assez ressortir leur connexité nécessaire. Il en est tout autrement dans la statique sociale, qui, considérant les conditions générales, et non la marche graduelle, de l'existence humaine, a besoin de traiter le cas le plus simple avant d'apprécier le plus complexe. La dernière partie du précédent chapitre, et d'abord l'ensemble de mon discours préliminaire, ont déjà caractérisé tellement l'état final de l'humanité que tout lecteur doit y avoir senti, comme principal attribut, l'identification croissante entre la vie privée et la vie publique. Mais, en vertu même d'une telle tendance, les lois sociales de la vraie religion seront mieux saisies dans l'existence domestique, dont le développement universel constitue, au fond, la destination essentielle de l'existence politique.

Au premier aspect, ces deux cas ne semblent pas comporter une pareille théorie religieuse. Car, l'unité domestique ne paraît fondée que sur l'amour; et la foi n'est jugée indispensable que pour l'unité politique. Mais un meilleur examen réduit toute la diversité nécessaire des deux modes à une simple différence de degré envers chacune des deux conditions dont ils exigent également le concours fondamental. L'influence affective devient naturellement moins efficace à mesure que les relations s'étendent; tandis que, par une compensation spontanée,

l'influence spéculative acquiert alors plus d'ascendant. C'est pourquoi l'union domestique exige plus d'amour, et l'union politique plus de foi. Néanmoins, la première ne peut point se passer davantage d'une certaine communauté d'opinions que la seconde d'une suffisante conformité d'affections. Les temps d'anarchie, morale ou mentale, ne vérifient que trop cette double nécessité. De nos jours surtout, les profondes atteintes que subissent de plus en plus les familles occidentales se trouvent très-aggravées par les dissentiments de croyances, quoique leur principale source consiste certainement dans un relâchement direct des liens affectifs. En sens inverse, le seul défaut d'amour suffit pour produire habituellement de grandes discordances au sein des associations politiques qui présentent le mieux une vraie conformité d'opinions, d'après une suffisante convergence de destinations. Ainsi, la théorie religieuse est partout la même, sauf les modifications naturellement relatives à l'intensité de chaque élément essentiel.

Dans ce chapitre et les deux suivants, je dois donc appliquer cette théorie à la constitution positive de la famille, pour consacrer ensuite tout le reste de ce volume à l'appréciation directe de la société proprement dite. Mais, avant d'étudier l'existence domestique, il faut caractériser sociologiquement le grand problème humain, qu'elle est surtout destinée à résoudre. Tel doit être l'objet propre du présent chapitre.

Le volume précédent a fondé la théorie positive de la nature humaine sur l'ensemble des notions biologiques. J'ai réduit ainsi le principal problème de notre existence à subordonner, autant que possible, l'égoïsme à l'altruisme, définis avec précision par mon tableau cérébral. Toute la science sociale doit maintenant consister essentiellement à construire et développer la solution correspondante, dont le principe fondamental ne peut résulter que de la réaction nécessaire de la vie

collective sur la vie individuelle. Ce chapitre est surtout destiné à caractériser directement l'ensemble d'une telle relation.

Pour la mieux apprécier, je dois d'abord considérer une situation hypothétique, où la nature humaine pourrait librement développer son essor affectif et intellectuel, sans être forcée d'exercer aussi son activité. La prépondérance réelle de ce dernier ordre de fonctions cérébrales est uniquement due à nos nécessités matérielles. On pourrait donc l'écarter provisoirement, sans même supposer l'homme organiquement soustrait aux besoins végétatifs, en concevant un milieu très-favorable à leur juste satisfaction. Il suffirait essentiellement que l'alimentation solide exigeât aussi peu de soins habituels que la nutrition liquide ou gazeuse. Dans les climats ou les autres besoins physiques sont peu prononcés, quelques cas naturels d'heureuse fertilité se rapprochent beaucoup d'une telle exception. Mais elle se réalise encore mieux chez les classes privilégiées, que leur situation artificielle dispense presque entièrement de ces grossières sollicitudes. Tel doit même devenir, dans le régime final, l'état normal de chacun pendant l'âge préparatoire où l'Humanité pourvoit seule à l'existence matérielle de ses futurs serviteurs, afin de mieux développer leur initiation morale et mentale. D'après ces deux ordres de cas exceptionnels, les uns rares, mais permanents, les autres communs, quoique passagers, l'hypothèse proposée présente assez de réalité abstraite pour comporter un examen spécial, sans lequel les vraies tendances sociales propres au sentiment et à l'intelligence resteraient trop confuses. Outre son efficacité théorique, cette appréciation provisoire offre, d'ailleurs, une haute utilité pratique en préparant le type moral des situations où elle convient suffisamment. Quand la poésie régénérée aura dignement développé ce modèle spontané, il pourra fournir à tous l'idéal de la conduite humaine, vers lequel doivent tendre, autant que possible,

les existences même les moins adaptées à sa réalisation. Mais je dois ici borner sa destination à mieux déterminer ensuite la véritable influence fondamentale propre à la vie active, d'après la modification finale que les exigences matérielles imprimeront nécessairement à ce premier type abstrait.

Dans une telle hypothèse, le grand problème humain se trouverait spontanément résolu, d'après la prédilection naturelle que nous inspirerait librement la synthèse altruiste. Quoique notre constitution cérébrale accorde une grande prépondérance aux instincts personnels, leur domination effective est surtout due à l'excitation continue qu'ils reçoivent de l'ensemble des besoins physiques. Privés alors d'une telle stimulation, ils se trouveraient aisément contenus par les antagonismes individuels résultés des divers contacts sociaux. Le cours naturel des relations humaines entraînerait donc chacun à développer surtout les seuls penchants qui comportent, presque sans limites, un essor vraiment universel. Ainsi surgirait librement l'aptitude caractéristique des instincts sympathiques à compenser, par un vaste exercice habituel, leur faible énergie naturelle. Le charme qui leur est propre les ferait donc prévaloir bientôt sur des penchants dont la supériorité organique se trouverait alors combattue par leur inertie ordinaire. D'après la théorie biologique de l'hérédité, on doit même concevoir que, dans une telle société, quelques générations suffiraient pour modifier réellement la constitution cérébrale, en augmentant ou diminuant la masse des organes affectifs qui seraient ainsi exercés ou engourdis.

Il faut maintenant apprécier ce que deviendrait alors notre existence intellectuelle. On voit d'abord que nos spéculations pratiques se développeraient très-peu, puisque leur principal essor résulte des besoins corporels. Mais, par cela même, la culture scientifique proprement dite perdrait aussi sa destination

essentielle, consistant à éclairer l'activité industrielle. Quant aux instincts théoriques qui nous font directement chercher l'explication des phénomènes quelconques, ils sont naturellement beaucoup trop faibles pour inspirer alors des efforts vraiment soutenus. Dans une situation où le milieu ne leur imprimerait aucune forte excitation pratique, soit personnelle, soit aussi sympathique, ils seraient bientôt lassés de leur stérile exercice, et se contenteraient d'ébaucher les plus faciles constructions d'après les plus simples analogies. Alors notre intelligence suivrait librement sa prédilection naturelle pour les travaux esthétiques, qui lui conviennent beaucoup mieux que les travaux scientifiques ou même techniques. Ses fonctions de conception seraient ainsi subordonnées essentiellement à sa fonction d'expression, dont la prépondérance spontanée se manifeste sous tant de formes, d'après sa relation directe avec la sociabilité. Mais cette apparente inversion de notre économie réelle se réduirait, au fond, à diriger vers les sentiments le principal exercice du langage, aujourd'hui relatif surtout aux pensées suscitées par les fatalités extérieures que doit sans cesse modifier notre activité collective. Toute émotion prononcée nous inspire le besoin de la manifester, et l'expérience nous apprend bientôt qu'une telle expression réagit sur l'affection correspondante. Cette réaction, sensible même dans l'existence solitaire, augmente beaucoup quand le langage aboutit réellement à sa destination essentielle, par une vraie communication. Enfin, une telle satisfaction appartient principalement aux instincts sympathiques, qui seuls peuvent faire assez accueillir, et même partager, leurs manifestations. De cet heureux ensemble de priviléges naturels, résulte cette prépondérance virtuelle de l'art sur la science et l'industrie, qui tend toujours à surmonter les justes obstacles que lui impose notre raison d'après les tristes exigences de l'ordre extérieur. Les plus misérables existences

indiquent, sans équivoque, une telle vocation, aussitôt que les sollicitudes matérielles s'y trouvent assez suspendues. Hors des exigences nutritives, le chétif sauvage, le pauvre enfant, et même le malheureux prisonnier, se plaisent, comme tous les animaux sociables, à diriger surtout leurs efforts intellectuels vers l'expression directe de leurs meilleures émotions. La satisfaction que procure cette manifestation augmente avec l'étendue des sympathies qu'elle obtient. Cet accroissement se rapporte même davantage à la succession qu'à la coexistence. De là provient surtout le charme incomparable que nous inspirent les bonnes poésies antiques, dont le propre mérite ne peut plus être séparé de l'irrésistible admiration inspirée à toutes les générations intermédiaires.

Pour compléter cette analyse de l'hypothèse préliminaire, il reste à caractériser l'activité correspondante. Notre existence pratique étant principalement relative à nos besoins matériels, on conçoit que, dans une telle société, son intensité, et même sa nature, se trouveraient profondément modifiées. Mais l'activité humaine ne saurait être essentiellement éteinte par une situation qui n'influe point ainsi sur tant d'animaux que notre providence garantit artificiellement de ces exigences. D'après la première loi d'animalité, la région active du cerveau tend toujours à s'exercer directement, encore davantage que la région spéculative, indépendamment de toute destination extérieure. Seulement, son exercice devient alors esthétique, au lieu d'être technique, sans cesser d'être subordonné aux impulsions affectives. Quoique celles-ci ne doivent plus, en un tel cas, déterminer des actions proprement dites, mais de simples manifestations, il faut développer les mêmes mouvements pour exprimer que pour agir. En un mot, les actes se transformeraient essentiellement en jeux, qui, au lieu de préparations à l'existence pratique, constitueraient alors de purs moyens d'exercice et

d'expansion. Cette transformation deviendrait surtout sensible envers l'activité collective, qui, n'étant plus absorbée par les entreprises extérieures, s'appliquerait aux fêtes destinées à manifester et développer les communes affections. Le caractère esthétique prévaudrait spontanément dans l'existence pratique, comme dans l'existence théorique. On sent ainsi combien l'art convient mieux à notre nature que la science et même l'industrie, d'après sa relation plus directe et plus pure avec les émotions qui nous animent. Nous n'exercerions alors d'autre industrie que le perfectionnement de nos moyens spéciaux d'expression affective, comme nous ne cultiverions d'autre science que la *gaie science* naïvement préférée par nos chevaleresques aïeux.

A cette constitution individuelle correspondrait une semblable existence collective, soit domestique, soit même politique, où les instincts sympathiques domineraient librement. Leur prépondérance serait alors marquée surtout par un développement plus complet de la vie de famille et un moindre essor de la vie de société. Celle-ci, en effet, n'acquiert sa principale intensité que d'après la coopération de plus en plus vaste qu'exige notre réaction continue contre les difficultés extérieures. Mais le charme immédiatement propre aux affections sympathiques devient plus profond à mesure que les relations habituelles sont mieux circonscrites. Le plus noble des instincts bienveillants, quoiqu'il soit aussi le moins énergique, ne pourrait cependant cesser alors d'inspirer directement l'amour universel. Toutefois, faute d'une véritable activité commune, son exercice ordinaire serait dû surtout au besoin uniforme de communiquer les émotions domestiques, dont l'expansion simultanée se trouverait préservée de tout conflit spontané. En un mot, l'existence sociale, n'ayant alors aucune forte destination pratique, prendrait, comme l'existence personnelle, un caractère essentiellement esthétique. Mais ce caractère, à

la fois devenu plus pur et plus fixe, développerait ainsi des satisfactions que nous pouvons à peine imaginer, et dont l'attrait continu lierait profondément les diverses familles qui pourraient y participer assez. L'antique puissance des fêtes communes comme lien général des différentes peuplades grecques, avant toute active coopération, peut seule nous indiquer faiblement la nature de telles associations.

Dans cet état fictif, le classement fondé sur le mérite personnel dominerait spontanément celui qui résulte d'une prépondérance matérielle qui ne se développe qu'en vertu des nécessités correspondantes. Mais la hiérarchie naturelle qui place la supériorité morale au-dessus de la prééminence physique, et même intellectuelle, s'y trouverait aussi mieux appréciable et moins contestée. Le gouvernement y serait d'abord spirituel bien plus que temporel. On peut même assurer que le sexe actif et spéculatif s'y subordonnerait volontairement au sexe affectif, quand l'excellence féminine aurait assez éclaté dans une situation qui n'en comprimerait jamais le développement spontané. Ce doux empire serait d'autant moins contesté qu'il se consoliderait alors par l'ascendant mental, d'après la direction esthétique des principaux efforts intellectuels, qui se rapporteraient davantage aux émotions que les femmes apprécient et expriment le mieux.

Quant à l'évolution nécessaire d'une telle société, la loi fondamentale des trois états s'y trouverait profondément modifiée, surtout en ce que l'âge intermédiaire y disparaîtrait presque entièrement. Rien n'y pourrait dispenser de l'initiation fétichique, qui serait même plus pure et plus prolongée, puisque l'activité matérielle y troublerait peu la prépondérance spontanée du sentiment. Néanmoins, je n'hésite pas à prononcer que l'avènement du positivisme final y deviendrait plus rapide et plus facile. Pour dissiper cette apparente contradiction, il suffit de

regarder, d'après le chapitre précédent, le théologisme proprement dit comme une longue transition, d'abord polythéique, puis monothéique, du fétichisme au positivisme. Or, j'ai déjà noté qu'un tel intermédiaire est surtout exigé par les conditions sociales, qui, dans notre hypothèse, perdraient cet ascendant. Sous le seul aspect intellectuel, qui prévaudrait alors, j'ai représenté le positivisme comme pouvant immédiatement succéder au fétichisme, chez les populations convenablement soumises à une évolution systématique. Or, cette aptitude s'étendrait jusqu'à l'évolution purement spontanée, pour le cas hypothétique que j'achève d'apprécier. Il prolongerait davantage la naïve croyance aux volontés directes, parce que l'esprit scientifique s'y trouverait moins stimulé. Mais il permettrait plus aisément de la transformer en la conception finale des lois naturelles, sans aucune grave interposition des dieux et des entités. Quoique l'intelligence fût alors dépourvue des principales impulsions pratiques, qui ont tant secondé notre essor positif, son propre exercice naturel la conduirait finalement à distinguer assez l'activité spontanée d'avec la vie proprement dite. Or, il n'existe, au fond, aucune autre différence théorique entre le fétichisme et le positivisme, dont la succession deviendrait ainsi directe. Cette conclusion spirituelle se trouve beaucoup fortifiée par l'appréciation temporelle, si l'on considère que, quoique la vie industrielle fût alors peu prononcée, l'existence militaire qui la précède y manquerait de toute stimulation intense et durable. Aucun grave conflit habituel n'y pouvant troubler profondément l'évolution sympathique, elle s'élèverait bientôt de la Famille jusqu'à l'Humanité, sans s'arrêter longtemps à la Patrie, principal domaine du théologisme. Cet avenement plus prompt du sentiment suprême devrait d'ailleurs accélérer la concentration intellectuelle correspondante, dont le propre essor serait déjà facilité directement.

La conclusion générale de cet examen hypothétique consiste donc à reconnaître que la suppression continue des exigences matérielles rendrait le type humain plus pur et plus net, son évolution plus libre et plus rapide. C'est de là que résulte la principale utilité, d'abord théorique et ensuite pratique, d'une telle fiction, toujours propre à faire mieux ressortir le vrai principe fondamental de toute nature animale, la subordination permanente de l'activité et de l'intelligence envers le sentiment. On peut ainsi corriger plus facilement les dangereuses illusions et les impulsions vicieuses qui nous conduisent si souvent à prendre les moyens pour le but.

En terminant cette appréciation préalable, il importe de rappeler combien sa nature est nécessairement idéale; en sorte qu'elle n'admet que des confirmations théoriques, sans aucune vérification pratique. Les deux cas réels que j'ai d'abord indiqués comme les plus rapprochés d'une telle hypothèse en diffèrent trop pour que leur seul examen puisse directement servir à la juger. Car, les riches et les enfants ne sont soustraits aux principales nécessités physiques que par la protection spéciale d'une société qui les subit, et dont les impérieux besoins réagissent beaucoup sur leur état exceptionnel. Toutefois, il ne faut pas méconnaître l'analogie naturelle de cette fiction sociologique avec les conceptions poétiques envers le début spontané de la civilisation humaine. En effet, les peuplades fétichiques, quand leur milieu se trouve très favorable, fournissent nécessairement la meilleure approximation concrète de ce type abstrait. Mais l'altération continue qu'il reçoit, même alors, des exigences pratiques, n'y permet aussi que des vérifications partielles et passagères, qui ne pourraient aucunement dispenser de l'appréciation théorique, quoiqu'elles soient propres à l'éclaircir.

La vie subjective, régularisée et développée par le positi-

visme, doit offrir la principale réalisation de ce type fondamental, dont les conditions essentielles s'y trouvent naturellement remplies, d'après l'élimination spontanée de l'ordre physique et le libre essor de l'ordre moral. Dans le dernier volume de ce traité, j'expliquerai spécialement cette importante évolution, qui deviendra finalement le meilleur privilége de la vraie religion. Mais ce type peut aussi convenir à la vie objective, dont la marche générale consiste surtout à s'en rapprocher de plus en plus, par une tendance longtemps indirecte et enfin directe. Telle sera la conclusion propre à l'ensemble de ce chapitre, où je dois maintenant considérer toujours l'existence réelle, pour y apprécier l'influence nécessaire de l'activité qui la domine.

Il faut d'abord reconnaître le caractère de personnalité que présente naturellement cette prépondérance pratique, en vertu de sa source organique. Après avoir accompli, sans aucune illusion, cette appréciation initiale, on juge mieux la transformation sympathique qui tend à s'y produire artificiellement, à mesure que notre civilisation se développe. C'est seulement ainsi qu'on peut bien sentir que le principal triomphe de l'Humanité consiste à tirer son meilleur perfectionnement, surtout moral, de la même fatalité qui semble d'abord nous condamner irrévocablement au plus brutal égoïsme.

Les besoins irrésistibles auxquels notre activité doit toujours pourvoir étant nécessairement personnels, notre existence pratique ne saurait immédiatement offrir un autre caractère. Il s'y développe à la fois de deux manières, l'une positive, l'autre négative, en excitant les instincts égoïstes et comprimant l'essor sympathique. Outre que les tendances bienveillantes ne correspondent point à un tel but, tant qu'il reste individuel, elles ont trop peu d'énergie naturelle pour imprimer d'abord une suffisante impulsion...

Une semblable appréciation convient encore davantage aux efforts intellectuels que suscite l'activité matérielle. La préoccupation qu'ils exigent nous détourne spontanément des émotions sympathiques, et ils excitent les instincts personnels en nous procurant un sentiment exagéré de la valeur individuelle. Ainsi, l'activité commandée par nos besoins physiques exerce d'abord une influence doublement corruptrice, directe sur le cœur, et indirecte sur l'esprit.

Mais cette fatalité ne prévaut qu'autant que l'existence pratique demeure strictement individuelle; ce qui peut longtemps persister dans les milieux défavorables. Dès qu'elle commence à devenir sociale, même au simple degré domestique, la coopération continue, soit simultanée, soit surtout successive, tend à transformer de plus en plus le caractère égoïste de toute l'industrie primitive.

Cette transformation décisive, qui fonde nos vraies destinées, ne peut être scientifiquement appréciée qu'en établissant d'abord deux lois corrélatives, méconnues jusqu'ici, envers notre existence matérielle. Leur combinaison naturelle constitue aussitôt la théorie positive des accumulations, sans lesquelles une semblable modification resterait toujours impossible. Aussi l'admirable sagesse spontanée qui dirige l'institution graduelle de notre langage a-t-elle partout qualifié de *capital* chaque groupe durable de produits matériels, afin de mieux indiquer son importance fondamentale pour l'ensemble de l'existence humaine.

De ces deux lois économiques, l'une pourrait être dite subjective et l'autre objective, puisque la première se rapporte à nous-mêmes, et la seconde au monde extérieur. Elles consistent dans ces deux faits généraux : d'abord, chaque homme peut produire au delà de ce qu'il consomme; ensuite, les matériaux obtenus peuvent se conserver au delà du temps qu'exige

leur reproduction. Il faut, évidemment, borner cette double propriété à la simple existence physique. Car, les richesses intellectuelles ne se perdant point par leur propre usage, mais seulement d'après notre incurie, leur accumulation continue ne présente pas les mêmes difficultés. Aussi ces nobles trésors se forment-ils avant les autres, auxquels ils servent de base initiale, quoique la connexité devienne bientôt réciproque.

Ce sujet élémentaire avait tellement besoin d'un éclaircissement positif que, malgré l'évidence spontanée de la première loi économique, elle a souvent été, de nos jours, niée systématiquement par l'esprit métaphysique. Dans ses divagations effrénées, il a directement osé prétendre que chaque génération humaine consomme nécessairement tout ce qu'elle produit, comme si le progrès matériel de notre espèce n'était pas entièrement incompatible avec cette absurde hypothèse.

Une telle aberration ontologique peut ici servir, par contraste, à faire mieux ressortir à la fois la réalité et l'importance de la loi positive dont il s'agit. Mais un examen direct la constate suffisamment, même envers les premiers efforts de l'industrie matérielle. Chez beaucoup d'espèces animales, où cette industrie se borne à recueillir et à garder les substances utiles, sans leur faire subir aucune préparation, l'aptitude à les accumuler au delà du besoin personnel, et même domestique, devient irrécusable, pour peu que l'animal soit actif. Parmi nous, où le travail consiste surtout en une modification plus ou moins profonde, cette condition ralentit souvent l'efficacité de notre intervention, quoiqu'elle garantisse l'utilité et aussi la stabilité de ses résultats. Néanmoins, même alors, on reconnaît, jusque chez les plus grossières peuplades, que chaque chef de famille peut produire fort au delà de ce qu'exige sa subsistance et celle des siens. On n'a point assez examiné le taux réel de cette excédant général, ou combien de ménages peut nourrir habituelle-

ment un seul travailleur. Il importerait cependant de connaître cette proportion naturelle, et les lois statiques, ou même dynamiques, de sa variation, afin de mieux déterminer le rapport normal de la population agricole à l'ensemble de la société active. Quelque simple que soit une telle recherche, elle ne fut abordée jusqu'ici que par un genre d'esprit qui tend toujours à obscurcir les questions qu'il traite, ce qui explique assez l'extrême imperfection actuelle de cette notion. On y peut cependant assurer, en général, que, dans tous les milieux qui ne sont pas très-défavorables, le travail de chaque famille agricole pourrait au moins en nourrir une autre équivalente, et souvent deux ou même trois. C'est pourtant le seul cas où la première loi économique serait, en apparence, contestable, puisque l'excédant accumulable s'y trouve naturellement moins abondant qu'envers les autres industries matérielles. Dans tous les arts, mécaniques ou chimiques, relatifs au logement ou au vêtement, chaque opérateur peut aisément suffire aux besoins réels, et même factices, de beaucoup d'autres individus. J'aurai soin d'établir ailleurs, comme l'une des bases essentielles de la vraie hiérarchie industrielle, la loi naturelle qui concentre l'industrie humaine à mesure que sa destination s'élève par une préparation plus complète. Quoi qu'il en soit, il suffit ici de reconnaître, en général, la réalité nécessaire de notre première loi économique, fondement initial de toute aptitude réelle à vivre, non-seulement pour soi, mais aussi pour autrui, quel que puisse être le vrai motif d'un tel effort habituel.

La seconde condition matérielle de l'existence sociale suppose évidemment la précédente, sans toutefois en résulter aucunement. Sa réalité sera toujours moins contestée par l'esprit sophistique, puisqu'elle concerne le monde extérieur, objet primitif de nos contemplations positives. On concevrait aisément une constitution terrestre qui rendrait nos productions quel-

conques tellement altérables qu'elles se trouveraient détruites avant de pouvoir être remplacées. En s'arrêtant un moment sur une telle hypothèse, on reconnaît aussitôt que toute civilisation deviendrait alors impossible. Mais nos milieux les plus défavorables sont heureusement fort éloignés de cette désastreuse prépondérance, même envers nos produits agricoles les moins susceptibles de conservation. La chaleur humide des forêts de la Guyane, qui putréfie les viandes en quelques heures, peut être assez surmontée par nos artifices conservateurs pour rendre vraiment habitables ces funestes localités, avant que notre intervention les ait suffisamment assainies. Dans la plupart des milieux, quelques précautions fort simples, bientôt découvertes chez les moindres peuplades, permettent habituellement de conserver très-longtemps presque toutes les substances alimentaires, comme on l'a souvent vu quant aux provisions céréales des villes assiégées. Cette seconde loi économique, de même que la première, se prononce davantage à mesure que l'industrie matérielle élève sa destination et concentre son élaboration. Tous les arts relatifs au logement en comportent des vérifications séculaires, quelquefois étendues aussi à ceux qui concernent le vêtement.

Après avoir apprécié séparément chacune de ces deux conditions élémentaires, il est aisé de sentir, en les rapprochant, que leur combinaison naturelle permet aussitôt l'accumulation de nos richesses temporelles. Quand même l'excédant produit resterait beaucoup moindre et se conserverait bien moins de temps que ne l'indiquent les cas ordinaires, il suffit que ce surplus existe, et qu'il puisse persister au delà de sa reproduction, pour rendre possible la formation des trésors matériels. Une fois nés, ils grossissent spontanément à chaque génération nouvelle, domestique ou politique, surtout lorsque l'institution fondamentale des monnaies permet d'échanger, presque

à volonté, les productions les moins durables contre celles qui passent aisément à nos descendants.

Telle est la première base nécessaire de toute civilisation réelle, d'après la fatalité naturelle qui nous impose sans résistance une constante activité afin de soutenir notre existence matérielle, sur laquelle reposent nos plus sublimes aptitudes. Quoique notre disposition cérébrale à vivre pour autrui constitue certainement le plus précieux des attributs humains, cette insurmontable condition la rendrait socialement stérile, si nous ne pouvions en effet accumuler, et par suite transmettre, les moyens d'y pourvoir. Or, une accumulation quelconque exige l'appropriation, au moins collective, et même personnelle, des produits altérables qu'elle concerne. Mais, avant d'apprécier assez les immenses réactions sociales d'une telle institution sur l'intelligence et le sentiment, d'après l'heureuse transformation du caractère égoïste propre à l'activité spontanée, il faut d'abord examiner la théorie positive des transmissions. Car, toute l'efficacité civile des accumulations ainsi obtenues résulte de la possibilité d'en transmettre les résultats.

Le travail positif, c'est-à-dire notre action réelle et utile sur le monde extérieur, constitue nécessairement la source initiale, d'ailleurs spontanée ou systématique, de toute richesse matérielle, tant publique que privée. Car, avant de pouvoir nous servir, tous les matériaux naturels exigent toujours quelque intervention artificielle, dût-elle se borner à les recueillir sur leur sol pour les transporter à leur destination. Mais, d'un autre côté, la richesse matérielle ne comporte une haute efficacité, surtout sociale, que d'après un degré de concentration ordinairement supérieur à celui qui peut jamais résulter de la simple accumulation des produits successifs du seul travail individuel. C'est pourquoi les capitaux ne sauraient assez grandir qu'autant que, sous un mode quelconque de transmission, les

trésors obtenus par plusieurs travailleurs viennent se réunir chez un possesseur unique, qui préside ensuite à leur répartition effective, après les avoir suffisamment conservés.

Nos richesses matérielles peuvent changer de mains ou librement ou forcément. Dans le premier cas, la transmission est tantôt gratuite, tantôt intéressée. Pareillement, le déplacement involontaire peut être ou violent ou légal. Tels sont, en dernière analyse, les quatre modes généraux suivant lesquels se transmettent naturellement les produits matériels qui, ne comportant qu'un usage individuel, permettent, et même exigent, une véritable appropriation, finalement personnelle, comme les besoins correspondants. Or, dans toute civilisation un peu développée, la transmission influe davantage que la production directe sur la formation des capitaux utiles, de manière à mériter autant d'inviolabilité sociale pour les lois naturelles qui la régissent.

D'après leur dignité et leur efficacité décroissantes, nos quatre modes généraux de transmission matérielle doivent être rangés dans cet ordre normal, qui est aussi celui de leur introduction historique : le don, l'échange, l'héritage, et la conquête. Les deux modes moyens sont seuls devenus très-usuels chez les populations modernes, comme les mieux adaptés à l'existence industrielle qui dut y prévaloir. Mais les deux extrêmes concoururent davantage à la formation initiale des grands capitaux. Quoique le dernier doive finalement tomber en désuétude totale, il n'en sera jamais ainsi du premier, dont notre égoïsme industriel nous fait aujourd'hui méconnaître l'importance autant que la pureté. L'utilité sociale de la concentration des richesses est tellement irrécusable pour tous les esprits que n'égare point une envieuse avidité, que, dès les plus anciens temps, une impulsion spontanée conduisit de nombreuses populations à doter involontairement leurs dignes

chefs. Développée et consolidée par la vénération religieuse, cette tendance éminemment sociale devint, dans les antiques théocraties, la principale source des immenses fortunes trop souvent attribuées à la conquête. Chez les polythéistes de l'Océanie, plusieurs peuplades nous offrent encore d'admirables exemples de la puissance réelle que comporte une telle institution. Systématisée par le positivisme, elle doit fournir au régime final, comme je l'expliquerai ultérieurement, l'un des meilleurs auxiliaires temporels de l'action continue du vrai pouvoir spirituel pour rendre la richesse à la fois plus utile et mieux respectée. Le plus ancien et le plus noble de tous les modes propres à la transmission matérielle secondera davantage notre réorganisation industrielle que ne peut l'indiquer la vaine métaphysique de nos grossiers économistes.

Quoi qu'il en soit, la manière dont les produits se transmettent ne saurait influer que sur la rapidité et la stabilité des accumulations ainsi obtenues. Abstraction faite maintenant de tout mode spécial pour la formation primitive des capitaux humains, je dois surtout expliquer ici la réaction fondamentale que la seule existence continue de ces grands réservoirs exerce nécessairement sur l'ensemble de notre nature, personnelle ou sociale. Provinssent-ils même de la simple conquête, les dépôts nutritifs comportent toujours une haute efficacité mentale et morale, dont la saine appréciation doit aujourd'hui concourir à dissiper des tendances anarchiques, qui discutent l'origine des richesses quand il faudrait en examiner l'emploi.

Je ne puis ici développer davantage cette théorie positive des accumulations graduellement dues à la prépondérance normale du travail humain sur la consommation matérielle. Mais tout lecteur qui, dans son âge métaphysique, s'arrêta spécialement à la prétendue science des économistes, sentira

facilement combien la vraie formation des grands capitaux se trouve radicalement éclaircie d'après sa décomposition nécessaire en trois phases successives : production, conservation, et enfin transmission. Cette analyse est surtout propre à démontrer que les deux dernières opérations sont indispensables à la haute efficacité sociale du résultat, et dès lors méritent autant de respect que la première, seule appréciée par notre raison anarchique. Néanmoins, quelque importance que doive acquérir une telle notion quand mes successeurs l'auront assez élaborée, je ne dois pas oublier qu'elle constitue ici un simple incident dans une immense question de statique sociale. Sa position même doit faire mieux ressortir l'inanité radicale des spéculations relatives à l'existence matérielle de l'humanité quand on les isole de l'ensemble des conceptions sociologiques. Car, la théorie que je viens d'ébaucher ne doit me servir qu'à bien caractériser la vraie réaction normale de l'activité sur le sentiment et l'intelligence, et par suite son influence fondamentale sur toute l'organisation sociale, d'abord domestique, puis politique.

Nous avons ci-dessus reconnu que, sans les accumulations, au moins simultanées, et même successives, les besoins matériels imprimeraient nécessairement à l'ensemble de l'existence humaine un profond caractère d'égoïsme. Il faut maintenant apprécier comment l'institution des capitaux tend à transformer radicalement une telle impulsion, de manière à permettre finalement la prépondérance universelle de l'altruisme.

Cette transformation décisive résulte, en général, de ce que chaque travailleur, cessant alors de diriger sa principale activité vers ses seules satisfactions personnelles, lui procure spontanément une certaine destination sociale, ou au moins domestique. En effet, on ne produit des trésors quelconques qu'afin de les transmettre. Or, parmi les quatre modes natu-

rels distingués ci-dessus pour la transmission matérielle, les deux derniers peuvent être conçus réellement comme rentrant, au fond, dans les deux autres. Car, l'héritage ne constitue qu'une modification du don, quand les lois ou les coutumes suppléent aux volontés formelles du testateur. De même, l'efficacité matérielle de la conquête consiste en une sorte d'échange, où le vaincu cède la liberté pour obtenir la vie. Quoique ce double rapprochement ne doive point annuler les distinctions correspondantes, il permet ici de traiter toujours la transmission matérielle comme si elle était essentiellement volontaire. Ainsi conçue, l'institution des capitaux devient la base nécessaire de la séparation des travaux, dans laquelle, au début de la science réelle, l'incomparable Aristote plaça le principal caractère pratique de l'harmonie sociale. Pour que chacun se borne à produire un seul des divers matériaux indispensables à l'existence, il faut, en effet, que les autres produits nécessaires se trouvent préalablement accumulés ailleurs, de manière à permettre, ou par don ou par échange, la satisfaction simultanée de tous les besoins personnels. Un examen mieux approfondi conduit donc à regarder la formation des capitaux comme la vraie source générale des grandes réactions morales et mentales que le plus éminent des philosophes attribua d'abord à la répartition des offices matériels. Cette indispensable rectification serait beaucoup fortifiée si l'on avait égard à ma décomposition normale des capitaux en provisions et instruments. Mais, pour maintenir la généralité abstraite qui convient à la sociologie statique, je dois écarter ici cette importante distinction, comme ne pouvant s'appliquer assez aux premiers âges sociaux, où les matériaux sont plutôt accumulés en vue des travailleurs qu'afin de seconder leurs opérations. Néanmoins, il importe de sentir déjà que, dans toute civilisation développée, chaque praticien dépend encore davantage

des autres quant aux instruments qu'il emploie que par les provisions qu'il consomme.

On reconnaît ainsi comment la formation des capitaux, permettant la division normale du travail humain, pousse chaque citoyen actif à fonctionner surtout pour autrui. Cette impulsion tend d'autant mieux à transformer notre caractère pratique qu'elle doit toujours être traitée comme essentiellement volontaire, puisque l'activité forcée ne comporte presque aucune efficacité durable. A la vérité, lors même que le travailleur n'est plus esclave, il s'élève trop rarement au sentiment continu de sa vraie dignité sociale, et persiste longtemps à regarder son office comme une simple source de profits personnels. Mais ces mœurs primitives de notre industrie, résultées d'abord de la servitude, et prolongées ensuite par l'anarchie moderne, ne doivent constituer, dans l'ensemble des destinées humaines, qu'une phase passagère pendant laquelle on peut même apercevoir déjà l'état normal. Puisque chacun travaille effectivement pour autrui, cette vérité finira nécessairement par être généralement sentie, quand le positivisme aura fait partout prévaloir une exacte appréciation de la réalité. Or, une telle habitude exercera d'autant mieux une profonde réaction sympathique que son développement devra coïncider avec la propagation familière des nouvelles convictions religieuses sur l'existence naturelle des inclinations purement bienveillantes. Car, une religion qui n'admettait aucune affection désintéressée dut beaucoup fortifier le caractère égoïste d'une industrie récemment émanée du servage et longtemps développée ensuite sous une insuffisante concentration des capitaux mobiles.

En appréciant la grande réaction morale de la transformation pratique due aux accumulations matérielles, la statique sociale peut donc traiter l'homme comme si partout il avait déjà le plein sentiment de sa dignité réelle. C'est ensuite à la sociologie

dynamique qu'il appartient d'apprécier les obstacles nécessaires qui durent tant retarder l'essor spontané d'une telle conviction, son avénement systématique étant réservé à la régénération moderne, dont il constituera l'un des principaux caractères. L'étude statique fait toujours abstraction du temps, en politique comme en mécanique, pour mieux saisir la tendance essentielle de chaque combinaison, sans considérer l'époque réelle de son accomplissement. Mon application actuelle de ce grand précepte logique se trouve d'autant plus légitime que les réactions cérébrales déterminées par les transformations pratiques ont dû s'accomplir spontanément sous tous les régimes civils et même religieux. Borner l'influence des affections bienveillantes aux temps où la théorie reconnaît enfin leur existence, ne serait guère moins absurde que de faire commencer à Galilée les lois de la pesanteur. Longtemps avant d'être constituée par la science réelle et sanctionnée par la vraie religion, l'activité naturelle de nos instincts sympathiques modifia de plus en plus notre constitution morale, à mesure que notre situation pratique lui devint plus favorable. Même pendant l'antique esclavage, la vie industrielle manifesta profondément cette aptitude fondamentale, tant développée ensuite sous le simple servage, et surtout depuis l'affranchissement personnel, malgré la réaction égoïste de l'anarchie moderne.

Si les penchants altruistes n'existaient point en nous, comme le suppose le théologisme, les services mutuels qui résultent d'une telle activité seraient certainement incapables de les y faire naître. Dans cette triste hypothèse, l'assistance réciproque ne deviendrait jamais gratuite, et sa réaction morale se bornerait à développer une prudence toujours intéressée. Mais il en est tout autrement d'après notre vraie constitution cérébrale, quelque méconnue qu'elle ait longtemps été, et quand même les affections bienveillantes s'y trouveraient encore moins

prononcées spontanément. Pourvu que leurs germes ne manquent pas, leur aptitude caractéristique à être développés presque indéfiniment par les relations sociales leur procure nécessairement un essor continu, d'ailleurs ignoré ou apprécié, dans toute situation propre à les stimuler. Or, aucune stimulation ne saurait équivaloir à celle qui résulte directement de l'exercice habituel, même quand il est d'abord inspiré par des motifs intéressés. La profonde efficacité morale de la discipline théologique au moyen âge comporte une équivalente explication, où les obstacles sont essentiellement analogues. Quoique la doctrine ne pût jamais reconnaître qu'un immense égoïsme, l'habitude des sacrifices et des bonnes œuvres dut alors exciter involontairement les instincts sympathiques du cerveau chrétien ou musulman. Un autre exemple général confirme, d'une manière décisive, cette notion fondamentale, en examinant les réactions morales propres à la vie militaire. Cérébralement appréciée, l'existence guerrière se présente comme plus complétement dominée qu'aucune autre par l'ensemble des penchants personnels. Néanmoins, ne pouvant se développer assez que par l'union habituelle des coopérateurs, cette seule condition suffit pour qu'elle détermine d'admirables dévouements, et l'enfance de l'humanité l'érigea justement en principale école pratique des vertus sociales. Si donc l'ensemble des cas théologiques et militaires démontre l'heureuse réaction morale des bonnes actions inspirées par des motifs intéressés, la vie industrielle pourrait-elle ne pas comporter autant, et même davantage, une telle aptitude ? Le seul obstacle général qu'éprouve l'essor décisif de cette propriété fondamentale résulte de ce que l'activité pacifique n'est point encore systématisée, en sorte qu'elle s'exerce habituellement sans procurer à chaque coopérateur un juste sentiment de sa dignité sociale. Mais cette lacune anarchique, quoique devant beaucoup diminuer la réac-

tion sympathique des actes industriels, ne saurait détruire la profonde aptitude morale d'une existence où chacun rend journellement aux autres des services incontestables. Quand le régime final de l'humanité aura régularisé le travail autant que le régime préliminaire régularisa la conquête, cette tendance naturelle, presque latente jusqu'ici, développera partout des mœurs plus sociales qu'en aucun autre temps, d'après une relation plus pure et plus directe entre la vie privée et la vie publique. Or, une telle certitude suffit pour autoriser la sociologie statique à considérer surtout l'influence destinée à prévaloir, quelque voilée qu'elle soit d'abord, en réservant à la sociologie dynamique l'examen décisif du mode et de l'époque propres à son ascendant réel.

Comme je ferai, dons toute la suite de ce traité, un usage fréquent et important de cette réaction sympathique indirectement résultée d'une conduite primitivement intéressée, j'en dois ici caractériser abstraitement le principe général. Son appréciation scientifique devient une conséquence naturelle de la théorie cérébrale établie à la fin du volume précédent.

Il suffit d'y remarquer la correspondance spéciale qui existe spontanément entre chacun des trois instincts sociaux et quelqu'un des sept instincts personnels, dont l'énergie supérieure peut ainsi concourir heureusement à dissiper la langueur initiale des autres. Le plus personnel de tous nos penchants, celui qui, par sa prépondérance normale, fit spécifier le nom générique de *cupidité*, devient souvent capable d'exciter beaucoup l'attachement, et même la vénération, quand l'expérience manifeste assez l'utilité privée des relations sociales. Une pareille tendance convient également aux deux instincts de perfectionnement, destructeur ou constructeur, qui secondent ordinairement l'instinct conservateur. J'apprécierai spécialement, dans le chapitre suivant, l'heureuse aptitude de l'instinct sexuel pour

stimuler chacun des trois instincts sociaux : l'instinct maternel comporte évidemment la même influence habituelle, quoiqu'à un moindre degré. Quant aux plus nobles penchants personnels, ils se concilient difficilement avec l'attachement, et ils tendent presqu'à exclure la vénération : mais ils concourent souvent à développer beaucoup la bonté envers tous les êtres qui acceptent la protection.

D'après cette correspondance naturelle, fortifiée par l'habitude, entre la région égoïste et la région altruiste du cerveau, l'énergie supérieure de la première supplée heureusement à l'insuffisance spontanée de la seconde, afin de mieux diriger la conduite ordinaire de l'homme ou de l'animal. Les instincts sympathiques sont rarement assez puissants pour produire directement des impulsions vraiment décisives. Aussi l'initiative de toute activité soutenue émane-t-elle presque toujours de quelque instinct personnel. Même envers une destination pleinement sociale, on ne peut guère éviter cette fatale conséquence de l'imperfection cérébrale. Néanmoins, les résultats ordinaires sont beaucoup moins vicieux que ne semble l'indiquer une telle nécessité. Car, aussitôt que les instincts personnels nous ont réellement placés dans une situation propre à satisfaire les penchants sociaux, ceux-ci, en vertu de leur charme irrésistible, deviennent aisément les vrais directeurs d'une conduite qu'ils n'auraient pas eu d'abord la force d'inspirer. Mon discours préliminaire à déjà caractérisé le cas le plus décisif de cette admirable réaction morale, en ébauchant la véritable théorie de l'union conjugale. La vie publique fournit souvent, même à travers l'anarchie moderne, d'éclatants exemples d'une semblable efficacité sympathique due à l'orgueil ou à la vanité. Quoique l'ascendant politique s'acquière presque toujours sous l'impulsion de ces deux penchants personnels, même assistés ordinairement par la cupidité proprement dite, il déter-

mine nécessairement une heureuse transformation morale quand il dure assez pour faire vivement sentir l'utilité sociale de la domination obtenue. C'est ainsi que la sociologie doit définitivement concevoir le grand problème cérébral émané de la biologie, en facilitant le triomphe de l'altruisme sur l'égoïsme d'après l'assistance indirecte des instincts même les plus personnels.

Suivant une telle explication générale, la réaction sympathique attribuée ci-dessus à la vie industrielle, développée sous l'impulsion des capitaux, rentre désormais dans une grande loi naturelle, commune à tous les animaux supérieurs. L'activité prescrite par nos besoins matériels n'est donc pas aussi corruptrice que l'indique sa tendance directe. Son heureuse efficacité morale constitue finalement le principal résultat de la providence, d'abord spontanée, puis de plus en plus systématique, que le vrai Grand-Être exerce sans cesse sur l'ensemble de nos destinées. Ainsi régénérée d'après les accumulations antérieures, la vie pratique peut habituellement devenir un précieux stimulant de nos meilleurs instincts. L'amour comporte alors un plus vaste essor que sous le régime hypothétique proposé, au début de ce chapitre, comme fournissant le type idéal de l'humanité. Car, affranchie de toute active sollicitude, l'affection mutuelle prendrait bientôt un caractère quiétiste, peu favorable à son développement. Dans notre vraie condition, aimer consiste surtout à bien vouloir, et par suite à bien faire. L'amour énergique suppose donc des besoins à satisfaire en autrui. Pourvu que leur satisfaction puisse habituellement s'accomplir, les efforts qu'elle exige stimulent davantage la sympathie que si la situation était trop favorable. Dans cette dernière hypothèse, j'ai représenté ci-dessus l'expression affective comme l'unique source des réactions cérébrales. Or, son efficacité morale reste toujours inférieure, même en un tel cas,

à l'influence qui résulte de l'action effective, d'ailleurs facilement conciliable avec l'expansion. La pratique assidue des bonnes œuvres constituera sans cesse le meilleur moyen pour cultiver les sentiments bienveillants, fût-elle d'abord inspirée par des motifs personnels. Aucune expansion ne saurait déterminer une aussi forte réaction affective. On voit même l'expression stimuler d'autant mieux le sentiment qu'elle s'accomplit d'après un langage plus rapproché de celui que l'action inspire spontanément.

Il serait superflu d'expliquer davantage une théorie que l'existence moderne confirme journellement, malgré l'anarchie croissante sous laquelle se développa jusqu'ici l'activité industrielle. Nous pouvons donc conclure déjà que, quand l'initiation humaine est assez complète, le progrès matériel, loin de s'opposer au perfectionnement moral, en devient nécessairement le principal auxiliaire.

Une semblable appréciation convient encore mieux au développement intellectuel.

Sans l'irrésistible impulsion continuellement résultée de nos besoins physiques. nos plus hautes facultés mentales resteraient essentiellement engourdies. Il n'y aurait alors, comme je l'ai ci-dessus expliqué, de véritable essor que pour les fonctions esthétiques, directement vouées à l'expression idéale de nos meilleurs sentiments. Les efforts destinés à concevoir un monde extérieur sur lequel nous ne serions pas forcés d'agir se borneraient à de vagues théories, facilement propres à satisfaire une curiosité presque puérile et peu exigeante, que toute fatigue prolongée rebuterait bientôt. C'est surtout afin de modifier l'ordre naturel que nous avons besoin d'en connaître les lois réelles. Aussi l'esprit positif, principalement caractérisé par la prévision rationnelle, émane-t-il partout des notions pratiques. Mais une telle origine ne lui aurait jamais permis

d'acquérir abstraitement une suffisante généralité, si l'activité humaine fût toujours restée purement personnelle, faute d'accumulations convenables. C'est donc à l'institution graduelle des capitaux que nous devons notre vrai développement théorique. Outre qu'elle lui procure des organes spéciaux en suscitant des existences dispensées du travail matériel, elle peut seule lui fournir une vaste destination en permettant une activité collective souvent dirigée vers de grands et lointains résultats. Quand ces conditions ne sont pas remplies, la vie pratique entrave l'essor scientifique en bornant nos découvertes réelles à des lois purement empiriques, non moins incohérentes que particulières. Ainsi, la puissante impulsion théorique émanée des besoins matériels dépend surtout de la formation des grands capitaux, qui dirige de plus en plus vers l'espèce une activité destinée d'abord à l'individu. Le concours des générations étant alors garanti, le vraie génie philosophique construit peu à peu cette conception générale de l'ordre naturel qui, longtemps bornée aux premières lois mathématiques, finit par tout embrasser, même le monde moral et social. Mais notre chétive intelligence, beaucoup plus esthétique que scientifique, ne poursuivrait point une étude aussi difficile si notre fatalité matérielle ne nous forçait pas à modifier sans cesse l'économie extérieure, qu'il faut d'abord connaître assez pour prévoir ses principaux résultats. C'est ce qui nous fait enfin écarter irrévocablement, comme illusoires et impuissantes, des théories spontanées, théologiques et métaphysiques, dont l'extrême facilité nous séduirait toujours, si nos besoins pratiques ne nous en montraient pas l'inanité, d'après leur inaptitude nécessaire aux prévisions réelles. L'esprit humain ne saurait être conduit autrement à placer sa véritable grandeur théorique dans une parfaite soumission à l'ordre naturel que nos artifices pratiques doivent ensuite améliorer autant que possible.

Quoique nous semblions ainsi poursuivre exclusivement le progrès matériel, nous tendons nécessairement vers le principal perfectionnement intellectuel, consistant à transformer notre cerveau en un miroir fidèle du monde qui nous domine. Cette haute perfection se trouve déjà réalisée souvent dans nos prévisions scientifiques, surtout en astronomie, quand l'élaboration intérieure d'un appareil cérébral convenablement préparé équivaut à l'observation directe des phénomènes extérieurs. Une telle harmonie entre le subjectif et l'objectif s'explique aisément d'après la loi naturelle qui nous force à tirer du dehors tous les matériaux primitifs de nos constructions mentales. Cet admirable concours, aussi difficile qu'important, devient certainement l'un des plus grands résultats généraux de la sagesse humaine, qui ne put l'instituer qu'après d'immenses préparations, graduellement étendues, pendant vingt-cinq siècles, des événements les plus simples jusqu'aux plus compliqués. Nous assurons ainsi la régularité de notre entendement, même envers ses productions les plus spontanées. En effet, les lois réelles de notre propre nature morale et mentale appartiennent nécessairement à ce système de connaissances positives, dont elles forment définitivement le lien principal. Leur étude spéciale devient la base normale du plus éminent de tous les arts, celui qui concerne notre perfectionnement intime, sans lequel tous nos autres progrès seraient illusoires.

Dès lors, la conception scientifique, d'abord excitée par nos besoins matériels, réagit profondément sur l'expression esthétique, spontanément indépendante de l'ordre extérieur. Car une meilleure connaissance de l'homme et de la société doit beaucoup améliorer l'art sublime qui s'efforce de développer nos principales émotions, afin de régler nos impulsions dominantes. Ainsi, l'activité industrielle prescrite par nos besoins physiques ne nous pousse pas seulement à construire la science, mais aussi

à perfectionner la poésie et la morale, quoiqu'elle semble nous en détourner tant que son essor reste trop restreint. Il est impossible de mesurer la vraie participation de nos exigences matérielles à l'institution de nos chefs-d'œuvre esthétiques. On peut néanmoins y constater indirectement leur influence générale, d'après l'imperfection de l'art primitif chez les populations les mieux dispensées de toute forte élaboration pratique.

La réaction morale de l'existence industrielle est encore plus irrécusable, surtout en ayant égard à l'essor scientifique correspondant. Ne pouvant modifier utilement les dispositions secondaires de l'ordre extérieur qu'en nous soumettant toujours à ses règles fondamentales, l'habitude spontanée d'une telle subordination devient, chez les modernes, la course continue d'une précieuse discipline, qui s'élève des actes aux sentiments. Poussés à connaître d'abord les lois naturelles les mieux saisissables et les moins modifiables, notre apprentissage de l'obéissance devient plus facile et plus décisif. Commencée envers les cas involontaires, la soumission constante sur laquelle repose toute vraie discipline morale peut ensuite s'étendre jusqu'aux relations volontaires quand on a senti sa bienfaisante influence cérébrale.

On voit ainsi comment nos nécessités matérielles tendent finalement à régler, non seulement notre activité, mais aussi notre intelligence, et même nos sentiments. Le positivisme systématise directement cette subordination naturelle de l'humanité envers le monde, en la rattachant à la loi fondamentale de la vraie hiérarchie encyclopédique, où l'ordre le plus compliqué et le plus noble se trouve toujours dominé par le plus simple et le plus grossier. En même temps, il la sanctifie comme la base générale de notre perfectionnement, auquel ce type immuable peut seul procurer assez de régularité et de stabilité. Mais, en bénissant une fatalité devenue la principale source de notre grandeur réelle, nous en rapporterons tous les bienfaits à l'ac-

tive providence, d'abord spontanée, puis systématique, par laquelle le vrai Grand-Être rend de plus en plus salutaire un joug naturellement oppressif. Une telle transformation, principal triomphe de notre espèce, repose nécessairement sur la substitution croissante du caractère social au caractère personnel dans l'ensemble de notre existence pratique, d'après la concentration graduelle des capitaux humains.

Ayant assez expliqué la réaction élémentaire que notre nature morale et mentale reçoit de notre activité matérielle, je dois en compléter l'appréciation en déterminant l'influence directe qu'éprouve ainsi notre organisation collective, d'abord domestique, puis politique. Mais, ce double sujet devant être spécialement traité dans le reste de ce volume, ne comporte ici qu'une sommaire indication, réduite à ce qu'exige la grande démonstration à laquelle ce chapitre est consacré.

Nos besoins pratiques étoufferaient presque partout nos meilleurs attributs domestiques, si notre activité devait, faute de capitaux, conserver toujours une destination presonnelle. Vivre pour autrui, qui doit devenir le caractère dominant de nos plus vastes associations, ne pourrait pas même distinguer alors la simple famille humaine, où le sexe et l'âge ne susciteraient point leurs relations normales. L'oppression des femmes, l'esclavage des enfants, et l'abandon des vieillards, empêcheraient nos affections domestiques de réagir sur l'ensemble de notre perfectionnement moral. Mais nos nécessités matérielles exercent une tout autre influence aussitôt que les accumulations antérieures permettent à chacun de ne plus se préoccuper de sa seule existence. Alors, au contraire, cette obligation de travailler sans cesse vient fortifier et développer les affections domestiques, qui d'ailleurs poussèrent d'abord à produire au delà des besoins individuels. L'homme commençant ainsi à reconnaître et à chérir le devoir de nourrir la femme, l'union

fondamentale tend de plus en plus vers sa meilleure destination le perfectionnement mutuel des deux sexes. Cette réaction permanente, principale source du bonheur et de la moralité, reste trop comprimée tant que la femme, forcée de travailler au dehors, ne peut assez manifester sa vraie nature. En même temps, les enfants, dispensés de pourvoir promptement à leur propre subsistance, deviennent ainsi susceptibles d'une véritable éducation, qui fait librement germer leurs meilleurs sentiments. Pareillement, les vieillards, que la pénurie primitive exposait à une affreuse destinée acquièrent dès lors un vénérable ascendant, et peuvent utiliser dignement leur expérience. Tous les liens domestiques, qui resteraient vagues et précaires si nous n'avions pas de vrais besoins physiques, doivent donc leur principale consistance à l'obligation du travail continu, pourvu que les accumulations matérielles permettent à chaque relation de se caractériser assez.

Envers l'association élémentaire, cette réaction fondamentale de nos nécessités organiques affecte surtout les sentiments naturels, où résident les sources réelles de notre conduite habituelle. C'est seulement dans ces relations, bornées mais intimes, que le travail peut d'abord nous faire assez apprécier l'obligation et la satisfaction de vivre pour autrui. Sur de plus vastes associations, la même fatalité influe d'une autre manière qui tend néanmoins vers ce résultat général, en instituant des forces propres à rallier les diverses familles.

Le simple gouvernement domestique présente déjà, comme je l'expliquerai bientôt, tous les germes essentiels de la vraie constitution politique. On y retrouve nettement la domination temporelle dans la prépondérance continue du chef actif dont le travail nourrit la famille entière. Mais l'influence spirituelle s'y manifeste aussi par l'autorité morale des femmes et l'ascendant intellectuel des vieillards. Toutefois, ces deux ordres de

forces constituantes ne peuvent devenir assez appréciables que dans la société générale, où les divers pouvoirs humains n'appartiennent plus seulement à des personnes distinctes, mais surtout à des familles différentes.

Au début de ce chapitre, j'ai montré comment l'absence de besoins matériels décomposerait essentiellement l'association politique. Je dois maintenant indiquer directement la manière dont ces nécessités concourent à l'établissement des principaux pouvoirs, mais seulement quand la formation des capitaux vient permettre à la fois le commandement et l'obéissance.

Quoique la prépondérance personnelle, physique, intellectuelle, et surtout morale, soit la source initiale de l'ascendant temporel, il ne devient stable et complet que chez les familles qui peuvent en nourrir d'autres, en vertu d'accumulations suffisantes. Cette condition matérielle peut seule disposer d'abord les subordonnés à une soumission habituelle, que la vénération ennoblit bientôt. En même temps, les familles prépondérantes peuvent ainsi satisfaire leurs instincts de domination, que la bonté vient de plus en plus adoucir, quand la protection est assez appréciée des deux parts. Alors le bonheur de vivre pour autrui, borné longtemps au cercle domestique, comporte une extension presque indéfinie, qui n'altère point sa réalité tant que les supérieurs et les inférieurs sentent dignement leur solidarité naturelle. Si tous, au contraire, étaient absorbés par leurs besoins personnels, nul n'aurait ni le loisir ni la force de conduire les autres, et nos meilleurs instincts resteraient trop engourdis, malgré leur culture domestique.

La même transformation est encore plus indispensable au gouvernement spirituel. Directement fondé sur le vrai mérite personnel, il ne peut se développer que chez des familles dispensées du travail matériel par la providence des générations antérieures. Sans une telle préparation, les aptitudes spécula-

tives manqueraient à la fois d'essor et de destination. D'une part, en effet, leurs meilleurs organes resteraient engourdis par d'ignobles sollicitudes. En même temps, les entreprises demeurant trop restreintes, la masse active ne pourrait sentir assez l'importance habituelle d'une classe spécialement contemplative. C'est ainsi que l'activité pratique exigée par nos besoins matériels ne fournit pas seulement l'impulsion naturelle qui détermine notre essor théorique, mais aussi l'élément social qui le dirige.

D'après l'ensemble des indications précédentes, le gouvernement humain, soit politique, soit même domestique, reçoit donc, comme notre constitution cérébrale, une influence profondément salutaire des nécessités organiques qui régissent notre existence pratique. Une fatalité, qui d'abord tend à nous comprimer en tous sens, devient finalement la condition fondamentale de toute notre grandeur. Sans elle, notre vie réelle, personnelle ou sociale, resterait dépourvue d'une direction nette et d'une féconde destination, aussi propres à développer qu'à coordonner nos forces quelconques. En un mot, l'activité qui domine toute notre existence devient la base nécessaire de la religion qui doit la régler. Telle est la connexité naturelle qui, suivant la loi la plus générale de l'ordre universel, subordonne intimement nos plus sublimes attributs à nos besoins les plus grossiers. Mais, pour que la puissance de la nature ne fasse jamais méconnaître l'influence de l'art, il faut toujours sentir que cette transformation fondamentale repose sur la condensation graduelle des capitaux matériels, qui seuls établissent une vraie solidarité entre toutes les générations humaines.

Un examen approfondi conduit donc à reconnaître que le type réel vers lequel tend l'humanité n'est aucunement inférieur au type imaginaire que j'avais d'abord construit en supposant écartée toute grave nécessité physique. La seule supériorité de

celui-ci consiste dans sa spontanéité hypothétique, qui le rendra toujours propre à mieux indiquer la direction générale du perfectionnement humain vers l'essor prépondérant de nos principaux attributs. Mais notre prééminence morale et mentale, soit individuelle, soit collective, finit par se développer davantage sous l'empire de nos besoins matériels que si nous en étions affranchis : seulement cet état normal devient plus difficile à construire, et dès lors beaucoup plus tardif.

Ainsi, le grand problème humain, l'ascendant de l'altruisme sur l'égoïsme, comporte une vraie solution, vers laquelle tend toujours l'ensemble de nos destinées, et dont la réalisation graduelle, qui ne sera jamais complète, constitue la meilleure mesure de notre progrès continu. Quand je posai biologiquement cette question fondamentale, à la fin du volume précédent, je la réduisis, d'après la théorie cérébrale, à faire dominer les instincts personnels par la coalition normale des instincts sympathiques avec les attributs intellectuels. En simplifiant autant que possible une telle conception, on ramène la difficulté essentielle à lier suffisamment deux organes contigus, celui de l'amour universel, et celui de l'esprit synthétique, tous deux placés aux sommets des régions correspondantes. J'ai fait ensuite ressortir sociologiquement cette appréciation finale dans l'ensemble du chapitre qui commence et domine le présent volume. Car, on a dès lors reconnu que la vraie religion consiste en un concours permanent entre l'amour et la foi pour diriger l'activité. Or, le chapitre actuel vient de compléter cette grande démonstration, en prouvant que la destination même d'une telle alliance constitue la meilleure garantie de sa formation et de sa stabilité. Jusqu'à ce dernier examen, la solution générale devait sembler impossible, d'après l'apparente contradiction entre le principe et le but. En effet, aucune religion, même le polythéisme, ne put encore embrasser assez

l'activité, que le positivisme seul consacre et systématise directement. Cette considération doit faire sentir la haute importance spéciale d'un chapitre sans lequel la vraie théorie de l'unité humaine resterait insuffisante.

Loin que l'activité, même matérielle, soit finalement incompatible avec l'amour et la foi, c'est d'elle, au contraire, que ces deux sources nécessaires de la religion tirent leur principale consistance. Quoique d'abord personnelle, elle dirige l'homme vers un but extérieur, qui devient de plus en plus social, et dont la poursuite tend à développer autant le sentiment de la solidarité que la conception de l'ordre naturel. Déterminée par nos besoins les plus grossiers, mais les plus énergiques, elle s'ennoblit toujours de plus en plus, d'après l'intime connexité qui existe entre tous nos perfectionnements. Puisque la plus grande loi de la nature subordonne l'ordre social à l'ordre vital, et celui-ci à l'ordre matériel, il faut bien que la même hiérarchie s'étende aux progrès correspondants, qui ne sont respectivement que leurs développements modifiables. C'est pourquoi le progrès matériel, sur lequel une inflexible nécessité concentra longtemps toute la sollicitude humaine, fournit spontanément la base continue d'après laquelle nous systématisons graduellement nos divers perfectionnements supérieurs, d'abord physique, ensuite intellectuel, et enfin moral. Mais, outre cette progression normale, nous avons ici reconnu l'influence directe de la plus grossière activité sur l'essor des plus nobles attributs, quand elle a pu, d'après les accumulations convenables, transformer assez son caractère primitivement personnel.

Il n'appartient point à la statique sociale de mesurer le temps qu'exige cette transformation décisive, dont je compléterai la notion en sociologie dynamique. Toutefois, je dois ici signaler le principe général d'une telle détermination, qui va reproduire

la distinction fondamentale de tout ce volume, déjà caractérisée, au chapitre précédent, d'après son application la plus essentielle. Il consiste, en effet, à concevoir toujours l'état normal de l'humanité comme nécessairement préparé par une longue initiation, où la sociabilité finale se trouve dissimulée sous la personnalité primitive. Pour mieux appliquer ce principe, il faut ici faire consister l'âge préliminaire à développer toutes les forces humaines, tandis que le régime définitif peut seul les régler. Cette distinction générale, que tout le reste de ce traité rendra plus évidente et plus précise, doit inspirer beaucoup d'indulgence envers un passé empirique, où nos forces ne pouvaient être réglées que d'après leur propre exercice ou par leur opposition mutuelle. Nous devions alors poursuivre surtout leur essor spontané, quelque désordonné qu'il fût d'abord, afin de ne pas l'étouffer sous une discipline intempestive. Dans l'état final, au contraire, l'entière systématisation des forces déjà surgies devient la principale destination de notre providence permanente, à la fois théorique et pratique. Leur mauvais emploi constitue dès lors notre plus grand danger. En outre, leurs lois naturelles étant enfin découvertes d'après cette immense expérience, nous pouvons assez systématiser la discipline qui leur convient. Or, si, abstraction faite du temps, on tente d'apprécier la portée générale de ces conditions nécessaires, on reconnaît statiquement que l'activité humaine ne pouvait subir sa transformation décisive qu'après avoir graduellement parcouru toute son échelle fondamentale, en s'élevant des plus grossiers besoins aux plus nobles instincts. Car, c'est seulement d'après l'essor intellectuel et surtout moral que tous nos autres progrès peuvent enfin être vraiment réglés. On démontre ainsi que notre existence pratique dut essentiellement conserver son caractère primitivement personnel jusqu'à l'avénement direct de la grande régénération moderne, qui

consistera surtout à lui imprimer définitivement son vrai caractère social. Mon appréciation ultérieure de la tentative, admirable mais prématurée, par laquelle le moyen âge s'efforça de régler des forces qui n'étaient pas assez développées, ne fera que confirmer spécialement cette conclusion.

Une telle conviction fait maintenant surgir un nouvel examen, en manifestant une autre face nécessaire de l'initiation fondamentale. Cette longue tendance de notre existence pratique à développer surtout nos plus grossiers instincts, qui sont d'ailleurs les plus énergiques, aurait suffi pour rendre toujours impossible sa régénération finale, si, dans le même temps, une autre influence spontanée n'avait pas continuellement cultivé nos meilleurs penchants. Tel fut, en effet, l'admirable office des affections domestiques pendant toute la durée de notre initiation, comme va l'expliquer directement le chapitre suivant.

CATÉCHISME POSITIVISTE

(1852)

TROISIÈME PARTIE

EXPLICATION DU RÉGIME

(Extraits)

RÉGIME PRIVÉ

(Extraits)

Pour vous satisfaire convenablement, il suffit de considérer statiquement le régime humain. Etudiez-y l'existence au lieu du mouvement, et vous parviendrez bientôt à la division des deux pouvoirs, comme base universelle de l'ordre social, en partant du seul principe de la coopération, sur lequel Aristote fonda la vraie théorie de l'association civique résultée du concours des familles. Car chaque serviteur de l'Humanité doit toujours être apprécié sous deux aspects distincts quoique simultanés, d'abord envers son office spécial, puis quant à l'harmonie générale. Le premier devoir de tout organe social consiste, sans doute, à bien remplir sa propre fonction. Mais le bon ordre exige aussi que chacun assiste, autant que possible, l'accomplissement des autres offices quelconques. Un tel attribut devient même le principal caractère de l'organisme collectif, d'après la nature intelligente et libre de tous ses agents.

Or, il existe spontanément une opposition de plus en plus prononcée entre ces deux offices, l'un spécial, l'autre général, de chaque fonctionnaire humain. Car, le premier se particularisant davantage à mesure que la coopération se développe, il suscite des dispositions intellectuelles, et même des tendances morales, qui détournent de plus en plus d'une appréciation d'ensemble, devenue aussi de plus en plus difficile. Tel est le vrai point de vue élémentaire de la théorie générale du gouvernement, d'abord temporel, puis spirituel.

Aucune fonction, même vitale, et surtout sociale, ne pouvant bien s'accomplir que d'après un organe propre, le

moindre concours humain exige donc une force spécialement destinée à y ramener aux vues et aux sentiments d'ensemble, des agents qui tendent toujours à s'en écarter. Elle doit sans cesse contenir leurs divergences et développer leurs convergences. D'une autre part, cette puissance indispensable surgit naturellement des inégalités que suscite toujours l'essor humain.

Malgré l'intime sympathie qui constitue la simple association domestique, même réduite au couple fondamental, elle n'est jamais exempte d'une telle nécessité. C'est là qu'on peut le mieux apprécier ce grand axiome : *Il n'existe point de société sans gouvernement.*

Dans l'ordre civique, chaque concours de familles pour un but déterminé fait bientôt surgir un chef pratique dont l'autorité se trouve spontanément limitée par l'ensemble des opérations qu'il peut réellement diriger, soit d'après sa propre aptitude, soit surtout en vertu de ses capitaux. C'est là que réside le véritable pouvoir temporel, également capable de pousser et de retenir suivant les besoins. Toute puissance plus vaste émane nécessairement d'une source spirituelle. Les différents chefs pratiques tendent pourtant à se coordonner entre eux d'après une hiérarchie résultée des relations naturelles de leurs divers travaux. Ce concours spontané institue donc une sorte de gouvernement plus général, mais toujours réduit à sa puissance matérielle, plus propre à résister qu'à diriger. Ses différents membres sont ordinairement incapables de saisir l'ensemble correspondant, malgré la compétence de chacun d'eux envers l'un des systèmes partiels.

La simple solidarité suffirait donc, quand elle s'étend un peu, pour indiquer l'insuffisance du pouvoir pratique, et le besoin d'une autorité théorique, qui, s'interdisant toute action spéciale, fasse constamment prévaloir l'harmonie générale.

Mais la continuité, d'où dépend de plus en plus l'ordre humain, rend cette nécessité pleinement irrécusable. Ces pouvoirs empiriques, en aspirant à diriger le présent, ne connaissent ni le passé qui le domine ni l'avenir qu'il prépare. Aussi leur intervention reste-t-elle aveugle et souvent perturbatrice, quand ils ne la subordonnent point aux conseils théoriques. En même temps, l'influence sacerdotale leur devient indispensable, comme seule capable de consacrer assez leur ascendant matériel, exposé presque toujours à d'envieuses contestations. Chaque consécration consiste à représenter le pouvoir correspondant comme le ministre d'une puissance supérieure généralement respectée ; Dieu sous le régime provisoire, l'Humanité dans l'ordre définitif. Or, cela suppose toujours, mais surtout envers cet état final, que le présent se rattache dignement au passé et à l'avenir. Le sacerdoce, qui peut seul instituer cette double liaison, devient ainsi le consécrateur nécessaire de tous les pouvoirs humains, sans avoir lui-même besoin d'aucune consécration étrangère, puisqu'il est l'organe direct de la suprême autorité.

Voilà d'où procède ce second axiome : *Aucune société ne peut se conserver et se développer sans un sacerdoce quelconque.* Pareillement indispensable à tous pour l'éducation et le conseil, ce pouvoir théorique est seul capable de consacrer les gouvernants et de protéger les gouvernés. Il constitue le modérateur normal de la vie publique, comme la femme celui de la vie privée ; quoique ces deux existences exigent, d'ailleurs, le concours continu de l'influence morale avec la puissance intellectuelle. Vous pouvez résumer l'ensemble des attributions sociales du sacerdoce en le qualifiant de *Juge*, suivant l'expression biblique. Car, son triple office de conseiller, consécrateur et régulateur s'accomplit toujours en jugeant, c'est-à-dire d'après une appréciation respectée.

*
* *

Quoique chaque fonction humaine s'accomplisse nécessairement par un organe individuel, sa vraie nature est toujours sociale ; puisque la participation personnelle s'y subordonne constamment au concours indécomposable des contemporains et des prédécesseurs. Tout en nous appartient donc à l'Humanité ; car tout nous vient d'elle, vie, fortune, talent, instruction, tendresse, énergie, etc. Un poète, qui ne fut jamais soupçonné de tendance subversive, fit proclamer par Titus cette sentence décisive, vraiment digne d'un tel organe :

So che tutto è di tutti ; e che nè pure
Di nascer meritó chi d'esser nato
Credo solo per se.

On trouverait des pressentiments analogues dans les plus anciennes compositions. Ainsi, le positivisme, en réduisant toute la morale humaine à *vivre pour autrui*, se borne réellement à systématiser l'instinct universel, après avoir élevé l'esprit théorique jusqu'au point de vue social, inaccessible aux synthèses théologiques ou métaphysiques.

L'ensemble de l'éducation positive, tant intellectuelle qu'affective, nous rendra profondément familière notre entière dépendance envers l'Humanité, de manière à nous faire dignement sentir notre destination nécessaire à son service continu. Dans l'âge préparatoire, incapable d'une utile activité, chacun avoue sa propre impuissance envers ses principaux besoins, dont il reconnaît que la satisfaction habituelle lui vient d'ailleurs. Il s'en croit d'abord redevable à sa seule famille, qui le nourrit, le soigne, l'instruit, etc. Mais il ne tarde point à distinguer une plus haute providence, dont sa

mère n'est envers lui que le ministre spécial et le meilleur représentant. La seule institution du langage suffirait pour la lui révéler. Car une telle construction surpasse tout pouvoir individuel, et résulte uniquement du concours accumulé de toutes les générations humaines, malgré la diversité des idiomes. D'ailleurs, l'homme le moins doté se sent continuellement redevable à l'Humanité d'une foule d'autres trésors matériels, intellectuels, sociaux, et même moraux.

Quand ce sentiment est assez net et vif dans l'âge préparatoire, il peut ensuite résister aux sophismes passionnés que suscite la vie réelle, théorique ou pratique. Nos efforts habituels tendent alors à nous faire méconnaître la vraie providence, en exagérant notre valeur personnelle. Mais la réflexion peut toujours dissiper cette ingrate illusion chez ceux qui furent convenablement élevés. Car il leur suffit de remarquer que le succès même de leurs travaux quelconques dépend surtout de l'immense coopération qu'oublie leur aveugle orgueil. L'homme le plus habile et le mieux actif ne peut jamais rendre qu'une minime portion de ce qu'il reçoit. Il continue, comme dans son enfance, à être nourri, protégé, développé, etc., par l'Humanité. Seulement, ses ministres ont changé, de manière à ne plus être distinctement appréciables. Au lieu de tout recevoir d'elle par l'entremise de ses parents, elle lui transmet alors ses bienfaits d'après une multitude d'agents indirects, dont il ne connaîtra jamais la plupart. Vivre pour autrui devient donc, chez chacun de nous, le devoir continu qui résulte rigoureusement de ce fait irrécusable : vivre par autrui. Tel est, sans aucune exaltation sympathique, le résultat nécessaire d'une exacte appréciation de la réalité, philosophiquement saisie dans son ensemble.

* * *

Le principal caractère du positivisme consiste à résumer enfin, dans une même formule, la loi du devoir et celle du bonheur, jusqu'alors proclamées inconciliables par toutes les doctrines quoique l'instinct public aspirât toujours à les combiner. Leur concordance nécessaire résulte directement de l'existence naturelle des inclinations bienveillantes, scientifiquement démontrée, au siècle dernier, d'après l'ensemble des animaux, où les parts respectives du cœur et de l'esprit sont mieux appréciables.

Outre que notre harmonie morale repose exclusivement sur l'altruisme, il peut seul nous procurer aussi la plus grande intensité de vie. Ces êtres dégradés, qui n'aspirent aujourd'hui qu'à *vivre*, seraient tentés de renoncer à leur brutal égoïsme s'ils avaient une fois goûté suffisamment les plaisirs du dévouement. Ils comprendraient alors que vivre pour autrui fournit le seul moyen de développer librement toute l'existence humaine ; en l'étendant simultanément au présent le plus vaste, au plus antique passé, et même au plus lointain avenir. Les instincts sympathiques comportent seuls un essor inaltérable, parce que chaque individu s'y trouve secondé par tous les autres, qui compriment, au contraire, ses tendances personnelles.

Voilà comment le bonheur coïncidera nécessairement avec le devoir. Sans doute, la belle définition de la vertu, par un moraliste du XVIII^e siècle, comme *un effort sur soi-même en faveur des autres*, ne cessera jamais d'être applicable. Notre imparfaite nature aura toujours, en effet, besoin d'un véritable *effort* pour subordonner à la sociabilité cette personnalité qu'excitent continuellement nos conditions d'existence. Mais, quand ce triomphe est enfin obtenu, il tend

spontanément, outre la puissance de l'habitude, à se consolider et se développer d'après le charme incomparable inhérent aux émotions et aux actes sympathiques.

On sent alors que le vrai bonheur résulte surtout d'une digne soumission, seule base durable d'une noble et vaste activité. Loin de déplorer l'ensemble des fatalités qui nous dominent, on s'efforce de corroborer l'ordre correspondant en s'imposant des règles artificielles, qui combattent mieux notre égoïsme, principale source du malheur humain. Quand ces institutions sont librement établies, on reconnaît bientôt, suivant l'admirable précepte de Descartes, qu'elles méritent autant de respect que les lois involontaires, dont l'efficacité morale n'est pas aussi grande.

RÉGIME PUBLIC

(Extraits)

Le positivisme ne reconnaît à personne d'autre droit que celui de toujours faire son devoir. En termes plus corrects, notre religion impose à tous l'obligation d'aider chacun à remplir sa propre fonction. La notion de *droit* doit disparaître du domaine politique, comme la notion de *cause* du domaine philosophique. Car toutes deux se rapportent à des volontés indiscutables. Ainsi, les droits quelconques supposent nécessairement une source surnaturelle, qui peut seule les soustraire à la discussion humaine. Quand ils furent concentrés chez les chefs, ils comportèrent une véritable efficacité sociale, comme garanties normales d'une indispensable obéissance, tant que dura le régime préliminaire, fondé sur le théologisme et la guerre. Mais depuis que la décadence du monothéisme les dispersa parmi les gouvernés, au nom, plus ou moins distinct, du même principe divin, ils sont devenus autant anarchiques d'un côté que rétrogrades de l'autre. Dès lors, ils n'aboutissent, des deux parts, qu'à prolonger la confusion révolutionnaire ; en sorte qu'ils doivent entièrement disparaître, du commun accord des hommes honnêtes et sensés d'un parti quelconque.

Le positivisme n'admet jamais que des devoirs chez tous envers tous. Car son point de vue toujours social ne peut comporter aucune notion de droit, constamment fondée sur l'individualité. Nous naissons chargés d'obligations de toute espèce, envers nos prédécesseurs, nos successeurs, et nos contemporains. Elles ne font ensuite que se développer ou

s'accumuler avant que nous puissions rendre aucun service. Sur quel fondement humain pourrait donc s'asseoir l'idée de *droit*, qui supposerait raisonnablement une efficacité préalable ? Quels que puissent être nos efforts, la plus longue vie bien employée ne nous permettra jamais de rendre qu'une portion imperceptible de ce que nous avons reçu. Ce ne serait pourtant qu'après une restitution complète que nous serions dignement autorisés à réclamer la réciprocité des nouveaux services. Tout droit humain est donc absurde autant qu'immoral. Puisqu'il n'existe plus de droits divins, cette notion doit s'effacer complètement, comme purement relative au régime préliminaire, et directement incompatible avec l'état final, qui n'admet que des devoirs, d'après des fonctions.

* * *

Notre régime public consiste tout entier à réaliser dignement cette double maxime : *Dévouement des forts aux faibles* ; *vénération des faibles pour les forts.* Aucune société ne peut durer si les inférieurs ne respectent pas leurs supérieurs. Rien ne confirme mieux une telle loi que la dégradation actuelle, où, faute d'amour, chacun n'obéit qu'à la force ; quoique l'orgueil révolutionnaire déplore la prétendue servilité de nos ancêtres, qui savaient aimer leurs chefs. La seconde partie de la double condition sociale est donc commune à tous les temps. Mais la première ne fut réellement introduite qu'au moyen âge, puisque toute l'antiquité pensait autrement, sauf d'heureuses exceptions personnelles, comme le témoigne son aphorisme favori : *Paucis nascitur humanum genus.* Ainsi, l'harmonie publique repose sur l'activité combinée des deux meilleurs instincts altruistes, respectivement convenables aux inférieurs et aux supérieurs dans leurs rap-

ports mutuels. Toutefois, ce concours ne peut surgir et persister que chez des âmes assez préparées par une suffisante habitude de la plus énergique, quoique la moins éminente, des trois inclinations sympathiques, d'après un juste essor des affections domestiques.

Une telle solution réside entièrement dans la séparation fondamentale entre les deux puissances spirituelle et temporelle. On ne peut assurer le dévouement des forts aux faibles que par l'avènement d'une classe de forts qui ne puisse obtenir d'ascendant social qu'en se dévouant aux faibles, d'après leur libre vénération.

* * *

Le régime positif exigera toujours une pleine liberté d'exposition, et même de discussion, comme il convient à des dogmes constamment démontrables. Les seules restrictions normales de cette liberté fondamentale doivent résulter de l'opinion publique, qui, d'après une sage éducation universelle, repoussera spontanément les thèses contraires à ses convictions quelconques. On en peut juger déjà par la discipline involontaire qui maintient la foi positive, sans aucune contrainte matérielle, envers les principales notions de la science.

* * *

L'industrie moderne repose sur deux conditions générales, déjà sensibles à la fin du moyen âge, et toujours développées depuis : la division entre les entrepreneurs et les travailleurs ; et la hiérarchie intérieure du patriciat, d'où résulte celle du prolétariat. La subordination des campagnes envers les villes complète cette organisation.

Après l'abolition du servage, l'industrie surgit assez pour se

dispenser de travailler sur commande ; elle pourvut d'avance aux besoins publics. Dès lors, les entrepreneurs proprement dits se séparèrent bientôt des simples travailleurs. Leur essor distinct détermina graduellement, d'après la nature de leurs occupations, la hiérarchie normale que notre culte vous indique déjà. Elle s'élève des agriculteurs aux fabricants, puis de ceux-ci aux commerçants, pour monter enfin aux banquiers, en fondant chaque classe sur la précédente. Des opérations plus indirectes, confiées à des agents plus choisis et moins nombreux, exigent ainsi des conceptions plus générales et plus abstraites, comme une plus vaste responsabilité. Ce classement spontané, systématisé par le positivisme d'après notre principe hiérarchique, érige la coordination normale de l'industrie en prolongement naturel de celles qui sont propres d'abord à la science, puis à l'art.

L'efficacité sociale de cette hiérarchie industrielle suppose que le patriciat est assez concentré pour que chaque membre y administre tout ce qu'il peut réellement diriger, afin de diminuer le plus possible les frais de gérance et de mieux assurer la responsabilité. Ici le véritable intérêt des inférieurs coïncide pleinement avec la tendance naturelle des supérieurs. Car de grands devoirs exigent de grandes forces. Nos désordres actuels sont surtout aggravés par l'envieuse ambition de la petite bourgeoisie et son aveugle dédain des existences populaires. Quand ses mœurs seront assez régénérées, sous l'impulsion combinée des situations et des convictions, sa tête se fondra dans le patriciat et sa masse dans le prolétariat, de manière à dissoudre les classes moyennes proprement dites.

Il faut rattacher la transmission héréditaire des propriétés au principe plus général qui règle la succession normale des fonctionnaires quelconques. Le mode électif ne fut introduit que comme une protestation, longtemps indispensable, contre le régime des castes, devenu finalement oppressif. Mais, en lui-même, tout choix des supérieurs par les inférieurs est profondément anarchique : il n'a jamais servi qu'à dissoudre graduellement un ordre vicieux. L'état final ne doit, à cet égard, différer du régime primitif qu'en substituant à l'hérédité théocratique, uniquement fondée sur la naissance, l'hérédité sociocratique, résultée toujours d'une libre initiative de chaque fonctionnaire.

Toutes les complications sociales inspirées par la défiance n'aboutissent réellement qu'à l'irresponsabilité. Confiance entière et pleine de responsabilité, tel est le double caractère du régime positif. Le digne organe d'une fonction quelconque devient toujours le meilleur juge de son successeur, dont il doit toutefois soumettre la désignation à son propre supérieur. C'est seulement dans l'ordre spirituel que tous les choix appartiennent au chef suprême, afin d'obtenir la suffisante concentration d'un office aussi difficile.

*
* *

La richesse étant socialement conçue comme une autorité, sa transmission doit suivre les mêmes règles générales. Ce libre choix de l'héritier, d'après une pleine faculté de tester et d'adopter, fournit le meilleur remède contre les abus ordinaires de la possession. En effet, chacun devient alors responsable d'une indigne succession qui ne peut maintenant lui mériter aucun reproche. On doit peu craindre que l'héritage échoie ordinairement à l'un des fils, si tous sont

vraiment incapables. Car la tendance des chefs industriels à perpétuer dignement leurs *maisons* les dispose souvent à choisir leurs successeurs hors de leur propre famille, ce qu'ils ne peuvent faire aujourd'hui qu'en sacrifiant leurs filles. Ainsi, l'hérédité sociocratique, loin de diminuer le pouvoir des riches, lui devient plus favorable que l'hérédité théocratique, tout en augmentant beaucoup leur responsabilité morale.

En érigeant tous les citoyens en fonctionnaires sociaux, d'après l'utilité réelle de leurs offices respectifs, le positivisme ennoblit l'obéissance et consolide le commandement. Au lieu d'une simple destination privée, chaque activité se sent honorée par sa digne participation au bien public.

Notre principe fondamental sur la gratuité nécessaire du travail humain procure de puissants moyens pour mieux développer les sentiments et les convictions qui conviennent à chaque classe sociale. Quand le salaire n'est plus conçu comme payant la valeur du fonctionnaire, mais seulement les matériaux qu'il consomme, le mérite personnel de chacun ressort davantage aux yeux de tous.

* * *

Un prolétaire quelconque doit posséder tous les matériaux d'un usage exclusif et continu, soit à lui-même, soit à sa famille. Cette règle, évidemment réalisable, peut seule assurer l'ordre pratique. Mais nous sommes loin de son digne accomplissement. Beaucoup d'hommes estimables sont encore dépourvus de la propriété de leurs meubles les plus usuels ; et quelques-uns n'ont pas seulement celle de leurs vêtements. Quant au domicile, vous savez que la plupart des prolétaires restent plutôt campés que casés dans nos cités

anarchiques. Il suffirait pourtant de décomposer en appartements la vente ordinaire des maisons, comme on le voit en quelques villes, pour que chaque famille populaire, après un léger surcroît de loyer pendant quelques années, possédât irrévocablement son logement.

Le culte et le régime privés déterminent assez l'étendue normale d'un tel domicile, et caractérisent l'importance de sa fixité, sans laquelle on peut dire que la première révolution humaine, le passage de la vie nomade à l'état sédentaire, demeure inachevée. Elle doit même réagir sur la stabilité matérielle des relations industrielles en supprimant spontanément un funeste vagabondage. Tout en consacrant la pleine liberté du concours humain, la religion positive impose à chacun le devoir de ne jamais changer sans de graves motifs ni ses inférieurs ni ses supérieurs. La capricieuse mutation des fournisseurs habituels devient elle-même blâmable, puisqu'elle tend à troubler l'économie générale de leurs opérations, qui suppose une suffisante fixité dans leur clientèle.

Quant au salaire périodique, il doit être normalement composé de deux parties inégales, l'une indépendante du travail effectif et propre à l'office correspondant, l'autre subordonnée aux résultats journaliers. C'est le seul moyen de garantir les ouvriers contre les chômages qui ne leur sont pas imputables, sans cesser pourtant de permettre aux chefs un juste essor des divers perfectionnements industriels, surtout mécaniques. L'extension des machines, qui relève la dignité morale du travailleur humain et augmente son efficacité matérielle, pourra dès lors s'accomplir librement, à l'abri de tout reproche social. Mais la proportion entre la partie fixe et la partie mobile du salaire des ouvriers doit varier parmi les différentes industries, suivant des lois que le patriciat peut seul déterminer.

* * *

Toute la religion positive tend à faire sentir que, la société reposant toujours sur un libre concours, il n'existe de transactions durables et de modifications légitimes que celles qui résultent d'un assentiment volontaire des divers coopérateurs. La plus grande des révolutions sociales, l'abolition graduelle de l'esclavage occidental, s'accomplit, au moyen âge, sans une seule insurrection.

Toutefois, comme notre imperfection cérébrale ne permettra point au sacerdoce de faire toujours respecter assez les volontés humaines, il devra finalement s'attacher à modérer les conflits qu'il ne pourra pas empêcher. Sa règle générale, conforme à la nature de la civilisation moderne, consiste à flétrir radicalement, comme également anarchique et rétrograde, tout procédé militaire des supérieurs ou des inférieurs. Dans l'association industrielle, les luttes matérielles, quand on ne peut les éviter, doivent reposer sur la richesse, concentrée ou dispersée, et jamais sur la violence personnelle, qu'il faut réserver contre les malfaiteurs proprement dits. Car on ne doit réprimer par la force que les actions unanimement réprouvées, même de leurs propres auteurs.

L'instinct destructeur peut toujours admettre une telle transformation, presque complète maintenant envers les infractions chroniques, même collectives, et qu'il reste seulement à systématiser en l'étendant aux perturbations aiguës. Déjà les persécutions habituelles, qui jadis attentaient à la vie, respectent même la liberté, pour se borner à la fortune, de manière à devenir plus évitables et mieux réparables ; comme, chez les criminels, les vols ont remplacé les meurtres. On peut donc espérer que la religion positive déterminera les

hommes à vider leurs plus violents débats sans aucune guerre proprement dite, même civile. La restriction normale des républiques partielles doit beaucoup faciliter cette transformation finale, en augmentant à la fois la puissance du patriciat et l'indépendance du prolétariat.

SYSTÈME DE POLITIQUE POSITIVE

Tome IV

(1854)

Chapitre quatrième

TABLEAU GÉNÉRAL DE L'EXISTENCE ACTIVE

OU

SYSTÉMATISATION FINALE DU RÉGIME POSITIF

(Extraits)

Ayant assez caractérisé les réactions normales de l'existence privée sur la vie publique, il faut directement instituer le régime civique, en y systématisant d'abord le but fondamental, puis les conditions générales, enfin les fonctions spéciales.

Sous le premier aspect, la difficulté consiste à déterminer la destination continue de l'activité collective dans l'état industriel, dont le caractère primitif est nécessairement individuel. Malgré les constants efforts de la théocratie, qui seule tenta jusqu'ici de systématiser le travail, il ne put jamais se dégager assez d'une telle origine. Quoique étrangère à l'anarchique division des fonctions sociales en privées et publiques, l'institution des castes dut laisser à l'industrie un caractère essentiellement domestique, sans pouvoir la rendre vraiment civique. En effet, cette transformation exige deux conditions préliminaires : la division entre les entrepreneurs et les travailleurs ; la formation de la hiérarchie pratique. La première est seule décisive, et la seconde, quoique nécessaire, n'a d'efficacité sociale qu'autant qu'elle en devient le complément spontané. Mais, au contraire, le régime théocratique n'avait égard qu'à celle-ci, sans pouvoir même instituer l'autre, faute d'un libre essor du travail, vu l'hérédité des professions. Cette inversion forcée de l'ordre naturel ne permettait entre les différentes castes que les rap-

ports émanés des opérations correspondantes; l'organisation industrielle restait impossible, chaque producteur étant à la fois entrepreneur et travailleur.

Parmi les peuples que l'activité guerrière affranchit du régime théocratique, la coordination du travail se trouva radicalement empêchée par le besoin de subordonner personnellement les industriels aux militaires, afin de développer le système de conquête. Mais un tel joug devait finalement devenir la source de la régénération pratique, en préservant l'industrie occidentale de l'institution des castes. La solution surgit, au moyen âge, quand la transformation de la conquête en défense eut graduellement produit la libération personnelle des travailleurs, d'abord urbains, enfin ruraux. Depuis ce début, les directeurs sont devenus de plus en plus distincts des opérateurs, en tendant à fonder un nouveau patriciat, d'après l'accumulation continue des capitaux productifs. En même temps, leurs relations morales ont toujours développé la hiérarchie industrielle, complétée par l'avénement graduel de la classe spécialement destinée à systématiser l'activité pacifique.

Ce suprême patriciat ne peut instituer et développer sa mission sociale que sous l'impulsion universelle de la religion positive. Pour bien juger un tel besoin, il ne suffit pas de sentir, en général, que toute synthèse purement partielle reste nécessairement impossible, jusqu'à ce que la synthèse totale soit irrévocablement établie. Il faut, en outre, apprécier, sous cet aspect, une différence radicale entre les deux modes successifs de l'existence pratique. L'activité guerrière est spontanément synthétique, et l'activité pacifique naturellement analytique; parce que la première se rapporte à l'ordre humain, où prévaut l'unité, tandis que la seconde se borne à l'ordre extérieur, caractérise par la dispersion. De là résultent la tendance directe

des guerriers vers l'essor collectif, et la longue persistance des travailleurs dans l'isolement domestique.

Mais, si cette différence naturelle produisit la supériorité sociale de l'activité militaire pendant tout le cours de l'initiation humaine, elle fera finalement surgir, de l'existence industrielle, une meilleure sociabilité. Car, la guerre ne pouvait s'organiser que pour la Patrie, tandis que le travail ne devient systématisable qu'en se rapportant à l'Humanité. Toutes les cités se trouvaient naturellement rivales dans l'âge militaire, soit en tendant à la fois vers une domination nécessairement unique, soit en résistant séparément à l'incorporation forcée qui pouvait seule les unir. Au contraire, l'état industriel les fait spontanément converger, en assignant à chacune un but qui peut devenir universel, parce qu'il reste toujours extérieur. La commune exploitation du domaine terrestre comporte, entre les diverses républiques, une répartition d'offices équivalente à celle qui coordonne les différentes classes dont se compose chaque peuple.

On reconnaît ainsi que l'activité pacifique conduit spontanément à l'association universelle, seule source de sa systématisation, tandis que l'essor guerrier ne comportait que la société civique. Cette distinction explique à la fois la supériorité finale de l'état industriel et la lenteur nécessaire de son avénement décisif. Il n'a pu surgir qu'en Occident, après l'épuisement irrévocable, non-seulement de la guerre, conquérante ou défensive, mais aussi de la synthèse absolue, théologique ou métaphysique. La systématisation du travail exigeait à la fois l'ascendant des mœurs pacifiques, seules susceptibles de l'universalité qu'elle suppose, et la prépondérance de l'esprit positif, unique base de la coordination industrielle. Telle est la compétence doublement exclusive du positivisme envers une transformation nécessairement réservée à la sociocratie, quoique dignement ébauchée par la théocratie.

Elle ne peut s'accomplir que d'après la religion universelle, qui doit faire systématiquement prévaloir le sentiment à la fois sur l'intelligence et l'activité. Si j'ai précédemment établi que les théoriciens se trompent en cherchant une synthèse purement scientifique, le lecteur doit maintenant reconnaître que les praticiens ont également tort de vouloir une discipline exclusivement industrielle. Ni l'activité ni la foi ne peuvent être systématisées sans l'amour, quoique la coordination active et spéculative constitue le complément nécessaire de l'unité sympathique.

Devenue à la fois universelle et perpétuelle, la vie pratique doit donc, comme l'existence théorique, attendre du sentiment son institution définitive, principal résultat de la religion de l'Humanité. L'une dégénérerait en une vaine accumulation de produits et l'autre en un stérile recueil de vérités, si toutes deux, outre leurs relations mutuelles, ne se subordonnaient point à la seule domination susceptible de les régler et de les ennoblir. Confondant le bonheur et le devoir, la religion positive les fait irrévocablement consister dans le perfectionnement moral, source exclusive de la véritable unité. Sous son impulsion continue, tous les aspects de l'existence humaine doivent maintenant acquérir autant de consistance que de pureté, d'après la substitution décisive du relatif à l'absolu. Par le chapitre précédent, cette transformation est réalisée envers l'intelligence, qui désormais assistera le sentiment en instituant la foi pour consolider l'amour. Il faut maintenant étendre une telle régénération jusqu'à l'activité, qui s'y trouve mieux disposée, d'après sa nature plus sociale. Accomplie déjà quant à l'existence privée, cette extension n'a plus besoin d'être instituée qu'envers la vie publique, seule garant de la discipline totale.

Il ne suffit pas, pour cela, de concevoir l'activité comme aussi capable que la foi de consolider l'amour, en complétant

le sentiment de l'ordre par celui du progrès. Cette réaction nécessaire, commune à tous les modes que comporte l'existence pratique, ne peut assez instituer la systématisation du travail, qui doit surpasser celle de la guerre en substituant l'association universelle à la société civique. Pour que l'humanité dépouille le caractère égoïste en écartant la synthèse absolue, il faut que l'activité pacifique devienne, non-seulement collective, mais directement altruiste.

Jusqu'à présent, les seuls occidentaux qui se soient sérieusement efforcés de systématiser le travail se sont bornés à tenter de rétablir, sous un autre mode, le caractère civique de l'antiquité. Leur patriotisme n'était pas moins hostile aux autres nationalités que celui des peuples anciens, puisqu'il voulait seulement substituer la domination industrielle à l'ascendant militaire. Quoique ces tentatives fussent trop contradictoires pour comporter un essor suffisant, elles se sont bientôt montrées plus oppressives que les conquêtes antérieures; puisque celles-ci suscitèrent partout l'incorporation, d'abord forcée, puis libre, tandis que celles-là tendirent à détruire. Aspirant à résoudre le problème de l'activité collective en éludant sa destination morale, elles aboutirent à rétrograder en conservant la guerre pour l'industrie, ce qui les a radicalement discréditées après deux siècles de pénibles essais. Chez la nation où l'isolement territorial, le protestantisme officiel, et l'ascendant aristocratique se sont spontanément combinés pour procurer une apparente consistance à cette vicieuse systématisation du travail, la paix et la liberté l'ont déjà fait avorter.

La crise finale fit surgir, en Occident, une tentative plus vague, mais moins passagère, qui semble remplir la condition d'universalité, quoiqu'elle se borne réellement à transformer les préférences. Elle a dû surtout s'accréditer chez le peuple central, sous l'impulsion de la métaphysique négative qu'il a seule

appliquée jusqu'à présent à la régénération dont l'ensemble du passé lui confère l'initiative continue. Mais des aspirations analogues se sont déjà développées parmi tous les occidentaux, sans excepter la nation qui paraissait vouée à la domination industrielle. Il faut regarder ces aberrations comme étant à la fois plus respectables et plus dangereuses que les précédentes, puisque la systématisation du travail s'y trouve combinée avec la réorganisation sociale. C'est pourquoi le positivisme doit s'attacher davantage à les apprécier pour les rectifier qu'à compléter et coordonner l'examen ébauché par les économistes envers le nationalisme industriel.

On peut réduire la différence des deux déviations à ce que l'une transporte au prolétariat universel la domination oppressive que l'autre instituait pour l'ensemble d'un peuple exceptionnel. Tel est le seul aspect sous lequel le dogme métaphysique de la souveraineté populaire puisse encore conserver une dangereuse consistance, tant que la religion positive n'aura pas régénéré les anarchiques aspirations qui se formulent ainsi. Radicalement insurgés contre les riches, les pauvres veulent, à leur tour, dominer, en devenant, vu leur nombre, non la base, mais le but, de l'activité collective. Quoique cette aberration semble plus sociale que la précédente, elle n'est pas, au fond, moins oppressive, puisqu'elle comprime le dedans au lieu du dehors, en substituant l'égoïsme d'une classe à celui d'une nation. Ainsi devenu subversif, le moderne civisme resterait contradictoire, puisqu'il consacrerait l'exploitation mutuelle dont il aspire à s'affranchir. Outre l'inanité morale du titre numérique sur lequel repose cette transformation de l'égoïsme collectif, ce principe ne pourrait susciter que des luttes indéfinies entre les divers éléments du prolétariat, après avoir surmonté le commun ascendant du patriciat. Si donc la nature anarchique ne le rendait point impraticable, ce qui lui permet

théoriquement une plus longue durée, on peut assurer que le démagogisme industriel serait plus éphémère que l'industrialisme national.

C'est en dehors de ces deux voies, diversement mais également vicieuses, qu'il faut instituer la systématisation universelle et continue du travail humain, en le rapportant toujours à l'ensemble de notre espèce sans aucune prédilection exclusive. Pour remplir convenablement une telle condition, la continuité ne doit jamais cesser de prévaloir sur la solidarité, comme dans le vrai civisme de l'antiquité, que l'état final purifie en agrandissant sa sphère d'après une meilleure activité. Le travail, comme la conquête, ne peut être dignement systématisé qu'en se rapportant à la postérité ; sans que les deux cas admettent d'autre différence que le remplacement de la Patrie par l'Humanité, seul terme de notre sociabilité.

Voilà comment la religion positive institue la vie pratique en la subordonnant à la synthèse sympathique, dont l'universelle prépondérance a déjà coordonné l'existence théorique. Respectivement destinées à dévoiler l'ordre et développer le progrès, toutes deux peuvent réellement consister à vivre pour autrui. Mais cette consécration exige qu'une telle destination concerne toujours l'avenir au lieu du présent, afin d'éviter toute dégénération égoïste de l'existence collective. L'intelligence remplit spontanément cette condition, d'après la portée lointaine de l'essor spéculatif, esthétique ou théorique, qui ne peut ordinairement fructifier qu'envers nos descendants. Il faut que l'activité devienne aussi libérale, en se dépouillant mieux de tout égoïsme dans son mode final que pendant son essor préparatoire. Spontanément instituée par le fétichisme envers la postérité domestique, et systématiquement développée, sous le régime guerrier, quant à la postérité civique, cette transformation de la vie pratique doit maintenant s'étendre à la postérité générale. Aucun

être ne peut dignement travailler pour lui-même, sauf l'Humanité, dont les serviteurs objectifs rapportent à la partie future de son existence subjective les produits qu'ils tirent des matériaux dus à la partie passée.

Une telle systématisation du travail humain n'exige point, dans le milieu pratique, un enthousiasme exceptionnel, ni même un changement radical des habitudes universelles. La régénération finale se réduit là, comme en tout autre cas, à faire sciemment et volontairement ce qui jusqu'ici se fit aveuglément. Ébauchée parmi les animaux supérieurs, la disposition à travailler pour une postérité, de plus en plus vaste et lointaine, constitua toujours le meilleur attribut de notre espèce. C'est surtout ainsi que l'existence domestique et la vie civique s'assistent mutuellement, l'une préparant et ranimant les impulsions que l'autre complète et consolide. Si nos prédécesseurs nous avaient traités comme l'égoïsme démagogique voudrait traiter nos successeurs, l'humanité n'aurait jamais amélioré sa situation et sa nature. Mais la solidarité s'est de plus en plus subordonnée à la continuité, d'après la prépondérance croissante des accumulations sur les acquisitions. Notre maturite devant s'attacher davantage à régler nos forces qu'à les développer, il faut surtout rapporter nos efforts à l'avenir, afin de surmonter un égoïsme qui ne peut rester collectif sans devenir individuel.

Ainsi conçue, l'existence industrielle est à la fois sociale et synthétique, d'après la concentration de toute activité vers ce but universel : développer nos instincts sympathiques, en préparant à nos successeurs les moyens de les faire mieux prévaloir. Chaque famille se sent toujours ennoblie et consolidée, d'après sa coopération nécessaire avec l'ensemble de notre espèce pour perfectionner l'ordre fondamental. Nos compatriotes et nos contemporains nous paraissent seulement des collaborateurs

mieux appréciables, dont nous pouvons davantage seconder les services quelconques, sans négliger nos attributions spéciales, principale source de notre liaison au Grand-Être. L'incessante reproduction du trésor matériel devient partout la source normale d'un essor sympathique que les inépuisables richesses de l'intelligence ne sauraient jamais exciter, sauf chez la classe exceptionnelle qui dirige leur communication universelle. Un tel privilège de la vie pratique ne resta jusqu'ici méconnu que d'après l'impuissance de la synthèse absolue envers les contemplations sociales, où la complication des phénomènes habituels empêche, plus qu'ailleurs, de les apercevoir sans une théorie capable de les représenter.

D'après ce but fondamental de l'industrie régénérée, je dois maintenant instituer les conditions générales, d'abord morales, puis politiques, qu'exige le service collectif du Grand-Être. L'activité pacifique n'ayant plus pour objet aucune famille, aucune classe, ni même aucune nation, mais se rapportant toujours à l'ensemble de l'Humanité, tous les conflits essentiels disparaissent spontanément, en ne laissant subsister que les perturbations nécessaires. Rien n'empêche alors le sacerdoce, assisté des femmes et des vieillards, de faire ordinairement prévaloir, chez les ministres et les agents du Grand-Être, les sentiments et les habitudes les plus propres à consolider et développer la sociocratie.

Le service collectif de l'Humanité repose continuellement sur deux dispositions connexes : le dévouement des forts aux faibles ; la vénération des faibles pour les forts. Tant que dura l'âge préparatoire, la seconde condition dut prévaloir, afin de concentrer des forces qui ne pouvaient autrement surgir. Mais notre maturité développe la prépondérance normale que je dus attribuer à la première en construisant la statique sociale. Ceux auxquels le Grand-Être confie la direction continue de sa pro-

vidence matérielle doivent habituellement donner l'exemple des dispositions qu'exige leur office et qui légitiment leur puissance. Une foi toujours démontrable ne les autorise à réclamer de leurs agents l'obéissance convenable qu'autant qu'eux-mêmes fondent le commandement sur l'abnégation. Néanmoins, ces dispositions mutuelles ne pourraient instituer qu'une insuffisante harmonie, si, des deux parts, on ne faisait toujours prévaloir le but commun, également extérieur aux collaborateurs quelconques, dont chacun, en développant son office, doit seconder tous les autres. Alors on peut sincèrement respecter la subordination des fonctions, quels que soient les sentiments des fonctionnaires, dont l'appréciation personnelle s'accomplit, hors du service, en faisant dignement contraster le classement abstrait et la hiérarchie concrète, sans susciter aucune indiscipline.

Tout le régime positif doit universellement développer à la fois le dévouement et la vénération, d'après les sentiments qu'inspirent respectivement l'avenir et le passé. Résultées de l'éducation et consacrées par le culte, ces dispositions subjectives trouvent, dans la vie active, un exercice objectif, envers les femmes et les prêtres, que le patriciat et le prolétariat s'accordent à protéger et respecter. D'après cette double préparation, le sacerdoce peut aisément ramener les ministres et les agents du Grand-Être aux sentiments mutuels qu'exige leur commune destination. Car, en comparant les deux éléments généraux de l'activité collective, le prolétariat et le patriciat représentent respectivement l'avenir et le passé, comme les femmes et les prêtres. Le sacerdoce doit, de part et d'autre, inspirer, par son propre exemple, ces dispositions mutuelles, que son office l'oblige à développer simultanément en respectant les riches et se vouant aux pauvres.

Envers l'état normal, il serait superflu d'expliquer l'aptitude continue de la religion positive à consacrer et régler la force

concentrée. C'est seulement pendant la transition finale, objet spécial du chapitre suivant, que le sacerdoce régénérateur éprouvera, chez les pauvres et parmi les riches, de graves difficultés pour inspirer, au nom de l'Humanité, le respect et le devoir que Dieu ne peut plus imposer. Notre maturité condense ce double office en attribuant au patriciat la fonction de vouloir, qui, résumant la vie objective, complète l'existence subjective.

Suivant cette appréciation, l'organisation de la vraie providence doit surtout dépendre des ministres du Grand-Être ; car ses représentants, ses interprètes, et même ses agents, sont incapables d'imprimer une direction assez déterminée, sans laquelle tout avorterait. La fatalité, tant humaine qu'extérieure, serait insuffisante pour régler notre conduite si la volonté ne venait compléter l'ordre naturel, en combinant le commandement avec l'arrangement. Or, ce complément nécessaire exige un concours permanent entre l'énergie et la puissance, qui ne peut assez surgir que chez une classe exceptionnelle. Partout ailleurs déplacée, la volonté devient là le supplément normal de la constitution composée et subjective qui ne permet point au Grand-Être de produire spontanément des impulsions vraiment décisives. Associée à sa suprématie, la classe dirigeante assume autant de responsabilité qu'elle acquiert de dignité. Dépositaire d'un pouvoir sans lequel toutes les autres volontés ne sauraient être assez disciplinées, elle-même éprouve le besoin de régler la sienne, dont les perturbations plus imminentes sont aussi plus funestes quoique plus excusables. C'est pourquoi le patriciat ne peut dignement remplir son office, comme l'exigent à la fois son bonheur et son devoir, qu'en subordonnant tous ses commandements aux lois de l'Humanité, qu'il doit seulement compléter, et d'où résulte son principal titre au respect universel.

Pour régler une telle puissance, le sacerdoce n'a donc besoin

que d'invoquer convenablement la destination sur laquelle elle repose. Les divers vices que suscite la possession des richesses doivent être appréciés d'après cet office, qui consiste surtout dans l'active conservation du trésor matériel de l'Humanité. Ce principe conduit à compléter et systématiser le perfectionnement que Dante introduisit spontanément en assignant aux prodigues les mêmes punitions et purgations qu'aux avares, seuls condamnés par le catholicisme. Sans se borner à cette égalité, la morale positive doit irrévocablement placer les seconds au-dessus des premiers, dont l'égoïsme n'est pas moindre, sauf aux yeux de leurs parasites, et qui, plus nuisibles, sont d'ailleurs moins estimables, faute de qualités pratiques, ou d'empire sur eux-mêmes. Dans l'existence militaire, la facilité d'acquérir conduisit à confondre la profusion avec une vraie libéralité. Mais, sous le régime industriel, où les accumulations sont laborieusement formées, les motifs intéressés ne détruisent point le mérite, moral et social, des habitudes d'économie et de prévoyance. Il suffit d'imprimer une meilleure direction à la discipline inspirée par l'avarice, tandis que le déréglement émané de la prodigalité ne comporte aucune transformation.

Une équivalente appréciation convient davantage envers les deux instincts ambitieux, et surtout quant à l'orgueil, plus excusable et plus utile chez les patriciens que la vanité parmi les théoriciens. Vu l'insuffisante énergie des impulsions altruistes, le besoin de domination devient ordinairement nécessaire pour instituer des volontés assez intenses. Mais, une fois établie, l'autorité peut et doit se maintenir d'après les généreuses inspirations qui, d'abord incapables de la fonder, sont seules susceptibles de l'ennoblir et de la consolider.

C'est surtout chez les prolétaires que le sacerdoce comprimera l'ambition, aussi funeste à leur bonheur qu'à leur devoir, sauf les cas exceptionnels de vocation patricienne. Une sou-

mission habituelle, toujours ennoblie par le respect et souvent émanée de l'attachement, constitue la condition fondamentale de leur office social et de leur dignité personnelle. Pourvu que le patriciat leur procure une juste sécurité, leur félicité doit surpasser celle de leurs chefs ; car, en concourant autant au but commun, ils participent mieux à l'existence domestique, convenablement liée à la vie civique. Toujours préservés du déclassement par la distance qui les sépare des patriciens, ils repoussent spontanément les instigations de l'envie et de la défiance contre une condensation nécessaire à l'amélioration continue de leur situation et de leur nature. Si le catholicisme transforma quelquefois les riches en pauvres d'esprit, le positivisme érigera souvent les pauvres en riches de cœur, volontairement associés à la conservation spéciale du trésor humain.

Mais les dispositions morales respectivement propres aux deux éléments de la providence matérielle doivent être complétées, des deux parts, d'après les conditions politiques de l'activité collective. Pour commander avec efficacité, les patriciens ont besoin de concentrer, autant que possible, la richesse et l'autorité, sans autres limites que celles d'une gestion réelle et d'une responsabilité directe. Si l'on n'admet pas les nombres ci-dessus assignés envers les quatre degrés du patriciat, on ne devra les changer que d'après le même principe, assisté de meilleures informations, dont le résultat ne saurait beaucoup modifier une telle condensation.

Quant à l'hérédité sociocratique des offices et des capitaux, il suffit ici de compléter la loi fondamentale, établie dans mon volume statique, sur le libre choix du successeur, sous la sanction du supérieur. Chaque fonctionnaire doit accomplir cette désignation sept ans avant sa retraite, religieusement fixée à soixante-trois ans, afin de subir dignement le contrôle universel, qui devra toujours respecter sa décision quelconque. Il se-

rait d'ailleurs superflu de rappeler ici la liaison normale d'une telle attribution avec la double faculté de tester et d'adopter.

L'ensemble de l'éducation et du régime sociocratiques inspirera spontanément aux prolétaires le respect que mérite une concentration de pouvoir et de richesse qui doit améliorer les vues et les sentiments des chefs pratiques en développant leurs moyens et leur responsabilité. Suivant le pressentiment indiqué par le langage, les offices deviennent des charges, plus dignes de pitié que d'envie, et dont la vraie compensation consiste à permettre de mieux servir l'Humanité. Mais la constitution sociocratique exige que le prolétariat s'interdise toujours la violence, comme autant rétrograde qu'anarchique. Tous les antagonismes qui ne pourront pas être évités doivent partout se réduire au refus de concours, où le nombre peut surmonter la richesse, si ses réclamations méritent la sanction spirituelle, seule source d'extension et de consistance pour les ligues plébéiennes. Quel que soit l'entraînement populaire, un sacerdoce impartial et respecté doit ordinairement obtenir une telle renonciation, au nom d'une indépendance mieux appréciée des inférieurs que des supérieurs.

Avant que les conflits s'aggravent, la discipline spirituelle pourra souvent les prévenir en stimulant avec sagesse, d'abord la conscience, puis l'opinion. La plus noble et la mieux efficace des forces morales résulte d'un concours normal entre l'amour et la foi. Jusqu'à l'avénement de la vraie religion, la conscience ne pouvait être nettement appréciée, faute de concevoir l'impulsion sympathique qui, suffisamment assistée par l'intelligence, y contrôle les inspirations vicieuses. Mais sa théorie positive permettra de mieux l'appliquer en invoquant convenablement chacun de ses deux éléments, également cultivés d'après l'éducation universelle. Néanmoins, en développant la conscience, le sacerdoce ne saurait être dispensé de recourir quel-

quefois à l'opinion, d'abord domestique, puis civique. Quand il y sera contraint, il invoquera successivement, au sein des familles, les femmes, les vieillards, même les enfants et les serviteurs; tandis que les prolétaires formeront son appui naturel dans la cité. S'il est obligé de pousser la censure sociale jusqu'à l'excommunication, l'ensemble de ces auxiliaires lui procurera, pour les cas légitimes, une telle efficacité que le coupable se trouvera forcé, sans aucune atteinte à ses richesses, de pourvoir personnellement à sa subsistance.

Bornée à la vie objective, l'intervention, civique ou domestique, du sacerdoce, par la conscience et l'opinion, resterait insuffisante, et tendrait à devenir oppressive. Mais l'existence subjective, qui constitue son principal domaine, où sa compétence n'est jamais contestable, lui fournit naturellement un supplément général pour faire indirectement prévaloir la saine appréciation des personnes, en développant avec sagesse le sacrement de l'incorporation. Toutefois, cette consécration finale exige, plus qu'aucune autre, une liberté complète, afin d'obtenir une pleine efficacité. Nul ne doit être soumis au jugement sacerdotal sans l'avoir spécialement demandé quand il reçut le sacrement de la transformation. Cet assentiment personnel ne saurait même suffire, s'il n'est point, après la mort, ratifié par la famille. On évite ainsi la plupart des cas de réprobation, et l'on obtient une autorité plus décisive envers ceux qui s'accomplissent. Le principal avantage d'une telle sagesse doit pourtant concerner le jugement favorable, en annulant d'avance les protestations que la vanité des familles élèvera souvent contre le degré de glorification obtenu.

J'ai suffisamment indiqué, dans mon second volume, le complement général que la législation doit fournir à la religion envers les plus graves perturbations, Quoique toujours décroissante, vu l'essor continu de la discipline morale. l'intervention

matérielle ne cessera jamais d'être indispensable, même quant aux personnes. Mais je dois ici rappeler l'aptitude du régime positif à développer davantage le contraste que la répression, en récompensant les uns au lieu de punir les autres. Envers le mauvais emploi des capitaux, il fera plutôt des riches que des pauvres, en étendant l'institution des dons, sans renoncer à la confiscation, même définitive. Ce mode deviendra tellement conforme aux mœurs universelles, que, faute de donations officielles, on pourrait, au besoin, l'appliquer d'après la seule ressource des souscriptions volontaires. Néanmoins, un tel supplément, qui toujours annonce l'imperfection de la constitution sociale, exige autant de ménagements que la confiscation. On verra ci-dessous comment l'essor normal de la sociocratie dispensera spontanément d'un fréquent recours à ces moyens exceptionnels, destinés surtout à la transition finale.

Il faut attacher plus d'importance au supplément universel, à la fois moral et politique, résulté du développement systématique de la chevalerie, dont le germe féodal doit être dignement cultivé dans l'état industriel, sauf les modifications pratiques. Le protectorat volontaire devant, comme les offenses qu'il répare ou prévient, s'y rapporter davantage aux biens qu'aux personnes, son organisation deviendra plus facile et plus vaste. Sa principale consistance reposera sur un noyau central, formé de patriciens veufs, solennellement voués à ce libre office, mais sans cesser de participer à la vie pratique, sauf des retraites périodiques dans des édifices spéciaux, pour retremper leur vocation auprès du sacerdoce. Autour d'eux se rallieront, avant l'âge de la maturité, ceux qui, pourvus d'une suffisante fortune, aspireront à faire un jour partie de la corporation protectrice. Une telle consécration fera mieux comprendre combien il importe de respecter le libre emploi des capitaux, même chez ceux qui, dépourvus d'un office déter-

miné, peuvent exceptionnellement devenir les plus utiles des riches, en dirigeant bien leur disponibilité spéciale. La chevalerie centrale doit habituellement trouver un second appui parmi les vieillards du patriciat, qui conserveront souvent une grande autorité, même après avoir transmis leur principale richesse. Enfin, elle se complétera par l'affiliation universelle des meilleurs prolétaires, dont le dévouement et l'énergie compenseront la pauvreté, pour procurer à la libre tutelle une alliance décisive.

Un tel ensemble de garanties doit ordinairement suffire envers les abus propres au patriciat. Quant à ceux du sacerdoce, leur répression n'exige et ne comporte aucune institution, puisque le pouvoir qui consacre tous les autres ne saurait être normalement soumis à des contrôles extérieurs. Si la dégénération, même très-étendue, n'atteint pas le pontife universel, il pourra régulièrement y pourvoir en renouvelant, au besoin, tout le clergé. Mais la déviation du chef, appuyée de tout le corps, ne laisserait d'autre remède que le refus de concours, toujours efficace envers un sacerdoce qui, ne pouvant invoquer que la conscience et l'opinion, succombe quand elles se dirigent contre lui. Le patriciat le refrénerait assez en suspendant son subside, qui, dans les cas graves, ne serait point remplacé par les souscriptions populaires, à moins d'un fanatisme peu compatible avec la foi positive, où l'enthousiasme est plus abstrait que concret.

Puisque j'ai maintenant caractérisé le but et les conditions de l'activité collective, je dois compléter la systématisation du travail en déterminant les fonctions propres, d'abord aux directeurs, puis aux agents, de l'industrie régénérée.

Quoique le patriciat centralise à la fois l'action et la nutrition, ce second office constituera toujours, et même de plus en plus, sa principale attribution. Car, la reproduction continue des ma-

tériaux doit surtout concerner les provisions, malgré l'accroissement proportionnel des instruments, qui, peu périssables, forment une notable partie du capital humain sans influer beaucoup sur les dépenses habituelles. Il faut, envers celles-ci, distinguer deux cas, suivant que le mode d'entretien est public ou privé, d'après la nature, générale ou spéciale, des services correspondants. Le premier se bornant au gouvernement, tant spirituel que temporel, je dois surtout apprécier le second, qui, convenant aux familles populaires, constitue la principale sollicitude des patriciens. Après l'avoir assez indiqué, je compléterai cette détermination en considérant les dépenses collectives, qui formeront toujours une faible partie des frais de reproduction.

L'existence matérielle des plébéiens doit autant reposer que celle des patriciens sur une liaison spéciale au siége planétaire de l'Humanité. Sans une telle base, les opérations quelconques manquent de consistance, la continuité se trouve compromise, et même la solidarité reste incomplète. Faute de cette connexité, la plus ancienne et la plus importante des révolutions temporelles, le passage de l'existence nomade à la vie sédentaire, n'est encore terminée nulle part. Car l'industrie occidentale offre souvent le scandale de riches entrepreneurs qui ne possèdent point les édifices où s'accomplissent leurs fonctions habituelles. Mais la principale imperfection de ce lien concerne les prolétaires, qui satisfont rarement à la loi sociale établie dans mon second volume. Pour instituer l'état normal, il faut que chaque famille devienne propriétaire de tout ce qui lui sert exclusivement et continuellement. Envers les prolétaires, on peut condenser ce principe dans la possession du domicile, au delà de laquelle leur tendance à la propriété deviendrait aussi contraire à leur bonheur qu'à leur devoir.

Cette appréciation comporte deux modes, suivant qu'elle se

borne à l'appartement ou qu'elle s'étend à la maison entière, comme l'exigent respectivement la concentration urbaine et l'isolement rural. Le premier, d'ailleurs plus praticable, offrira plusieurs avantages sociaux, quand les mœurs normales auront dissipé les sources des conflits qu'il pourrait maintenant susciter. Il consolide l'homogénéité du prolétariat en y développant les relations personnelles, et cimente les liens mutuels entre les plébéiens et les patriciens, toujours propriétaires, et quelquefois habitants, des maisons ainsi décomposées en appartements vendus isolément. Dans chacune d'elles, la disposition la plus fréquente consisterait en trois étages, dont les deux supérieurs logeraient chacun trois ménages prolétaires, en réservant le reste pour les locaux industriels et l'habitation principale. Un septième domicile plébéien appartiendrait à la famille chargée de soigner l'ensemble de l'édifice, d'y maintenir l'ordre commun, et d'y faciliter les rapports mutuels, en représentant la magistrature locale du possesseur.

Outre son efficacité directe et spéciale, l'appropriation du domicile comporte indirectement une réaction générale sur le cœur et l'esprit, en augmentant la fixité des sentiments et des pensées d'après celle des habitudes. Elle consolide et développe le devoir, trop négligé partout, de ne jamais changer arbitrairement les rapports pratiques, même avec les moindres fournisseurs, afin de faciliter les prévisions industrielles. Quoique imposée par la morale positive, cette obligation sociale se trouverait souvent éludée, surtout parmi les prolétaires, auxquels convient son principal exercice, si la fixité d'habitation ne venait refréner les caprices spontanés.

Mais l'institution urbaine du domicile populaire comporte une réaction religieuse, que l'état normal doit beaucoup développer chez les enfants du Grand-Être. Outre que chacun d'eux rattache ainsi tout le passé de sa famille à l'appartement dans lequel il

naquit, l'adhérence de cette habitation avec l'ensemble de l'édifice lui représente la solidarité civique, et même le lien universel. Car la répartition du domaine planétaire entre les possesseurs du sol est analogue à celle de l'habitation sociale entre les clients du commun propriétaire, qui leur offre, à moins d'indignité, l'image locale de l'être auquel tout appartient.

Je dois maintenant compléter la systématisation de l'existence matérielle des prolétaires en déterminant l'ensemble ordinaire des dépenses annuelles de chaque famille, d'où résulte le salaire moyen du travailleur qui la dirige. Mais, d'après l'explication précédente, il faut d'abord écarter celles du domicile, puisqu'il est habituellement possédé. Son acquisition doit être normalement accomplie quand le jeune agent reçoit le sacrement de la destination, ou du moins avant celui du mariage, afin de pourvoir à la sécurité du nouveau ménage. Le meilleur mode consiste en une annuité septennale, prélevée sur les salaires, avant que les dépenses atteignent le taux normal. Toutefois, le nouveau travailleur ne pourrait ordinairement remplir une telle condition sans l'assistance paternelle, dont elle doit habituellement susciter le dernier acte.

Il serait ici superflu de revenir sur le principe de ma statique sociale qui prescrit la décomposition du salaire normal en deux parties inégales : l'une fixe pour chaque opérateur, quel que soit l'ouvrage ; l'autre proportionnelle au produit de l'activité. Cette loi n'est pas plus contestable que la gratuité nécessaire du travail humain sur laquelle elle repose, dans un régime où tout appartient au Grand-Être, qui confie ses trésors à ses ministres afin de nourrir ses agents. Mais je dois maintenant la compléter en osant fixer le rapport normal, dont mon second volume réservait aux chefs pratiques la détermination ultérieure. J'ai depuis reconnu que ce principe ne pourrait être assez apprécié si l'initiative religieuse ne lui procurait pas une précision

immédiate, sauf rectification finale, comme envers tous les autres aperçus numériques du présent chapitre. Voilà pourquoi je n'hésite point à proposer, pour chacun des treize mois de l'année positiviste, envers chaque travailleur, un traitement de cent francs, toujours émané de l'entrepreneur correspondant, urbain ou rural, tant que dure le libre engagement mutuel.

Dans les villes, qu'il faut d'abord instituer, ce taux me semble devoir ordinairement former le tiers du salaire total, dont je règle la partie mobile à sept francs par journée moyenne de travail effectif. En laissant toujours aux mœurs les prescriptions relatives aux fêtes quelconques, et même au chômage hebdomadaire, on peut présumer que le culte sera scrupuleusement pratiqué, surtout chez les prolétaires, auxquels il est principalement destiné. Les taux précédents assignent dès lors neuf francs à l'entretien quotidien d'un ménage ouvrier, que mes explications antérieures composent normalement de sept membres.

Quoique destinée à servir de type, cette détermination diffère peu des résultats souvent obtenus à travers l'anarchie occidentale. Je ne crois pas devoir distinguer, à cet égard, entre les industries urbaines, dont la diversité financière se bornera normalement aux entrepreneurs, comme la hiérarchie pratique. L'homogénéité naturelle du prolétariat se trouvera toujours développée et consolidée d'après le concours spontané de deux influences universelles, l'une intellectuelle, l'autre morale. D'abord la plénitude et l'uniformité de l'éducation positive procureront aux ouvriers une telle aptitude à changer d'office qu'aucune grave inégalité de salaire ne saurait durer entre les divers travailleurs de chaque ville, ou même de chaque république. En combinant cette influence universelle avec le perfectionnement des transports et l'essor des relations, on peut finalement étendre cette égalité jusqu'à l'ensemble du territoire positiviste, qui n'a d'autres limites nécessaires que celles du

globe habitable. Un tel résultat de l'identité d'éducation et de culte, complétée par la similitude des mœurs et l'universalité du langage sacré, doit d'ailleurs se trouver consolidé d'après l'intervention directe et continue du suprême patriciat. Sous l'active providence de ses quatorze mille banquiers, la planète humaine y produira partout une harmonie de prix qui complétera les justes garanties des travailleurs contre les inégalités et les variations suscitées par l'insuffisance ou l'incurie des entrepreneurs.

En second lieu, quand la religion positive aura fait assez reconnaître la gratuité du travail, les mœurs normales dirigeront partout le salaire vers sa destination essentielle, l'entretien des agents du Grand-Être, dont chacun doit ordinairement nourrir un ménage de sept membres. Ce dogme, qui combine une obligation morale avec une appréciation intellectuelle, ne fut jusqu'ici méconnu que d'après l'impuissance de la synthèse absolue envers le spectacle social, même domestique, conformément au besoin initial de développer les forces sans les régler. La morale théologique ne pouvait prescrire que la vénération chez les inférieurs, en laissant le dévouement toujours facultatif parmi les supérieurs, issus ou représentants des dieux, suivant la maxime qui dut prévaloir dans toute l'antiquité : *paucis nascitur humanum genus*. Il n'appartenait qu'à la religion relative d'éteindre les droits quelconques en instituant partout des devoirs, au nom de l'Humanité, quand notre maturité nous conduit à discipliner les forces surgies pendant notre préparation. Alors la morale positive prescrit à la fois le dévouement et la vénération chez tous les serviteurs du Grand-Être, soit dans leurs relations mutuelles, soit pour leurs communes obligations envers la postérité.

La gratuité du travail devient ainsi la conséquence et le résumé de l'institution sociale des propriétés quelconques, tou-

jours transmises au présent par le passé, mais destinées surtout à l'avenir. Tout payement consistant en un échange, où chacun doit recevoir plus qu'il ne donne, son application est exclusivement matérielle, sans pouvoir jamais s'étendre à l'action humaine, qui ne comporte d'autre équivalent qu'une juste réciprocité. Dans l'état normal, les agents du Grand-Être possèdent leurs salaires au même titre que ses interprètes leurs traitements et ses ministres leurs revenus ; c'est-à-dire, comme condition d'existence et moyen d'agir, mais non comme prix du travail. Quant à l'obligation de servir, elle est commune à tous, sans comporter d'autre diversité que celle du mode plus ou moins général et direct, dont la valeur ne saurait, en aucun cas, s'estimer en argent. Une telle appréciation, aussi conforme à la réalité sociale qu'à la dignité personnelle, également méconnues par l'institution théocratique des propriétés, pousse à l'identité de rétribution entre les ménages qui, pour le bien public, réduisent leurs besoins autant que possible.

On ne peut normalement admettre, à cet égard, d'autre différence durable que celle qui résulte de la diversité des dépenses habituelles. Elle se réduira bientôt à distinguer entre la condensation urbaine et l'isolement rural, qui, même après la meilleure institution des rapports mutuels, doivent toujours influer sur le prix des objets correspondants. Mais cette inégalité se trouvera de plus en plus diminuée par la compensation croissante entre la cherté des matériaux et celle des produits.

Cet ensemble d'indications doit faire sentir que les utopies modernes sur l'identité du salaire contiennent, malgré leur caractère anarchique, une confuse appréciation de l'avenir social. Elles n'offrent d'autre vice radical que leur dangereuse tendance à régler par la législation ce qui ne comporte qu'une discipline morale. Mais ce tort étant aujourd'hui commun à toutes les écoles politiques, également hostiles à la division des

deux pouvoirs, les vrais philosophes doivent le juger avec indulgence dans le milieu populaire, siége essentiel des vagues aspirations à l'ordre normal.

Pour compléter cet examen de la principale fonction des patriciens, il faut spécialement caractériser la possibilité d'étendre à tous les travailleurs l'entretien ci-dessus fixé, que beaucoup d'entre eux dépassent maintenant. Une telle uniformité de répartition matérielle n'est pas plus impossible que l'universalité de l'éducation encyclopédique. Ces deux devoirs connexes des supérieurs envers les inférieurs peuvent seuls constituer un ordre vraiment stable, en remplaçant les deux garanties que fournissaient, au moyen âge, la protection féodale et la discipline catholique.

Il suffit de ne jamais séparer les deux bases, temporelle et spirituelle, du régime sociocratique pour éviter les dangers et surmonter les obstacles que présenterait l'institution isolée de chacune d'elles. En subordonnant toujours la réorganisation matérielle à la régénération morale, on peut aisément reconnaître combien deviendra praticable la rénovation ci-dessus prescrite quand les mœurs seront partout transformées avec les opinions. Car la synthèse altruiste est éminemment économique, puisqu'elle place le bonheur dans l'essor universel et continu des penchants les moins dispendieux. L'analyse cérébrale des dépenses humaines fait bientôt sentir que la plupart sont destinées à satisfaire les instincts dont la religion positive doit partout instituer la compression permanente. Prescrivant à tous, au nom du bonheur et du devoir, de restreindre l'instinct nutritif et d'éteindre l'instinct sexuel, érigeant en infirmités l'orgueil et la vanité, la morale altruiste établira facilement les habitudes qu'exige le régime sociocratique.

Je dois maintenant compléter l'appréciation des frais généraux de la nutrition humaine, en considérant ceux qui, con-

cernant le gouvernement, d'abord temporel, puis spirituel, émanent du trésor public au lieu des sources privées.

Tout praticien exerce directement un pouvoir local, dont l'extension est mesurée par ses capitaux et son crédit. Mais, les opérations industrielles étant essentiellement analytiques, même chez les banquiers, cette discipline spéciale ne saurait assez régler l'existence pratique sans l'intervention générale et continue d'une puissance centrale, à la fois directrice et répressive. Quoique le régime humain devienne de plus en plus spirituel et de moins en moins temporel, le conseil ne saurait jamais dispenser du commandement. Chacune des républiques sociocratiques, sans excéder l'étendue et la population de la Normandie ou de la Bourgogne, exige un gouvernement proprement dit, c'est-à-dire un pouvoir central, qui, partout ramifié, consolide et développe la vie civique. Faute d'une telle influence, on ne pourrait concevoir la généralité de vues et l'élévation de sentiments capables d'instituer une suffisante convergence entre les activités sociales. Pour apprécier ce besoin, il suffit d'observer que les plus puissants banquiers ne sauraient, même ligués, suffire aux affaires d'un pareil territoire; comme le confirme aujourd'hui la décomposition spontanée de la Banque de France ou d'Angleterre. Néanmoins, cette force plus générale, qui peut seule faire librement converger trois cent mille activités, se trouve beaucoup assistée par les magistratures locales directement émanées du pouvoir industriel, et chez lesquelles s'accomplissent la plupart des fonctions de justice ou de police.

D'après une telle simplification, la partie politique de chaque gouvernement devient essentiellement réductible au suprême triumvirat, émané des trente banquiers qui doivent ordinairement correspondre à la république précédemment circonscrite. Parmi les patriciens les plus généraux et les plus généreux, le

pouvoir central appartient aux trois qui possèdent le mieux ce double attribut. Mais ils ne sauraient ainsi prévaloir qu'après avoir reçu le sacrement de la maturité, fixé normalement à quarante-deux ans, afin d'avoir assez constaté leur aptitude et développé leur crédit. En les sacrant, le pontife universel, représenté par le supérieur correspondant, leur fera dignement sentir combien leur office antérieur, quelque vaste qu'il ait été, reste au-dessous de l'élévation mentale et morale que le Grand-Être va maintenant exiger d'eux. Une telle extension de vues et de sentiments se trouve naturellement bornée au sacerdoce, qui doit pourtant s'abstenir, à tout prix, de participer au commandement, afin de maintenir la pureté de cœur et d'esprit que suppose le conseil.

Quant au nombre des dictateurs, il est normalement prescrit par le besoin de faire également concourir les trois industries spéciales au gouvernement émané de l'industrie générale. Entre les limites territoriales ci-dessus définies, un digne banquier peut finalement saisir l'ensemble des opérations commerciales, ou celui des entreprises manufacturières, ou même celui des exploitations agricoles. Mais aucun ne serait capable d'embrasser le concours de ces trois systèmes avec la netteté continue qu'exige le gouvernement central. La dictature normale doit donc résider chez les trois principaux banquiers, respectivement liés, de préférence, à l'agriculture, à la fabrication, au commerce, quoique chacun ait habituellement des relations avec les trois branches, d'après son office pratique. Ils ne comportent d'autre lien mutuel que la connexité résultée de leur destination sociale et réglée par leur commune religion. Cette double garantie rendrait inexcusable entre eux un antagonisme qui, spontanément prévenu d'après la diversité des attributions, ne pourrait naître que d'une personnalité vicieuse, bientôt exposée à la censure du public ou du sacerdoce. Un

tel partage achèverait de rassurer contre l'usurpation pratique des fonctions théoriques, si ce motif supplémentaire, très-grave pour la transition finale, ne devenait presque superflu dans l'état normal, où la séparation des deux puissances est, à tous égards, inébranlable.

Outre ses racines patriciennes, le triumvirat sociocratique se trouve naturellement investi de la confiance populaire, d'après les relations continues, à la fois privées et publiques, de la banque avec le prolétariat. Ce lien semble d'abord contraire au caractère abstrait de la suprême industrie, essentiellement dispensée d'ouvriers. Mais, indépendamment des liaisons personnelles qui résulteront des soirées hebdomadaires, la constitution sociocratique du salaire plébéien fera toujours surgir des contacts publics entre chaque banquier et l'ensemble des travailleurs de son ressort. En effet, les entrepreneurs seront spontanément conduits à charger leurs banquiers de payer le traitement mensuel de leurs ouvriers, afin de simplifier les comptes hebdomadaires. Ainsi naîtra le lien périodique d'un banquier quelconque avec dix mille prolétaires; en sorte que l'industrie la moins plébéienne aura le plus de relations populaires, qui, quoique peu prononcées, pourront beaucoup seconder la dictature issue d'une telle classe.

Le gouvernement patricien, tant local que central, sera toujours gratuit, sans comporter d'autre récompense extérieure que l'estime publique. Si quelqu'un de ses membres abusait de son office afin d'augmenter ses propres richesses, l'opinion suffirait, à défaut d'une autorité légale, pour le forcer d'abandonner le pouvoir. Mais, sous la puissance politique, le régime exige, avec une gendarmerie spéciale, un service administratif, dont les agents continus doivent s'y vouer exclusivement. De là résultent les deux principales sources des dépenses publiques. Leur ensemble annuel me paraît, d'après mes indica-

tions numériques, devoir habituellement s'élever à vingt millions de francs pour chacune des sociocraties que j'ai caractérisées. Cette somme augmentera communément de moitié d'après l'établissement normal d'un système de travaux publics capable, en compensant les chômages privés, de prévenir ou réparer la tendance des ligues plébéiennes à compromettre le service industriel. Ainsi fixée à trente millions de francs, la dépense annuelle de chaque république sera directement payée par le patriciat, sauf la compensation qu'il devra se procurer en comprenant ce même élément dans les comptes qui détermineront les prix habituels.

Pour avoir pleinement institué le budget sociocratique, il me reste seulement à caractériser le subside sacerdotal, qui, longtemps issu de souscriptions volontaires, comme je l'expliquerai quant à la transition, exige finalement un service officiel. D'après les nombres indiqués au début de ce chapitre, je fixe cette dépense annuelle à trois cents millions de francs envers l'ensemble de l'Occident, ou quinze francs par ménage ; y compris les frais quelconques des deux mille temples, dont chacun contient normalement septante mille auditeurs. Il en résulte un accroissement d'un sixième dans chaque budget national, mais en comptant la portion qu'il envoie au trésor central du sacerdoce universel, pour les services qui n'ont point une destination locale.

Chacun peut maintenant résumer l'ensemble des frais de nutrition auxquels doit habituellement pourvoir le patriciat normal, d'après des prélèvements convenables sur les produits du travail systématisé. Tout temple suffit à dix mille familles par dix philosophes ; il représente un banquier, cinquante commerçants, cent fabricants, et deux cents agriculteurs. Ainsi, les interprètes du Grand-Être forment le millième, et ses ministres le trentième, du nombre de ses agents. Les frais, hebdomadaires

et mensuels, qu'exige l'entretien de ceux-ci, composent la presque totalité des dépenses que le patriciat doit régler, suivant une intervention continue, à la fois partielle et collective. Il peut donc mesurer l'extension que doit acquérir la production annuelle pour que la génération qu'il dirige transmette dignement à la suivante l'ensemble du trésor qu'elle reçut de la précédente, en y réalisant l'augmentation projetée. De là résultera l'essor normal d'une statistique, maintenant empirique et fallacieuse, qui permettra d'apprécier la providence matérielle, d'après les comptes annuellement publiés par chacune des cinq cents dictatures terrestres. On pourra dès lors constater si les dépenses personnelles des patriciens ne compromettent point leur office social envers le présent et l'avenir; ce qui constitue l'unique contrôle financier que le sacerdoce et le public doivent exercer envers les dignes ministres du Grand-Être.

Voilà comment l'action se subordonne mieux à la nutrition dans l'organisme collectif que dans la constitution individuelle; le but devenant extérieur, l'altruisme y préside au lieu de l'égoïsme, en constituant une unité plus complète et plus stable. Une telle appréciation caractérise la dignité normale du suprême patriciat, seul capable de concevoir l'ensemble de l'industrie humaine, d'après la théorie émanée de la religion, et sous l'impulsion synthétique du sacerdoce. La fonction principale de chaque banquier consiste alors à commanditer avec sagesse les entreprises qui méritent assistance, en secondant l'extinction des branches vicieuses. Outre les fonds résultés de son commerce des valeurs, il disposera des capitaux que les patriciens retirés, et peut-être les épargnes plébéiennes, associeront spontanément à ses opérations financières, afin d'éviter une sollicitude insuffisante et perturbatrice. Je regarde comme un heureux augure pour le prochain avénement du positivisme que mes premiers aperçus sur un tel office en aient

déjà fait dignement concevoir l'ensemble par un jeune banquier, dont l'adhésion à la vraie religion est aussi sage que dévouée.

Il faut maintenant achever de caractériser l'existence civique en systématisant le complément nécessaire, à la fois moral et politique, qu'elle doit continuellement recevoir du prolétariat, seul garant décisif de sa consistance et de sa dignité.

Tant que la constitution sociocratique du salaire reste pleinement respectée, les travailleurs, abrités contre leurs dangers matériels, se trouvent mieux appelés que leurs chefs temporels, et même spirituels, à développer la principale destination de l'éducation universelle. C'est dans un tel milieu que l'homme peut le plus s'occuper de son perfectionnement et de son bonheur, d'après un sage exercice de toutes les facultés qui méritent d'être cultivées, en liant l'existence domestique à la vie civique, par l'activité la plus conforme à notre nature. La subordination de l'égoïsme à l'altruisme s'y trouvera mieux instituée que partout ailleurs, puisque la situation y seconde davantage la compression de l'un et l'essor de l'autre. Une heureuse médiocrité doit y rendre facile la discipline de l'instinct nutritif, et la plénitude du bonheur domestique y surmonte aisément l'instinct sexuel. Mais la sagesse populaire a surtout besoin de contenir l'orgueil et la vanité, qui, ne pouvant la trouver exceptionnellement une destination sociale, y tendent ordinairement à troubler l'existence privée et publique. En les traitant comme des infirmités universelles, le prolétaire s'efforcera toujours de les réduire aux mode et degré propres à susciter une émulation salutaire envers l'accomplissement habituel de ses fonctions spéciales et générales. Quand une vocation réelle le fait aspirer au gouvernement théorique ou pratique, il sent que la condensation nécessaire d'un tel office en écarte la plupart de ceux qui pourraient y prétendre ;

il s'attache à développer assez sa propre valeur pour mériter la seule récompense accessible à tous.

Sans être, comme ses chefs, absorbé par ses fonctions spéciales, le prolétaire doit, autant qu'eux, ériger leur digne exercice en premier devoir du vrai citoyen. Pour en sentir la noblesse, il lui suffit de reconnaître que leur suspension concertée entraverait bientôt toute l'économie sociale. Mais, quoique cette inertie collective doive toujours rester facultative, afin de faire mieux respecter le libre concours, le prolétariat réservera ce redoutable pouvoir comme une ressource extrême contre les violations graves et prolongées de l'ordre sociocratique. Une telle perspective est surtout destinée à détourner du recours à la violence, toujours incompatible avec l'existence industrielle, et pourtant toujours imminent, vu la tendance du peuple à surmonter les difficultés sociales en abusant de la puissance du nombre. D'après l'ensemble de l'éducation et du régime, le pouvoir spécial du prolétariat sera partout senti sans qu'il ait jamais besoin de l'exercer. Outre les remontrances systématiques du sacerdoce, les patriciens doivent spontanément reconnaître qu'ils ne sont pas les reproducteurs directs du trésor matériel, et que, malgré leurs capitaux de tous genres, leur puissance avorterait si les plébéiens n'utilisaient point ces instruments. Loin de développer l'orgueil populaire, cette conviction comporte habituellement une réaction sympathique, en faisant mieux sentir aux prolétaires leurs services continus envers l'ensemble de notre postérité, seul but normal de leurs travaux quelconques.

Quoique le prolétariat doive toujours surmonter sa tendance spontanée à négliger ses fonctions spéciales en vue de son office général, c'est pourtant celui-ci qui détermine son caractère social, par le contraste de l'homogénéité plébéienne avec la diversité patricienne La sollicitude continue de chaque citoyen

envers l'économie totale ne peut assez surgir que quand l'attribution partielle ne détermine point une préoccupation habituelle, et suscite seulement une facile responsabilité. Même chez le sacerdoce, où les deux fonctions coïncident, la généralité prend un caractère spécial, qui tend à troubler le contrôle universel en y faisant attacher trop d'importance à la systématisation abstraite. Ce complément normal appartient donc au prolétariat, dégagé de toute prévention, et naturellement entraîné vers un office sans responsabilité, que facilite la restriction territoriale des sociocraties. En y recevant avec respect les avis du sacerdoce, les plébéiens doivent l'exercer avec une pleine indépendance, afin de pouvoir, au besoin, le diriger autant contre les usurpations théoriques que contre les abus pratiques, sous la constante invocation de la foi commune.

Les salons populaires deviennent donc les principaux laboratoires de l'opinion universelle, non-seulement en vertu de leur nombre, mais surtout comme mieux aptes à contrôler une autorité qui n'émane pas du peuple, et dont pourtant le vicieux exercice retombe essentiellement sur lui. Pour un tel office, l'homogénéité naturelle du prolétariat constitue une condition fondamentale, préparée par la dissolution spontanée des associations professionnelles, qui ne convinrent qu'au moyen âge. Néanmoins, cette uniformité laissera partout surgir des travailleurs spécialement liés à tous les autres, comme les banquiers aux entrepreneurs.

Depuis l'entière abolition de l'esclavage, l'emploi des machines a graduellement permis de puiser au dehors les forces matérielles que l'homme cessait de fournir. Ce complément général de la constitution industrielle s'est partout développé pendant la dernière phase de la révolution occidentale, avec l'institution des banquiers, avant laquelle les entreprises ne pouvaient acquérir un essor vaste et continu. Systématisées

dans l'état normal, les machines y remplissent, envers les arts, un office équivalent à celui des méthodes pour les sciences; sans rien produire directement, les unes deviennent, comme les autres, les principaux moyens de production. Partout appliquées, leur construction suscite une industrie spéciale, naturellement liée à toutes les branches, non-seulement de la fabrication, mais aussi du commerce, et même de l'agriculture. Quoique la banque soit seule exceptée de leur compétence, une commune généralité doit habituellement lier les directeurs suprêmes et les suprêmes opérateurs, quand les mœurs normales auront assez surmonté l'orgueil patricien et la fierté plébéienne.

Voilà comment l'homogénéité, sur laquelle repose la convergence sociale du prolétariat, se trouve spontanément préservée d'une divagation dissolvante par l'ascendant fraternel des travailleurs les plus éminents et les moins spéciaux. Mais cette subordination volontaire, seule hiérarchie qui convienne au milieu populaire, doit être complétée, à l'autre extrémité, par la digne incorporation d'une classe exceptionnelle, envers laquelle les mœurs occidentales restent insuffisantes, surtout chez les nations protestantes.

En proclamant la gratuité du travail, afin d'instituer l'existence sociocratique des prolétaires, la religion positive ne saurait oublier ceux qui, malgré l'éducation universelle, se trouvent momentanément, ou même toujours, incapables de remplir leurs devoirs spéciaux. Que cette impuissance émane de leur propre imperfection, physique, intellectuelle, morale, ou des vices de l'organisme collectif, le Grand-Être exige qu'on nourrisse et qu'on utilise ses enfants exceptionnels, sans pourtant les assimiler aux serviteurs normaux. Le patriciat, et même le sacerdoce, peuvent toujours fournir, comme le prolétariat, des recrues spontanées à la communauté supplémentaire qui

recueille toutes les existences avortées par accident ou défectuosité. Sans que leur entretien puisse échoir, faute de coopération matérielle, à des sollicitudes spéciales, il doit partout reposer sur l'extension volontaire d'une digne fraternité. C'est principalement aux prolétaires qu'appartient un tel protectorat, soit parce qu'ils sont mieux touchés d'une situation moins éloignée de la leur, soit surtout comme appréciant davantage l'efficacité sociale que comporte la classe le plus disponible.

Tous ceux qu'on flétrit, pendant l'anarchie moderne, sous le nom de mendiants peuvent devenir, chez les pauvres, aussi précieux que ceux qu'on qualifie d'oisifs parmi les riches. Les uns ou les autres ne méritent le titre de parasites que quand ils ne savent point utiliser assez leur disponibilité caractéristique. De ces deux modes opposés de l'existence indéterminée, peut également surgir un concours permanent au bien public, en perfectionnant la chevalerie patricienne ou le contrôle plébéien. Il faudrait attacher une importance dégradante à la reproduction matérielle pour croire que l'impuissance d'y participer mérite le mépris ou l'oppression. Sans un tel concours, le citoyen le plus indéterminé peut rendre habituellement de grands services, et même obtenir la glorification subjective, s'il développe dignement l'aptitude sociale qui doit compenser son insuffisance industrielle.

Ainsi surgissent, aux deux extrémités de l'organisme prolétaire, deux appendices naturels, l'un normal, l'autre exceptionnel, respectivement propres à condenser et compléter son contrôle universel. Également disposés à fraterniser avec tous les plébéiens, et diversement poussés aux déplacements habituels, ils seront spontanément conduits à se lier spécialement, pour mieux développer l'action sociale du prolétariat, quand les mœurs normales auront assez prévalu. La généralité de vues et la générosité de sentiments constituant, dans la religion

positive, les meilleurs titres à l'estime personnelle, les plus actifs et les plus passifs des plébéiens peuvent dignement fraterniser, malgré la discordance de leurs caractères.

Pour avoir assez institué le régime humain, il me reste à passer des relations civiques aux rapports universels, afin d'apprécier comment les cinq cents sociocraties partielles du globe régénéré composent la république universelle, d'après un concours toujours libre. Mais, quoique cette convergence, à la fois spontanée et systématique, devienne le meilleur résultat de la religion, et constitue, mieux qu'au moyen âge, la principale attribution du sacerdoce, son explication ne présente maintenant aucune difficulté grave. Car une telle concordance repose directement sur la commune prépondérance de l'esprit relatif et de l'activité pacifique, double base de la synthèse altruiste, seule susceptible d'universalité. Je dois seulement caractériser la coopération continue que le patriciat et le prolétariat y fournissent naturellement au sacerdoce, partout assisté des femmes et des vieillards. Quoique l'ensemble de la famille humaine n'exige et ne comporte qu'un gouvernement spirituel, sans aucun mélange d'empire temporel, son unité sympathique serait impossible si les influences pratiques n'y secondaient pas les impulsions théoriques.

Fondée sur la communauté d'éducation, de mœurs, et même de langage, la libre concordance des sociocraties terrestres suscite pourtant un office habituel, où le sacerdoce, assisté de toutes les classes, prévient ou résout les conflits, et prépare ou seconde les coopérations. Malgré l'unanime prépondérance de l'activité pacifique et l'entière élimination de la guerre, l'égoïsme collectif tendra toujours à se reproduire, en substituant, au dehors, le monopole à la conquête, comme en instituant, au dedans, le despotisme de la richesse ou du nombre. Le sacerdoce a donc besoin de faire souvent sentir, aux nations

autant qu'aux classes, que l'ascendant, partout invoqué, de la sociabilité sur la personnalité ne saurait être durable si la sympathie ne devient point universelle. Il faudra proclamer la subordination continue de la Patrie à l'Humanité comme aussi nécessaire que celle de la Famille à la Patrie. Cette conviction se trouvera secondée par la restriction territoriale, qui préservera chaque sociocratie d'une vaine tendance à subsister par sa seule industrie en s'affranchissant de toute dépendance extérieure.

Néanmoins, la discipline intellectuelle et morale ne suffirait point envers les conflits industriels sans l'assistance spontanée du suprême patriciat et de l'ensemble du prolétariat. Mais ce double complément pourra communément surmonter les inspirations perturbatrices d'une activité déréglée ou d'un patriotisme vicieux. Car les dispositions au monopole sont essentiellement propres aux entrepreneurs directs, commerciaux, manufacturiers, et même agricoles. Les banquiers s'en trouvent ordinairement préservés par l'étendue de leurs opérations, et le prolétariat d'après son universelle homogénéité. Je dois même signaler, au sein du peuple, la classe des mécaniciens comme spécialement disposée à faire autant prévaloir le principe social au dehors qu'au dedans, en vertu de ses relations normales avec tous les industriels.

Les quatorze mille banquiers qui présideront à l'exploitation de la planète humaine, et les millions de prolétaires avec lesquels ils seront habituellement liés, permettront au pontife universel de maintenir, par ses cent quarante mille organes, la concorde terrestre. Consacrant le patriotisme, comme un intermédiaire nécessaire entre l'affection domestique et l'amour universel, la religion positive le transforme en une disposition continue à perfectionner la cité. Renonçant autant au monopole qu'à la conquête, le vrai citoyen aimera sa patrie

aussi purement que sa dame, en s'efforçant de la mieux adapter au service de l'Humanité, sans se dissimuler ses imperfections.

Outre la consolidation de la paix, le gouvernement spirituel de la république universelle doit, avec les mêmes auxiliaires, systématiser le concours. Par son influence continue sur les cinq cents dictatures terrestres, le sacerdoce peut seul établir et maintenir l'uniformité de législation, surtout envers le mariage et l'hérédité, pour compléter la similitude morale et faciliter la convergence pratique. De la même source doit aussi résulter l'universelle adoption d'un système convenable de poids et mesures, appendice naturel de l'éducation positive.

Envisagée dynamiquement, la réaction pratique de l'Église sur la Cité devra perfectionner l'harmonie industrielle en dirigeant l'activité locale vers sa meilleure application. L'essor continu de la sociocratie générale déterminera bientôt la véritable aptitude de chaque pays envers les branches spéciales de l'agriculture ou de la fabrication. Alors les banquiers, systématiquement éclairés par le sacerdoce, et spontanément assistés des mécaniciens, pourront dignement conduire l'ensemble de la reproduction, en évitant les efforts vicieux et les doubles emplois, pour faire partout prévaloir l'office convenable.

Je dois maintenant compléter la systématisation pratique en instituant les plus vastes relations, où l'espèce humaine se lie collectivement à toutes les races disciplinables, pour perfectionner, autant que possible, l'ordre universel.

Spontanément ébauchée par le fétichisme, la ligue continue de la volonté contre la nécessité devient, sous le positivisme, le principal domaine de la vraie politique, quand l'harmonie directrice se trouve assez établie. Un être extérieur qui conduirait l'ensemble des affaires terrestres y prendrait la marche que la providence intérieure a naturellement suivie, en perfec-

tionnant d'abord l'espèce la plus éminente et la plus modifiable. Ce perfectionnement fondamental est aujourd'hui résumé d'après l'irrévocable prépondérance de l'esprit relatif et de l'activité pacifique sur le théologisme et la guerre. Ainsi constitué, le Grand-Être doit inaugurer sa maturité par l'amélioration graduelle des libres auxiliaires qu'institua son enfance. Quoiqu'une insurmontable fatalité ne lui permette point d'étendre partout ses sympathies protectrices, il reconnaît, du moins, que ses ennemis sont aussi ceux de ses alliés, dont il garantit l'existence en détruisant les rivaux de sa suprématie.

Parmi les races disciplinées, il faut distinguer les laboratoires nutritifs et les auxiliaires actifs. Les premiers se trouvent, depuis longtemps, devenus des créations de la providence humaine, sans laquelle tous les ruminants auraient déjà disparu sous la dent des carnassiers. Mais ce titre nous oblige à mieux subir la loi nécessaire de l'alimentation animale, en protégeant ses victimes autant que le permettent nos besoins. Jusqu'au fatal moment, une active sympathie doit s'efforcer, en améliorant leur situation matérielle et morale, de leur faire oublier la sinistre perspective annoncée par leurs prédécesseurs. A l'heure suprême, les fonctionnaires dignement investis du terrible office l'accompliront avec le recueillement qu'il exige, en perfectionnant les moyens de destruction afin de diminuer les souffrances. Quoique l'éducation encyclopédique dispose cette classe à saisir une telle occasion pour instituer des expériences que les mœurs positives doivent interdire en tout autre cas, elle n'oubliera pas d'étendre aux innocents les ménagements justement usités envers les coupables.

Relativement à nos auxiliaires, la sympathie humaine peut et doit suivre un meilleur cours, en perfectionnant, non-seulement leur situation, mais surtout leur nature, physique, intellectuelle, et morale, d'après le développement habituel de la

vraie fraternité. Ceux qui sont herbivores se trouveront graduellement élevés, par le Grand-Être, à la dignité de carnivores, pour devenir à la fois plus actifs, plus intelligents, et même plus dévoués, en s'assimilant davantage aux serviteurs directs de l'Humanité. Quant à ceux qui déjà se rapprochent mieux de notre nature, tant cérébrale que corporelle, il appartient à notre maturité de systématiser et développer l'association morale, et souvent politique, spontanément instituée par les dignes sympathies de notre enfance.

L'économie positive doit toujours consister à charger un agent quelconque de toutes les attributions qu'il comporte, sans y jamais appliquer des forces susceptibles d'une meilleure destination. Suivant ce principe, l'industrie occidentale a déjà fait réputer barbare l'emploi de l'homme comme poids ou moteur, en transportant hors de nous les services matériels, non-seulement statiques, mais aussi dynamiques, d'après une sage institution des machines. Dès lors la dignité personnelle et l'activité sociale se sont simultanément améliorées, en utilisant la valeur mentale et morale, auparavant perdue pour l'espèce et douloureuse à l'individu, que présentent toujours les moindres enfants du Grand-Être. Mais ce progrès reste souvent imparfait, en se bornant à substituer les animaux à l'homme, sans utiliser assez les forces inorganiques. Un essor plus complet et mieux dirigé de la mécanique industrielle doit à la fois respecter nos auxiliaires volontaires et développer nos agents aveugles, dont la puissance matérielle devrait nous suffire, si, par exemple, nous savions mieux appliquer l'immense pouvoir de la marée. Toute automatique destination doit être autant abandonnée quant aux animaux qu'envers l'homme, comme aussi contraire à l'économie qu'à la moralité. Quand nous saurons assez utiliser le cœur et l'esprit de nos alliés pour leur confier la principale surveillance des forces matérielles, nous pourrons

mieux employer les hommes devenus disponibles, et développer davantage la fraternité terrestre.

Toutes les classes de l'humanité régénérée doivent spontanément concourir à ce double perfectionnement, par une influence continue, à la fois intellectuelle et morale. Mais il concerne spécialement le sacerdoce et le prolétariat, sous la commune inspiration du sexe aimant. Outre l'influence théorique de l'éducation positive pour relever les animaux de la flétrissure théologique, le clergé sociocratique, en reprenant les attributions médicales, ne devra jamais négliger de les mieux étendre aux autres espèces que ne put le faire la théocratie. D'après un tel exemple, les prolétaires, administrateurs directs de l'alliance animale, feront partout prévaloir de dignes sympathies envers nos frères inférieurs, sans avoir même besoin de reconnaître leurs services, ni d'apprécier la connexité des mœurs. Les deux classes extrêmes de la sociocratie s'accorderont à perfectionner, par la théorie et la pratique, l'âme et le corps des races déjà disciplinées, comme à développer une association qui n'a pu faire aucun pas depuis le fétichisme.

Afin que l'unité sympathique devienne aussi complète que possible, il faut savoir l'étendre jusqu'au domaine inorganique, envers lequel nous devons toujours subordonner la destruction à la construction, en n'oubliant jamais que, même là, tout caprice est immoral.

Une connaissance familière de la nature humaine fera partout sentir que le mépris et l'oppression peuvent constamment s'étendre de la matière au corps et finalement à l'âme. Habitués à respecter les produits, les vrais sociocrates sauront aussi vénérer les matériaux, en développant les réactions morales que comporte l'irrévocable absorption de la fétichité par la positivité, surtout d'après l'institution des milieux subjectifs. L'ordre extérieur rappelle toujours l'Humanité,

qui, seule capable de le connaître et de le perfectionner, le consacre en le résumant. Nous devons assez améliorer le régime terrestre pour faire dignement regretter que l'économie céleste se trouve entièrement soustraite à notre providence, qui l'utilise sans la rectifier. Mais, en réalisant tous les perfectionnements qui nous sont permis, nous n'oublions jamais que leur accomplissement repose sur notre soumission à l'ordre universel, dont les lois quelconques méritent notre gratitude comme fournissant les bases de notre conduite. Pendant que la foi nous dévoile notre dépendance envers l'ensemble des êtres connus, l'amour nous fait sentir notre dignité d'après la destination de notre activité pour modifier la hiérarchie relative, au commun avantage de ses divers éléments. Toute la sagesse humaine, à la fois théorique et pratique, se condense dans cette loi fondamentale : l'ordre le plus noble perfectionne le plus grossier en s'y subordonnant.

De l'ensemble de ce chapitre surgit la vérification décisive de son annonce initiale sur l'aptitude du régime à concilier pleinement la sympathie et la synthèse, respectivement instituées par le culte et le dogme. L'unité sympathique a subi sa principale épreuve en disciplinant la vie pratique après avoir systématisé l'existence théorique. Dirigée par l'amour et réglée d'après la foi, l'activité consolide leur concours en développant l'industrie collective, devenue la base matérielle du perfectionnement humain, physique, intellectuel, et moral.

Ce chapitre ayant complété l'institution directe de la religion positive, le suivant doit systématiser son avénement universel.

BIBLIOTHÈQUE DU PROLÉTAIRE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

Système universel de lectures recommandées
par Auguste COMTE

CENT CINQUANTE VOLUMES

1° POÉSIE (trente volumes).

L'ILIADE et L'ODYSSÉE, traduction Bitaubé.
ESCHYLE, traduction Laporte du Theil, suivi de l'ŒDIPE-ROI de Sophocle, et ARISTOPHANE, traduction Artaud.
PINDARE et THÉOCRITE, traduction F. Didot, suivis de DAPHNIS ET CHLOÉ, traduction Amyot et Courier.
PLAUTE, traduction Naudet, et TÉRENCE, traduction Dacier.
VIRGILE complet, traduction Delille, HORACE choisi, traduction Vanderburg, et LUCAIN.
OVIDE, traduction Saint-Ange, TIBULLE, traduction Pauckouke, et JUVÉNAL, traduction V. Fabre.
FABLIAUX DU MOYEN AGE, recueillis par Legrand d'Aussy.
DANTE, ARIOSTE, TASSE, et PÉTRARQUE choisi.
LES THÉATRES choisis, de Métastase et d'Alfieri.
LES FIANCÉS, par Manzoni.
LE DON QUICHOTTE et LES NOUVELLES, de Cervantes.
LE THÉATRE ESPAGNOL choisi, recueil édité par don José Segundo Florez.
LE ROMANCERO ESPAGNOL choisi, y compris le poème du Cid.
LE THÉATRE choisi de P. Corneille.
MOLIÈRE complet.
LES THÉATRES choisis de Racine et de Voltaire.
LES FABLES DE LA FONTAINE, suivies de quelques FABLES de Lamotte et de Florian.
GIL BLAS, par Lesage.
LA PRINCESSE DE CLÈVES, PAUL ET VIRGINIE, et LE DERNIER ABENCERAGE.
LES MARTYRS, par Chateaubriand.
LE THÉATRE choisi de Shakespeare.
LE PARADIS PERDU et LES POÉSIES LYRIQUES de Milton.
ROBINSON CRUSOÉ et LE VICAIRE DE WAKEFIELD.
TOM JONES, par Fielding (en anglais, ou traduit par Chéron).
Les sept chefs-d'œuvre de Walter-Scott. { IVANHOÉ, WAVERLEY, LA JOLIE FILLE DE PERTH, L'OFFICIER DE FORTUNE, LES PURITAINS, LA PRISON D'EDIMBOURG, L'ANTIQUAIRE.
Les Œuvres choisies de Byron (en supprimant surtout le DON JUAN).
Les Œuvres choisies de Gœthe.
LES MILLE ET UNE NUITS.

2° SCIENCE (trente volumes).

L'Arithmétique (l'art d'apprendre à compter), par Condorcet, l'Algèbre et la Géométrie de Clairaut, plus la Trigonométrie de Lacroix ou de Legendre.

La Géométrie Analytique d'Auguste Comte, précédée de la Géométrie de Descartes.

La Statique de Poinsot, suivie de tous ses mémoires sur la mécanique.

Le Cours d'Analyse de Navier à l'Ecole Polytechnique, précédé des Réflexions sur le Calcul Infinitésimal, par Carnot.

Le Cours de Mécanique de Navier à l'Ecole Polytechnique, suivi de l'Essai sur l'Equilibre et le Mouvement, par Carnot.

La Théorie des Fonctions, par Lagrange.

L'Astronomie Populaire d'Auguste Comte, suivie des Mondes de Fontenelle.

La Physique Mécanique de Fischer, traduite et annotée par Biot.

Le Manuel Alphabétique de Philosophie Pratique, par John Carr.

La Chimie de Lavoisier.

La Statique Chimique, par Berthollet.

Les Eléments de Chimie, par James Graham.

Le Manuel d'Anatomie, par Meckel.

L'Anatomie Générale de Bichat, précédée de son Traité sur la Vie et sur la Mort.

Le premier volume de Blainville sur l'Organisation des Animaux

La Physiologie de Richerand annotée par Bérard.

L'Essai Systématique sur la Biologie, par Segond, et son Traité d'Anatomie Générale.

Les Nouveaux Eléments de la Science de l'Homme, par Barthez (seconde édition, 1806).

La Philosophie Zoologique, par Lamarck.

L'Histoire Naturelle de Duméril.

Le Traité de Guglielmini sur la Nature des Fleuves.

Les Discours sur la Nature des Animaux, par Buffon.

L'Art de Prolonger la Vie Humaine, par Hufeland, précédé du Traité sur les Airs, les Eaux et les Lieux, par Hippocrate, et suivi du livre de Cornaro sur la Sobriété.

L'Histoire des Phlegmasies Chroniques, par Broussais, précédée de ses Propositions de Médecine et d'abord des Aphorismes d'Hippocrate (en latin).

Les Eloges des Savants, par Fontenelle et Condorcet.

3° HISTOIRE (soixante volumes).

L'abrégé de Géographie Universelle, par Malte-Brun.
Le Dictionnaire Géographique de Rienzi.
Les Voyages de Cook et ceux de Chardin.
L'Histoire de la Révolution Française, par Mignet.
Le Manuel de l'Histoire Moderne, par Heeren.
Le Siècle de Louis XIV, par Voltaire.
Les Mémoires de M^{me} de Motteville.
Le Testament politique de Richelieu, et la Vie de Cromwell.
L'Histoire des Guerres Civiles de France, par Davila.
Les Mémoires de Benvenuto Cellini.
Les Mémoires de Commines.
L'Abrégé de l'Histoire de France, par Bossuet.
Les Révolutions d'Italie, par Denina.
L'Abrégé de l'Histoire d'Espagne, par Ascargorta.
L'Histoire de Charles-Quint, par Robertson.
L'Histoire d'Angleterre, par Hume.
L'Europe au moyen age, par Hallam.
L'Histoire Ecclésiastique, par Fleury.
L'Histoire de la Décadence Romaine, par Gibbon.
Le Manuel de l'Histoire Ancienne, par Heeren.
Tacite complet (traduction Dureau de la Malle).
Hérodote et Thucydide.
Les Vies de Plutarque (traduction Dacier).
Les Commentaires de César et l'Alexandre d'Arrien.
Le Voyage d'Anacharsis, par Barthélemy.
L'Histoire de l'Art chez les Anciens, par Winckelmann.
Le Traité de la Peinture, par Léonard de Vinci.
Les Mémoires sur la musique, par Grétry.

4° SYNTHÈSE (trente volumes).

La Politique d'Aristote, et sa Morale.
La Bible complète.
Le Coran complet.
La Cité de Dieu, par saint Augustin.
Les Confessions de saint Augustin, suivies du Traité sur l'Amour de Dieu, par saint Bernard.
L'Imitation de Jésus-Christ (l'original et la traduction en vers de Corneille).
Le Catéchisme de Montpellier, précédé de l'Exposition de la Doctrine Catholique, par Bossuet, et suivi du Commentaire sur le Sermon de J.-C. par saint Augustin.
L'Histoire des Variations Protestantes, par Bossuet.
Le Discours sur la Méthode, par Descartes, précédé du Novum Organum de Bacon, et suivi de l'Interprétation de la Nature, par Diderot.
Les Pensées choisies de Cicéron, d'Epictète, de Marc-Aurèle, de Pascal, et de Vauvenargues, suivies des Conseils d'une Mère, par Mme de Lambert, et des Considérations sur les Mœurs, par Duclos.
Le Discours sur l'Histoire Universelle, par Bossuet, suivi de l'Esquisse Historique, par Condorcet.
Le Traité du Pape, par De Maistre, précédé de la Politique Sacrée, par Bossuet.
Les Essais Philosophiques de Hume, précédés de la double Dissertation sur les Sourds et les Aveugles, par Diderot, et suivis de l'Essai sur l'Histoire de l'Astronomie, par Adam Smith.
La Théorie du Beau, par Barthez, précédée de l'Essai sur le Beau, par Diderot.
Les Rapports du Physique et du Moral de l'Homme, par Cabanis.
Le Traité sur les Fonctions du Cerveau, précédé des Lettres sur les Animaux, par Georges Leroy.
Le Traité sur l'Irritation et la Folie, par Broussais (première édition).
La Philosophie Positive d'Auguste Comte (condensée par Miss Martineau), sa Politique Positive, son Catéchisme Positiviste et sa Synthèse Subjective.

Paris, le 3 Dante 66 (mardi 18 Juillet 1854).

Auguste COMTE,
10, rue Monsieur-le-Prince.

CORRESPONDANCE

AVEC

ARMAND BARBÈS ET BOSSON

ARMAND BARBÈS à AUGUSTE COMTE

CHER CITOYEN,

J'ai appris, avec un vif sentiment de reconnaissance, que vous aviez été assez bon pour garder un souvenir à l'un de vos plus indignes collègues de la défense d'avril, et lui envoyer un exemplaire de vos œuvres. Les difficultés de nos communications avec Paris m'ont empêché de recevoir encore ce présent. Mais je m'apprête à accueillir fructueusement son arrivée.

Les épreuves par lesquelles vient de passer notre cher pays, le rude coup porté à nos espérances, doivent enseigner à ceux d'entre nous qui n'ont pas jusqu'ici assez tenu compte de la science, qu'on ne réforme pas une nation uniquement avec des aspirations et des désirs. J'ai fait souvent ces réflexions depuis nos désastres. Je conserve, en dépit de tout, ma foi intacte; mais je sens le besoin de l'éclairer, d'en subordonner les élans à la marche et aux tendances générales de l'humanité. Je relirai donc avec bonheur vos ouvrages, cher Citoyen. Vous êtes un des maîtres les plus illustres de la science que je voudrais acquérir. Puissè-je, au moins, avoir l'intelligence d'un élève.

Je ne vous parle pas de ma prison, Mon corps a pris le pli de ma cage. Il n'en souffre, en quelque sorte, plus. Mais mon esprit est souvent chagrin. Il pense à toutes les misères que vous voyez hélas ! de plus près que moi, vous qui êtes réputé jouir de la liberté. Permettez-moi donc, en vous serrant la

main, de vous dire « courage et bon espoir », comme a droit de le faire tout affligé de ce monde à ceux qu'il sait plus malheureux que lui.

Votre affectionné et reconnaissant,

A. BARBÈS.

Prison de Belle-Ile, le 28 août 1852.

A M. ARMAND BARBÈS, Prison de Belle-Ile.

Paris, le 4 Shakespeare 64 (dimanche 12 septembre 1852).

CHER CITOYEN,

Quoique je sois, comme vous, républicain depuis l'adolescence, j'ai toujours refusé de convertir la précieuse qualification de *citoyen* en une appellation universelle, indistinctement appliquée à ceux-là mêmes qui ne la méritent aucunement. L'instinct public ne ratifia jamais les prescriptions, tyranniques ou ridicules, qui tentèrent de faire prévaloir un tel empirisme. Comment formuler, par exemple, ce jugement historique : *Carnot fut un grand citoyen*, si ce titre devenait l'équivalent de *monsieur* ? Il faudrait alors employer une périphrase incommode et sans vigueur. C'est pourquoi j'adoptai toujours la judicieuse maxime du républicain Andrieux, mon dernier professeur littéraire :

« Appelez-vous Messieurs, mais soyez Citoyens. »

Dans cette explication préliminaire, j'ai seulement en vue de vous indiquer le prix que j'attache à la qualification civique, en l'appliquant à celui de mes contemporains qui la mérite le mieux. Si les préjugés révolutionnaires et les habitudes rétrogrades n'avaient pas dénaturé le titre de *Chevalier*, je pourrais également l'employer envers un noble caractère, qui me rappelle autant les meilleurs types du moyen âge que ceux de l'antiquité. Mais je laisse ce préambule pour répondre directement à votre admirable lettre du 28 août, que vous seul aujourd'hui pouviez écrire.

Vous m'y rappelez notre première rencontre dans la déplo-

rable cohue de 1835, où j'aperçus toute la confusion qui s'est ensuite développée. Mais je préfère remonter au rapprochement personnel qui résulte de notre commune origine méridionale ; puisque je naquis à Montpellier, comme vous à Carcassonne. Quoique ces liens de patrie se trouvent extrêmement affaiblis d'après la monstrueuse extension des états modernes, ils conservent un véritable charme chez les âmes assez sympathiques.

Depuis que mon attention s'est fixée sur vous, j'ai de plus en plus apprécié le bel ensemble de qualités morales qui vous rend aujourd'hui le seul homme dignement populaire de France. Mais votre incomparable lettre me révèle, en outre, dans votre intelligence, un renouvellement spontané, qui m'inspire les meilleures espérances sur votre prochain avenir, aussi grand pour vous que précieux à notre République, et même à tout l'Occident. J'en suis tellement pénétré que j'ai déjà résolu de publier cette pièce décisive dans la Préface du tome troisième de ma *Politique Positive,* qui paraîtra vers le milieu de l'année prochaine, afin de communiquer à tous les vrais citoyens cet espoir capital.

Si je ne me trompe pas sur votre âge, vous commencez la *seconde vie* de l'Homme, qui date normalement de quarante-deux ans, où le plein développement corporel et cérébral coïncide avec une entière préparation sociale et morale. C'est alors qu'on devient apte au perfectionnement intime, en acquérant un empire habituel sur soi-même, qui seul permet une destinée historique, Regardez donc tout votre passé comme un apprentissage empirique, et dès lors orageux. Ne datez votre véritable carrière que du jour où vous avez noblement invoqué la science réelle, qui, j'ose en répondre, vous fournira tous les moyens de vous développer dignement, et d'éviter des fautes désormais irréparables.

Les hommes, toujours si précieux, le deviennent davantage quand les principes manquent. En fondant le vrai pouvoir spirituel, je m'estimerais heureux de procurer à la transition occidentale quelques dignes chefs temporels, capables d'utiliser les conseils et de mériter la consécration du sacerdoce régénérateur. Je dois aujourd'hui commencer cet office en vous indiquant la double préparation, négative et positive, qu'exige votre avènement politique.

Nul n'a d'avenir maintenant s'il n'est sincèrement républicain. Mais je suis heureusement dispensé d'insister ici sur ce point de départ, méconnu seulement des ambitieux sans valeur. Cela posé, je dois d'abord vous recommander, comme un préambule indispensable, une complète émancipation théologique et métaphysique.

La souveraineté du Peuple et celle de Dieu sont désormais devenues également anarchiques et rétrogrades. Toutes deux doivent être aujourd'hui laissées à ceux qui, se sentant incapables de soutenir un véritable examen, veulent ainsi dissimuler leur nullité de cœur et d'esprit. Quiconque les invoque sera bientôt jugé, par cela seul, incapable s'il y croit, indigne s'il le feint. Car, elles ne conviennent pas davantage à la pratique qu'à la théorie, étant autant immorales qu'absurdes, d'après leur nature égoïste.

Mais en écartant pareillement ces deux dogmes comme incompatibles avec l'avenir, et dès lors impropres à diriger le présent, il importe de toujours distinguer entre eux quant au passé. Le système théologique, dont le catholicisme constitua le dernier mode vraiment efficace, fut nécessaire au progrès autant qu'à l'ordre, tant que dura notre longue initiation intellectuelle et sociale. Au contraire, les doctrines métaphysiques, toujours impuissantes à rien construire, ne servirent jamais le mouvement humain qu'en secondant notre

révolte, indispensable, mais passagère, contre un régime devenu rétrograde.

Or, cette transition négative ne convient plus au siècle actuel, qui partout repousse les démolisseurs, en demandant une vraie réorganisation. Quel homme de cœur et d'esprit pourrait croire à l'égalité maintenant, ou feindre d'adopter ce mensonge dégradant ? L'épuisement de la métaphysique révolutionnaire est devenu tel que ses coryphées sont réduits à parodier les formules propres aux rétrogrades. Ils tentent de substituer la ridicule devise *Dieu et le Peuple* au vieux principe *Dieu et le Roi*, qui, quoiqu'arriéré, put inspirer des dévouements respectables, tandis que sa parodie ne préside qu'à de viles intrigues.

Après cette double émancipation, que votre noble lettre me fait déjà présumer très avancée spontanément, je dois surtout vous recommander un sincère accomplissement des conditions d'ordre, comme la base essentielle de votre grandeur temporelle. De tous les partis actuels, celui des purs révolutionnaires est, au fond, le plus arriéré ; parce qu'il méconnaît radicalement le principal besoin du siècle de la reconstruction, succédant au siècle de la démolition. On peut dire d'eux, à meilleur titre encore que des Bourbons, *ils n'ont rien appris ni rien oublié.*

Il n'y a plus d'avenir politique que pour les conservateurs honnêtes et judicieux, capables de préserver le fond social en changeant la forme. Quoique nos empiriques, au contraire, compromettent le fond afin de maintenir la forme, l'instinct public, faute de mieux, leur est moins opposé qu'à ceux qui troublent l'ordre sans servir le progrès. Mais le véritable ascendant n'appartiendra qu'aux hommes d'Etat qui concilieront toujours la conservation avec le mouvement. Or, ces deux besoins, vicieusement jugés incompatibles, tendent à

coïncider, depuis que le progrès consiste surtout à construire.

Pour préciser assez cette conciliation fondamentale, il faut sortir complètement de l'ornière révolutionnaire, en adoptant systématiquement le grand principe social empiriquement ébauché par le moyen âge, sur l'intime séparation des deux pouvoirs humains. Toutes nos aberrations, anarchiques ou rétrogrades, proviennent essentiellement des théoriciens qui prétendent au pouvoir pratique, ou des praticiens qui veulent usurper le pouvoir théorique. Voilà surtout ce qui pousse, des deux parts, à comprimer la liberté, base nécessaire de l'ordre moderne, et principale garantie de nos progrès quelconques. Mais la raison publique flétrira bientôt, comme autant impropre à commander qu'à conseiller, quiconque persistera dans cette confusion de deux autorités dont les conditions, tant morales qu'intellectuelles, sont radicalement incompatibles. L'ordre et le progrès ne peuvent désormais être servis dignement que par ceux qui fondent toute la politique sur une sage séparation entre le gouvernement et le sacerdoce.

Je suis ainsi conduit à condenser les diverses indications précédentes en vous représentant la révolution occidentale comme ne pouvant finir que d'après une religion nouvelle, susceptible d'acquérir une entière universalité, que cherchent vainement depuis vingt siècles, l'Occident et l'Orient. Ni le catholicisme ni l'islamisme ne purent jamais remplir cette condition fondamentale, qui seule forme pourtant le vrai caractère, intellectuel et social, de la foi finale.

Un tel attribut ne peut appartenir qu'à des dogmes pleinement démontrables, et dès lors capables de surmonter dignement une discussion quelconque. Il dut donc résulter de l'extension continue de l'esprit positif, qui, depuis Thalès et Pythagore jusqu'à Bichat et Gall, remplaça les volontés arbi-

traires par des lois invariables, envers des phénomènes de plus en plus compliqués. Avant que ce prélude scientifique fût assez accompli, mon père spirituel le grand Condorcet, tenta noblement, au milieu de la tempête révolutionnaire, de traiter ainsi les théories sociales, afin de fonder la politique sur l'histoire. Malgré son avortement nécessaire, cet effort prématuré guida mes premières méditations, pour résoudre enfin ce problème décisif, quand la préparation devint suffisante.

Depuis trente ans que j'ai découvert et proclamé ces lois sociologiques, elles ont été successivement admises par tous les penseurs occidentaux ; quoique les lettrés, surtout français et germaniques, entravent beaucoup leur propagation, afin de prolonger le règne des écrivains et des parleurs. Elles m'ont de plus en plus permis d'expliquer le passé, de manière à déterminer l'avenir, même prochain, pour apprécier et conseiller le présent.

Mais, après avoir ainsi rempli les conditions intellectuelles propres à la régénération occidentale, il fallait aussi satisfaire ses besoins moraux. Je devais pousser la synthèse positive jusqu'aux sentiments, qui seuls dominent toujours l'existence humaine, dont l'unité ne peut reposer que sur eux. Ce complément décisif est maintenant réalisé, d'après la résurrection morale que je dus à l'ange incomparable qui, malgré la mort, présidera de plus en plus à ma seconde vie, tant publique que privée. La suprématie de l'Humanité remplace désormais la souveraineté de Dieu comme celle du Peuple, en gouvernant ceux qui vivent par ceux qui vécurent pour ceux qui vivront.

Vous trouverez l'explication de tout cela dans les deux volumes que je vous ai envoyés. Leur remise furtive caractérise l'aveugle tyrannie qui empêche la doctrine régénératrice

d'aller discipliner les révolutionnaires noblement disposés ; tandis que mes livres n'ont jamais cessé de circuler dignement en Russie. Ces tomes seront suivis, en 1853 et 1854, de deux autres, qui complèteront mon *Système de Politique Positive*. Mais, avant d'aborder un tel ensemble, je vous conseille d'étudier l'aperçu général d'après le *Catéchisme Positiviste* que je viens d'achever, et qui paraîtra vers le milieu d'octobre. Cet opuscule in-12, d'environ 400 pages, étant plus facile à transmettre, vous l'aurez peut-être avant mon principal envoi. En tout cas, il vous permettra d'acquérir, en deux semaines de lecture approfondie, une première idée des trois parties essentielles de la religion positive, dogme, culte et régime, que vous pourrez ensuite étudier mieux dans le Traité.

. . . .

Quelques années d'examen conduiront la raison publique à faire paisiblement prévaloir le triumvirat systématique que je proposai, dans mon cours de 1847, pour seconder notre transition organique. La pluralité s'y trouve surtout destinée à rendre purement temporelle cette dictature nécessaire, que toute prétention spirituelle exposerait à devenir alternativement anarchique et rétrograde. Une telle combinaison diffère de celles qui furent essayées en ce que ses membres ne sont pas des rois amovibles, uniquement occupés d'un ensemble que chacun veut diriger seul. Ils se partagent activement toutes les fonctions des ministres actuels, qui s'y trouvent absorbés trois par trois. Le *gouverneur* de l'extérieur joint à ce département la guerre et la marine ; celui de l'intérieur la justice et l'instruction : enfin celui des finances les travaux publics et le commerce. Chaque triumvir a pour traitement deux cents francs par jour. Tous sont nommés d'après l'initiative parisienne, sauf la sanction provinciale. Ils peuvent, de même, être continuellement révoqués, sous les accusations

convenables, mais sans qu'aucun terme soit d'ailleurs prescrit à leur durée.

L'assemblée élective, de trois membres par département, est purement financière, et se borne à voter le budget total, après avoir discuté les comptes antérieurs, dans sa session annuelle de trois mois. Toutes les lois sont faites, sans conseil d'Etat, par le triumvirat, qui d'ailleurs peut dissoudre ou proroger cette chambre gratuite et triennale.

Mais ce régime de confiance, seul vraiment républicain, est complété par la vraie responsabilité, constamment morale, et quelquefois politique. *Vivre au grand jour* devient sa loi générale, tant privée que publique. Nulle mesure, même personnelle, n'y peut être prise, sauf urgence, sans avoir été suffisamment soumise à la libre consultation de quiconque veut l'examiner.

On garantit cette plénitude de discussion en supprimant irrévocablement l'armée française, remplacée, quant au maintien de l'ordre, par une gendarmerie de quatre-vingt mille hommes, qui dispense aussi de toute garde nationale.

Afin de compléter cet aperçu, je dois vous informer que j'ai déjà trouvé deux dignes choix pour les finances et l'intérieur. J'oserai, dans trois ans, les proposer à l'examen public, si je puis alors y joindre un pareil gouverneur de l'extérieur.

Tout à vous.

AUGUSTE COMTE

(10, Rue Monsieur-le-Prince)

A M. *BOSSON*, typographe à Paris.

Paris, le vendredi 18 Moïse 68 (18 janvier 1856).

Monsieur,

Votre lettre d'avant-hier me témoigne une confiance qui mérite que je vous signale, avec une bienveillante franchise, la mauvaise voie qui suivent vos aspirations sociales, trop rattachées à l'école révolutionnaire, plus arriérée qu'aucune autre aujourd'hui. Dans le projet que vous m'avez soumis, je ne puis approuver que les intentions ; car toutes les vues y sont à la fois étroites et vagues, quoique ces deux vices semblent incompatibles. Comme M. Louis Blanc et consorts vous y voulez organiser l'existence industrielle en l'isolant de la vie intellectuelle et morale, malgré l'indivisibilité nécessaire de la question humaine ou sociale, où tous les aspects de notre nature doivent être simultanément embrassés. En un mot, vous paraissez ne pas sentir que la révolution occidentale ne peut se terminer que par l'établissement de la religion universelle, seule capable de discipliner en consacrant. Il vous faut des solutions immédiates, et vous voulez pourtant qu'elles soient radicales, ce qui constitue une recherche contradictoire d'où ne peuvent sortir que des vues aussi rétrogrades qu'anarchiques. En effet, vous êtes conduit, comme les communistes, à concevoir l'industrie sans entrepreneurs et dirigée seulement par des comités de travailleurs. Par là, vous méconnaissez le grand pas fait au moyen âge d'après la division spontanée qui surgit alors entre les entrepreneurs et les travailleurs, et sur laquelle repose nécessairement toute saine organisation du travail humain, pourvu que cette base soit

dignement systématisée en se liant à la régénération universelle.

L'abolition des anciennes corporations au début de la grande crise ne fut point, comme vous le croyez, une opération vicieuse. Car les corps industriels avaient alors rendu tous les services temporaires qui leur appartenaient, et ne pouvaient qu'entraver l'organisation définitive en même temps que la juste liberté du travailleur. Toutefois, votre vague tendance aux corporations populaires indique un instinct confus de la vraie solution. Au lieu des associations restreintes et passagères que vous projetez, il faut organiser la corporation immense et permanente que tend à former, par l'ensemble de la terre, un prolétariat essentiellement homogène, malgré la diversité des professions et même des nations. Mais cela suppose d'abord que les prolétaires restent purement travailleurs, sans vouloir jamais se transformer en entrepreneurs, individuels ou collectifs, et laissant toujours la direction industrielle aux mains d'un état-major concentré, riche, puissant, et respecté, capable de supporter la responsabilité de la mission sociale. Il faut ensuite que les travailleurs et les entrepreneurs reçoivent, jusqu'à l'âge de la majorité, l'éducation encyclopédique qui peut seule assurer le bonheur et la dignité de tous, en faisant toujours prévaloir, d'après une véritable opinion publique, une morale capable de régler les devoirs respectifs et réciproques des riches et des pauvres. On est ainsi conduit à reconnaître que toute régénération sociale doit finalement dépendre d'une religion positive, appliquée et développée par un digne sacerdoce. En dehors d'une telle voie, on ne peut aboutir qu'à des mesures, non moins insuffisantes que tyranniques, aussi contraires au progrès qu'à l'ordre.

Comme vous me semblez capable d'adopter cette direction

pacifique et décisive, je vous envoie un exemplaire du *Catéchisme Positiviste*, dont la troisième partie, spécialement relative au régime, vous dégagera, j'espère, des utopies révolutionnaires.

J'ai composé cet opuscule pour initier les femmes et les prolétaires à la religion universelle, qui se trouve pleinement instituée aujourd'hui, quoiqu'elle soit encore peu connue, par suite du coupable silence de la presse périodique. Si cette lecture vous ouvre la voie de l'ordre et du vrai progrès, je serai disposé, suivant mon devoir général, à vous donner les éclaircissements spéciaux qui vous sembleraient nécessaires.

Salut et fraternité.

AUGUSTE COMTE,

(10, Rue Monsieur-le-Prince).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

CORRESPONDANCE GÉNÉRALE D'AUGUSTE COMTE

TABLE ALPHABÉTIQUE

CORRESPONDANCE GÉNÉRALE D'AUGUSTE COMTE

Nous avons inséré dans le premier volume de cette collection « Nouvelles lettres inédites » (1939), une liste chronologique des lettres d'Auguste Comte publiées jusqu'à présent.

Notre distingué coréligionnaire et ami M. Auguste Paul Edger a préparé, depuis, la table alphabétique des correspondants d'Auguste Comte, que nous sommes heureux de joindre au tome actuel des Archives Positivistes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

A. H. .... L'Amoureuse Histoire d'Auguste Comte et de Clotilde de Vaux, 1 vol. Charles de Rouvre, Paris. Calmann-Lévy, éditeur, 1917.

A. P. 1 .... Archives Positivistes, t. 1, Paris, 10, rue Monsieur-le-Prince, 1939.

Blignières .... Lettres inédites à C. de Blignières, présentées par Arbousse-Bastide. Librairie philosophique, J. Vrin, 1932.

C. I .... Correspondance inédite d'Auguste Comte, 4 vol. Paris, au siège de la Société Positiviste, 10, rue Monsieur-le-Prince, 1re série, 1901 ; 2e série, 1902 ; 3e série, 1903 ; 4e série, 1904.

E. P. B .... Éditions de l'Église positiviste du Brésil, 74, rue Benjamin-Constant, Rio-de-Janeiro.

L. D. . . . . Lettres d'Auguste Comte à divers, publiées par ses exécuteurs testamentaires, 3 vol. Paris, Fonds typographique de l'Exécution Testamentaire d'Auguste Comte, t. I, Ire partie, 1902 ; IIe partie, 1904 ; t. II, 1905.

L. F. L. . . . . Lettres et Fragments de Lettres, 1 vol. Centro Positivista de São Paulo, 51, rue Antonio de Queiroz. São Paulo, Brésil, 1926.

R. L. H. . . . . Auguste Comte and the United States (1816-1853), 1 vol. by Richmond Laurin Hawkins. Harward University, U. S. A. 1937.

R. O. . . . . Revue Occidentale. Paris, 10, rue Monsieur-le-Prince.

Robinet. . . . . Lettres d'Auguste Comte au Docteur Robinet et à sa famille, par Emile Corra, 1 vol. Paris, Société Positiviste Internationale, 54, rue de Seine, 1926.

S. P. . . . . Système de Politique Positive, ou Traité de Sociologie instituant la Religion de l'Humanité, par Auguste Comte, 4 vol. (1851-1854), 5e édition. Paris, au siège de la Société Positiviste, 10, rue Monsieur-le-Prince, 1929.

Stuart Mill. . . . . Lettres d'Auguste Comte à John Stuart Mill (1841-1846), 1 vol. Paris, Ernest Leroux, éditeur, 1877.

T. . . . . Testament d'Auguste Comte avec les documents qui s'y rapportent, pièces justificatives, prières quotidiennes, confessions annuelles. Correspondance avec Mme de Vaux, 1 vol. publié par ses Exécuteurs testamentaires. Paris, Fonds typographique de l'Exécution Testamentaire d'Auguste Comte, 1re édition, 1883 ; 2e édition, 1896.

Valat . . . . Lettres d'Auguste Comte à M. Valat (1815-1844), 1 vol. Paris. Dunod, éditeur, 1870.

Répertoire général des Lettres d'Auguste Comte.

TABLE ALPHABÉTIQUE

ADMINISTRATEUR DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

6 avril 1848 — A. P. 1, p. 161

ACADÉMIE DES SCIENCES (voir Président de l')

ACADÉMIE DES SCIENCES (voir Cuvier, Secrétaire Perpétuel de l').

AGUIAR, M. d'

1.	9 avril 1846	A. P. 1,	p. 117
2.	11 avril 1848	L. F. L.,	p. 233
3.	20 avril 1848	C. I. IV,	p. 121

ALLMAN, George Johnston

1.	4 Moïse 65 (4 janvier 1853)	L. D. I 2e,	p. 71
2.	25 Frédéric 65 (29 novembre 1853)	—	p. 72
3.	5 Charlemagne 66 (22 juin 1854)	—	p. 73
4.	24 Dante 66	—	p. 74
5.	26 César 67	—	p. 75
6.	22 Aristote 68	—	p. 81

ALLMAN et INGRAM

10 Descartes 64 (16 oct. 1852) — p. 67

ARAGO, Membre du Gouvernement Provisoire,

1.	2 janvier 1840	L. D. II,	p. 353
		C. I. IV,	p. 196
2.	2 mars 1848	L. D. II,	p. 346
		C. I. IV,	p. 264
3.	3 mars 1848	A. P. 1,	p. 269
4.	12 octobre 1848 (manque)		
5.	15 octobre 1848 (manque)		
6.	26 octobre 1848	C. I. IV,	p. 274

ASSOCIATION POLYTECHNIQUE (voir Président de l')

ATELIER TYPOGRAPHIQUE DE M. THUNOT

22 César 64 (13 mai 1852) — C. I. IV, p. 53

AUDIFFRENT, Docteur Georges.

1.	21 Descartes 62 (lundi 28 octobre 1850)	L. D. 1,	p. 8
2.	18 Frédéric 62 (vendredi 22 novembre 1850)	—	p. 5
3.	9 Moïse 63 (9 janvier 1851)	—	p. 9
4.	1 Homère 63 (mercredi 29 janvier 1851)	—	p. 17
5.	20 Homère 63 (17 février 1851)	—	p. 25

6. 12 Aristote 63 (dimanche 9 mars 1851) — p. 29
7. 13 Archimède 63 (7 avril 1851) — p. 37
8. 14 César 63 (mardi 6 mai 1851) — p. 43
9. 18 Saint-Paul 63 — p. 51
10. 20 Charlemagne 63 — p. 59
11. 14 Dante 63 — p. 67
12. 11 Shakespeare 63 — p. 73
13. 14 Descartes 63 — p. 79
14. 22 Homère 64 — p. 85
15. 8 Aristote 64 — p. 89
16. 22 Aristote 64 — p. 93
17. 22 Archimède 64 — p. 97
18. 15 César 64 — p. 101
19. 27 César 64 — p. 103
20. 22 Saint-Paul 64 — p. 109
21. 20 Charlemagne 64 — p. 113
22. 11 Dante 64 — p. 119
23. 8 Guttemberg 64 — p. 121
24. 15 Guttemberg 64 — p. 125
25. 12 Shakespeare 64 — p. 127
26. 13 Shakespeare 64 — p. 135
27. 23 Shakespeare 64 — p. 139
28. 15 Descartes 64 — p. 146
29. 8 Frédéric 64 — p. 151
30. 10 Bichat 64 — p. 157
31. Le jour complémentaire 64 — p. 163
32. 20 Moïse 65 — p. 167
33. 5 Aristote 65 — p. 173
34. 27 César 65 — p. 177
35. 20 Saint-Paul 65 — p. 181
36. 27 Charlemagne 65 — p. 185
37. 13 Dante 65 — p. 191
38. 13 Guttemberg 65 — p. 195
39. 10 César 66 — p. 199
40. 12 Charlemagne 66 — p. 203
41. 12 Dante 66 — p. 205
42. 5 Guttemberg 66 — p. 209
43. 5 Shakespeare 66 — p. 213
44. 22 Descartes 66 — p. 215
45. 14 Frédéric 66 — p. 219
46. 9 Bichat 66 — p. 225
47. 19 Bichat 66 — p. 229
48 12 Moïse 67 — p. 233
49. 1 Homère 67 — p. 237
50. 19 Homère 67 — p. 239
51. 13 Aristote 67 — p. 243
52. 15 Archimède 67 — p. 247
53. 9 César 67 — p. 249
54. 28 César 67 — p. 251
55. 5 Charlemagne 67 — p. 257
56. 19 Charlemagne 67 — p. 261
57. 26 Charlemagne 67 — p. 265

58.	18 Dante 67			—	p. 271
59.	11 Guttemberg 67			—	p. 277
60.	21 Guttemberg 67			—	p. 281
61.	14 Shakespeare 67			—	p. 287
62.	12 Descartes 67			—	p. 289
63.	25 Descartes 67			—	p. 293
64.	11 Frédéric 67			—	p. 299
65.	2 Bichat 67			—	p. 303
66.	23 Bichat 67			—	p. 307
67.	3 Moïse 68			—	p. 311
68.	17 Moïse 68			—	p. 313
69.	25 Moïse 68			—	p. 317
70.	24 Homère 68			—	p. 319
71.	17 Aristote 68			—	p. 323
72.	3 Dante 68			—	p. 327
73.	24 Dante 68			—	p. 329
74.	10 Shakespeare 68			—	p. 331
75.	28 Shakespeare 68			—	p. 335
76.	14 Descartes 68			—	p. 337
77.	1 Bichat 68			—	p. 343
78.	6 Bichat 68			—	p. 347
79.	20 Bichat 68			—	p. 353
80.	12 Moïse 69			—	p. 355
81.	16 Moïse 69			—	p. 357
82.	1 Homère 69			—	p. 363
83.	15 Homère 69			—	p. 367
84.	27 Aristote 69			—	p. 373
85.	4 Archimède 69			—	p. 379
86.	23 Archimède 69			—	p. 387
87.	15 César 69			—	p. 391
88.	8 Saint-Paul 69			—	p. 397
89.	5 Charlemagne 69			—	p. 403
90.	8 Charlemagne 69			—	p. 407
91.	12 Charlemagne 69			—	p. 411
92.	3 Dante 69			—	p. 415
93.	12 Guttemberg 69			—	p. 419

AUPICK, Cl.

3 avril 1848	C. I.	IV,	p. 235

AUSTIN, Mme Sara

1.	4 mars 1844			L. D.	II,	p. 271
2.	4 avril 1844			L. D.	II,	p. 275
3.	22 juillet 1844			L. D.	II,	p. 279
4.	22 août 1844			—		p. 283
5.	5 septembre 1844	R. O.	t. XX	(1er mars 1.900)		p. 276
6.	6 janvier 1845	R. O.	t. XX	(1er mars 1.900)		p. 280
7.	3 février 1846	R. O.	t. XX	(1er mai 1.900)		p. 419
8.	25 mai 1846	R. O.	t. XX	(1er mai 1.900)		p. 424
9.	26 mai 1846	R. O.	t. XXI	(1er juillet 1.900)		p. 123

AUSTIN, John

20 juillet 1844	L. D.	II,	p. 287

BACHELET			
	29 octobre 1846	A. P. 1	p. 141
BACHELIER, Libraire			
	7 février 1838 (manque) indiquée	L. F. L. VII,	p. 672
BARBÈS, A.			
	12 septembre 1852	A. P. 1	p. 227
BARBAZAN, Anna.			
	11 novembre 1839	C. I. IV,	p. 11
BARBOT, Capitaine.			
1.	23 juillet 1835	A. P. 1	p. 7
2.	15 janvier 1836	—	p. 8
3.	3 octobre 1836	—	p. 9
4.	16 septembre 1840	—	p. 10
5.	27 juillet 1841	—	p. 12
6.	18 septembre 1841	—	p. 14
7.	20 juillet 1842	—	p. 16
8.	19 août 1842	—	p. 17
9.	24 août 1842	—	p. 19
10.	7 septembre 1842	—	p. 20
11.	26 mai 1843	—	p. 21
12.	23 août 1843	—	p. 26
13.	26 août 1843	—	p. 28
14.	13 novembre 1843	—	p. 29
15.	1 septembre 1844	—	p. 29
16.	5 janvier 1845	—	p. 35
17.	23 juillet 1845	—	p. 42
18.	17 juin 1846	—	p. 44
19.	13 septembre 1846	—	p. 50
20.	29 octobre 1846	—	p. 62
21.	8 novembre 1846	—	p. 69
22.	29 novembre 1846	—	p. 77
23.	26 décembre 1846	C. I. 1,	p. 155
24.	27 février 1847	—	p. 158
25.	11 janvier 1848	L. F. L.	p 201
26.	21 février 1848	A. P. 1,	p. 87
27.	30 juillet 1848	—	p. 88
28.	16 octobre 1848	—	p. 89
29.	6 août 1850	—	p. 89
30.	23 août 1850	—	p. 96
31.	5 décembre 1850	—	p. 103
32	9 décembre 1850	—	p. 103
33.	25 février 1851	—	p. 104
BALZAGETTE			
	25 Aristote 64 (11 mars 1852)	C. I. 1,	p. 311
BASAN			
1.	24 juillet 1849	C. I. 4,	p. 25
2.	16 septembre 1849	—	p. 28
3.	15 octobre 1849	—	p. 29

BÉNARD

1.	22 janvier 1825	A. P. 1,	p. 3
2.	24 janvier 1825 (reçu le)	—	p. 4
3.	25 janvier 1825	—	p. 5
4.	29 janvier 1825	—	p. 6

BERNARD, Général

	20 septembre 1836	L. D. II,	p. 247
		C. I. IV,	p. 392

BERNARD, Thalès

1.	11 novembre 1842	A. P. 1,	p. 143
2.	12 janvier 1844	—	p. 143
3.	28 octobre 1844	—	p. 144
4.	15 novembre 1845	—	p. 144
5.	26 mai 1846	—	p. 145
6.	30 mars 1848	—	p. 148
7.	28 Aristote 62 (25 mars 1850)	L. D. I 2e,	p. 55

BINEAU, Ministre des Travaux publics

1.	12 février 1850	C. I. 4,	p. 278
2.	7 Aristote 62 (4 mars 1850)	—	p. 280
3.	13 Aristote 62 (7 avril 1850)	—	p. 283

BLAINVILLE, M. H. D. de

1.	27 février 1826	C. I. 1,	p. 17
2.	31 mars 1826	—	p. 27
3.	3 avril 1826	—	p. 29
4.	11 avril 1826	—	p. 29
5.	15 avril 1826	—	p. 30
6.	11 septembre 1831	—	p. 32
7.	15 septembre 1831	—	p. 33
8.	21 juin 1832	—	p. 34
9.	17 mars 1833	—	p. 36
10.	17 janvier 1835	—	p. 38
11.	29 octobre 1835	—	p. 39
12.	24 septembre 1836	—	p. 40
13.	13 août 1838	—	p. 44
14.	22 novembre 1838	—	p. 44
15.	29 mai 1839	—	p. 45
16.	28 juillet 1840	—	p. 47
17.	27 juillet 1840	—	p. 48
18.	30 juillet 1840	—	p. 50
19.	6 août 1840	—	p. 51
20.	27 décembre 1841	—	p. 52
21.	30 décembre 1842	—	p. 52
22.	27 janvier 1843	—	p. 54
23.	20 avril 1843	—	p. 56
24.	6 septembre 1843	—	p 57
25.	10 décembre 1843	—	p. 57
26.	28 mai 1844	—	p. 58
27.	31 décembre 1845	—	p. 60
28.	23 novembre 1846	—	p. 62

BLIGNIÈRES, Célestin de (Edition J. Vrin-1932)

1.	4 Descartes 61 (11 octobre 1849)	—	p. 1
2.	25 Descartes 61 (1er novembre 1849)	—	p. 2
3.	1 Moïse 63 (2 janvier 1851)	—	p. 3
4.	16 Moïse 63 (16 janvier 1851)	—	p. 8
5.	14 Aristote 63 (11 mars 1851)	—	p. 13
6.	10 César 63 (2 mai 1851)	—	p. 23
7.	20 César 63 (12 mai 1851)	—	p. 24
8.	27 Dante 63 (11 août 1851)	—	p. 31
9.	4 Moïse 64 (4 janvier 1852)	—	p. 43
10.	9 Charlemagne 64 (25 juin 1852)	—	p. 57
11.	8 Guttemberg 64 (19 août 1852)	—	p. 62
12.	26 Frédéric 64 (29 août 1852)	—	p. 76
13.	27 Archimède 65 (29 avril 1853)	—	p. 77
14.	13 août 1853	—	p. 84
15.	16 Guttemberg 65 (28 août 1853)	—	p. 85
16.	7 Bichat 65 (9 décembre 1853)	—	p. 96
17.	19 Homère 66 (18 février 1854)	—	p. 104
18.	4 Moïse 67 (4 janvier 1855)	—	p. 112
19.	3 Homère 68 (31 janvier 1856)	—	p. 113
20.	3 César 68 (24 avril 1856)	—	p. 117
21.	3 Charlemagne 69 (20 juin 1857)	—	p. 121
22.	10 Charlemagne 69 (27 juin 1857)	—	p. 125

BOILLEAU, Général

	2 septembre 1853	L. D. II,	p. 265
		C. I. IV,	p. 211

BONNET, Général

1.	28 novembre 1851	L. F. L.	p. 227
2.	1 décembre 1851	L. D. 1,	p. 248
		C. I. 4,	p. 282

BORDEAUX, Me

1.	11 novembre 1842	A. P. 1,	p. 129
2.	19 novembre 1842	—	p. 130
3.	28 novembre 1842	—	p. 131
4.	3 décembre 1842	—	p. 132
5.	3 janvier 1843	—	p. 133
6.	11 janvier 1843	—	p. 134
7.	11 février 1843	—	p. 135
8.	13 mars 1843	—	p. 136
9.	11 juin 1843	—	p. 137
10.	13 juin 1843	—	p. 139

BORRANI et DROZ (inédit).
30 août 1852

BOSSON, typographe à Paris

	18 Moïse 68 (18 janvier 1856)	L. F. L.	p. 196

BOYER, aîné

E. P. B., no 3888 B, p. LVIII

BOYER, Victorine (sa Cousine)

1.	20 novembre 1843	L. F. L.	p. 106

2. 16 juillet 1846 — p. 107
3. 31 août 1846 — p. 113

BRASILEIRA, Madame Nisia
1. 8 Guttemberg 68 (19 août 1856) L. D. I 2e p. 351
2. 8 Bichat 68 (9 décembre 1856) — p. 352
3. 17 Bichat 68 (18 décembre 1856) — p. 353
4. 24 Archimède 69 (18 avril 1857) — p. 354
5. 4 Saint-Paul 69 (24 mai 1857) — p. 355
6. 12 Guttemberg 69 (24 août 1857) — p. 356
7. 17 Guttemberg 69 (29 août 1857) — p. 358

BUCHOLZ
18 novembre 1825 L. D. II. p. 122
C. I. 1, p. 5

BULOW (voir Baronne de MARIENHOLTZ)

CAPELLEN de
1. 12 Guttemberg 61 (24 août 1849) C. I. 1, p. 75
2. 2 Homère 62 (30 janvier 1850) — p. 75
3. 3 Aristote 62 (28 février 1850) — p. 76
4. 18 Frédéric 62 (22 novembre 1850) — p. 77
5. 22 Frédéric 63 (26 novembre 1851) — p. 78
6. 6 Guttemberg 64 (17 août 1852) — p. 79
7. 11 Shakespeare 64 (19 septembre 1852) — p. 87
8. 20 Shakespeare 64 (28 septembre 1852) — p. 95
9. 13 Archimède 65 (7 avril 1853) — p. 99
10. 24 Dante 66 (8 août 1854) — p. 100
11. 1 Guttemberg 66 (13 août 1854) — p. 101
L. D. I 2e
12. 27 Bichat 67 (29 décembre 1855) — p. 103
13. 10 Homère 68 (7 février 1856) — p. 104

CAPELLEN, Madame de
18 Guttemberg 64 (29 août 1852) C. I. 1, p. 86

CAPTIER fils, Irénée
1. 22 mars 1846 C. I. IV, p. 21
2. 25 avril 1846 — p. 22
3. 25 janvier 1852 L. F. L. p. 235

CAPTIER, père
1. 22 mars 1846 C. I. IV, p. 18
2. 8 juillet 1846 — p. 24

CARNOT, citoyen, Ministre de l'Instruction publique
25 mai 1848 L. D. II, p. 355
C. I. IV, p. 269

CAVAIGNAC, M. le Général, Chef du Pouvoir Exécutif
20 novembre 1848 C. I. IV, p. 276

CERCLET
4 août 1824 L. D. II, p. 117

CHAMBRE DES PAIRS (voir Président de la)

CHAMONARD, Me

	8 avril 1842	A. P. 1,	p. 125

CHASLES, Membre du Conseil

	9 avril 1848	C. I. IV,	p. 268

CHEVALIER, Michel, Rédacteur en chef du « *Globe* »

	5 janvier 1832	L. D. II,	p. 167
		C. I. 1,	p. 65

CLINTOCK, Dr, J. M', Editeur de la *Revue méthodiste* à New-York

1.	7 Homère 64 (4 février 1852)	S. P. II,	p. XXIII
2.	24 Dante 64 (7 août 1852)	R. L. H.	p. 80

COMITÉ DES ÉCOLES, Aux Citoyens composant le

	7 avril 1849	L. F. L.	p. 229

COMTE, Alix

1.	(non datée) (8 mars 1848 ?)	C. I. IV,	p. 53
2.	16 mars 1848	—	p. 53
3.	3 avril 1848	L. F. L.	p. 73
4.	10 juin 1848	—	p. 73
5.	22 août 1848	—	p. 75
6.	21 septembre 1848	—	p. 77
7.	28 septembre 1848	—	p. 77
8.	22 octobre 1848	—	p. 78
9.	10 novembre 1848	—	p. 80
10.	7 décembre 1848	—	p. 81
11.	26 janvier 1849	—	p. 82
12.	10 mars 1849	—	p. 83
13.	12 mai 1849	—	p. 83
14.	11 juin 1849	—	p. 84
15.	26 juin 1849	—	p. 85
16.	14 juillet 1849	—	p. 85
17.	17 novembre 1849	—	p. 86
18.	5 décembre 1849	—	p. 86
19.	28 août 1850	—	p. 86
20.	7 Descartes 62 (14 octobre 1850)	—	p. 87
21.	20 Bichat 62 (22 décembre 1850)	—	p. 90
22.	11 Charlemagne 64 (27 juin 1852)	—	p. 92
23.	29 novembre 1855	—	p. 95
24.	30 décembre 1855	—	p. 95
25.	6 mars 1856	—	p. 96
26.	3 avril 1856	—	p. 97
27.	12 juin 1857	—	p. 97
28.	10 juillet 1857	—	p. 98
29.	19 août 1857	—	p. 98
30.	(non datée)	—	p. 99
31.	—	—	p. 99
32.	—	—	p. 100
33.	—	—	p. 100

COMTE, Madame Auguste

1.	2 octobre 1836	L, F. L.	p. 120
2.	13 septembre 1837	—	p. 122

3.	18 septembre 1837	—	p. 124
4.	20 septembre 1837	—	p. 129
5.	30 septembre 1837	—	p. 129
6.	6 octobre 1837	—	p. 130
7.	13 et 20 octobre 1837	—	p. 133
8.	27 août 1838	—	p. 136
9.	3 septembre 1838	—	p. 139
10.	10 septembre 1838	—	p. 142
11.	26 septembre 1838	—	p. 144
12.	23 août 1839	—	p. 145
13.	4 septembre 1839	—	p. 145
14.	13 septembre 1842	—	p. 152
15.	11 octobre 1842	—	p. 155
16.	1 novembre 1842	—	p. 156
17.	3 novembre 1842	—	p. 157
18.	3 décembre 1842	—	p. 160
19.	12 décembre 1842	—	p. 162
20.	17 décembre 1842	—	p. 163
21.	29 décembre 1842	—	p. 166
22.	28 février 1845	—	p. 167
23.	10 janvier 1847	T.	p. 38
		C. I.	p. 125
24.	9 novembre 1847	A. P. 1,	p. 163
25.	13 avril 1849	—	p. 164
26.	24 Descartes 61 (31 octobre 1849)	C. I.	p. 132
27.	5 Moïse 62 (5 janvier 1850)	—	p. 134
28.	16 février 1850	L. F. L.	p. 171
29.	5 Aristote 62 (2 mars 1850)	C. I. IV,	p. 136
30.	22 mars 1850	L. F. L.	p. 172
31.	2 avril 1850	—	p. 173
32.	8 avril 1850	—	p. 174
33.	4 mai 1850	—	p. 175
34.	11 mai 1850	—	p. 175
35.	3 Saint-Paul 62 (23 mai 1850)	C. I. IV,	p. 138

COMTE, Louis

1.	20 septembre 1829	C. I. IV,	p. 39
		L. D. II,	
2.	17 mai 1832	C. I. IV,	p. 43
3.	2 juin 1846	—	p. 49
4.	8 mars 1848	—	p. 50
5.	18 Charlemagne 67		
6.	5 juillet 1855	L. F. L.	p. 101
7.	10 Guttemberg 68 (21 août 1856)	—	p. 102
8.	17 Guttemberg 68 (28 août 1856)	—	p. 102
9.	26 Moïse 69 (26 janvier 1857)	L. D. I 2e	p. 375
10.	11 Guttemberg 69 (23 août 1857)	L. F. L.	p. 103

CONGRÈVE, Richard

1.	22 Bichat 64 (23 décembre 1852)	L. D. I 2e	p. 83
2.	6 Homère 65 (3 février 1853)	—	p. 89
3.	20 Homère 65 (17 février 1853)	—	p. 92
4.	7 Homère 67	—	p. 93

5.	9 Descartes 67 (16 octobre 1855)	—	p. 96
6.	25 Moïse 68	—	p. 97
7.	24 Saint-Paul 68 (12 juin 1856)	—	p. 100
8.	13 Descartes 68	—	p. 105
9.	28 Bichat 68	—	p. 108
10.	4 Moïse 69	—	p. 109
11.	1 Archimède 69	—	p. 110
12.	22 Archimède 69	—	p. 116
13.	1 César 69	—	p. 116
14.	15 Charlemagne 69	—	p. 121
15.	22 Charlemagne 69	—	p. 128
16.	28 Dante 69	—	p. 131

CONSTANT-REBECQUE, Baron de

1.	19 Shakespeare 66 (28 septembre 1854)	L. D. I 2e	235	C. I. I	1, 321
2.	7 Aristote 68	—	236	—	322
3.	18 Bichat 68	—	236	—	322
4.	24 Bichat 68	—	238	—	324
5.	6 Moïse 69	—	239	—	—
6.	15 Moïse 69	—	240	—	325
7.	27 Homère 69	—	241	—	326
8.	5 Archimède 69	—	246	—	332
9.	25 Archimède 69	—	250	—	—
10.	25 Dante 69	—	252	—	337
11.	20 Guttemberg 69	—	253	—	338

CORIOLIS

13 Septembre 1836 — L. D. I 2e — p. 215

CURRIE, Raikes

14 juillet 1845 — A. P. 1, — p. 157

CUVIER, Baron, Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Sciences

1.	9 mai 1824	A. P. B. 388	Ap. 453
		A. P. 1,	p. 1
2.	2 janvier 1830	C. I. 4,	p. 143

DALMATIE (voir Maréchal Duc de)

DECAEN, Maire du 3e arrondissement

3 janvier 1848 — C. I. IV, — p. 262

DELHORBE, Madame E.

1.	22 Guttemberg 63 (3 septembre 1851)	C. I.	p. 243
2.	10 Shakespeare 63 (10 septembre 1851)	—	p. 243
3.	14 Shakespeare 63 (23 septembre 1851)	—	p. 245
4.	15 Shakespeare 63 (24 septembre 1851)	—	p. 248
5.	22 Shakespeare 63 (1er octobre 1851)	—	p. 248
6.	11 Descartes 63 (18 octobre 1851)	—	p. 249
7.	16 Descartes 63	—	p. 251
8.	25 Frédéric 63 (29 novembre 1851)	—	p. 252
9.	27 Bichat 63 (29 décembre 1851)	—	p. 253
10.	19 Moïse 64 (19 janvier 1852)	—	p. 254
11.	24 Archimède 64	—	p. 255

12. 26 Descartes 64 (1er novembre 1852) — p. 256
13. 23 Moïse 65 (23 janvier 1853) — p. 257
14. 21 Guttemberg 67 (2 septembre 1855) — p. 258

DEULLIN, Eugène
1. 15 Saint-Paul 64 (3 juin 1852) C. I. 1, p. 207
2. 18 Saint-Paul 64 — p. 212
3. 24 Saint-Paul 64 — p. 220
4. 1 Charlemagne 64 — p. 224
5. 5 Dante 64 — p. 226
6. 8 Dante 64 — p. 229
7. 15 Dante 64 — p. 233
8. 22 Dante 64 — p. 236
9. 8 Guttemberg 64 — p. 237
10. 25 Guttemberg 64 — p. 239
11. 15 Frédéric 64 — p. 244
12. 20 Homère 65 — p. 249
13. 20 Aristote 65 — p. 252
14. 6 Charlemagne 65 — p. 257
15. 4 Shakespeare 65 — p. 264
16. 8 Shakespeare 65 — p. 267
17. 11 Shakespeare 65 — p. 270
18. 16 Shakespeare 65 — p. 277
19. 7 Descartes 65 — p. 281
20. 9 Descartes 65 — p. 284
21. 21 Bichat 65 — p. 285
22. 28 Bichat 65 — p. 287
23. 5 Archimède 66 — p. 289
24. 26 Archimède 66 — p. 292
25. 11 Saint-Paul 66 — p. 295
26. 24 Bichat 66 — p. 296
27. 10 Archimède 67 — p. 297
28. 6 Dante 67 — p. 298
29. 27 Bichat 67 — p. 301
30. Jour complémentaire de l'an 67 — p. 302
31. 2 Moïse 69 — p. 304

DIRECTEUR DU THÉATRE DES ITALIENS
1. 7 avril 1841 A. P. p. 119
2. 7 décembre 1843 — p. 120
3. 14 janvier 1849 — p. 122

DIRECTEUR DES POSTES
23 octobre 1843 L. F. L. p. 231

DIRECTEUR D'ÉTUDES DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
21 juin 1847 A. P. 1, p. 159

DUBOIS, à Athis
25 septembre 1836 L. D. II, p. 255
C. I. IV, p. 189

DULONG
31 août 1836 L. D. II, p. 209
C. I. IV, p. 162

DUNOYER
12 mars 1845 — A. P. 1, p. 155

DUPERREY, Amiral
15 décembre 1839 — C. I. IV, p. 13

DUSSAUSSOY, Madame Veuve, à Douai
25 janvier 1851, lettres à Blignières — p. 11

ÉCOLE POLYTECHNIQUE (voir Administreur de l' et Directeur d'Etudes de l')

EDGER, Henry

1.	19 Aristote 66	L. D. I 2e	p. 155
2.	20 Dante 66	—	p. 158
3.	20 Frédéric 66	—	p. 161
4.	15 Aristote 67	—	p. 166
5.	11 Dante 67	—	p. 170
6.	26 Descartes 67	—	p. 175
7.	3 Archimède 68	—	p. 182
8.	10 Charlemagne 68	—	p. 188
9.	17 Frédéric 68	—	p. 193
10.	9 Homère 69	—	p. 198
11.	9 Archimède 69	—	p. 200
12.	1 Saint-Paul 69	—	p. 207

EICHTHAL, Adolphe d'

1.	27 janvier 1826	R.O. 108-1896, XIII, p. 353 et suiv.
2.	29 mars 1826	A. P. B., 388 B, p. 58, 113 et 130
3.	15 avril 1826	L. D., II, p. 97 et 97

EICHTHAL, Gustave d'

1.	1 mai 1824	L. D. II,	p. 31
2.	6 juin 1824	—	p. 43
3.	5 août 1824	—	p. 53
4.	6 novembre 1824	—	p. 65
5.	10 décembre 1824	—	p. 73
6.	6 avril 1826	—	p. 83
7.	24 novembre 1825	—	p. 89
8.	9 décembre 1828	—	p. 100
9.	7 décembre 1829	—	p. 107
10.	11 décembre 1829	—	p. 109
11.	23 octobre 1836	—	p. 115
12.	5 août 1839	—	p. 116

ELLIS, Alexandre J.

1.	18 Aristote 67 (15 mars 1855)	L. D. I 2e	p. 319
2.	17 Archimède 68 (10 avril 1856)	—	p. 320
3.	12 Archimède 69	—	p. 323

ERDAN
20 Bichat 65 (22 décembre 1853) — L. D. I 2e p. 139

ETEX, Antoine

1.	17 Moïse 64	L. D. 1,	p. 495
2.	1 Aristote 64 (26 février 1852)	—	p. 497
3.	septembre 1852	—	p. 501

4.	2 Archimède 65 (27 mars 1853)	—	p. 499
5.	6 Saint-Paul 65 (26 mai 1853)	—	p. 503
6.	19 Saint-Paul 66 (8 juin 1854)	—	p. 505
7.	(sans date)	—	p. 507

FAUTRIER (son cousin)

	3 décembre 1843	L. F. L.	p. 115

FISHER, John

1.	4 Archimède 67 (29 mars 1855)	L. D. I 2e	p. 257
2.	12 Charlemagne 67	—	p. 258
3.	25 Guttemberg 67	—	p. 259
4.	15 Shakespeare 67	—	p. 260
5.	4 Descartes 67	—	p. 264
6.	4 Frédéric 67	—	p. 267
7.	4 Bichat 67	—	p. 271
8.	3 Moïse 68	—	p. 274
9.	3 Homère 68	—	p. 276
10.	3 Aristote 68	—	p. 279
11.	3 Archimède 68	—	p. 280
12.	3 César 68	—	p. 282
13.	3 Saint-Paul 68	—	p. 285
14.	3 Charlemagne 68	—	p. 289
15.	3 Dante 68	—	p. 291
16.	3 Guttemberg 68	—	p. 292
17.	5 Shakespeare 68	—	p. 294
18.	3 Descartes 68	—	p. 296
19.	3 Frédéric 68	—	p. 298
20.	3 Bichat 68	—	p. 299
21.	2 Moïse 69	—	p. 302
22.	19 Moïse 69	—	p. 304
23.	1 Aristote 69	—	p. 306
24.	1 Archimède 69	—	p. 309
25.	2 César 69	—	p. 311
26.	1 Saint-Paul 69	—	p. 314
27.	11 Saint-Paul 69	—	p. 316

FLOREZ, Don José Segundo

1.	11 Guttemberg 61	L. D. I 2e	p. 39
2.	17 Saint-Paul 62	—	p. 40
3.	21 César 63 (13 mai 1851)	—	p. 40
4.	6 Descartes 63	—	p. 41
5.	19 Descartes 63	—	p. 42
6.	18 Bichat 63 (20 décembre 1851)	—	p. 43
7.	26 Aristote 65	—	p. 43
8.	20 Archimède 65	—	p. 44
9.	20 César 65	—	p. 45
10.	6 César 66 (28 avril 1854)	—	p. 46
11.	2 Saint-Paul 67	—	p. 46
12.	13 Dante 67	—	p. 47
13.	12 Descartes 67	—	p. 50
14.	26 Bichat 67	—	p. 51
15.	28 Bichat 68	—	p. 52

FLOURENS		
18 septembre 1836	L. D. II,	p. 235
	C. I. IV,	p. 167
FOLEY, Edouard		
1. 9 Moïse 63	L. D. I 2e	p. 215
2. 17 Shakespeare 67	—	p. 216
3. 4 Descartes 67	—	p. 219
4. 27 Frédéric 67 (1er décembre 1855)	—	p. 220
5. 26 Bichat 67	—	p. 221
6. 15 Moïse 68	—	p. 222
7. 24 Aristote 68	—	p. 223
8. 15 Shakespeare 68	—	p. 223
9. 23 Guttemberg 68	—	p. 224
10. 6 César 69	—	p. 225
11. 3 Saint-Paul 69	—	p. 226
12. 5 Saint-Paul 69	—	p. 226
13. 19 Charlemagne 69	—	p. 227
14. 14 Dante 69	—	p. 229
15. 1 Guttemberg 69	—	p. 230
FOUCART, J. B.		
1. 10 Archimède 66 (4 avril 1854)	C. I. 1,	p. 315
2. 4 Homère 67 (1er février 1855)	—	p. 317
FRANCELLE, Madame		
6 Homère 65 (3 février 1853)	L. F. L.	p. 199
FROSSARD, Colonel		
10 février 1851	C. I. IV,	p. 287
GARNIER, Joseph		
(Sans date)	E. P. B.	p. 13
GONDINET		
4 novembre 1829	L. D. II,	p. 120
	C. I. III,	p. 3
GRANDCHAMP (voir PINEL GRANDCHAMP, Dr)		
GROENINX DE ZOELEN, Madame		
27 Aristote 62 (24 mars 1850)	C. I. IV,	p. 30
GROTE		
1. 28 août 1844	L. D. II,	p. 289
2. 27 février 1845	C. I. IV,	p. 297
3. 28 février 1848	L. D. II,	p. 351
4. 2 octobre 1848	—	p. 293
GUIZOT, Ministre de l'Instruction publique		
1. 27 novembre 1832	L. D. II,	p. 185
2. 30 mars 1833	—	p. 189
	C. I. IV,	p. 154
3. 6 mai 1833	L. D. II,	p. 195
GUYARD, Editeur		
14 juillet 1855	L. F. L.	p. 202

HADERY, Auguste

1.	10 César 63 (2 mai 1851)	C. I. II,	p. 203
2.	17 César 63 (9 mai 1851)	—	p. 204
		L. D. 1,	p. 423
3.	6 Saint-Paul 63	C. I. II,	p. 212
4.	1 Homère 64	—	p. 214
5.	10 Charlemagne 64	—	p. 223
6.	4 Guttemberg 64	—	p. 224
7.	9 Shakespeare 64	—	p. 225
8.	6 Moïse 65	—	p. 234
9.	20 Moïse 65	—	p. 243
10.	1 Homère 65	—	p. 250
11.	13 août 1853	—	p. 253
12.	6 Guttemberg 65	—	p. 254
13.	3 Descartes 65	—	p. 260
14.	6 Frédéric 65	—	p. 266
15.	21 Frédéric 65	—	p. 267
16.	17 Moïse 66	—	p. 272
17.	12 Aristote 66	—	p. 276
18.	5 Charlemagne 66	—	p. 281
19.	2 Shakespeare 67	—	p. 283
20.	15 Shakespeare 66	—	p. 286
21.	2 Saint-Paul 67	—	p. 289
22.	25 Saint-Paul 67	—	p. 292
23.	6 Charlemagne 67	—	p. 299
24.	26 Dante 67	—	p. 301
25.	18 Guttemberg 67	—	p. 305
26.	19 Frédéric 67	—	p. 308
27.	12 Bichat 67	—	p. 317
28.	4 Moïse 68	—	p. 321
29.	25 Moïse 68	—	p. 322
30.	10 Archimède 68	—	p. 329
31.	24 César 68	—	p. 335
32.	10 Saint-Paul 68	—	p. 336
33.	15 Charlemagne 68	—	p. 344
34.	21 Descartes 68	—	p. 351
35.	24 Bichat 68	—	p. 360
36.	11 César 69	—	p. 366
37.	26 César 69	—	p. 378
38.	20 Charlemagne 69	—	p. 386
39.	25 Dante 69	—	p. 392
40.	6 Guttemberg 69	—	p. 393
41.	16 Guttemberg 69	—	p. 396

HASFELT (voir LIMBOURG-STIRUM VON)

HAUTPOUL, Général

	8 César 62 (30 avril 1850)	C. I. IV,	p. 285

HOLMES, Georges, Frédéric

1.	19 avril 1852 (manque, voir R. L. H. I., p. 104)		
2.	10 Shakespeare 64 (18 septembre 1852)	R. L. H. I.,	p. 109
3.	28 novembre 1852 (fragments)	—	p. 124

	« Alumni Bulletin of the University of Virginia, August, 1898		p. 40
4.	13 Aristote 65 (10 mars 1853)	R. L. H. I.	p. 128
5.	manque (4 août 1854)	—	p. 134
6.	8 Descartes 65 (15 octobre 1853)	—	p. 137

HOLYOAKE

1.	8 Guttemberg 67 (20 août 1855)	L. D. I 2e	p. 345
2.	12 Guttemberg 67 (24 août 1855)	—	p. 346

HUMBOLDT, Alexandre

	25 Bichat 67 (27 décembre 1855)	C. I. II,	p. 299

HUTTON, Henry Dix

1.	20 Descartes 65 (27 octobre 1853)	L. D. 1,	p. 511
2.	9 Frédéric 65 (1er novembre 1853)	—	p. 515
3.	6 Bichat 65 (8 décembre 1853)	—	p. 519
4.	25 Bichat 65	—	p. 523
5.	7 Moïse 66	—	p. 529
6.	12 Homère 66	—	p. 537
7.	26 Homère 66	—	p. 541
8.	19 Archimède 66 (13 avril 1854)	—	p. 545
9.	12 César (6 mai 1854)	—	p. 549
10.	12 Saint-Paul 66 (1er juin 1854)	—	p. 553
11.	19 Charlemagne 66	—	p. 557
12.	5 Dante 66	—	p. 561
13.	13 Dante 66	—	p. 563
14.	12 Guttemberg (24 août 1854)	—	p. 565
15.	7 Descartes 66 (14 octobre 1854)	—	p. 567
16.	27 Frédéric 66 (1er décembre 1854)	—	p. 569
17.	12 Moïse 67	—	p. 573
18.	21 Moïse 67	—	p. 579
19.	7 Archimède 67	—	p. 581
20.	13 Charlemagne 67	—	p. 587
21.	Jour complémentaire de l'An 67 (31 décembre 1855)	—	p. 591
22.	1 Homère 68	—	p. 597
23.	3 Aristote 68	—	p. 603
24.	24 Archimède 68	—	p. 607
25.	3 César 68	—	p. 611
26.	10 Saint-Paul 68	—	p. 613
27.	10 Dante 68	—	p. 615
28.	17 Dante 68	—	p. 619
29.	17 Descartes 68	—	p. 623
30.	25 Descartes 68	—	p. 625
31.	3 Bichat 68	—	p. 627
32.	15 Moïse 69	—	p. 629
33.	1 Aristote 69	—	p. 631
34.	15 César 69	—	p. 633
35.	11 Charlemagne 69	—	p. 635
36.	20 Charlemagne 69	—	p. 635
37.	27 Charlemagne 69	—	p. 647
38.	3 Dante 69	—	p. 651

39. 28 Dante 69 — p. 653
40. 6 Guttemberg 69 — p. 655

INGRAM
24 Charlemagne 68 (10 juillet 1856) L. D. I 2e, p. 69

INGRAM & ALLMAN
10 Descartes 64 (16 octobre 1852) L. D. I 2e, p. 67

JACQUEMIN
1. 21 février 1848 A. P. 1, p. 167
2. 10 mars 1848 — p. 168
3. 24 mars 1848 — p. 169
4. 2 juillet 1848 — p. 170
5. 29 juin 1849 — p. 176
6. 30 octobre 1849 — p. 181
7. 9 janvier 1852 — p. 189
8. 22 janvier 1852 — p. 191
9. 8 novembre 1852 — p. 192
10. 12 décembre 1852 — p. 194
11. 13 août 1853 — p. 203
12. 30 décembre 1853 — p. 203
13. 10 août 1854 — p. 204
14. 4 février 1855 — p. 207

JACQUIER, Eusice
5 mars 1845 C. I. III, p. 21

JEFFERSON
16 juillet 1824 L. F. L. p. 187

JOURDAN, Madame Françoise
13 janvier 1847 C. I. IV, p. 57

JOURNAL DES DÉBATS
28 février 1848 A. P. 1,

JUNDZILL, Charles
1. 6 septembre 1850 L. D. I 2e, p. 63
2. 24 mai 1855 A. P. 1, p. 239

KRETZER (voir LIMBOURG-STIRUM)

KUHNHOLTZ, Dr
9 Shakespeare 67 (18 septembre 1855) L. F. L. p. 238

LAFITTE, Pierre
1. 4 janvier 1845 L. D. I 2e, p. 385
2. 6 février 1845 L. F. L. p. 7
3. 15 octobre 1845 — p. 8
4. 26 janvier 1846 — p. 10
5. 22 octobre 1846 L. D. I 2e, p. 387
6. 26 décembre 1846 — p. 387
7. 15 juin 1847 — p. 388
8. 2 mars 1848 L. F. L. p. 12
9. 22 juin 1848 — p. 12
10. 1er juillet 1848 — p. 12
11. 29 août 1848 — p. 13

12.	12 octobre 1848	—	p.	19
13.	13 octobre 1848	—	p.	22
14.	23 novembre 1848	—	p.	26
15.	5 janvier 1849	C. I. II,	p.	27
16.	10 mars 1849	—	p.	27
17.	7 mai 1849 (15 César 61)	—	p.	28
18.	11 juin 1849 (22 Saint-Paul 61)	—	p.	20
19.	13 Dante 61 (28 juillet 1849)	—	p.	30
20.	20 Dante 61 (4 août 1849)	—	p.	37
21.	1 Guttemberg 61 (13 août 1849)	—	p.	41
22.	8 Guttemberg 61 (20 août 1849)	—	p.	48
23.	17 Guttemberg 61 (29 août 1849)	—	p.	56
24.	23 Guttemberg 61 (4 septembre 1849)	—	p.	64
25.	3 Shakespeare 61 (12 septembre 1849)	—	p.	72
26.	10 Shakespeare 61 (19 septembre 1849)	—	p.	80
27.	17 Shakespeare 61 (26 septembre 1849)	—	p.	88
28.	23 Shakespeare 61 (2 octobre 1849)	—	p.	95
29.	11 Descartes 61 (18 octobre 1849)	—	p.	103
30.	(sans date)	—	p.	113
31.	7 Archimède 62	L. F. L.	p.	27
32.	7 César 62	—	p.	28
33.	7 Charlemagne 62	—	p.	28
34.	14 Charlemagne 62	—	p.	28
35.	15 Guttemberg 62	—	p.	29
36.	23 Guttemberg 62	—	p.	33
37.	2 Shakespeare 62	—	p.	37
38.	9 Shakespeare 62	—	p.	41
39.	16 Shakespeare 62	—	p.	45
40.	23 Shakespeare 62	—	p.	48
41.	2 Descartes 62	—	p.	52
42.	9 Descartes 62	—	p.	55
43.	16 Descartes 62	—	p.	59
44.	18 Homère 63	—	p.	63
45.	25 Saint-Paul 63	—	p.	63
46.	14 Dante 63	—	p.	64
47.	24 Dante 63	C. I. II,	p.	113
48.	18 Guttemberg 63	—	p.	122
49.	20 Guttemberg 63	—	p.	124
50.	3 Shakespeare 63	—	p.	132
51.	13 Shakespeare 63	—	p.	138
52.	14 Frédéric 63	L. F. L.	p.	67
53.	8 Guttemberg 64	—	p.	67
54.	27 Guttemberg 64	C. I. II,	p.	146
55.	9 Shakespeare 64	—	p.	150
56.	15 Shakespeare 64	—	p.	162
57.	27 Charlemagne 65	—	p.	162
58.	17 août 1853	—	p.	163
59.	8 Guttemberg 65	—	p.	164
60.	3 Shakespeare 65	—	p.	170
61.	3 Charlemagne 66	—	p.	174
62.	6 Guttemberg 66	—	p.	174
63.	22 Guttemberg 66	—	p.	177

64.	8 Frédéric 66	—	p. 180
65.	18 Guttemberg 67	—	p. 180
66.	25 Shakespeare 67	—	p. 184
67.	24 Guttemberg 68	—	p. 191
68.	22 Shakespeare 68	—	p. 194
69.	3 Homère 69	—	p. 196
70.	18 Guttemberg 69	—	p. 197
LAMÉ, Membre de l'Académie des Sciences			
1.	16 août 1845	C. I. IV,	p. 246
		L. D. II,	p. 304
2.	9 avril 1848	C. I. IV,	p. 267
	manquent 4 lettres (voir)	L. F. L., VIII,	p. 267
LAMENNAIS, Abbé			
	31 mars 1826	A. P. B., 188 B,	p. 114
LAMORICIÈRE, Général, Ministre de la Guerre			
	16 juillet 1848	T.	p. 75
		C. I. IV,	p. 270
LANDEMAN, Léon			
1.	9 Charlemagne 69 (26 juin 1857)	E. P. B.	p. 5
2.	20 Charlemagne 69 (7 juillet 1857)	—	p. 7
3.	23 Charlemagne 69 (10 juillet 1857)	—	p. 9
4.	9 Guttemberg 69 (21 août 1857)	—	p. 11
LAPIERRE, Fortuné			
	1 César 66 (23 avril 1854)	C. I. IV,	p. 34
LAURENT, A., ouvrier tisseur			
1.	21 Guttemberg 63	L. D. 1,	p. 433
2.	27 Guttemberg 63	—	p. 441
3.	9 Shakespeare 63 (18 septembre 1851)	—	p. 445
4.	2 Frédéric 63 (6 novembre 1851)	—	p. 449
5.	13 Bichat 63 (18 décembre 1851)	—	p. 455
6.	16 Bichat 63 (18 décembre 1851)	—	p. 459
7.	2 Moïse 64 (2 janvier 1852)	—	p. 461
8.	1 Archimède 64	—	p. 465
9.	23 Saint-Paul 64	—	p. 469
10.	6 Shakespeare 64	—	p. 473
11.	8 Descartes 64	—	p. 481
12.	4 Frédéric 64	—	p. 477
13.	19 Homère 69	—	p. 485
LEBLAIS, Alph.			
	15 Moïse 63 (15 janvier 1851)	C. I. 1,	p. 131
LEFÈVRE			
	7 mai 1843	C. I. III,	p. 17
LEFORT, César			
	22 César 69 (14 mai 1857)	C. I. IV,	p. 36
LENOIR			
1.	14 avril 1846	C. I. IV,	p. 99
2.	15 avril 1846	—	p. 101
3.	17 avril 1846	—	p. 102

4.	19 avril 1846	—	p. 103
5.	21 avril 1846	—	p. 104
6.	22 avril 1846	—	p. 105
7.	9 mai 1846	—	p. 107
8.	11 octobre 1846	—	p. 110
9.	28 octobre 1846	—	p. 113

LEWES, G. H.

1.	1er avril 1846	L. F. L.	p. 203
2.	4 juillet 1846		
3.	24 juillet 1846		
4.	28 janvier 1847		
5.	20 mars 1847		
6.	7 avril 1847		
7.	5 juillet 1847		
8.	12 avril 1848		
9.	15 octobre 1848		
10.	1 Guttemberg 64 (12 août 1852)		
11.	18 Shakespeare 64 (26 septembre 1852)		
12.	1 Descartes 64 (7 octobre 1852)		

Les onze dernières lettres ci-dessus viennent d'être acquises par M. Fernand ROUSSEAU et déposées par lui aux Archives Positivistes, 10, rue Monsieur-le-Prince, Paris, VIe.

LIMBOURG-STIRUM, Comte de, et à MM. KRETZER & HASFELT, Lieutenants

	30 avril 1846	L. F. L.	p. 190

LIMBOURG-STIRUM, M. de

	3 Frédéric 62 (7 novembre 1850)	C. I. III,	p. 235

LITTRÉ, Emile

1.	26 février 1848	C. I. II,	p. 3
2.	27 février 1848	—	p. 3
		L. D. III,	p. 349
3	22 septembre 1848	C. I. II,	p. 5
4.	21 octobre 1848	L. F. L.	p. 176
5.	7 novembre 1848	—	p. 179
6.	13 novembre 1849 (ou 1848 ?)	—	p. 179
7.	24 août 1850 (ou 1849 ?)	—	p. 180
8.	18 mars 1850	—	p. 182
9.	28 Charlemagne 62	C. I. II,	p. 7
10.	6 César 63	—	p. 8
		T.	p. 46
11.	12 Shakespeare 64 (20 septembre 1852)	C. I. II,	p. 20
12.	11 Frédéric 67 (15 novembre 1855)	—	p. 22
13.	23 avril 1857	A. P. 1,	p. 243

LONGCHAMPT, Joseph

	22 Shakespeare 66	L. D. I 2e,	p. 255

MAC CLINTOCK (voir : CLINTOCK)

MAGNIN, Fabien

1.	12 janvier 1846	C. I. III,	p. 25
2.	25 octobre 1846 L. D. III p. 329	—	p. 26

3. 29 octobre 1846	—	p. 331	—	p. 28
4. 9 janvier 1847	—	p. 333	—	p. 28
5. 21 juillet 1847	—	p. 335	—	p. 30
6. 28 juillet 1847	—	p. 337	—	p. 31
7. 27 août 1847	—	p. 339	—	p. 31
8. 15 janvier 1848			—	p. 32
9. 10 mars 1848			—	p. 33
10. 20 avril 1848	—	p. 341	—	p. 34
11. 29 mai 1848	—	p. 343	—	p. 34
12. 28 août 1848			—	p. 37
13. 30 septembre 1848			—	p. 38
14. 2 décembre 1848			—	p. 38
15. 8 Shakespeare 61			—	p. 39
16. 23 Guttemberg 63			—	p. 40
17. 6 Descartes 63			—	p. 41
18. 14 Homère 64			—	p. 41
19. 4 Moïse 67			—	p. 42
20. 26 Bichat 67			—	p. 43
21. 15 Moïse 68			—	p. 44
22. 3 Homère 68			—	p. 44

MAIRE DU IIIe ARRONDISSEMENT

22 juin 1832	C. I. IV,	p. 152

MAIRE DU IIe ARRONDISSEMENT

19 décembre 1856	L. F. L.	p. 230

MARÉCHAL, Duc de DALMATIE

1. 25 janvier 1844	T.	p. 55
	C. I. IV,	p. 213
2. 30 mai 1844	—	p. 224
3. 19 décembre 1844	—	p. 237

MARIE, Madame Félicie

(lettre écrite le 1er juillet 1845) remise le 28 août 1845	L. D. II,	p. 309

MARIE, Maximilien

1. 15 avril 1841	A. H.	p. 71
2. 4 juillet 1841	—	p. 74
3. 30 juillet 1841	—	p. 78
4. 18 décembre 1841	A. P. 1,	p. 107
5. 30 juillet 1842	A. H.	p. 78
6. 14 juin 1843	A. P 1,	p. 108
7. 24 juin 1843	—	p. 109
8. 28 mai 1844	A. H.	p. 84
9. 2 juin 1844	—	p. 86
10. 26 septembre 1844	A. P. 1,	p. 110
11. 2 novembre 1844	—	p. 111
12. 30 mai 1845	C. I.	p. 75
	A. P. 1,	
13. 5 septembre 1845	—	p. 112
14. 11 septembre 1845	—	p. 113
15. 10 octobre 1845	—	p. 114
16. 27 novembre 1845	—	p. 114

MARIE, Simon, Capitaine			
1.	5 avril 1846	C. I. IV,	p. 83
2.	7 avril 1846	—	p. 85
3.	19 avril 1846	—	p. 90
4.	8 mai 1846	—	p. 92
5.	16 octobre 1846 ou 18 octobre	—	p. 93
MARIE, Madame Simon, née de FICQUELMONT			
1.	6 septembre 1844	A. P. 1,	p. 115
2.	8 juin 1845	C. I. IV,	p. 77
3.	8 juin 1845	—	p. 79
4.	12 septembre 1845	—	p. 80
5.	27 novembre 1845	—	p. 81
6.	29 novembre 1845	—	p. 82
7.	20 février 1846	A. P. 1,	p. 116
8.	15 avril 1846	C. I. IV,	p. 88
9.	25 avril 1846	—	p. 91
MARIELLE, Administrateur provisoire de l'Ecole polytechnique			
	6 avril 1848	A. P. 1,	p. 161
MARIENHOLTZ-BULOW, Baronne de			
	13 juin 1856	L. D. I 2e,	p. 349
MARRAST, Armand			
	7 janvier 1852	L. D. II,	p. 175
		C. I. III,	p. 7
MARTINEAU, Miss Harriett			
1.	29 décembre 1853	L. D. I 2e,	p. 143
2.	19 janvier 1854	—	p. 146
3.	6 avril 1854	—	p. 150
MELET			
	R. O. 1887, XVIII, p. 260-261 A. P. B. 388		p. 607
MENJAUD			
	28 février 1826	L. D. II,	p. 143
		C. I. 1,	p. 13
METCALF, John			
1.	3 Aristote 68	L. D. I 2e	p. 330
2.	7 Guttemberg, 68	—	p. 331
3.	9 Homère 69	—	p. 334
4.	5 Dante 69	—	p. 348
MILL, John Stuart		(Edition Félix Alcan)	
1.	20 novembre 1841,	—	
2.	17 janvier 1842	—	
3.	4 mars 1842	—	
4.	5 avril 1842	—	
5.	29 mai 1842	—	
6.	19 juin 1842	—	
7.	22 juillet 1842	—	
8.	24 août 1842	—	
9.	30 septembre 1842	—	
10.	5 novembre 1842	—	
11.	30 décembre 1842	—	

12. 27 février 1843 —
13. 25 mars 1843 —
14. 16 mai 1843 —
15. 28 mai 1843 —
16. 29 juin 1843 —
17. 16 juillet 1843 —
18. 28 août 1843 —
19. 5 octobre 1843 —
20. 22 octobre 1843 —
21. 14 novembre 1843 —
22. 23 décembre 1843 —
23. 6 février 1844 —
24. 1er mai 1844 —
25. 22 juillet 1844 —
26. 15 août 1844 —
27. 23 août 1844 —
28. 26 août 1844 —
29. 21 octobre 1844 —
30. 25 décembre 1844 —
31. 10 janvier 1845 —
32. 25 février 1845 —
33. 15 mai 1845 —
34. 27 juin 1845 —
35. 30 juin 1845 —
36. 14 juillet 1845 —
37. 14 juillet 1845 —
38. 8 août 1845 —
39. 24 septembre 1845 —
40. 18 décembre 1845 —
41. 23 janvier 1846 —
42. 6 mai 1846 —
43. 10 août 1846 —
44. 2 septembre 1846 —
45. 3 septembre 1846 —

MINISTRE DE LA GUERRE (voir : *MARÉCHAL*, Duc de DALMATIE

MINISTRE DE LA GUERRE (voir : Général de *LAMORICIÈRE*)

MONTÈGRE, de

1. 10 mars 1848 L. D. I 2e, p. 1
2. 27 mars 1848 — p. 2
3. 5 avril 1848 — p. 3
4. 24 août 1848 — p. 4
5. 3 octobre 1848 — p. 6
6. 18 Dante 61 — p. 9
7. 14 Guttemberg 61 — p. 11
8. 3 Saint-Paul 62 — p. 13
9. 12 Shakespeare 62 — p. 16
10. 27 Saint-Paul 63 — p. 18
11. 28 Shakespeare 63 — p. 19
12. 12 Charlemagne 64 — p. 24
13. 10 Frédéric 64 — p. 27

14.	Le dernier jour de l'An 64	—	p. 31
15.	3 Moïse 65	—	p. 32
16.	5 Aristote 65	—	p. 33
17.	13 Aristote 65	—	p. 34
18.	22 Aristote 69 (19 mars 1857) dans lettres à C. de BLIGNIÈRES		p. 137

MONTET, Doyen de la Faculté protestante de Montauban

	17 César 68 (8 mai 1856)	L. D. I 2e,	p. 329

MONTFORT, Madame de

1.	3 août 1848	L. F. L.	p. 117
2.	19 octobre 1848	A. P. 1,	p. 210

NAVIER

	23 juillet 1835	L. F. L.	p. 205

OTTER, Francis

	16 Guttemberg 69	L. D. I 2e,	p. 383

PAPOT

1.	10 César 63 (2 mai 1851)	C. I. 1,	p. 137
2.	16 César 63 (8 mai 1851)	—	p. 137
3.	13 Frédéric 64	—	p. 145
4.	22 Frédéric 64 (25 novembre 1852)	—	p. 148
5.	24 Archimède 65	—	p. 153
6.	6 César 65	—	p. 154
7.	15 Charlemagne 65 (2 juillet 1853)	—	p. 160
8.	5 Guttemberg 65 (17 août 1853)	—	p. 163
9.	1 Descartes 65 (8 octobre 1853)	—	p. 164
10.	9 Moïse 66 (9 janvier 1854)	—	p. 167
11.	19 Charlemagne 66	—	p. 171
12.	27 Guttemberg 66	—	p. 175
13.	21 Shakespeare 66 (30 septembre 1854)	—	p 176
14.	23 Moïse 67	—	p. 178
15.	9 Dante 67 (24 juillet 1855)	—	p. 180
16.	4 Moïse 68	—	p. 186
17.	10 Moïse 68	—	p. 187
18.	24 Charlemagne 68 (10 juillet 1856)	—	p. 193
19.	10 Moïse 69	—	p. 199
20.	23 Dante 69	—	p. 202

PEEL, Sir Robert

	1er septembre 1848	C. I. III,	p. 163

PERRY, Sir Erskine

	6 Aristote 65 (3 mars 1853)	L. D. I 2e,	p. 135
		C. I. IV,	p. 304
	in « Nineteenth Century » nov. 1877		

PEYRONNET

	23 Archimède 63 (17 avril 1851)	C. I. IV,	p. 31

PINEL GRANCHAMP, Docteur

1.	20 novembre 1845	C. I. IV,	p. 61
2.	4 juillet 1846	—	p. 62
3.	6 juillet 1846	—	p. 63

POINSOT			
1.	18 septembre 1836	L. D. III,	p. 219
2.	21 août 1842	—	p. 227
3.	9 avril 1848	—	p. 231
			p. 266
« POLITIQUE », Le			
1.	27 décembre 1818	E. C.	p. 334
		R. O. (1883)	t. II
2.	23 janvier 1819		p. 363
POLONCEAU			
	3 Frédéric 62 (7 novembre 1850)	C. I. III,	p. 239
POUZIN			
1.	21 novembre 1814	L. F. L.	p. 239
	édition Ed. Crès		
2.	26 novembre 1814	—	p. 241
3.	9 juillet 1816	—	p. 242
4.	23 décembre 1829	—	p. 244
5.	4 octobre 1839	—	p. 246
6.	15 juillet 1843	—	p. 249
PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES			
1.	9 mai 1824	A. P. I	p. 98
2.	21 février 1831	L. D. II,	p. 161
		C. I. IV,	p. 147
3.	7 mars 1831	L. D. II,	p. 163
		C. I. IV,	p. 148
4.	19 septembre 1846	L. D. II,	p. 241
		C. I. IV,	p. 175
5.	13 juillet 1840	—	p. 128
6.	4 août 1840 (avis)	—	p. 207
PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION POLYTECHNIQUE			
	14 décembre 1830	L. D. II,	p. 154
		C. I. IV,	p. 145
PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES PAIRS			
	Mai 1835	L. D. II,	p. 197
PROFUMO, Benedetto			
1.	24 Bichat 61 (26 décembre 1849)	C. I. II,	p. 183
2.	10 Shakespeare 62 (19 septembre 1850)	—	p. 185
3.	24 Bichat 62 (24 décembre 1850)	—	p. 191
4.	7 Aristote 63 (4 mars 1851)	—	p. 193
5.	10 Aristote 63 (7 mars 1851)	—	p. 200
6.	27 Aristote 63 (24 mars 1851)	—	p. 204
7.	17 mai 1851	A. P. I.	p. 218
8.	24 Dante 63 (8 août 1851)	C. I. II,	p. 212
9.	24 Bichat 63 (26 décembre 1851)	—	p. 220
10.	10 Dante 68	—	p. 229
RESCHID-PACHA			
	7 Homère 65 (4 février 1853)	S. P. III,	p. XLIII

REVUE MÉTHODISTE DE NEW-YORK (voir : CLINTOCK)

RIBET, Alfred.
1. 1 Dante 64 — C. I. III, p. 279
2. 17 Frédéric 64 — — p. 283
3. 2 Bichat 64 — — p. 286
4. 15 Moïse 65 — — p. 287

ROBINET, Docteur Eugène
1. 7 Guttemberg 63 (19 août 1851)
2. 8 Homère 64
3. 15 Homère 64
4. 15 Archimède 64
5. 19 Saint-Paul 66
6. 5 Charlemagne 66
7. 26 Charlemagne 66
8. 10 Guttemberg 66
9. 10 Bichat 66
10. 5 Moïse 67
11. 24 Homère 67
12. 2 Aristote 67
13. 28 Shakespeare 67
14. 6 Bichat 67
15. 27 Bichat 67
16. 3 Moïse 68
17. 12 Aristote 68
18. 7 Dante 69

ROBINET, Madame Virginie
1. 8 Homère 64
2. 5 février 1852 — C. I. III, p. 264

ROBINET, Madame Marie
14 Saint-Paul 66

ROOSEMALEN, M. de
20 Archimède 63 (lundi soir 14 avril 1851)
R. O. 20e année, sept. 1897, XV, p. 255

ROSAMEL, Amiral de
17 octobre 1838 — C. I. IV, p. 4

ROSTOLAN, Général de, Président du Conseil de Perfectionnement de l'Ecole polytechnique
1. 18 novembre 1844 — C. I. VI, p. 232
2. 25 novembre 1844 — — p. 235
3. 18 août 1845 — L. D. II, p. 307
4. 29 juin 1847 — C. I. IV, p. 256

SABATIER, Alfred
1. 8 Shakespeare 68 (16 septembre 1856) L. D. I 2e, p. 359
2. 9 Aristote 69 (6 mars 1857 — — p. 364
3. 8 Archimède 69 (2 avril 1857) — — p. 367
4. 20 César 69 (12 mai 1857 — — p. 369
Avec spécimen de la succession des rimes dans l'ensemble de trois stances (16 Archimède 69) — — p. 371
5. 6 Charlemagne 69 (23 juin 1857) — — p. 371

SAINT-CRICQ, Comte de
14 mai 1828 — L. D. II, p. 145

SAINT-SIMON
(sans date) par anonyme deux lettres dans « Revue Historique »
Mai-juin 1906 « Autour de Saint-Simon » d'A. Pereire et dans R. O. p. 265 et 275

SALVANDY, de, Ministre de l'Instruction publique
1. 2 ou 3 septembre 1846 — L. D. II, p. 319 — C. I. IV, p. 250
2. 4 mars 1847 — L. D. II, p. 323 — C. I. IV, p. 255
3. 23 septembre 1847 — L. D. II, p. 325 — C. I. IV, p. 260

SAURIA
1. 30 octobre 1855 — A. P. I. p. 240
2. 13 novembre 1856 — — p. 241

SMITH, Seba
1. 17 Dante 63 (1er août 1851) — R. L. H. p. 31
2. 6 Aristote 64 (2 mars 1852) — C. I. III, p. 273

SOUSCRIPTEURS DU SUBSIDE (voir : CIRCULAIRES ANNUELLES

SOULT (voir : Maréchal, duc de Dalmatie).

STIRUM (voir : LIMBOURG-STIRUM)

TABARIÉ fils
1. 5 avril 1824 — E. O. p. XLIX
2. 5 juin 1824 (non publiée)
3. 17 juillet 1824 — E. O. p. LXIV
4. 22 août 1824 — — p. LXVII
5. 14 décembre 1843 — A. P. I. p. 149
6. 2 février 1844 — — p. 150
7. 24 février 1844 — A. P. B. 388 p. 207
8. 1er juin 1844 — A. P. I. p. 152

THALES BERNARD (voir : BERNARD)

THÉATRE DES ITALIENS (voir : DIRECTEUR DU)

THOLOSÉ, Général de
1. 14 janvier 1836 — L. D. II, p. 201
2. 21 septembre 1836 — — p. 205 — C. I. IV, p. 185
3. 23 septembre 1836 — L. D. III, p. 207 — C. I. IV, p. 188

THOLOUZE de
1. 28 novembre 1846 — C. I. III, p. 49
2. 18 décembre 1847 — — p. 52
3. 19 août 1848 — — p. 57

4. 18 décembre 1848 — p. 60
5. 31 mars 1849 — p. 67
6. 8 Shakespeare 61 (17 septembre 1849) — p. 76
7. 25 Charlemagne 62 (12 juillet 1850) — p. 87
8. 28 Archimède 63 (22 avril 1851) — p. 97
9. 25 Dante 63 (9 août 1851) — p. 104
10. 15 Guttemberg 64 (26 août 1852) — p. 113
11. 1 César 65 — p. 121
12. 26 Charlemagne 66 (13 juillet 1854) — p. 130
13. 28 Aristote 67 (25 mars 1855) — p. 133
14. 4 Moïse 68 (4 janvier 1856) — p. 140
15. 24 Bichat 68 (26 décembre 1856) — p. 146
16. 10 Guttemberg 69 (22 août 1857) — p. 148

THOMSON, John Reuben
26 César 64 (17 mai 1852) R. L. H. I, p. 67

THUNOT, A l'atelier typographique de M.
1. 22 César 64 (13 mai 1852) C. I. IV, p. 33
2. 10 Descartes 68 (16 octobre 1856) A. P. I. p. 242

TZAR NICOLAS II
19 Bichat 64 (20 décembre 1852) S. P. III, p. xxix

VAILLANT, Général
19 août 1839 L. D. III, p. 259
C. I. IV, p. 192

VALAT (Édition Ed. Dunod, 1870)
1. 2 janvier 1815 —
2. 14 février 1815 —
3. 29 avril 1815 —
4. 13 octobre 1816 —
5. 29 octobre 1816 —
6. 12 février 1817 —
7. 25 février 1817 —
8. 17 avril 1818 —
9. 15 mai 1818 —
10. 15 juin 1818 —
11. 22 juillet 1818 —
12. 17 novembre 1818 —
13. 24 septembre 1819 —
14. 26 septembre 1819 —
15. 6 septembre 1820 —
16. 21 mai 1824 —
17. 8 septembre 1824 —
18. 3 novembre 1824 —
19. 28 novembre 1824 —
20. 25 décembre 1824 —
21. 30 mars 1825 —
22. 16 juillet 1825 —
23. 16 novembre 1825 —
24. 27 novembre 1825 —
25. 18 janvier 1826 —

26.	28 septembre 1837	—		
27.	21 novembre 1837	—		
28.	15 mai 1838	—		
29.	11 août 1839	—		
30.	7 septembre 1839	—		
31.	25 septembre 1839	—		
32.	22 octobre 1839	—		
33.	5 janvier 1840	—		
34.	10 mai 1840	—		
35.	10 juillet 1840	—		
36.	26 août 1840	—		
37.	22 septembre 1840	—		
38.	13 octobre 1840	—		
39.	23 octobre 1840	—		
40.	29 novembre 1840	—		
41.	1er mai 1841	—		
42.	25 juillet 1841	—		
43.	5 octobre 1841	—		
44.	1er août 1842	—		
45.	29 août 1842	—		
46.	17 septembre 1842	—		
47.	23 septembre 1842	—		
48.	27 octobre 1842	—		
49.	13 décembre 1842	—		
50.	17 juillet 1843	—		
51.	25 août 1843	—		
52.	6 septembre 1843	—		
53.	28 septembre 1843	—		
54.	22 novembre 1843	—		

VAUX, Clotilde de, née MARIE T.

1.	39 avril 1845	—		p. 243
2.	2 mai 1845	—		p. 244
3.	14 mai 1845	—		p. 245
4.	17 mai 1845	—		p. 247
5.	20 mai 1845	—		p. 250
6.	21 mai 1845	—		p. 251
7.	21 mai 1845	—		p. 253
8.	22 mai 1845 (non expédiée)	T.	C. I. IV,	p. 67
9.	24 mai 1845	T.		p. 255
10.	28 mai 1845	—		p. 256
11.	2 juin 1845	—		p. 260
12.	2 juin 1845. Lettre philosophique sur la Commémoration sociale.	T.		p.240a
13.	6 juin 1845	—		p. 263
14.	23 juin 1845	—		p. 266
15.	25 juin 1845	—		p. 270
16.	3 juillet 1845	—		p. 275
17.	4 juillet 1845	—		p. 275
18.	19 juillet 1845	—		p. 276
19.	20 juillet 1845	—		p. 278
20.	22 juillet 1845	—		p. 280

21.	31 juillet 1845	—	p. 287
22.	5 août 1845	—	p. 288
23.	11 août 1845	—	p. 299
24.	26 août 1845	—	p. 301
25.	2 septembre 1845	—	p. 304
26.	2 septembre 1845	—	p. 307
27.	5 septembre 1845	—	p. 308
28.	6 septembre 1845	—	p. 312
29.	8 septembre 1845	—	p. 318
30.	9 septembre 1845	—	p. 319
31.	10 septembre 1845	—	p. 329
32.	14 septembre 1845	—	p. 327
33.	16 septembre 1845	—	p. 334
34.	17 septembre 1845	—	p. 337
35.	25 septembre 1845	—	p. 338
36.	26 septembre 1845	—	p. 340
37.	28 septembre 1845	—	p. 342
38.	2 octobre 1845	—	p. 346
39.	8 octobre 1845	—	p. 352
40.	10 octobre 1845	—	p. 356
41.	14 octobre 1845	—	p. 358
42.	19 octobre 1845	—	p. 362
43.	19 octobre 1845	—	p. 364
44.	21 octobre 1845	—	p. 368
45.	25 octobre 1845	—	p. 371
46.	29 octobre 1845	—	p. 373
47.	31 octobre 1845	—	p. 375
48.	2 novembre 1845	—	p. 386
49.	6 novembre 1845	—	p. 389
50.	8 novembre 1845	—	p. 382
51.	9 novembre 1845	—	p. 397
52.	10 novembre 1845	—	p. 399
53.	11 novembre 1845	—	p. 400
54.	13 novembre 1845	—	p. 405
55.	13 novembre 1845	—	p. 406
56.	16 novembre 1845	—	p. 409
57.	18 novembre 1845	—	p. 412
58.	20 novembre 1845	—	p. 414
59.	22 novembre 1845	—	p. 417
60.	24 novembre 1845	—	p. 420
61.	2 décembre 1845	—	p. 424
62.	4 décembre 1845	—	p. 427
63.	5 décembre 1845	—	p. 430
64.	7 décembre 1845	—	p. 436
65.	9 décembre 1845	—	p. 440
66.	10 décembre 1845	—	p. 444
67.	12 décembre 1845	—	p. 449
68.	16 décembre 1845	—	p. 454
69.	19 décembre 1845	—	p. 456
70.	26 décembre 1845	—	p. 454
71.	28 décembre 1845	—	p. 463
72.	30 décembre 1845	—	p. 468

73.	4 janvier 1846	—	p. 471
74.	6 janvier 1846	—	p. 475
75.	9 janvier 1846	—	p. 479
76.	11 janvier 1846	—	p. 482
77.	11 janvier 1846. Lettre philosophique sur le Mariage.	T.	p. 240i
78.	18 janvier 1846	—	p. 485
79.	19 janvier 1846	—	p. 488
80.	25 janvier 1846	—	p. 489
81.	27 janvier 1846	—	p. 491
82.	29 janvier 1846	—	p. 495
83.	5 février 1846	—	p. 498
84.	6 février 1846	—	p. 501
85.	10 février 1846	—	p. 503
86.	12 février 1846	—	p. 507
87.	15 février 1846	—	p. 511
88.	22 février 1846	—	p. 517
89.	24 février 1846	—	p. 522
90.	25 février 1846	—	p. 525
91.	28 février 1846	—	p. 530
92.	1er mars 1846	—	p. 536
93.	4 mars 1846	—	p. 538
94.	5 mars 1846	—	p. 543
95.	9 mars 1846	—	p. 549
96.	11 mars 1846	—	p. 550
97.	17 mars 1846	—	p. 554
98.	18 mars 1846	—	p. 555

VIEILLARD, Sénateur

1.	13 janvier 1849	C. I. III,	p. 167
2.	14 février 1849	A. P. I.	p. 217
3.	2 mars 1849	L. F. L.	p. 183
4.	18 Frédéric 61 (22 novembre 1849)	C. I. III,	p. 170
5.	9 Aristote 62	—	p. 175
6.	16 Aristote 62	L. F. L.	p. 184
7.	13 Bichat 63 (15 décembre 1851)	C. I. III,	p. 176
8.	3 Aristote 64 (28 février 1852)	S. P. II,	p. 25
9.	8 Frédéric 67 (12 novembre 1855)	C. I. III,	p. 179

WALLACE, John W.

17 Bichat 66 (19 décembre 1854) — R. L. H. — p. 57

WILLIAMSON

15 Frédéric 61 (19 novembre 1849) — C. I. I, — p. 113

WINSTANLEY J.

1 Dante 69 (16 juillet 1857) — C. I. III, — p. 323

XXX, Maire du 3e ou du 12e Arrondissement

22 juin 1832 — C. I. IV, — p. 152

YUNDZILL (voir : JUNDZILL)

ZOELEN (voir : GROENINX de)

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION XI

Discours de Fabien Magnin à l'occasion du vingt-et-unième anniversaire de la mort d'Auguste Comte (extraits) XXXV

Discours sur l'ensemble du Positivisme : Efficacité populaire du Positivisme 1

Association libre pour l'instruction positive du peuple dans tout l'Occident européen 79

Le Fondateur de la Société positiviste à quiconque désire s'y incorporer 85

Rapport à la Société positiviste par la Commission chargée d'examiner la question du travail 99

Système de Politique Positive (tome II) : Théorie positive de la propriété matérielle 113

Catéchisme positiviste : Explications du régime (extraits) 155

Système de Politique Positive (t. IV) : Tableau général de l'existence active (extraits) 173

Bibliothèque du prolétaire au XIXe siècle 217

Correspondance d'A. Comte avec Armand Barbès et Bosson 223

Table alphabétique de la Correspondance générale d'Auguste Comte 239

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE (R.F.) IMPRIMÉS

155. — Imprimerie Jouve et Cie, 15, rue Racine. Paris (N° 31.0939). — 6-46
Dépôt légal : 3e trimestre 1946. — N° 25

OUVRAGES D'AUGUSTE COMTE

Cours de Philosophie positive. Paris, 1830-1842, 6 vol. in-8°.

Traité élémentaire de Géométrie analytique, 1843, 1 vol. in-8°.

Traité philosophique d'Astronomie populaire, 1844, 1 vol. in-8°.

Système de Politique positive, ou *Traité de Sociologie* instituant la Religion de l'Humanité, 1851-1854, 4 vol. in-8°.

Catéchisme positiviste, ou sommaire exposition de la Religion universelle, 1852, 1 vol. in-8°.

Appel aux Conservateurs, 1855, 1 vol. in-8°.

Synthèse subjective, ou système universel des conceptions propres à l'état normal de l'Humanité, t. I, seul paru, contenant le *Système de logique positive* ou *Traité de Philosophie mathématique*, 1856, 1 vol. in-8°.

Testament avec les documents qui s'y rapportent, pièces justificatives, prières quotidiennes, confessions annuelles. Correspondance avec Mme de Vaux. Seconde édition, 1896.

★

CORRESPONDANCE

Lettres d'Auguste Comte à M. Valat (1815-1844), 1 vol. Paris, Dunod, éditeur, 1870.

Lettres d'Auguste Comte à John Stuart Mill (1841-1846), 1 vol. Paris, Ernest Leroux, édit., 1877.

Lettres inédites à C. de Blignières, présentées par Arbousse-Bastide. Librairie philosophique J. Vrin, 1932.

Lettres d'Auguste Comte à divers, publiées par ses Exécuteurs testamentaires, 3 vol. Paris, Fonds typographique de l'Exécution Testamentaire d'Auguste Comte, tome I, première partie, 1902 ; deuxième partie, 1904 ; tome II, 1905.

Correspondance inédite d'Auguste Comte, 4 vol. Paris, au Siège de la Société Positiviste, 10, rue Monsieur-le-Prince. Première série, 1901 ; deuxième série, 1902 ; troisième série, 1903 ; quatrième série, 1904.

Lettres d'Auguste Comte au Docteur Robinet et à sa famille, par Emile Corra, 1 vol. Paris, Société Positiviste Internationale, 54, rue de Seine, 1926.

Lettres et Fragments de Lettres, 1 vol. Centro Positivista de Sào Paulo, rue Antonio de Queiroz, n° 51, Sao Paulo, Brésil, 1926.

Archives Positivistes, Nouvelles Lettres Inédites, Paris, 10, rue Monsieur-le-Prince, 1939.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7531 01475402 3